LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE

ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE

NOUVELLE SÉRIE
N° 53 – 58
JANVIER-FÉVRIER
1954

DANS CE NUMÉRO :

SOMMAIRE COMPLET A LA 1re PAGE

PARAIT TOUS LES DEUX MOIS

64, Boulevard Auguste-Blanqui • PARIS - XIIIe

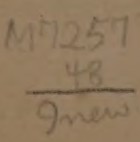
LA PENSÉE

Fondée en 1939 sous la direction de Paul LANGEVIN et Georges COGNIOT

LA PENSÉE

SOMMAIRE

DU NUMERO 53 (JANVIER-FEVRIER 1954).



NOTE DE LA RÉDACTION

Notre seconde conférence de l'année 1953-1954, *consacrée à Lénine, le* savant et le philosophe, *a eu lieu le* 14 *janvier avec un succès éclatant ; un grand nombre de personnes n'ont pu pénétrer dans la salle archi-comble des Sociétés savantes. Nous donnons ci-contre l'allocution de Jacques Duclos, qui présidait la réunion. Les deux études de Jean Orcel et d'Henri Lefebvre vont être imprimées à part et très largement distribuées, pour servir de base de discussion à un Colloque où seront étudiés en détail les principaux aspects de la pensée de Lénine. en rapport avec les problèmes actuels de la science et de la philosophie. Ce Colloque aura lieu pendant toute la journée du* 1er *mars dans la même salle des Sociétés savantes.*

Nous regrettons de ne pouvoir publier dans ce numéro les trois textes de la conférence précédente sur la Chine nouvelle et son passé. *On les trouvera dans notre prochain numéro, avec plusieurs études que nous avons été obligés de différer aussi, notamment celle d'Evry Schatzman sur* le Développement de la lutte idéologique en physique, *celle de Cl. et G. Willard sur* l'U.R.S.S., la Finlande et les Etats baltes en 1939-1940, *celle de Joël Lefebvre sur* Trois ouvrages de Georg Lukacz *et celle de Rémi Richet sur* Gramsci et l'histoire de France.



Nos lecteurs auront remarqué notre souci d'améliorer la présentation de la revue, en faisant figurer sur la couverture un résumé du sommaire et en agrémentant le début des articles de lettrines reproduisant celles que dessina, il y a plus de quatre siècles, ce grand maître de la gravure que fut Albert Dürer.

LÉNINE

LE SAVANT ET LE PHILOSOPHE

par Jacques DUCLOS

Nous sommes particulièrement heureux de pouvoir publier aujourd'hui le discours prononcé à notre conférence du 14 janvier par son président Jacques Duclos. Comme on l'a vu d'autre part, les études de Jean Orcel et d'Henri Lefebvre paraîtront en tirage à part, pour préparer notre Colloque du 1er mars. — N.D.L.R.

NOUS sommes réunis ce soir sous l'égide de *la Pensée* pour entendre Jean Orcel, professeur au Muséum, et Henri Lefebvre, professeur de philosophie, nous parler d'un homme qui a contribué de façon décisive à ouvrir une ère nouvelle de l'histoire de l'humanité en conduisant à la victoire la Révolution Socialiste d'octobre 1917.

Il va y avoir trente ans, le 21 janvier, que Lénine est mort, mais nul ne peut nier ni la puissance d'attraction, ni la fécondité du léninisme qui, selon l'expression de Staline, est le marxisme de la période de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes.

Les deux conférenciers que nous allons entendre ce soir vont parler de Lénine savant et philosophe, de Lénine toujours implacable vis-à-vis de ceux qui s'attaquèrent directement ou indirectement au matérialisme dialectique de Marx et d'Engels, vis-à-vis de ceux qui tentèrent de faire passer, d'une manière ou d'une autre, leurs conceptions idéalistes et de faire pénétrer l'idéologie de la classe dominante dans la doctrine du marxisme révolutionnaire, avec pour objectif de la dénaturer et de la corrompre.



Avant d'aller plus loin, permettez-moi de remercier *la Pensée* d'avoir organisé cette belle réunion, et de rappeler quelques étapes de la lutte ardente menée par cette grande revue du rationalisme moderne.

C'est en 1939 que parut le premier numéro de *la Pensée* pour les mois d'avril-mai-juin ; il fut suivi d'un deuxième pour les mois de juillet-août-septembre, et d'un troisième, au nombre de pages très réduit, pour les mois d'octobre, novembre et décembre ; après quoi la publication de *la Pensée* fut interrompue pour des raisons que personne parmi nous n'a oubliées.

A cette époque, les directeurs de la revue étaient Paul Langevin et Georges Cogniot.

Ce dernier est toujours à son poste, fort de la reconnaissance et de l'estime de tous ses camarades, de tous ceux qui saluent en lui un valeureux et vigoureux combattant du marxisme-léninisme.

Mais je ne saurais évoquer le nom glorieux de Paul Langevin sans saluer la mémoire de ce grand savant, honneur de la science française et fierté de son Parti, de notre Parti, le Parti Communiste Français.

A ce propos, je veux dire que l'une des minutes les plus émouvantes que j'ai vécues dans ma vie de militant, se produisit aussitôt après la libération

du sol national, en septembre 1944, alors que les traces des combats et des barricades subsistaient encore dans notre Paris enfin délivré.

Paul Langevin, revenant de Suisse où les F.T.P. l'avaient emmené pour le soustraire aux dangers que lui faisaient courir les nazis dans la résidence surveillée de Troyes qui lui avait été assignée, me rendit une visite au siège du Parti.

Le but de la visite de Paul Langevin était à la fois simple et émouvant. Il me déclara en substance :

Je sais que vous étiez l'ami de Jacques Solomon. Je sais qu'il a travaillé dans la clandestinité avec vous. Je sais comme vous dans quelles conditions il a été fusillé, avec notre camarade Georges Politzer. Il était membre du Parti communiste, je ne l'étais pas. Et maintenant, je viens vous demander l'adhésion à son Parti pour prendre sa place et continuer sa tâche.

Georges Politzer et Jacques Solomon, avec Jacques Decour, étaient parmi les premiers collaborateurs de *la Pensée* qui, durant l'occupation, poursuivit sa lutte au milieu des pires difficultés et des plus grands périls.

C'est sous le titre *la Pensée Libre* qu'aux jours sombres de l'occupation, la revue dirigée par Paul Langevin continua courageusement sa tâche.

Dans le numéro paru en janvier 1941, on pouvait lire notamment :

Nous avons à montrer que la volonté de destruction de notre culture nationale, de l'héritage spirituel de la France ne date pas d'aujourd'hui ; que la destruction elle-même a déjà commencé au XIXe siècle, quand la bourgeoisie a repris le mot d'ordre : « Il faut une religion au peuple » ; quand on a commencé à organiser le silence autour du matérialisme philosophique de notre XVIIIe siècle et l'oubli de l'Encyclopédie ; quand on a commencé à stériliser Montaigne, Descartes, Pascal, Pierre Bayle, Voltaire, d'Alembert, Diderot ; quand on a commencé à enseigner que les *Essais* n'étaient qu'aimable scepticisme, le *Discours de la Méthode* une « autobiographie intellectuelle », les *Provinciales* une « œuvre partisane », le *Dictionnaire philosophique* un « recueil de jeux de mots », le *Discours préliminaire* un « morceau de rhétorique » et Diderot, l'auteur des *Regrets sur ma vieille robe de chambre* ; quand on a érigé l'idéalisme philosophique en philosophie officielle de la IIIe République ; quand on a supporté béatement le procès du « stupide XIXe siècle », quand on a pris au sérieux les insulteurs de Victor Hugo ; quand on a reculé sans cesse, sur le plan intellectuel, devant l'Eglise et la réaction sociale ; quand on leur a livré, les unes après les autres, toutes les positions idéologiques. Car c'est ainsi qu'on en est arrivé, à la veille de la guerre, à ces manifestations qui, en philosophie et en littérature, n'étaient plus qu'une propagande en faveur de l'obscurantisme. [...]

Ceux qui chantent docilement l'hymne à la trahison ne sont pas seulement des corrompus et des faussaires. Ces esprits supérieurs sont incapables de voir au delà du moment présent. Ils voient ce qui est ; ils ne voient pas ce qui devient. Ces « audacieux » sont, comme ils l'ont montré en juin, des paniquards et des défaitistes sans principes. Ils pensent que jamais plus la terre ne tournera, que jamais plus il n'y aura, après aujourd'hui, *demain*.

E pur si muove !

Que valent, en effet, les proclamations de pygmées jouant les géants millénaires qui annoncent la faillite de la science, de la démocratie et de l'humanisme, au moment même où la science, la démocratie et l'humanisme brillent, avec une pureté jamais atteinte, dans cette Union soviétique qui représente plus de la sixième partie du monde et compte, sur toute la terre, par centaines de millions, ses amis ? Jamais encore, dans l'histoire, l'avenir de l'humanité n'a été aussi concrètement inscrit dans son présent.

Jamais encore ce fait ne s'est reflété avec une telle précision dans la conscience des hommes. Jamais les régimes et les hommes condamnés à périr n'ont révélé aussi clairement, à travers le bluff de leur durée, les signes avant-coureurs de leur proche effondrement.

Dans un autre numéro paru au printemps de 1942, un émouvant hommage était rendu à l'Union soviétique, qui était seule alors à supporter l'énorme poids de la machine de guerre hitlérienne. On pouvait y lire :

Au moment même où la réalité de l'oppression fasciste, celle de Hitler et celle de Vichy, nous prouve de façon décisive à quel rétrécissement de la vie humaine, à quelle déchéance, à quelle renonciation à tout ce qui fait le prix de la vie, aboutit la conception nazie, on conçoit quel immense espoir et quelle force invincible peuvent gonfler le cœur des hommes qui ont vécu la prodigieuse expérience de l'édification socialiste en U.R.S.S.

Et l'on commence à comprendre le sens des grands événements qui se passent en ce moment à l'Est de l'Europe.

Aussitôt après la Libération, *la Pensée* reparut et le numéro un de la nouvelle série porte la mention : octobre-novembre-décembre 1944.

Le Comité directeur de *la Pensée* était composé alors de Paul Langevin, Frédéric Joliot-Curie qui, durant l'occupation, en 1942, avait donné son adhésion à notre Parti, le professeur Henri Wallon, Georges Teissier et Georges Cogniot, avec René Maublanc comme secrétaire de rédaction.

A ce Comité directeur, il manque Paul Langevin et d'autres noms sont venus s'ajouter à ceux que j'ai cités : Marcel Prenant, Francis Jourdain, Jean Orcel et Paul Labérenne.

A ce point de mon exposé, je veux rappeler ce que disait au banquet de *la Pensée*, le 3 mars 1951, notre éminent ami et camarade Frédéric Joliot-Curie, que la confiance de centaines de millions d'hommes et de femmes de tous les pays ont porté à la présidence du Conseil Mondial de la Paix et qui a eu le grand honneur d'être choisi comme lauréat du Prix Staline pour la paix :

> Il n'est pas une question à propos de laquelle il ne soit possible — et nécessaire — de trouver le lien avec l'actualité. Pas une question à propos de laquelle il ne soit impérativement nécessaire de prendre à la gorge les falsificateurs, ceux qui mentent, tronquent et déguisent dans l'intérêt de leur mauvaise cause.

Frédéric Joliot-Curie parla aussi de la lutte pour la paix et de « l'action pour le développement des échanges culturels et l'échange des idées entre tous les peuples ».

Quand on examine la collection de *la Pensée*, on constate qu'il a été tenu compte de ces indications, et de méritoires efforts ont été poursuivis pour faire connaître la culture et les sciences en Union soviétique, dans les Démocraties populaires et dans la République populaire chinoise.

La Pensée fait un effort considérable et tenace pour que le triomphe de la cause du matérialisme dialectique et que lui soit assurée une place de plus en plus marquante dans le développement de la pensée française.

Les marxistes-léninistes doivent s'attaquer vigoureusement à toutes les manifestations de l'idéologie de la bourgeoisie et, de ce point de vue, le Colloque universitaire organisé par *la Pensée* à l'occasion du 70e anniversaire de la mort de Marx, constitue un excellent exemple de lutte idéologique correspondant à la nécessité de combattre vigoureusement les calomnies et les sophismes que n'hésitent pas à employer les idéologues de la classe dominante contre le matérialisme dialectique.

Nos remerciements et nos félicitations chaleureuses vont donc à *la Pensée*, à sa direction, et nous ne saurions trop la féliciter d'avoir choisi pour thème de la conférence de ce soir l'œuvre philosophique de Lénine qui, mort il y a trente ans, est plus vivant que beaucoup de vivants.



Et maintenant, permettez-moi de dire qu'on ne peut parler de Lénine savant et philosophe sans évoquer Lénine homme d'action, Lénine chef révolutionnaire, pour qui la théorie était inséparable de l'action.

Lénine qui avait eu pour préoccupation dominante, dès qu'il se lança dans l'action politique militante, de constituer un parti ouvrier révolutionnaire, armé de la théorie marxiste, avait formulé les objectifs politiques correspondant à la situation du moment et des principes d'organisation dont peuvent et doivent toujours s'inspirer les partis communistes.

La révolution démocratique bourgeoise était encore à faire en Russie, et Lénine pensait que le prolétariat pouvait et devait être le chef de cette révolution.

Lénine s'expliquait à ce sujet, de la manière suivante :

> Premièrement, le prolétariat étant, de par sa situation, la classe révolutionnaire la plus avancée et la seule conséquente, est par là même appelé à jouer un rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire démocratique général de Russie.
>
> Deuxièmement, le prolétariat possède son propre parti politique, indépendant de la bourgeoisie, parti qui lui permet de se grouper en une force politique, une et indépendante.
>
> Troisièmement, le prolétariat est plus intéressé à la victoire décisive de la révolution que la bourgeoisie, ce qui fait que la révolution bourgeoise est dans un certain sens plus avantageuse au prolétariat qu'à la bourgeoisie.

Ces indications politiques étaient données dans la période qui précéda la révolution de 1905, laquelle échoua, comme chacun sait, et à la suite de laquelle le tsarisme se livra à une répression féroce qui eut de profondes répercussions.

> La défaite de la Révolution de 1905 avait porté la désagrégation et la décomposition parmi les compagnons de route de la révolution,

souligne l'*Histoire du Parti bolchévik*, pour ajouter ensuite :

> La décomposition et l'abattement moral étaient particulièrement graves parmi les intellectuels. Les compagnons de route qui étaient venus des milieux bourgeois dans les rangs de la révolution, quand celle-ci prenait un impétueux essor, abandonnèrent le Parti dans les jours de réaction.

Et l'*Histoire du Parti bolchévik* précise ensuite que le gouvernement tsariste, après avoir recruté de nombreux agents provocateurs, développa son attaque sur le front idéologique. Sur ce point, on peut y lire les lignes suivantes :

> On vit apparaître toute une kyrielle d'écrivains à la mode qui « critiquaient » et « exécutaient » le marxisme, bafouaient la révolution, la traînant dans la boue, glorifiant la trahison, la débauche sexuelle au nom du « culte de la personne ».
>
> Dans le domaine de la philosophie se multiplièrent les tentatives de « critiquer », de reviser le marxisme ; on vit également apparaître toutes sortes de courants religieux couverts de prétendus arguments « scientifiques ».
>
> La critique du marxisme était devenue une mode.

Certains intellectuels du Parti, qui se prétendaient marxistes, avaient été également touchés par les campagnes antimarxistes. Ils s'employèrent à critiquer simultanément les fondements philosophiques et théoriques du marxisme.

Ces prétendus marxistes parlaient d' « améliorer » le marxisme en le dégageant de certains de ses principes fondamentaux, tandis que les intellectuels qui avaient abandonné le marxisme en arrivaient à prêcher la nécessité de créer une nouvelle religion.

Il était donc indispensable d'infliger une cinglante riposte aux renégats et de défendre contre eux les fondements théoriques du marxisme.



C'est pour combattre toutes les tendances antimatérialistes parmi les marxistes, comme l'a souligné Staline, que Lénine écrivit son célèbre ouvrage : *Matérialisme et empiriocriticisme*, publié en 1909.

Les réfutations opposées par Lénine aux détracteurs et aux falsificateurs du marxisme ont eu une très grande influence sur le développement ultérieur de la lutte des classes, car, ne l'oublions jamais, le léninisme, c'est la fusion de la théorie du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier.

Avec une extraordinaire vigueur, Lénine s'attaqua à des savants qui sombraient lamentablement dans une philosophie réactionnaire, et à ce propos il écrivait :

Une école de savants dans une branche des sciences de la nature est tombée dans la philosophie réactionnaire, faute d'avoir su s'élever directement, d'un seul coup, du matérialisme métaphysique au matérialisme dialectique. Ce pas, la physique contemporaine le fait et le fera, mais elle s'achemine vers la seule bonne méthode, vers la seule philosophie juste des sciences de la nature, non en ligne droite, mais en zigzags, non consciemment, mais spontanément, non point guidée par un « but final » nettement aperçu, mais à tâtons, en hésitant et parfois même à reculons.

La physique contemporaine est en couche. Elle enfante le matérialisme dialectique. Accouchement douloureux. L'être vivant et viable est inévitablement accompagné de quelques produits morts, déchets destinés à être évacués avec les impuretés. Tout l'idéalisme physique, toute la philosophie empiriocriticiste, avec l'empiriosymbolisme, l'empiriomonisme, etc. sont parmi ces déchets.

Dans son livre : *Matérialisme et empiriocriticisme*, Lénine a cité les travaux de Paul Langevin, dont je veux rappeler les paroles qu'il prononçait à la Conférence nationale du Parti Communiste Français, à Gennevilliers, le 26 décembre 1938 :

C'est l'honneur de votre Parti d'unir étroitement la pensée et l'action,

disait Paul Langevin, et il ajoutait :

On a dit qu'un communiste devait toujours s'instruire ; mais je veux vous dire que plus je suis instruit, plus je me sens communiste.

Dans cette grande doctrine illustrée par Marx, Engels, Lénine, j'ai trouvé l'éclaircissement de choses que je n'aurais jamais comprises dans ma propre science.

Ce qui se dégage de l'ensemble de ces faits, c'est que pour défendre et consolider les positions doctrinales du marxisme, comme l'avait fait Engels dans son *Anti-Dühring* et dans sa *Dialectique de la nature*, Lénine s'attaqua aux problèmes scientifiques et combattit sans ménagement les spécialistes qui, sous le couvert de la science, tendaient à opposer l'idéalisme au matérialisme dialectique.

Lénine ne séparait donc pas son activité de théoricien marxiste, de savant, de philosophe, de son activité de chef révolutionnaire de la classe ouvrière.

Il ne dissociait jamais la défense des principes théoriques du marxisme de la préparation de la classe ouvrière aux combats qui lui sont assignés par l'histoire.

Lénine nous a appris qu'il ne faut jamais lâcher pied dans le combat pour la défense de la partie philosophique du marxisme.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que sur ce plan des attaques ont été lancées contre la théorie marxiste.

Autrefois, dans la IIe Internationale, Kautski allait jusqu'à dire que Marx n'avait aucune philosophie.

Cela explique comment, à partir de cette négation du côté philosophique du marxisme, on assista à des tentatives visant à marier en quelque sorte le marxisme à telle ou telle philosophie.

On comprend mieux ainsi pourquoi Lénine a attaché une si grande importance à la lutte contre toutes les atteintes au matérialisme dialectique.

Et ici, je veux me permettre de rappeler qu'au XIe Congrès de notre Parti, siègeant à Strasbourg, en juin 1947, Maurice Thorez s'attaqua directement à Blum qui venait à son tour de se dresser contre le matérialisme dialectique.

Maurice Thorez disait :

Il [Léon Blum] a contesté le lien de connexion entre le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. Employant une ficelle un peu grosse, Léon Blum a essayé de distinguer entre le matérialisme historique de Marx et le matérialisme dialectique de Lénine et de Staline [...]

De l'abandon du matérialisme philosophique découle le rapprochement politique des dirigeants socialistes avec d'autres groupements qui professent l'idéalisme philosophique, le déisme, la croyance à une religion révélée...

Le socialisme d'une science redevient un rêve. Les masses doivent avant tout compter sur la générosité, sur la charité de bonnes âmes, qu'il s'agit de convaincre par les raisonnements sur la morale et les vérités éternelles. C'est en cela que réside « l'humanisme » de ce néo-socialisme.

Nous n'avons pas seulement à défendre ce que le mouvement ouvrier français, fécondé par le matérialisme philosophique français, a produit de meilleur : le communisme élevé au niveau d'une science par Marx.

Nous n'avons pas seulement à défendre le matérialisme dialectique contre ses détracteurs avoués ou hypocrites et à mener un combat vigoureux contre tous les aspects de l'idéalisme philosophique, contre toutes les manifestations de l'idéologie réactionnaire. Nous devons aussi faire progresser la science du communisme, selon la recommandation expresse de Lénine.



Je suis sûr que la conférence de ce soir contribuera à donner une nouvelle impulsion à la lutte indispensable pour la défense intransigeante du matérialisme dialectique que les intellectuels communistes auront à cœur de mener de toutes leurs forces.

Ils sauront se maintenir constamment sur les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière qui, en ce moment, lutte pour la reconquête de l'indépendance nationale et pour la paix, en même temps que pour le progrès social et la liberté.

En luttant pour que la patrie recouvre son indépendance, notre grand Parti défend les droits de la science et de la culture françaises.

Et, en nous dressant contre le cosmopolitisme des agents de l'impérialisme américain, nous sommes fidèles aux grands enseignements de Lénine, nous agissons à la fois en patriotes et en internationalistes prolétariens, car le patriotisme de la classe ouvrière n'est nullement en contradiction avec l'internationalisme prolétarien.

Lénine nous l'a montré dans son célèbre article : *De la fierté nationale des Grands-Russes*, dans lequel il donnait les raisons scientifiques des conceptions patriotiques du prolétariat révolutionnaire et de sa lutte pour la liberté et la prospérité de la patrie.

Combattant les positions nationalistes des socialistes allemands Vollmar, Noske et Cie, et le nihilisme national de Gustave Hervé, Lénine écrivait :

> La patrie, c'est-à-dire un milieu politique, culturel et social donné, est le facteur le plus puissant dans la lutte de classe du prolétariat,

pour ajouter :

> Le prolétariat ne peut pas rester indifférent à l'égard des conditions politiques, sociales et culturelles de sa lutte et, par conséquent, le sort de son pays ne peut lui être indifférent.

Mettons donc tout en œuvre pour garder tout son tranchant à l'arme idéologique incomparable qu'est le marxisme-léninisme, et les victoires déjà remportées par le camp de la paix sur le camp de la guerre prendront, au cours de l'année qui commence, une ampleur nouvelle.

Luttons avec confiance, de toute notre conviction, car c'est à nous qu'il appartient de faire notre propre histoire et, forts de la doctrine invincible de Marx-Engels-Lénine-Staline, nous pouvons être sûrs que, quoi qu'il arrive, la victoire finale sera au communisme.

HOMMAGE A PAUL LANGEVIN

Le dimanche 20 décembre 1953 a été célébré au Panthéon le septième anniversaire de la mort de Paul Langevin. Sous la présidence du docteur Henri Wallon, de brèves allocutions ont été prononcées par le professeur Jacques Hadamard, le professeur Jean Orcel et Georges Cogniot, député de la Seine.

Nos lecteurs trouveront ci-dessous les discours de Jean Orcel et de Georges Cogniot, tous deux membres du Comité directeur de la Pensée.

DISCOURS DE JEAN ORCEL

En cette période décisive de son histoire, où le peuple de France lutte contre la ratification d'accords diplomatiques qui anéantiraient son indépendance et ses libertés, la pensée et l'action de Paul Langevin prennent une résonance accrue dans le fervent souvenir de tous les universitaires patriotes, et particulièrement de ceux qui sont groupés au sein de l'Union française universitaire, dont il fut le président d'honneur.

C'est en leur nom que j'apporte cet hommage.



Nous honorons en Paul Langevin l'incomparable savant, conscient de ses responsabilités vis-à-vis de la nation et de l'humanité.

Paul Langevin nous a montré de la façon la plus lumineuse que toutes les formes de la pensée scientifique, toutes les démarches du savant importent au plus haut point à la nation dans son ensemble, que, parmi les biens les plus nécessaires à la vie de la nation, à son rayonnement dans le monde, la recherche scientifique figure au nombre des plus précieux.

Le savant ne peut s'en remettre à personne pour exercer une fonction que le pays lui confie et qui pour une grande part conditionne son existence. C'est pourquoi il entend défendre son droit d'exercer les prérogatives du citoyen, et cela pour des raisons directement rattachées à sa fonction, puisque, par l'exercice de ce droit, il peut agir sur le développement des conditions matérielles et morales indispensables à la recherche qu'il a le devoir de défendre contre toute tentative de diminution ou d'asservissement.

Ce droit, il le défend en raison même du caractère universel de la science, car la science n'est pas neutre ; elle est humaine au sens plein du mot. Elle se développe par l'homme pour le bien de tous les hommes. Nul, mieux que Paul Langevin, n'a exalté la valeur humaine de la science, et il flétrissait ceux qui, falsifiant la science, la détournent de son but humain, et la font servir à des fins destructives.

Dès 1932, insistant sur le rôle du savant, il disait :

> Nous traversons une période particulièrement difficile, importante et décisive. Je considère que tous ceux qui ont eu la bonne fortune d'une formation scientifique ne peuvent pas se désintéresser de ce qui se passe au dehors, bien qu'il soit plus confortable de rester dans la paix des laboratoires...

En 1946, il montrait avec plus de vigueur encore la nécessité pour le savant

de développer en lui l'homme fraternel, de sortir de son métier et de sa tour d'ivoire, pour s'intéresser plus qu'il n'a fait en général jusqu'ici à l'usage de ses découvertes pour le bien ou pour le mal, et de tirer le signal d'alarme pour alerter l'espèce entière mise en danger par certains dirigeants des peuples.

Et dans la lutte pour la paix que nous menons depuis cette époque, cette invitation pressante de Paul Langevin n'est-elle pas pour nous d'un puissant réconfort aux heures difficiles ?



Nous honorons aussi en Paul Langevin l'humaniste, l'éducateur démocrate, le défenseur de la culture et en particulier des valeurs culturelles françaises.

L'humanisme de Langevin était fondé sur le caractère des lois que découvre la science.

Il défendit avec ardeur l'idée que la science doit libérer l'homme des contraintes matérielles, et lui permettre de prendre conscience de plus en plus complètement du monde extérieur, afin d'accéder à une culture toujours plus vaste, à un développement plus harmonieux de sa personnalité.

> Le devoir de chacun, disait-il, individu ou groupe, pour contribuer à cet enrichissement que permet l'entr'aide, à cette augmentation continue du trésor de sagesse et de science, est de travailler à l'œuvre d'association d'une part, et d'autre part à l'œuvre de différenciation. Double devoir de *personnalité* pour apporter une contribution nouvelle, et de *solidarité* pour mettre cette contribution à la disposition des autres individus ou des autres groupes, et pour profiter aussi de l'apport des autres.
>
> C'est là, ajoutait-il, que me semble être la leçon de la science, la base scientifique de la morale humaine que l'étude de la vie permet de dégager...

Et Langevin flétrissait l'égoïsme qui compromet la solidarité, et le conformisme qui s'oppose au devoir de personnalité.

Aussi Langevin s'est-il donné corps et âme, avec son ami Wallon, à l'élaboration des projets de réforme de l'enseignement. Il voulait supprimer les barrières artificielles et intentionnelles qui séparent l'Ecole de la Vie.

> ...Nous plaidons, disait-il, pour l'unité de l'école et de la vie, du réel et de la pensée, de la matière et de l'idée, de la culture générale et de la formation professionnelle. C'est une liaison organique qu'il faut instituer entre l'école et son milieu...

Langevin, soucieux de l'avenir de la nation, voulait, par un enseignement démocratique, développer toutes les possibilités humaines de celle-ci, et il s'adonnait à sa tâche d'éducateur avec toute l'ardeur de son cœur généreux.



En Paul Langevin, nous saluons le citoyen patriote, le défenseur de l'indépendance nationale, symbole de la résistance à l'oppression étrangère.

Parce qu'il était un grand savant, Langevin fut un grand patriote, gardien vigilant de notre patrimoine national.

Et c'est pourquoi il s'est dressé contre le fascisme et l'hitlérisme, contre le régime de Vichy qui en était le valet.

Supportant courageusement un long exil à Troyes, souffrant dans ses affections les plus chères, frappé par la mort héroïque de son gendre Jacques

Solomon, douloureusement atteint par la déportation de sa fille Hélène qu'il put heureusement revoir ; menacé enfin dans sa propre existence et obligé de gagner la Suisse aidé par deux francs-tireurs, Paul Langevin n'a jamais désespéré de la France. Il avait une inébranlable confiance dans l'abnégation, le courage et la lucidité de son peuple.

Quel grand exemple et quelle espérance pour nous, à l'heure où la Patrie, menacée par de graves périls, soumise aux contraintes d'une politique de démission nationale, regroupe tous ses enfants pour faire face à l'insulte étrangère et défendre son existence !

Avec tout le peuple de France, les universitaires patriotes honoreront toujours la mémoire de Paul Langevin.

Le souvenir de son clair regard, de son sourire confiant, de sa pensée profonde, de son action courageuse les guide sur le chemin de l'honneur, de la liberté et de la paix.

DISCOURS DE GEORGES COGNIOT



OUR la septième fois, nous rendons hommage à la grande mémoire de Paul Langevin, toujours présent parmi nous et toujours mêlé à nos combats, ne devrais-je pas ajouter : associé à nos succès, aux premiers succès que nous avons remportés dans la lutte engagée au cours des six dernières années pour l'indépendance nationale, pour la paix, pour la défense et l'avancement de la culture.

Il y a sept ans, quand Paul Langevin nous quittait, nous savions que l'homme que nous perdions avait été le premier des grands intellectuels français à être jeté au cachot par les envahisseurs hitlériens. Nous nous rappelions ses déclarations lors des interrogatoires de la Gestapo en 1940 :

> J'ai toujours eu beaucoup d'admiration pour la contribution allemande à l'œuvre de civilisation dans les différents domaines des sciences, de la littérature, des arts ou du progrès technique [...] J'ai toujours considéré comme hautement désirable une collaboration entre la France et l'Allemagne dans tous les domaines [...] Je considère seulement que cette collaboration, pour être efficace et durable, doit être fondée sur les règles de toute morale humaine, le respect de la personnalité et le devoir de solidarité envers tous.

C'est cette volonté de maintenir le droit de la France à la personnalité nationale, ainsi que la conception d'une entente franco-allemande pour la paix et pour la solidarité entre tous les peuples, non pour la guerre et l'agression contre d'autres Etats, qui avait dressé Paul Langevin contre ce qu'il appela la honte de Munich et contre l'aile munichoise du Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes.

Le même homme ne manquait pas de souligner, cinq ans plus tard, dans son allocution radiodiffusée de Noël 1945, le rôle essentiel, c'est son expression même, qui doit revenir à la France dans l'organisation du monde.

Puisse donc le souvenir de Paul Langevin, l'adversaire perspicace des charlatans intellectuels qui, il y a quinze ans déjà, présentaient la démission de la France et sa subordination à une Allemagne belliciste comme une réalisation positive, comme un progrès du socialisme et de la paix, de l'unité européenne et de l'internationalisme, puisse cette leçon de Paul Langevin nous inciter à redoubler d'efforts afin de faire échouer le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest réaction-

naire, cléricale et revancharde et son transparent camouflage européen. Puisse le testament de Paul Langevin nous stimuler à l'union de tous les hommes et de toutes les forces qui se réclament de la classe ouvrière, et plus généralement de la démocratie et de la cause nationale, en vue de rendre vain le complot tramé par les rédacteurs et les instigateurs des Accords de Bonn et de Paris. Entre la tradition d'un Langevin, qui exaltait le rôle essentiel de la France dans le monde, et les petits hommes du genre du ministre des Affaires étrangères vaincu du Congrès de Versailles, qui a accepté aux Bermudes l'escamotage de *la Marseillaise* dans les cérémonies officielles et son remplacement par un air de café-concert, comment le choix de tous les Français épris d'honneur et de dignité nationale, d'égalité et de solidarité entre les peuples, hésiterait-il un seul instant ?

Il y a sept ans, quand Paul Langevin nous a quittés, la France était encore tout épuisée par les pertes terribles de la guerre. Et pourtant notre ami, au lendemain de la Libération, exaltait sans cesse la vitalité de notre pays et son avenir, auquel il s'efforçait de donner le maximum de grandeur par une réforme démocratique de l'enseignement. Aujourd'hui, de mauvais bergers s'efforcent d'inculquer à notre jeunesse, spécialement à sa partie universitaire et intellectuelle, l'esprit d'abdication et de décadence, le mépris des plus hautes valeurs de notre histoire, le scepticisme à l'égard des possibilités françaises, l'agenouillement devant l'étranger supposé le plus fort, fût-il dans ses classes dirigeantes manifestement malade de barbarie, et par là-même aussi débile qu'indigne.

Mais nous, au contraire, fidèles à l'exemple que Paul Langevin nous a donné dès 1920, quand il soutint avec tant de décision les élèves des grandes écoles qui refusaient de se faire briseurs de grève lors de l'arrêt du travail dans les transports, nous serons avec la jeunesse qui aime la France et qui se dévoue au progrès. A l'appel de Paul Langevin, nous nous unirons pour faire front avec les étudiants contre le gouvernement des matraqueurs, qui est aussi le gouvernement de la réforme malthusienne de l'enseignement. Nous nous unirons pour en appeler aux grandes réserves d'énergie, d'intelligence et de sens civique que recèle notre jeunesse, pour éveiller sa joie d'agir et de créer, pour répandre en elle le rayonnant optimisme des constructeurs de ces lendemains « dont notre imagination, disait Langevin, est impuissante à prévoir la richesse et la beauté ».

Il y a sept ans, quand Paul Langevin nous a quittés, la politique française commençait à changer. Dans le domaine intérieur, la division des forces communistes et socialistes allait être perpétrée ; les libertés démocratiques et la laïcité seraient bientôt mises en péril ; on se disposait à refuser également au travail et à la science les moyens de vivre. Dans le domaine extérieur, le renversement des alliances se préparait, et cet accord criminel avec les anciens ennemis contre les anciens alliés, que commandaient à la fois la stratégie des milliardaires américains et la trop habile diplomatie vaticane.

Aujourd'hui, les ennemis du progrès social et de la liberté, de l'indépendance nationale et de la paix commencent dans notre pays à subir des échecs. Nous voyons la possibilité de changer de politique, et cette fois dans un sens positif. Les difficultés de la réaction éclatent jusque dans l'enceinte du Congrès du Parlement à Versailles. La pression de l'opinion populaire se fait déjà quelque peu sentir dans les assemblées législatives, malgré l'abominable truquage électoral de 1951.

Il y a sept ans, quand Paul Langevin nous a quittés, la guerre d'agression contre l'Indochine venait de commencer. Et à cette date, le Parti de Paul Langevin était seul, en tant que Parti, à protester et à lutter contre cette violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et cette destruction de la force matérielle

et morale de la France. Mais maintenant, chacun le constate, c'est sur cette question que se réalise le plus complètement l'accord de toutes les forces démocratiques et nationales, avant tout l'accord des hommes de pensée socialiste avec les camarades de parti de Paul Langevin. Puisse donc le testament moral et politique de ce grand ami des peuples opprimés d'Extrême-Orient, de cet homme qui déclarait avoir tant souffert en commun avec le peuple chinois au moment de l'agression japonaise en Mandchourie, nous inciter tous à serrer les rangs pour donner toute sa puissance à notre action, devenant désormais commune, contre la continuation de la guerre d'Indochine, en faveur de l'acceptation immédiate des offres répétées de négociation qui émanent du Président Ho Chi Minh, et de la conclusion de l'armistice, puis de la paix, entre la France et le Viet-Nam.

A quelques pas de la tombe glorieuse de Paul Langevin, nous avons bien des raisons de ne faire entendre que des paroles d'espoir et de confiance.

En 1930, au VIe Congrès de la Fédération Internationale des Unions intellectuelles, Paul Langevin intervenait et ensuite, sur une page de son carnet, il résumait son discours dans les termes suivants :

> J'ai apporté la note optimiste... J'ai pour ma part essayé de sortir de l'attitude contemplative.

Nous tous, à son exemple, passons toujours plus résolument de l'attitude contemplative à l'action raisonnable et sage, c'est-à-dire à l'action commune pour la paix, qu'il a tant aimée, et l'indépendance nationale, à laquelle il a tout sacrifié, pour les progrès inséparables du travail et de la science, avec l'optimisme qu'il nous a si souvent recommandé et qui sied aux continuateurs de la France et aux bâtisseurs de l'avenir.

LA TROISIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION MONDIALE DES TRAVAILLEURS SCIENTIFIQUES

par Eugène AUBEL



A troisième Assemblée générale de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (F.M.T.S.) s'est tenue à Budapest du 12 au 15 septembre 1953. Onze pays y étaient représentés par quarante-sept délégués. La F.M.T.S. a connu un développement rapide quant au nombre de ses adhérents qui, de 44.000 au moment de sa seconde Assemblée générale (Paris-Prague 1951), est passé à 104.000. Le caractère universel de la Fédération s'est affirmé par l'adhésion de nouvelles associations scientifiques, en particulier celle de l'Union soviétique, par la demande d'affiliation d'associations (du Pakistan, notamment). La composition du Bureau de la Fédération reflète bien ce caractère international puisque, aux côtés de Frédéric Joliot-Curie,

président de la Fédération Mondiale, se trouvent comme vice- présidents : J.-D. Bernal (Grande-Bretagne), Li Tsé Kwang (Chine), A. Oparine (U.R.S.S.), Linus Pauling (U.S.A.) et F.C. Powell (Grande-Bretagne).

Dans son rapport introductif le président Frédéric Joliot-Curie avait jugé nécessaire de rappeler les buts de la Fédération tels qu'ils sont définis dans sa Constitution. Ce texte nous paraît utile afin d'informer nos lecteurs des buts de cette Fédération à laquelle s'offre un très grand terrain d'activité pour des objectifs qui vont dans le sens de ceux que défend *la Pensée.*

Le but premier des organisations scientifiques qui ont souscrit à la Constitution de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques est l'amélioration de la condition humaine par le développement de la Science et de ses applications. Les scientifiques ne peuvent plus admettre passivement une mauvaise utilisation de la Science, ce qui non seulement provoque un gaspillage et des souffrances inutiles, mais retarde le progrès de la science elle-même. La Science ne peut servir pleinement au progrès de l'humanité que dans une ère de paix et de coopération internationale. Les travailleurs scientifiques ont de ce fait une responsabilité plus grande que celle des citoyens ordinaires pour le maintien des relations politiques stables entre les nations. Les hommes et les femmes qui se sont associés au sein de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques reconnaissent ces faits et croient que la meilleure façon pour atteindre les buts proposés, est de continuer la longue tradition de collaboration internationale et de libres échanges qui a été, dans le passé, l'un des caractères distinctifs de l'activité scientifique.

Ainsi la Fédération constitue-t-elle le lieu où les savants ont la possibilité de coopérer pour résoudre leurs tâches communes, quels que soient les régimes politiques et sociaux de leurs pays, quelles que soient leurs opinions particulières. Le but essentiel étant de trouver les solutions qui unissent et entraînent l'adhésion unanime, un effort de compréhension réciproque domine nécessairement toutes les discussions.

Les représentants des différentes associations nationales apportèrent des informations sur l'état de la science dans leur pays et, partant de là, sur l'action de leur association. Les interventions des délégués venus des pays de démocratie populaire, d'Union soviétique et de Chine, témoignent d'une politique progressiste aboutissant à l'essor de la science. Les progrès considérables se caractérisent par la meilleure situation matérielle dont jouissent les savants et aussi par le rôle important que joue la science dans l'économie nationale. On a compris dans ces pays que la science ne coûte pas cher, si l'on compare les crédits alloués à la recherche et à l'enseignement et les services rendus au pays. Aussi les gouvernements de ces pays favorisent-ils le travail de vulgarisation et la diffusion des livres scientifiques.

L'intervention de sir Sokhey (Inde) montra la situation de la science dans un pays où les déclarations officielles sont favorables à la science, au soutien de la science ; mais l'insuffisance du nombre des Universités, l'absence de planification ne sont pas compensés par la fondation de quelques bons laboratoires nationaux. Et cela rend plus grande, expliquait le délégué indien,

l'influence du travail d'éducation qui se poursuit en U.R.S.S., en Chine et dans les Démocraties Populaires et qui fait se poser au peuple indien la question : pourquoi ceci chez eux et pourquoi cela chez nous ?

La situation de la science dans les pays capitalistes entraîne pour les associations de ces pays des tâches différentes. Le rôle de ces associations, et même leur puissance n'en sont pas moindres, comme le prouve l'exemple de l'association britannique avec ses onze mille adhérents. L'essentiel dans cette action a été souligné par le professeur Bernal :

Pour nous qui sommes ici et qui représentons les travailleurs scientifiques les plus conscients du point de vue social, il ne suffira pas d'aller de l'avant, mais nous devons encore veiller à ne pas

nous séparer de la grande masse des savants, en particulier de ceux des vieux pays industriels d'Europe et d'Amérique. Je pense que ceci, nous pouvons le faire à condition d'avoir toujours présente à l'esprit la nécessité de trouver des solutions qui nous unissent au lieu de nous diviser et de prendre en considération les différents problèmes qui se posent aux organisations de savants des différents pays.

Quelles que soient les différences — très grandes et parfois fondamentales — dans la situation faite à la science dans les divers pays, de nombreuses tâches communes existent pour les savants du monde entier : popularisation de la science, meilleure utilisation de ses résultats, amélioration des conditions de travail et des échanges scientifiques internationaux, information sur les dangers des armes d'extermination massive et sur les bienfaits que peut apporter la science. Dans tous les cas, que les gouvernements soient favorables ou hostiles aux scientifiques et à la science, l'action des travailleurs scientifiques est toujours nécessaire et sera d'autant plus efficace qu'elle sera internationalement coordonnée et animée.

Ce sont ces tâches communes qui ont été dégagées dans les trois résolutions de l'Assemblée Générale qu'on trouvera plus loin. Notons à ce propos que c'est la première fois que la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques met l'accent sur l'action nécessaire, non seulement auprès des scientifiques et auprès des gouvernements, mais encore auprès de l'opinion publique en général.

Les effets d'une mauvaise utilisation de la science sont généralement bien connus. Mais ce qui est insuffisamment perçu, c'est l'étendue des applications pacifiques possibles. Si l'opinion en avait véritablement conscience, cela ne contribuerait-il pas à la faire peser d'un plus grand poids pour imposer une politique qui cesserait de frustrer les citoyens de ce que la science a déjà mis à portée de leurs mains ? En application de cette résolution, la F.M.T.S., sur proposition du professeur Goldsmith (Grande-Bretagne), a décidé d'organiser, lors de ses Assemblées générales, une grande conférence sur les implications sociales de la science et d'appeler le organisations membres à agir dans le même sens. L'Assemblée générale a unanimement décidé de donner à ces manifestations le titre de « Conférences Langevin ». C'est une très heureuse initiative sur laquelle *la Pensée* aura, nous l'espérons, à revenir.

Et en terminant je veux dire l'accueil fraternel que nous avons reçu dans la République démocratique hongroise, l'atmosphère d'union et de joie, l'admirable cadre de Budapest, la ville aux ponts reconstruits, aux piscines multiples, aux stades populaires, aux jardins fleuris, la ville où l'on bâtit dans le bonheur et la paix.

TEXTE DES RÉSOLUTIONS VOTÉES

PREMIERE RESOLUTION

1° La troisième Assemblée générale de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques, réunie à un moment où se font jour de nouvelles possibilités de détente internationale, plus consciente que jamais des immenses possibilités de progrès ou de destruction que les applications de la science sont susceptibles de comporter, réaffirme le premier objectif de sa Constitution : « *Œuvrer pour que la science serve la cause du bien-être humain et la paix* ».

2° Elle appelle les travailleurs scientifiques du monde entier à user de leur influence sur les pouvoirs publics de leurs pays pour obtenir la solution pacifique de tous les différends internationaux. Un tel accord conduirait à une réduction des armements et aurait une valeur immense pour la science. Il dégagerait des fonds pour les recherches et les développements pacifiques, libérerait, en particulier, des institutions et des chercheurs actuellement employés à des recherches de caractère militaire. De cette manière, toutes les ressources de la science pourraient être mises au service de la construction d'une vie heureuse pour toute l'humanité.

DEUXIEME RESOLUTION

Les scientifiques sont à même, par la nature de leur travail, de mesurer les immenses dangers que font courir à l'humanité tout entière les armes de destruction en masse : bombe atomique, bombe à hydrogène, poisons chimiques et radio-actifs et armes biologiques. Ils sont aussi en mesure d'apprécier les immenses bénéfices que l'humanité pourrait tirer des applications pacifiques de l'énergie atomique.

L'Assemblée générale de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques décide de prendre toute initiative utile pour faire connaître à tous ce double aspect des applications de la science.

Les nouvelles possibilités de la science ne doivent pas pouvoir être utilisées pour la destruction.

Une première étape vers l'élimination des armes de destructions en masse avait été déjà franchie par la ratification, par la plupart des puissances, du Protocole de Genève du 17 juin 1925, prohibant l'arme biologique.

L'Assemblée générale de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques demande instamment aux gouvernements d'aboutir, par des négociations internationales, à un accord sur la prohibition des armes de destruction en masse et à la mise en œuvre de mesures pratiques — dont la possibilité a été scientifiquement établie — pour s'assurer que cette interdiction est effective.

TROISIEME RESOLUTION

1° La troisième Assemblée générale de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques, fidèle à sa Constitution et à la Charte, réaffirme son opposition aux restrictions apportées dans n'importe quel pays à la liberté académique, aux possibilités internationales d'association, ainsi qu'aux restrictions imposées à l'activité scientifique ou technique, basées sur des considérations de sexe, de race, de nationalité, d'opinion politique ou de religion.

Elle appelle ses organisations-membres à examiner tous les cas de discrimination se produisant dans leur propre pays, à lui adresser des rapports, à prendre, en liaison avec d'autres organisations, telles mesures appropriées pour y résister et à accorder un secours matériel et moral à ceux qui auraient à souffrir de leurs effets.

2° L'Assemblée décide d'apporter une contribution pratique au relâchement de la tension internationale en insistant auprès de ses organisations-membres sur la nécessité urgente d'améliorer les relations scientifiques internationales. Elle leur demande d'utiliser les moyens mis à leur disposition par la Fédération pour se tenir mutuellement au courant des activités scientifiques et de la situation des travailleurs scientifiques dans leurs pays respectifs. Elle leur demande en outre d'améliorer et de faciliter les échanges de livres et de périodiques scientifiques, de promouvoir et de soutenir les visites, libérées des entraves qu'on leur impose présentement, de savants, chercheurs et étudiants de différents pays.

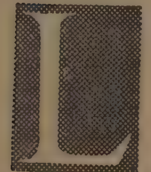
3° L'Assemblée considère qu'il faudrait faire connaître plus largement et plus à fond la valeur potentielle de la science, car ce n'est qu'ainsi que se créera un mouvement d'opinion en vue de son utilisation. En conséquence, l'Assemblée décide de prendre l'initiative d'une campagne d'éclaircissement sur les possibilités de la science en faisant usage de tous les moyens de diffusion.

4° L'Assemblée considère que c'est grâce à de telles activités des organisations-membres, activités conformes aux principes de la Constitution et de la Charte de notre Fédération, que les travailleurs scientifiques du monde entier trouveront les moyens de faire aboutir leur aspiration la plus profonde : l'utilisation pleine et entière de la science pour le bien de l'humanité.

DEUX CONCEPTIONS DE LA SCIENCE BURIDAN ET COPERNIC

par Roman S. INGARDEN

Nous sommes tout particulièrement heureux de publier un article qu'un savant polonais de réputation mondiale, Roman S. Ingarden, professeur de physique à l'Université Boleslas Bierut de Wroclaw, a bien voulu nous faire parvenir. On y trouvera une contribution nouvelle à l'hommage qu'en cette « année Copernic » nous avons, avec le Mouvement de la Paix, rendu au fondateur de l'astronomie scientifique ; on y trouvera aussi de nouveaux et précieux documents pour la lutte contre les doctrines qui nient l'objectivité de la science (néopositivisme et empiriocriticisme), lutte que notre revue a déjà soutenue lors du Colloque de mai 1953 et qu'elle poursuit avec la conférence du 14 janvier et le prochain Colloque sur Lénine philosophe et savant.



LE titre du présent article est une abréviation. Pour mettre en balance plus facilement deux conceptions différentes de la science, j'ai choisi les noms de deux de leurs représentants. Ceux-ci ont contribué d'une façon peut-être décisive à l'élaboration de ces conceptions, cependant ils n'ont pas épuisé ce qu'il y avait à dire sur elles et n'ont pas été les seuls à les créer.

En particulier, le nom de Buridan ne représente pas pleinement ce riche courant intellectuel qui, d'ordinaire, est appelé nominalisme de Paris, au XIVe siècle, et dans lequel Pierre Duhem voyait les prémices de la science moderne. Outre Buridan, il faudrait citer au moins son successeur Nicolas d'Oresme, que Duhem considérait comme étant le principal prédécesseur de Copernic, Nicolas d'Antrecourt, contemporain de Buridan (« le Hume du Moyen Age ») et l'Anglais William d'Ockham, le fondateur de toute l'école qui a rayonné d'Oxford jusqu'à Paris. Duhem, au fur et à mesure que progressaient ses travaux sur l'histoire de la physique, reculait toujours davantage la date de la « naissance de la science moderne », la fixant même à l'année 1277, celle où l'évêque de Paris, Tempier, condamna comme hérétique la thèse selon laquelle il ne pouvait exister plusieurs mondes et Dieu ne pouvait animer le ciel d'un mouvement rectiligne [1]. Si nous appliquions la méthode de Duhem, en examinant plus à fond les sources, il faudrait sans doute reculer encore cette date ; cependant dans ce cas le lien avec la conception de la science que nous avons l'intention de discuter serait rompu.

---

1. Pierre Duhem : *Etudes sur Léonard de Vinci, ceux qu'il a lus et ceux qui l'ont lu*. 1906-1913. Tome II, pp. 411 sq.

D'autre part, pour mieux mettre en relief la deuxième conception de la science, il faudrait ajouter au nom de Copernic ceux de Kepler, Galilée et Descartes. Newton, bien qu'il se place au point culminant du processus de développement amorcé par Copernic, ne représente déjà plus, sous une forme pure, la conception grâce à laquelle, à mon avis, la science moderne a pu se développer si magnifiquement.



Duhem a probablement provoqué un des plus grands revirements dans la conception de l'histoire des sciences de la nature au cours des dernières cent années. Puisque plus d'un quart de siècle s'est écoulé depuis sa mort (Duhem est mort en 1916), le moment est sans aucun doute venu, comme l'écrit avec raison V. P. Zoubov dans un article publié en 1948 [1], de considérer dans quelle mesure ce changement de vues était justifié. En se basant sur les innombrables textes inconnus ou oubliés, et découverts par lui dans les manuscrits de la Bibliothèque Nationale de Paris, Duhem a énoncé la thèse que nous sommes redevables de la science moderne non pas à l'époque de la Renaissance, mais à la tardive scolastique de la fin du Moyen Age. Selon lui, la Renaissance n'a fait que puiser à ces sources, tout en marquant un recul à de nombreux égards, pour ce qui est de la clarté et de la justesse de la formulation. Des idées qui avaient pris naissance sur la base de la théologie chrétienne, et grâce à elle, n'auraient, selon Duhem, perdu leur liaison avec la religion qu'après un lent processus de laïcisation qu'il est difficile de constater aujourd'hui, ces liens n'ayant commencé à se relâcher qu'à l'époque de la Renaissance.

> La science mécanique et physique, écrit Duhem [2], dont s'enorgueillissent à bon droit les temps modernes, découle, par une suite ininterrompue de perfectionnements à peine sensibles, des doctrines professées au sein des écoles du moyen âge ; les prétendues révolutions intellectuelles n'ont été, le plus souvent, que des évolutions lentes et longuement préparées ; les soi-disant renaissances que des réactions fréquemment injustes et stériles.

Je rappellerai brièvement les arguments les plus importants de Duhem [3]. Selon lui, les thèses principales de Copernic sur le mouvement de la terre avaient été énoncées par Nicolas d'Oresme en 1377 (c'est-à-dire 166 ans avant la publication du *De Revolutionibus*), dans son *Commentaire aux livres du ciel et du monde* (d'Aristote). Les raisonnements de Nicolas d'Oresme sont rédigés, comme le considère B. Geyer [4], après Duhem, avec une « clarté, une précision et une sûreté que Copernic lui-même n'atteignait pas ». Les titres de quatre chapitres de l'ouvrage de Nicolas d'Oresme, consacrés à la question du mouvement de la terre, indiquent clairement le caractère de ses raisonnements :

> I. Que l'on ne pourrait prouver par quelconque expérience que le Ciel soit mené de mouvement journal et la Terre non. II. Que ce ne pourrait estre prouvé par raison. III. Plusieurs belles

1. V.-P. Zoubov : *Les conceptions de Duhem à la lumière des recherches récentes sur l'histoire des sciences de la nature* (en russe). Moscou, Léningrad, 1948, p. 94.
2. P. Duhem : *Les origines de la statique*. Paris, 1905-1906. Tome I, p. IV.
3. P. Duhem : *Les systèmes du monde. Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic*. Paris, 1913-1917, pp. 1-5.
4. B. Geyer : *Die patriotische und scholastische Philosophie*. Frederich Ueberwegs Grundriss der Geschichte der Philosophie. 11e édition. Berlin, 1928. Tome II, p. 600.

persuasions à montrer que la Terre est menée de mouvement journal et le Ciel non. IV. Comment telles considéracions sont profitables pour la deffense de notre Foy.

Dans le dernier chapitre, Nicolas d'Oresme polémise au sujet du passage bien connu de la Bible sur le mouvement du soleil et sur l'immobilité de la terre, alléguant que l'Ecriture Sainte, dans ce passage, emploie une manière de s'exprimer universellement admise. Duhem attire l'attention sur le fait que, bien que personne, avant Nicolas d'Oresme, n'ait formulé aussi clairement les arguments en faveur du mouvement de la terre, ces arguments se retrouvent à maintes reprises dans la littérature du Moyen Age. Albert le Grand mentionne dans son *Commentaire sur le De Caelo et Mundo* (vers 1260) la doctrine des Pythagoriciens qui annonçaient un mouvement diurne de la terre autour d'un foyer central et classaient la terre parmi les étoiles ; toutefois Albert s'oppose complètement à ces conceptions. Le partisan de Scot, François de Meyronnes, dans son *Commentaire sur les Sentences de Pierre Lombard* (vers 1320) écrit :

Dicit tamen quidam doctor, quod si terra moveretur et cælum quiesceret, hic esset melior dispositio. Sed hoc impugnatur propter diversitatem motuum in cælo, quæ non possent salvari.

Un certain savant dit cependant que l'arrangement serait meilleur si la terre tournait et si le ciel restait immobile. La diversité des mouvements dans le ciel, que cette hypothèse ne peut expliquer, est un argument contre celle-ci.

Cependant François de Meyronnes ne dit pas qui était ce savant [1].

Parmi les partisans d'Ockham à Paris, Buridan, déjà, avant Nicolas d'Oresme, présenta dans son *Commentaire sur le De Caelo et Mundo* les arguments en faveur du mouvement diurne de la terre :

Prima est, quia cælum non indiget terra... modo rationalitius, quod illud, quod indiget aliquo, moveatur ad acquirendum illud... Secunda persuasio... corpora cælestia valde [sunt] nobiliora quam terra... Tertia persuasio est, quia nobiliores conditiones debentur corporibus cælestibus... sed nobilius est... quiescere. Quarta persuasio est, quia sic... nos habitaremus ad dexteram cæli et sursum... et hoc videtur valde rationabile. Ultima persuasio est, quia sicut melius est salvare apparentia per pauciora,... ita melius est salvare per faciliorem. Modo facilius est movere parvum quam magnum.

Premièrement, le ciel n'a pas besoin de la terre... et il est plus raisonnable que la terre qui a besoin de quelque chose, tourne afin de l'obtenir... Le second argument, c'est que les corps célestes sont plus nobles que la terre... Le troisième argument, c'est que les corps célestes ont droit à des conditions plus nobles et il est plus noble de se reposer. Le quatrième argument, c'est que de cette manière, nous habiterions à la droite du ciel et plus haut que lui, et cela paraîtrait beaucoup plus raisonnable. Le dernier argument, c'est que de même qu'il est préférable d'expliquer les phénomènes à l'aide de suppositions peu nombreuses, ainsi il est préférable de les expliquer à l'aide des hypothèses les plus faciles. Car il est plus facile aux petits qu'aux grands de se mouvoir [2].

D'autre part, Duhem considère Buridan comme le prédécesseur de Galilée et de Descartes et lui attribue la paternité de l'idée fondamentale de la mécanique moderne : le principe de l'inertie. La source de ce principe, Duhem la voit dans la théorie de l'*impetus* de Buridan, contenue dans son *Commentaire de la Physique d'Aristote*. Buridan y écrit :

---

1. P. DUHEM : *François de Meyronnes et la question de la rotation de la terre*. Arch. Franç. Hist. 1913, p. 23.

2. C. MICHALSKI, C.M. : *La physique nouvelle et les différents courants philosophiques au* XIVe siècle. Bulletin de l'Académie polonaise des Sciences et des Lettres. Classe d'histoire et de philosophie. 1927, pp. 93, 164, 147.

Tandis que le moteur meut le mobile, il lui imprime un certain *impetus*, une certaine puissance capable de mouvoir ce mobile, que ce soit vers le haut ou vers le bas, ou de côté, ou circulairement. Plus grande est la vitesse avec laquelle le moteur meut le mobile, plus puissant est l'*impetus* qu'il imprime en lui. C'est cet *impetus* qui meut la pierre après que celui qui la lance a cessé de la mouvoir ; mais, par la résistance de l'air, et aussi par la pesanteur qui incline la pierre à se mouvoir en un sens contraire à celui vers lequel l'*impetus* a puissance de mouvoir, cet *impetus* s'affaiblit continuellement ; dès lors le mouvement de la pierre se ralentit sans cesse ; cet *impetus* finit par être vaincu et détruit à tel point que la gravité l'emporte sur lui et, désormais, meut la pierre vers son lieu naturel.

...Le projectile, après avoir quitté le moteur qui l'a lancé, est mû par un *impetus* que ce moteur lui a donné ; il se meut tant que l'*impetus* reste plus fort que la résistance, cet *impetus* durerait indéfiniment (*in infinitum duraret impetus*) s'il n'était diminué et détruit par quelque chose de contraire qui lui résiste ou bien par quelque chose qui incline le mobile à un mouvement contraire [1].

Buridan applique également la théorie de l'*impetus* aux mouvements cosmiques :

Il est une imagination, que je ne saurais réfuter d'une manière démonstrative. Selon cette imagination, dès la création du Monde, Dieu a mû les cieux de mouvements identiques à ceux dont ils se meuvent actuellement ; il leur a imprimé alors des *impetus* par lesquels ils continuent à être mus uniformément : ces *impetus*, en effet, ne rencontrant aucune résistance qui leur soit contraire, ne sont jamais ni détruits, ni affaiblis... Selon cette imagination, il n'est pas nécessaire de poser l'existence d'intelligences qui meuvent les corps célestes d'une manière appropriée ; bien plus, il n'est pas nécessaire que Dieu les meuve, si ce n'est sous forme d'une influence générale, de cette influence par laquelle nous disons qu'il coopère à tout ce qui est [2].

Duhem a trouvé la source de ces conceptions de Buridan dans les philosophes du commencement du Moyen Age : Jean Philopomus, Alpetragius, Pierre Olivi, Ockham et François de Pignano. Buridan lui-même écrit que l'hypothèse d'un *impetus* est admise par beaucoup de physiciens, mais que c'est seulement chez lui qu'elle a trouvé son plein développement. Duhem affirme que nous pouvons suivre le fil des influences qui conduit plus tard de Buridan à Albert de Saxe et de celui-ci à Léonard de Vinci et, par le Dominicain espagnol, qui fit ses études à Paris, Dominique Soto (1494-1560), aux philosophes italiens de la nature et enfin à Galilée.

Au premier coup d'œil, tout cela semble bien convaincant et intéressant. La thèse principale de Duhem, évidemment, n'est pas que Buridan dit telle ou telle chose, que Nicolas d'Oresme écrit telle et telle chose, etc... (ce que l'on peut facilement vérifier dans les bibliothèques, particulièrement depuis les découvertes de Duhem, et que l'on peut étudier encore plus en détail) ; la thèse principale, c'est que ces vues forment un fil ininterrompu d'évolution allant de Copernic à Galilée, et en passant par eux, jusqu'à Newton et la physique et l'astronomie modernes. Mais considérons de plus près les deux parties de la thèse de Duhem : la première, qui concerne les faits (les textes), et la deuxième, qui est hypothétique (sur un lien de causalité entre les différentes théories).



En examinant plus en détail les conceptions que l'on vient d'exposer, celles de Nicolas d'Oresme et de Buridan, d'une part, et celles de Copernic, Galilée

1. P. Duhem : *Etudes sur Léonard de Vinci*. Tome III, pp. 40 et 53.
2. *Ibid.*, p. 52.

et Descartes, de l'autre, il est facile de voir les différences essentielles qui les séparent. En premier lieu, dans le nominalisme de Paris, on parle seulement du mouvement de la terre autour de son axe, ou mouvement diurne. On n'y discute pas du tout la question du mouvement des planètes, du soleil et de la lune par rapport aux étoiles fixes, c'est-à-dire qu'on ne répond pas au sérieux reproche, fait par François de Meyronnes, que la simple hypothèse du mouvement diurne de la terre nie la multiplicité des mouvements dans le ciel, « *impugnatur propter diversitatem motuum in caelo* ». Cela témoigne clairement que les disciples d'Ockham n'avaient pas de connaissances précises en astronomie et n'entraient pas dans les détails mêmes d'une discussion des mouvements des planètes, telle qu'on en trouve dans le XIIe livre de *la Métaphysique* et dans le *De Caelo* d'Aristote, sans compter la théorie de Ptolémée. Cela prouve qu'ils s'intéressaient seulement aux problèmes philosophiques et théologiques en général, et n'avaient rien de commun avec une conception scientifique des phénomènes ; ce que confirme clairement le caractère des arguments (cités plus haut) qu'ils donnaient en faveur du mouvement de la terre.

Chez Copernic, les arguments en faveur du mouvement de la terre ont plus de portée et prennent un tout autre caractère. Dans le VIIIe chapitre du premier livre du *De Revolutionibus*, Copernic s'efforce de réfuter les arguments « dynamiques » d'Aristote et de Ptolémée contre le mouvement de la terre ; les autres livres ont pour but de fournir des arguments tirés de l'astronomie et de la physique en faveur de la nouvelle théorie des trois mouvements de la terre. Les arguments tirés de l'astronomie reposent sur la correspondance de sa théorie avec les observations dans tous les cas connus de Copernic, alors que la théorie de Ptolémée est parfois en contradiction avec l'observation (parallaxe de la lune). Les arguments « physiques » reposent sur le fait que Copernic construit sa théorie de façon conséquente sur l'hypothèse de l'uniformité des mouvements circulaires. Il considère cette hypothèse aristotélicienne comme l'axiome fondamental de la dynamique — alors que les constructions de Ptolémée, par l'introduction du *punctum aequans*, en viennent à une contradiction de principe avec cette hypothèse. Enfin la réunion en un seul tout du système planétaire — chez Ptolémée chaque planète constitue un système cinématique indépendant — et l'explication des lois des planètes inférieures et supérieures (et en particulier la loi des vitesses angulaires « sigma + gamma = mu ») créent une base physique particulièrement bien fondée pour la théorie de Copernic. La grande œuvre mathématique de Copernic, quoiqu'elle n'égale pas l'*Almagest* par ses dimensions (le *De Revolutionibus* se compose de six livres, l'*Almagest* en a treize qui sont aussi longs) est aussi riche que ce dernier par son contenu. Il est vrai que, comme il s'est avéré plus tard, la conformité à l'observation de l'emplacement des planètes était un peu moins exacte chez Copernic que dans la théorie de Ptolémée, théorie plus habile, mais inconséquente et artificielle ; cependant l'œuvre de Copernic était nettement supérieure à la théorie de Ptolémée, par son abondance en idées mathématiques et physiques. Comparés au *De Revolutionibus*, les raisonnements des disciples d'Ockham à Paris paraissent extrêmement ternes, beaucoup plus faibles que les théories antiques auxquelles se réfère sciemment Copernic. On n'y trouve ni arguments mathématiques ni arguments physiques ; ils renferment, au lieu d'une *théorie* scientifique, une argumentation philosophique amenant à la conclusion que l'on ne peut décider ni par l'expérience ni par le raisonnement ce qui tourne, la terre ou le ciel ; cependant, comme la première hypothèse est plus simple et plus facile, il faut plutôt l'admettre. La position de Buridan et de Nicolas d'Oresme est donc conventionaliste et agnostique, elle se

rapproche d'une part de celle des sceptiques et des stoïciens de l'antiquité et, d'autre part, de celle des néo-positivistes modernes. Au lieu de la doctrine de la causalité de Copernic, apparaît le phénoménalisme de Buridan et d'Oresme ; au lieu du réalisme, le subjectivisme. Bref, on peut dire que les hypothèses des partisans d'Ockham sur le mouvement de la terre constituent un véritable retour en arrière en comparaison des vues des Pythagoriciens, et en particulier d'Aristarque. Au contraire la théorie de Copernic est un progrès visible sur la théorie d'Aristarque. Du point de vue de l'astronomie, les théories des disciples d'Ockham étaient sans valeur, car elles ne contiennent même pas ce qu'offraient les théories d'Aristote et de Ptolémée.



Considérons maintenant la théorie de l'*impetus* de Buridan. Au premier coup d'œil, il semble que c'est là une théorie scientifique déterministe qui est approximativement la même que la dynamique moderne basée sur le principe de l'inertie. Toutefois les différences entre les deux théories sont d'une importance essentielle.

L'*impetus* initial, tel que l'entendait Buridan, est une espèce de force, et par cela même il ne s'éloigne guère de la conception d'Aristote. Selon Aristote, pour maintenir un corps en mouvement il faut une force agissant constamment qui est la cause du mouvement (*cessante causa, cessat effectus*). Cette force trouve sa source dans la « *forme* » des corps eux-mêmes, qui étaient en mouvement, ou bien des corps qui leur imprimaient un mouvement du dehors. Aristote, suivant en cela l'animisme des anciens, liait la « forme » des corps à leur âme.

C'est ainsi que, dans le développement ultérieur de sa doctrine (qui n'est d'ailleurs pas complètement conséquente en ce qui concerne le *primum mobile*), apparut l'idée d'intelligences déplaçant les corps. Buridan, qui suit le nominalisme d'Ockham, ne voulait pas se servir de la distinction, faite par Aristote, entre la matière et la forme des corps, vu que cette distinction était liée à la conception réaliste des universaux. Aussi eut-il recours à une manœuvre purement nominaliste : il appela tout simplement « impetus » la cause du mouvement d'un corps n'étant pas sous l'influence d'un autre corps qui le « déplace », sans attacher la moindre signification à ce mot « impetus ». Au lieu de la force-intelligence réelle d'Aristote, nous avons la force-impetus conventionaliste qui n'est qu'un nom et n'a rien qui lui corresponde dans la nature. Buridan introduit ce terme simplement pour décrire plus facilement le mouvement comme étant le résultat de la rivalité entre la force « réelle » (résistance, force intérieure, comme le poids) et la force « fictive », l'impetus.

De même au XVIIIe siècle, d'Alembert formula de façon « statique » les principes de la dynamique comme étant l'équilibre entre la force extérieure « réelle » et la force d'inertie « fictive ». Mais il est clair que le principe de Buridan n'est point le même que le principe de d'Alembert. La quantité de mouvement n'est pas une force dans l'acception newtonienne et l'on ne peut additionner ensemble la quantité de mouvement et la force. La force est égale à la dérivée de la quantité de mouvement par rapport au temps, elle donne donc l'augmentation de la quantité de mouvement par unité de temps et, quand elle diffère de zéro, elle conduit à un mouvement non-uniforme.

Cette distinction essentielle entre le mouvement uniforme et le mouvement non-uniforme, dont le manque se faisait tellement sentir dans la dynamique

d'Aristote, et qui est aussi totalement étrangère à Buridan, se trouve pour la première fois en germe chez Copernic. Dans le VIIIe chapitre du premier livre du *De Revolutionibus*, Copernic parle de la cause constante (*causa indeficienta*) du mouvement uniforme et de la cause variable du mouvement non uniforme (selon l'exemple de la chute des corps). De là, il n'y a qu'un pas pour arriver à la conception moderne de la force (force = cause du changement, cause du mouvement uniforme, ou cause du mouvement uniformément accéléré).

Ce pas fut accompli par les efforts conjugués de Galilée, Descartes et Newton. La notion de la quantité de mouvement et le principe de la conservation de la quantité de mouvement furent préparés par Galilée et énoncés clairement par Descartes. L'inertie fut définitivement fixée sous une forme mathématique précise par Newton, la quantité de mouvement devint la mesure de l'inertie, et la force devint la cause du changement de la quantité de mouvement. Les fondements de cette conception furent les recherches et les expériences de Galilée sur la chute des corps, et ensuite les lois de Kepler, et les calculs détaillés sur l'ensemble du mécanisme du système planétaire faits par Newton. A cette méthode inductive lente, mais plus sûre et plus scientifique, Buridan ne peut rien opposer, sauf, à la rigueur, une intuition.

Buridan était proche, du point de vue philosophique, de Nicolas d'Autrecourt, un de ses contemporains, qui fut son collègue à l'Université de Paris. Or. Nicolas d'Autrecourt était partisan de l'inconnaissabilité des causes des phénomènes et c'est pourquoi on l'appelle souvent « le Hume du Moyen Age ». Il serait donc contraire à l'esprit de toute la philosophie de l'école d'attribuer à l'*impetus* de Buridan une signification physique objective, qui devait être pour Copernic, Kepler, Galilée et Descartes une condition nécessaire pour leurs conceptions de la théorie de la physique.



Examinons maintenant la deuxième partie de la thèse de Duhem, la plus importante, sur la liaison entre l'ockhamisme de Paris d'une part, et Copernic et Galilée d'autre part. Immédiatement nous rencontrons une lacune essentielle dans les preuves accumulées. Duhem peut démontrer de façon assez probante le lien entre Philipomus, Alpetragius, Olivi, Ockham, Buridan, Albert de Saxe et Nicolas d'Oresme. Ils appartenaient au même milieu, à la même époque, en partie à la même Université. Ils lisaient les écrits les uns des autres, consciemment les commentaient et les développaient. En partant des innombrables commentaires sur les sentences de Lombard et sur le *De Caelo d'Aristote*, on peut construire des étapes d'évolution, tout comme les paléontologues reconstruisent une série d'animaux, montrant l'évolution des chevaux ou des lézards. Si l'on peut remarquer un progrès inattendu dans les conceptions, il est plus probable de supposer qu'il s'agit là d'un maillon manquant dans la chaîne, qui s'est perdu pendant les cataclysmes de l'histoire ou simplement dans les labyrinthes des bibliothèques, plutôt que de supposer qu'est apparue une mutation soudaine ou que sur ce chemin a surgi un génie. De même on peut montrer le lien et la filiation entre le *De Revolutionibus* de Copernic, les *Dialogues* de Galilée et les *Principes de Philosophie* de Descartes, l'*Astronomia Nova* de Kepler et les *Principes* de Newton. D'autre part il existe une relation entre le *De Revolutionibus* et l'*Epitome* de Regiomontan et l'*Almagest* de Ptolémée, et un grand nombre de petits textes antiques. Cependant aucune recherche faite jusqu'ici n'a montré

de liens, directs ou indirects, entre Copernic et Nicolas d'Oresme, entre Buridan et Galilée. La *Via Moderna*, ouvrage nominaliste, était connue à Cracovie depuis des dizaines d'années avant que Copernic n'y vînt, mais parmi les théologiens et non parmi les astronomes. En Italie, on ne trouve pas trace d'un lien pratique entre Buridan et Léonard de Vinci et Galilée, au contraire de ce que pense Duhem.

Beaucoup d'historiens de la science depuis Duhem, comme A. Koyré, L. Thorndike, H. Liebschütz, E. Erhardt-Siebold, R. U. Ehrhardt, B. Ginsburg, R. Marcolongo et Zoubov [1], ont déjà remarqué ces côtés faibles des hypothèses de Duhem. On a constaté que la thèse implicite de Duhem, que tout ce qui a été écrit a été lu, est basée sur des fondements très fragiles. Comme le dit avec raison Zoubov :

> Le savant de Duhem est avant tout *homo legens*. Sous ce rapport, le sous-titre des *Etudes sur Léonard de Vinci* : « Ceux qu'il a lus et ceux qui l'ont lu », est caractéristique. On peut dire que l'histoire pour Duhem est une vaste salle de lecture, dans laquelle un savant lit les travaux des autres.

Aujourd'hui, malgré les perfectionnements de la technique de l'imprimerie et toutes les facilités modernes pour la communication de la pensée, on ne peut encore admettre la supposition que les savants s'influencent universellement les uns les autres par l'intermédiaire de la parole imprimée ; à plus forte raison ne peut-on le supposer pour la période entre le XIVe et le XVIe siècles, alors que l'imprimerie venait à peine d'apparaître.

Cependant il ne s'agit pas seulement de ces éléments techniques. L'élément social est beaucoup plus important. Malgré tous les liens de Copernic, Galilée et Descartes avec le Moyen Age, ils n'appartenaient plus à la scolastique. Ils constituent déjà une formation historique complètement nouvelle, dont les liaisons avec les précédentes sont seulement indirectes. C'est en séparant complètement les œuvres de leurs auteurs et les auteurs de leur vie et de leur milieu et en subordonnant ces œuvres à une classification artificielle de bibliothécaire, que l'on peut arriver aux résultats de Duhem. Le nominalisme du XIVe siècle a été l'un de ces courants du déclin du Moyen Age, qui ont conduit la scolastique à sa lente décomposition intérieure, parce qu'il a sapé profondément la conviction qu'avaient les hommes de la possibilité de justifier la religion par le raisonnement. La sève ne montait plus, et l'arbre se dessécha et se fana ; d'une science vivante il se transforma en un squelette mort, en des termes, dont le contenu avait disparu. Le mysticisme et la conviction que la foi et non la raison et l'expérience) est l'origine de la connaissance — car tel était le résultat de l'ockhamisme — pouvaient nourrir encore pour un temps l'imagination des artistes et des poètes, mais non celles des savants et des universitaires.



Les fondateurs de l'école d'Ockham et Nicolas d'Autrecourt furent appelés à la Curie d'Avignon et furent jugés par un tribunal de l'Eglise pour avoir répandu l'hérésie. Ockham, après un procès qui dura quatre ans, s'enfuit de sa prison ; après son excommunication il se mit sous la protection de l'empereur Louis le Bavarois, qui faisait la guerre au pape (ce n'était pas là une protection désinté-

---

1. Voir l'ouvrage cité plus haut.

ressée ; Ockham dut lire à l'empereur : « *Tu me défendes gladio, ego te defendam calamo.* Toi, tu me défendras par le glaive ; moi, je te défendrai par la plume »).

Vingt-quatre ans plus tard, la Curie d'Avignon condamna Nicolas d'Autrecourt, pour un crime semblable, à voir ses œuvres brûlées, à abjurer ses vues et à être écarté du travail de recherche théologique. Cependant, la doctrine nominaliste — et particulièrement son aile modérée — était peu à peu admise à l'Université de Paris. Buridan était le recteur de celle-ci et beaucoup d'ockhamistes y étaient professeurs. Vers la fin du XIVe siècle, un ockhamiste célèbre, mais qui écrivit peu, Pierre d'Ailly (1350-1420), devient Chancelier de l'Université, évêque, cardinal, légat du pape et l'un des participants les plus influents du Concile de Constance. La doctrine perd peu à peu de son tranchant et au cours du XVe siècle, la *via moderna* devient de plus en plus semblable à la *via antiqua*. Quand Copernic fit ses études à Cracovie et en Italie vers la fin du XVe et le commencement du XVIe siècles, il ne s'intéressait pas beaucoup aux distinctions subtiles qui séparaient les commentaires thomistes et scotistes sur les *Quattuor libri sententiarum Petri Lombardi*, des commentaires analogues des ockhamistes.

Galilée et Descartes, dans la première moitié du XVIIe siècle, s'intéressaient encore moins à ces controverses théologiques périmées. Entre-temps, des conflits religieux plus importants avaient éclaté : la réforme luttait contre l'église de Rome au sujet des dogmes et des principes éthiques fondamentaux. Mais ce n'étaient plus les tournois de rhétorique dans les universités qui décidaient du sort de cette lutte, ni les jugements des évêques et des papes condamnant les hérétiques à l'excommunication ou au bûcher. L'armée, les Etats et les classes sociales luttaient entre eux. On se rendait compte de plus en plus que le conflit religieux n'est que l'expression extérieure de la lutte entre deux conceptions du monde, et que celles-ci étaient l'expression idéologique de deux systèmes sociaux : le système féodal à son déclin et le capitalisme naissant. Peu à peu le contenu religieux du conflit fut relégué à l'arrière-plan, et sa base économique et sociale se dévoila ; elle se montra en plein jour dans les grandes révolutions du XVIIe et du XVIIIe siècles. Lorsqu'on lit les œuvres de Copernic, de Galilée et de Descartes, ce n'est pas seulement le changement dans la forme, par rapport aux œuvres du Moyen Age, qui frappe. Ce ne sont plus là de nouveaux commentaires sur Lombardo ou même sur Aristote. Leur contenu est essentiellement différent. S'il y a encore de la religion dans ces œuvres, on n'y trouve plus de théologie. D'autres raisons les ont inspirées, elles ont d'autres origines ; elles servent par leur philosophie d'autres buts sociaux.



Ce n'est donc pas par hasard que Copernic et Galilée ne lurent pas les considérations subtiles de Buridan et de Nicolas d'Oresme. Descartes n'avait même pas entendu parler du terme « impetus », il créait — pour des raisons différentes — l'expression « quantitas motus ». Pour retrouver le terme « impetus », il aurait dû, comme Duhem, aller dans une bibliothèque et y rechercher de vieux manuscrits oubliés datant de trois siècles. Seul le hasard pouvait l'y conduire, mais il n'y alla pas.

Quand, en 1277, date qui n'a pas été, ainsi que le veut Duhem, « la date de naissance de la science moderne », l'évêque Tempier dénonçait comme hérétique la théorie selon laquelle Dieu ne pourrait pas mettre les corps célestes en

mouvement en suivant une ligne droite, il pensait non aux principes de la dynamique, mais uniquement au fait qu'une telle théorie était contraire au dogme de la puissance divine. Seules des conclusions fort éloignées de cette théorie, si toutefois quelqu'un les formulait, relevaient, à cette époque, de la physique. Cependant, trois cents ans plus tard, cette théorie était une théorie scientifique (ou bien sans Dieu ou bien avec Dieu, mais au second plan) et il ne se serait plus trouvé d'évêque susceptible de la tenir pour hérétique, à moins que l'on en eût tiré des conclusions quant à la manière d'administrer les Saints Sacrements ou au sujet de l'organisation de l'Eglise (il en allait autrement de la théorie de Copernic qui combattait l'idée de l'anthropocentrisme religieux ; Galilée s'est vu en butte à des persécutions non pas pour ses théories sur la dynamique, mais pour cette raison qu'il était un partisan des conceptions de Copernic). Par contre, en 1600, la théorie de la multiplicité des mondes, prônée par Giordano Bruno, était considérée par la Sainte Congrégation comme un motif suffisant pour le condamner au bûcher, bien que l'évêque Tempier pensât au XIIIe siècle que nier cette théorie équivaudrait à s'opposer à la puissance divine et par conséquent serait une hérésie. En 1600, le terme de « multiplicité des mondes » semblait un terme politique, l'unité du monde chrétien étant sérieusement menacée.



Les thèses et les conclusions avancées par Duhem à propos de l'origine de la science moderne, thèses qui avaient pour objet de nier l'originalité des théories de Copernic, de Galilée, de Descartes, rappellent une conception semblable avancée par Joachim Lelevel à propos de la découverte de Christophe Colomb, dans sa *Géographie du Moyen Age* (Bruxelles, 1852). Lelevel affirmait que l'Amérique a été découverte (si l'on ne tient pas compte des incursions, tombées dans l'oubli, des Normands et de celles, au XIVe siècle, des frères Zeno de Venise) par le Polonais Jan de Kolno (Scolnus), en 1476 ; la nouvelle serait parvenue jusqu'en Espagne et au Portugal et aurait incité Colomb et ses successeurs à entreprendre leurs explorations. Cependant, ainsi que l'a prouvé, en 1933, B. Olszewicz (qui se trouve actuellement à Wroclaw), la thèse de Lelevel comportait trois erreurs : 1° le prétendu Jan de Kolno s'appelait réellement Scolnus, n'était pas originaire de Kolno, mais était de nationalité danoise ; 2° il n'avait pas découvert l'Amérique (plus exactement le Labrador) mais avait atteint seulement le Groënland avec des pirates danois ; 3° Christophe Colomb ignorait les expéditions de Scolnus ; elles n'ont donc pu avoir aucune influence sur la découverte de l'Amérique.

Pareillement : 1° les thèses des nominalistes parisiens, ainsi que le souligne, par exemple, Zoubov, étaient effectivement dépendantes de l'école oxfordienne d'Ockham et des scholastiques anglais qui l'avaient précédé, et cela en une plus grande mesure que ne le croyait Duhem ; 2° les nominalistes n'ont point découvert les théories de base ni créé les méthodes essentielles de la science moderne ; 3° ni Copernic, ni Galilée, ni Descartes n'ont eu connaissance de ces idées qui ne pouvaient donc influer sur leurs travaux.

Il nous apparaît cependant que l'erreur de Duhem est beaucoup plus grave que l'erreur de Lelevel (dont lui-même devait probablement se rendre compte, car, dans ses travaux ultérieurs, il ne parle plus de Jan de Kolno, encore qu'il ne rectifie pas explicitement son erreur). L'erreur de Duhem portait sur des conceptions scientifiques essentielles qui demeurent toujours valables, alors que l'erreur de Lelevel concernait uniquement des faits historiques.



Kalimach, un contemporain de Copernic, devait définir en ces termes la nouvelle conception de la science : « *Non theologice, sed naturaliter* » (non pas du point de vue théologique, mais de celui des sciences de la nature). Nous ajoutons : il convient de se placer d'un point de vue objectif et non conventionnel, matérialiste et non idéaliste, dialectique et non métaphysique. Par ailleurs, Engels a défini clairement les causes profondes de cette transformation dans sa *Dialectique de la Nature* :

> Si, après la sombre nuit du Moyen Age, les sciences renaissent brusquement avec une force insoupçonnée et grandissent avec la rapidité du miracle, nous devons ce prodige derechef à la production. Premièrement l'industrie s'était énormément développée depuis les Croisades et avait mis à jour une foule de faits nouveaux d'ordre mécanique (tissage, horlogerie, moulins), chimique (teinturerie, métallurgie, alcool) et physique (lunettes) ; non seulement ces faits fournissaient à l'observation d'énormes matériaux, mais encore ils constituaient eux-mêmes des moyens d'expérimentation déjà tout à fait différents de ceux du passé et permettaient la construction d'instruments nouveaux. On peut dire que ce n'est qu'à ce moment qu'une science expérimentale proprement systématique devient possible. Deuxièmement : toute l'Europe de l'ouest et du centre, y compris la Pologne, se développait maintenant comme un tout, bien que l'Italie tînt encore la tête, en vertu de sa civilisation de tradition ancienne. Troisièmement : les découvertes géographiques, — provoquées exclusivement par la recherche du profit, donc, en dernière analyse, par les intérêts de la production, — apportaient une infinité de matériaux jusqu'alors inaccessibles, dans le domaine de la météorologie, de la zoologie, de la botanique et de la physiologie (de l'homme). Quatrièmement : la presse existait [1].

Nous avons déjà dit plus haut que le conventionalisme et le subjectivisme des nominalistes de Paris étaient proches du scepticisme des anciens et du conventionalisme et du positivisme de la fin du XIXe siècle et du commencement du XXe siècle. Peut-on considérer que c'est un hasard si des doctrines si proches l'une de l'autre sont apparues à des périodes où commençait le processus de décomposition intérieure de grands systèmes économiques et sociaux, la décomposition des systèmes successifs de l'esclavage, du féodalisme et du capitalisme ? Il n'y a rien d'étonnant non plus à ce que des doctrines n'aient pas donné et n'aient rien pu donner de réellement positif ni d'essentiellement nouveau et que leur utilité se soit bornée à détruire des vues surannées et périmées sur le monde : elles ont joué dans l'histoire de la pensée un rôle semblable à celui que jouent dans la nature les bactéries de la décomposition dans la transformation de la matière. Une fois ce processus déterminé, elles ont disparu.

Le fait que, dans les moments où se sont formés de nouveaux systèmes sociaux, la philosophie soit devenue une doctrine où dominaient les éléments réalistes et matérialistes, qui affirmait que le monde était matériel, et que les lois de la nature et de la société étaient objectives et connaissables, est une confirmation de la même loi. Il en fut ainsi dans la philosophie de l'antiquité de Thalès à Démocrite et encore, en partie, chez Aristote, au Moyen Age d'Anselme à Thomas d'Aquin ; dans les temps modernes, cette loi s'exprima dans la science, par la position de Copernic, de Kepler, de Galilée et de Descartes et, plus tard, par celle des matérialistes du XVIIIe et du XIXe siècles. Copernic lutta contre l'interprétation idéaliste de ses théories, avancée par Ossiandre ; par suite du manque

---

1. Fr. ENGELS : *Dialectique de la Nature*. Editions sociales, pp. 185-186.

de loyauté de celui-ci, la préface du *De Revolutionibus* influença dans une certaine mesure l'accueil fait à cette œuvre. Mais Kepler démasqua la supercherie d'Ossiandre et lutta avec passion contre le conventionalisme de Ramus et de Raymar, pour défendre l'objectivité des lois de Copernic. Galilée mena la même lutte, qui fut continuée par Descartes.

Aujourd'hui, une nouvelle vague de subjectivisme, de conventionalisme et d'agnosticisme a déferlé ou déferle sur nous. Le conventionaliste Duhem se sentit des affinités spirituelles avec le conventionaliste du XIVe siècle, Buridan, et se sentit étranger à Copernic et Descartes, qui affirmaient l'objectivité et la connaissabilité des lois scientifiques. Les positivistes contemporains en appellent délibérément à Protagoras, aux sceptiques et aux stoïciens, à Pierre l'Espagnol et à William Ockham. Mais nous, représentants des pays socialistes, nous retournons à Thalès, Héraclite, Démocrite, à David de Dinant, à Copernic, Galilée et Descartes. Nous voyons dans le marxisme non seulement un programme d'action pour le présent et pour l'avenir, mais aussi une continuation et un perfectionnement des réalisations de ces grands révolutionnaires du passé.

LE MARXISME ET L'UNIVERSITE

Rendant hommage à Staline dans le numéro 47 de notre revue (mars-avril 1953), j'écrivais à propos de Karl Marx :

> Il y a soixante-dix ans, on aurait bien étonné les intellectuels français en leur prédisant que celui qui venait de disparaître et qu'ils considéraient tantôt comme un simple agitateur et un « politicien », tantôt comme un pur économiste (d'ailleurs arbitraire et obscur), prendrait bientôt plus de place dans l'histoire de la philosophie que les maîtres patentés de l'enseignement universitaire, un Victor Cousin, un Jouffroy ou un Renouvier. Et pourtant dès à présent, la conception marxiste du monde ne peut plus être passée sous silence, même dans l'enseignement le plus traditionaliste...

Or voici qu'on annonce une nouvelle collection à l'usage des élèves de philosophie des lycées et collèges, intitulée *Les grands textes*. Parmi les ouvrages en préparation, on ne trouve ni Jouffroy, ni Victor Cousin, mais on annonce un volume de textes de Marx. Bien sûr, on y trouve aussi tous les philosophes idéalistes traditionnels, auxquels viennent s'ajouter Alain et Valéry ; mais c'est la première fois que le marxisme est placé par des universitaires très officiels sur le même plan que les philosophies classiques. — R. M.

MASSE ET ENERGIE

par Jean DRUAN

LES notions de masse et d'énergie sont fondamentales en physique, mais l'emploi des mots masse et énergie donne lieu à de nombreuses confusions. Pour le rationaliste moderne, le matérialiste, masse et énergie sont deux grandeurs physiques associées toutes deux à la matière, car s'il n'y a pas de matière sans masse, il n'existe pas non plus de matière immobile, sans mouvement. Il existe bien deux grandeurs qualitativement distinctes et qui se conservent toutes deux. Les lois de la relativité, découvertes par le grand savant Einstein et si lumineusement pressenties, comprises et expliquées par Paul Langevin, conduisent simplement le matérialiste à admettre qu'il y a proportionnalité entre la masse et l'énergie d'un système. Les lois de conservation sont donc liées directement, et la « libération d'énergie » à partir de la « masse » de l'uranium désintégré dans une bombe atomique n'est en réalité que la transformation d'une énergie interne des noyaux d'uranium en énergie cinétique de fragments ou de neutrons plus une énergie interne plus petite (celle des fragments) ; c'est en même temps la transformation d'une masse au repos en masse en mouvement, mais l'énergie totale et la masse relativiste totale se conservent toutes les deux. Le but de cet article est d'expliquer au lecteur l'importance de ces distinctions qui ne sont pas seulement des subtilités de langage, car on identifie volontiers masse et matière et des expressions telles que « transformation de la masse en énergie », « annihilation », « dématérialisation », laissent entendre que la matière « s'évanouit » et se transforme en un fluide subtil, spiritualisé qui serait l'énergie, renouvelant ainsi les tentatives énergétiques d'Ostwald.

Les travaux soviétiques récents, s'appuyant sur les progrès les plus poussés des sciences physiques et développant les vues géniales d'Engels et de Lénine, nous aident puissamment dans cet effort d'éclaircissement. L'intérêt de cet effort est double : il nous aide à comprendre la réalité objective et évite les erreurs scientifiques, il nous aide à lutter contre l'utilisation réactionnaire et antirationnelle de lois scientifiques vraies, présentées de manière ambiguë ou même erronée par certains savants, même par ceux qui ont découvert ces lois, comme Einstein.

> La physique classique a introduit deux substances : la matière et l'énergie. La première était douée de poids, tandis que cette dernière en était privée. Dans la physique classique, nous avions deux lois de conservation : une pour la matière, l'autre pour l'énergie. Mais la physique moderne ne maintient pas cette conception de deux substances et de deux lois de conservation. Conformément à la théorie de la relativité, il n'y a pas de distinction essentielle entre la masse et l'énergie. L'énergie a une masse et la masse représente de l'énergie. Au lieu de deux lois de conservation, nous n'en avons qu'une seule, celle de la masse-énergie [1].

Et dans le même ouvrage, *l'Evolution des idées en physique*, par Einstein et Infeld, on peut encore lire ceci :

---

1. Einstein et Infeld : *L'évolution des idées en physique*, traduction Solovine. Flammarion, page 194.

Nous ne pouvons distinguer qualitativement entre la matière et le champ, puisque la distinction entre la masse et l'énergie n'est pas d'ordre qualitatif [1].

Telle est, exprimée par des savants de renommée mondiale, l'opinion « officielle » sur la relation entre masse et énergie, et on pourra trouver par exemple dans le livre de Barnett, *Einstein et l'Univers*, une « preuve » expérimentale de cette thèse :

Depuis le 16 juillet 1945 [il s'agit du premier essai de bombe atomique. — N.D.L.R.] l'homme est capable de transformer la matière en énergie. C'est à cette date que pendant la nuit, à Alamogordo, Nouveau Mexique, l'homme pour la première fois a transformé une quantité substantielle de matière en ce composé de lumière, de chaleur, de son et de mouvement que nous appelons énergie [2].

On pourrait trouver d'innombrables exposés de ce même thème, à savoir la possibilité de transformer la masse en énergie et inversement, dans de nombreux ouvrages, spécialisés ou de vulgarisation, traitant de physique nucléaire ou de relativité. Mais ceci n'est que le début d'une démarche dont la suite sera trouvée, par exemple, chez Frank, un des chefs de l'école dite « opérationnelle » [3], laquelle tend à remettre en vogue les idées de Mach si vigoureusement combattues par Lénine. Frank déclare en effet :

L'annihilation de la masse est souvent interprétée comme une réfutation du matérialisme et une preuve du spiritualisme. Mais ceci n'est possible que dans le cas où l'on utilise la langue sans tenir compte du sens opérationnel des mots et des concepts. Si nous introduisons le sens opérationnel des termes matière et énergie, nous nous débarrasserons du spiritualisme, prouvé par la dématérialisation [4].

Le choix est ainsi très clair. Etant donné un certain nombre de phénomènes réels étudiés par la physique nucléaire et dont il sera reparlé dans la suite, vous ne pouvez qu'être spiritualistes ou vous ranger sous la bannière « étoilée » de l'école opérationnelle. Il ne saurait, de toute façon, être question de rester matérialistes, la matière, pour paraphraser Barnett, s'étant évanouie un soir de juillet 1945.

Remarquons, avant d'aller plus avant, que ce phénomène s'était déjà produit à la fin du siècle dernier, c'est du moins ce qu'affirmaient des savants comme Ostwald et des philosophes à qui cette thèse permettait d'enterrer le matérialisme. Rien n'est donc très nouveau dans les démarches de la philosophie bourgeoise, et quant à la réfutation des thèses de Frank et autres, on en pourra trouver l'essence dans l'ouvrage de Lénine *Matérialisme et Empiriocriticisme* qui reste, et restera, l'ouvrage fondamental en ce qui concerne bon nombre de questions philosophiques de la physique moderne. Il n'en reste pas moins qu'il faut savoir intégrer chaque découverte dans notre conception matérialiste du monde et, pour se limiter à un cas précis, savoir quel est le sens exact que nous devons donner à la relation objective établie par la relativité entre masse et énergie et quelle est l'interprétation exacte de phénomènes tels que la fission de l'uranium. La question est loin d'être claire pour tous, et les physiciens, même matérialistes,

1. *Idem*, page 239.
2. Barnett : *Einstein et l'Univers*, Gallimard, 1951, page 113.
3. L'école opérationnelle ou « positivisme logique » n'admet comme réelles que les séries de résultats de mesure entre lesquels on effectue des opérations. Elle écarte de son langage les concepts de « vérité » ou de réalité !
4. P. Frank : *Foundations of Physics*. 1950, p. 34.

emploient couramment, sous l'influence de la philosophie régnante, les mots de matérialisation et de dématérialisation sans toujours en préciser le sens.

La science soviétique nous permet un pas décisif dans cette clarification des idées. Un volume de la revue *Progrès des Sciences Physiques*, le numéro d'octobre 1952, du tome XLVIII, est consacré à la question masse-énergie ; on y trouve des articles de physiciens connus comme V. A. Fock, V. A. Chpolski, C. E. Frich, A. M. Boutov et E. G. Chvidkovski, et de philosophes comme S. G. Souvorov et I. V. Kouznetsov. Le volume se termine par le compte rendu d'une discussion qui a eu lieu à l'Institut de philosophie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. et dans laquelle sont intervenus des physiciens et philosophes. C'est le contenu de cet article que je vais essayer d'analyser dans ce qui va suivre.

Avant d'aborder la question centrale, c'est-à-dire la prétendue transformation masse-énergie, il semble nécessaire d'analyser les notions de masse et d'énergie séparément, de dégager le sens qualitatif de ces concepts, sens qui disparaît souvent, surtout pour les physiciens, derrière ce que Boltzmann a appelé la parure des équations différentielles.

La notion de masse

Pour Mach, cette parure est en fait l'essentiel. D'après lui, la masse n'est qu'un simple coefficient dans une équation, et ne correspond à aucune propriété objective de la matière, puisqu'aussi bien pour Mach la matière n'existe pas, et les équations utilisées en physique ne servent qu'à relier un certain nombre de sensations. Pearson, disciple anglais de Mach, écrit, dans sa *Grammaire de la Science* :

> La masse apparaît comme un simple nombre, représentant le rapport des accélérations [1].

Aussi fausse est la définition de la masse donnée par l'école opérationnelle, pour qui la masse correspond simplement à un certain nombre de mesures. Dans ces conditions, la masse ne serait pas une propriété objective de la matière, mais n'aurait de sens que dans le cadre du complexe objet-observateur.

On a déjà une conception infiniment plus saine chez Newton qui a le premier, au XVIIe siècle, parlé de masse.

> A la base de sa mécanique, Newton plaça la notion de quantité de matière. Cette quantité de matière fut appelée masse. Ainsi dans la mécanique de Newton, la notion de masse est essentiellement identique avec la notion de matière. La quantité de matière contenue par un corps est d'autant plus grande que la masse de ce corps est plus grande. La quantité de matière a son expression et sa mesure dans la masse, numériquement égale au produit de la densité par le volume du corps [2].

Dans l'esprit de Newton, la masse, caractérisant le nombre d'atomes indestructibles contenus par un corps, est une donnée *a priori*, indépendante en particulier de l'état de mouvement de ce corps. Matérialiste certes, car elle pose en principe l'existence d'une réalité indépendante de la conscience humaine, cette conception a tous les défauts du matérialisme mécaniste de cette époque.

---

1. K. Pearson : *The Grammar of Science*, 1911, p. 352.
2. N.-F. Ovtchinnikov : « Conception de la masse et de l'énergie dans la physique moderne », article paru dans le recueil *Questions philosophiques de la physique moderne*. Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Moscou, 1952.

Le développement ultérieur de la physique a montré combien était plus riche et plus complexe la notion de masse. Propriété objective de la matière, la masse apparaît dans deux séries de phénomènes distincts : d'abord les phénomènes d'inertie, deux corps soumis aux mêmes influences extérieures ne subissant pas les mêmes accélérations, et ensuite les phénomènes de gravitation, deux corps, quels qu'ils soient, exerçant l'un sur l'autre une action dont on a pu étudier la dépendance par rapport à un certain nombre de paramètres physiques. La première série de phénomènes permet de définir, dans un certain système d'unités, la valeur numérique de la masse dite masse inerte, la deuxième série ce qu'on appelle la masse gravitationnelle. Des mesures de plus en plus précises ont montré l'égalité numérique de ces masses, si les unités sont convenablement choisies. Cette égalité a été élevée à l'état de principe par Einstein dans sa relativité générale. Dans ce cas, comme le font remarquer Kouznetsov et Frich, il conviendrait de considérer la masse inerte et la masse gravitationnelle comme étant deux manifestations, dans deux séries de phénomènes différents, d'une seule et même propriété de la matière, qui serait sa masse.

Au cours des siècles, la notion de masse a été développée dans trois directions principales. Au XVIII[e] siècle, Lomonossov et Lavoisier montrèrent que pour un système convenablement isolé, à savoir tout échange d'atomes avec le monde extérieur étant interdit, la masse du système ne change pas, même si celui-ci est le siège d'un certain nombre de transformations physico-chimiques. On ne saurait trop souligner la portée philosophique de ce principe de la conservation de la masse, toujours valable, car il est essentiellement une affirmation de l'impossibilité de détruire ou de créer de la matière.

La physique a montré aussi que la masse était une propriété générale de la matière. C'est évident pour ce qu'on appellera la matière au sens restreint, c'est-à-dire ce qu'il est d'usage de considérer comme des particules (protons, neutrons, électrons, mésons), mais c'est encore vrai pour le champ électromagnétique. Un photon d'énergie égale à E a une masse m numériquement égale à E/c^2, c étant la vitesse de la lumière. Les expériences de Lebedev, à la fin du XIX[e] siècle, sur la pression de radiation, et l'étude plus récente de l'effet Compton, diffusion d'un photon par un électron, montrent que toutes les lois de la mécanique restent valables, que le photon a une impulsion, et par conséquent une masse inerte, quotient de l'impulsion par la vitesse. Si les exemples précédents prouvent l'existence d'une masse inerte du photon, la courbure observée des rayons lumineux dans les régions de grand champ gravitationnel montre que le photon a aussi une masse gravitationnelle. Le champ électromagnétique est une forme de la matière, ayant ses propriétés spécifiques, mais qui a une masse comme toutes les autres formes de la matière.

Si donc la masse est une propriété générale et importante de la matière, il n'en faudrait pas pour autant conclure que la masse ne puisse pas être de nature différente pour chaque particule élémentaire, et il semble certain, par exemple, qu'il y a une différence qualitative entre la masse d'un photon et celle d'un électron, masses qui peuvent être égales quantitativement. Un électron peut être au repos par rapport à d'autres corps constituant un système de référence et on peut alors définir ce qu'on appelle une masse au repos [1], non nulle,

1. Le terme de masse au repos est lui-même assez impropre, car il correspond à la masse d'un objet au repos dans son ensemble, mais qui peut être constitué d'objets en mouvement, la masse au repos correspond alors à un mouvement interne (cf. noyau d'uranium). Même les particules dites élémentaires ont certainement une structure interne comportant des mouvements internes.

tandis qu'il est impossible d'avoir un photon au repos, et la masse au repos correspondante est nulle.

La physique moderne a été d'autre part obligée d'abandonner la notion newtonienne de la masse comme donnée *a priori*, indépendante de l'état de mouvement de la matière. D'abord, on a cherché à rattacher la masse à d'autres grandeurs physiques, en voulant en préciser la nature. Il faut citer à ce sujet les recherches de H. A. Lorentz sur la matière électromagnétique de la masse de l'électron. Les développements de la relativité ont montré que cette masse ne pouvait pas être entièrement d'origine électromagnétique, mais la voie reste ouverte à ce genre de recherches. Ces mêmes développements ont montré que la masse, en tout cas, était une propriété relative, et dépendait de l'état de mouvement du système considéré. La masse varie avec la vitesse du corps, suivant la loi $m = \frac{m_0}{\sqrt{1 - v^2/c^2}}$, m étant la masse actuelle, m_0 la masse au repos, v la vitesse du corps, c étant la vitesse de la lumière. D'après Souvorov, le mouvement étant conçu, non comme un simple déplacement dans le temps, ce qui est une conception mécaniste du mouvement, mais comme le changement dans les liaisons d'un corps avec les corps environnants, liaisons s'effectuant par l'intermédiaire d'un champ, il est naturel que les propriétés de ce corps, et en particulier sa masse, varient et dépendent de la vitesse. La masse caractérise les liaisons non seulement intérieures, mais aussi extérieures, du système considéré.

En résumé, la masse est une propriété objective de la matière, se définissant numériquement à travers les phénomènes d'inertie et de gravitation, mais il ne faudrait pas identifier masse et matière, la matière ne se laissant pas épuiser par la notion de masse, la matière ayant d'autres propriétés (charge, spin, etc... des particules élémentaires). Identifier masse et matière, c'est revenir à la conception newtonienne maintenant dépassée, et se préparer, en admettant ensuite la transformation masse-énergie, à admettre l'existence de « quelque chose » de différent de la matière, existant à côté de la matière, qui serait l'énergie.

La notion d'énergie

Passons maintenant à l'analyse de cette dernière notion, liée étroitement à la notion de mouvement.

« Le mouvement est le mode d'existence de la matière » (Engels). Il y a différentes sortes de mouvements, chacun d'eux étant caractérisé par la variation d'un certain groupe de grandeurs physiques, position et vitesse s'il s'agit de mouvement mécanique, pression, température, volume s'il s'agit de mouvement thermique, etc... Les différentes sortes de mouvements peuvent d'ailleurs coexister dans le même système. La découverte essentielle de la science au cours du siècle dernier a été celle de la possibilité de transformation d'une forme de mouvement dans une autre. Les différentes formes de mouvements peuvent provoquer le même changement dans l'état d'un système donné. Etant donné un système physique choisi comme référence, choix qui n'a pas d'ailleurs d'importance qualitative, comme l'expérience l'a montré, il est possible de donner une mesure générale des différentes formes de mouvements, et cette mesure est appelée énergie. Cette mesure peut être reliée aux différents paramètres physiques qui caractérisent le mouvement.

Le travail, dit Engels, est donc le changement de forme, considéré sous son aspect quantitatif [1].

La loi de conservation de l'énergie a un sens philosophique précis : tout comme la loi de conservation de la masse traduisait l'indestructibilité de la matière, la loi de conservation de l'énergie exprime l'indestructibilité du mouvement. Engels reliait d'ailleurs l'indestructibilité du mouvement à l'indestructibilité de la matière :

La matière sans mouvement est aussi inconcevable que le mouvement sans matière. Le mouvement est donc aussi impossible à créer ou à détruire que la matière elle-même,

écrit-il dans l'*Anti-Dühring* [2].

Etant donnée son importance, cette loi de transformation et de conservation de l'énergie a attiré l'attention de philosophes idéalistes. Tant que ce fut possible, elle fut niée, et aucune occasion ne fut négligée pour la remettre en question, comme le firent Bohr, Slater et Kramers [3] à propos de la désintégration bêta. On essaya de restreindre sa validité aux sciences physico-chimiques, en invoquant l'intervention dans les organismes vivants de fluides vitaux, etc..., ou de la rabaisser au rang de simple relation, comme le fit Mach par exemple, en ne lui attribuant pas plus d'importance qu'à n'importe quelle autre relation.

De tout autre genre, et plus importante pour la question qui nous occupe, car elle est la racine de la plupart des erreurs actuelles, a été la théorie élaborée par Ostwald à la fin du XIXe siècle. Il est déjà beaucoup question de l'énergétisme d'Ostwald dans *Matérialisme et Empiriocriticisme*. Il serait faux de croire que l'énergétisme est mort le jour où Ostwald reconnut l'existence des atomes; la négation de la structure discontinue de la matière n'était que la face la plus absurde de la théorie et son effondrement n'en a rendu que plus dangereux l'esprit de l'énergétisme, qui voudrait que le mouvement puisse être pensé sans matière. L'énergie, détachée de la matière, pourrait avoir une existence par elle-même et, se transformant tout en se conservant quantitativement, aurait toutes les propriétés d'une substance. Il suffit de se reporter à la citation d'Einstein qui figure plus haut pour se convaincre que les idées d'Ostwald ont fait leur chemin. La physique pourrait se ramener entièrement à l'étude des transformations de l'énergie, ce qui est faux, puisque les formes les plus simples du mouvement, mouvement mécanique par exemple, ne se laissent pas épuiser par la notion d'énergie, et qu'à côté de la conservation de l'énergie, il y a des lois de conservation pour l'impulsion, le moment cinétique, etc...

L. Boltzmann a maintes fois polémiqué, du point de vue de la physique, avec l'énergétisme d'Ostwald, en démontrant que celui-ci ne peut ni réfuter ni éliminer la formule de l'énergie cinétique, et que, déduisant d'abord l'énergie de la masse, pour définir ensuite la masse par l'énergie, il tourne dans un cercle vicieux,

écrit Lénine [4]. Et quant aux tentatives d'Ostwald de dissocier matière et mouvement, Lénine a porté sur elles des jugements définitifs [5].

---

1. Fr. Engels : *Dialectique de la Nature*. Editions Sociales, 1952, p. 102.
2. Fr. Engels : *Anti-Dühring*. Editions Sociales, 1950, p. 92.
3. N. Bohr . *Faraday Lecture Journal of Chemical Society*, 1932, pp. 349-384. Cf. Solomon : *Protons, Neutrons*. Gauthier-Villars, 1939.
4. Lénine : *Matérialisme et Empiriocriticisme*. Editions Sociales, p. 263.
5. A.-M. Boutov et E.-G. Chvidkovski : *Progrès des Sciences Physiques*, tome 48, p. 153.

La tendance à détacher le mouvement de la matière est équivalente à celle qui voudrait détacher mes sensations du monde extérieur, en d'autres termes, passer à l'idéalisme.

L'énergie n'est pas une substance, *l'énergie est une mesure du mouvement*, et par là-même inconcevable en dehors de la matière. Les textes cités au début de cet article montrent comment l'opération est menée actuellement : on commence par confondre masse et matière, on interprète la relation objective $E = mc^2$, E énergie du système, m sa masse, comme exprimant la possibilité de transformer de la masse en énergie ; le cercle est fermé, de la matière se transforme en énergie, substance analogue à la matière, et on a ainsi repris une partie des thèses d'Ostwald.

Différents faits expérimentaux sont d'habitude avancés pour appuyer ces affirmations. Nous en citerons quelques-uns : transformation d'une paire électron-positon en deux ou trois photons, les particules représentant ici la matière, le champ électromagnétique l'énergie ; les variations de *masse au repos* qui accompagnent les réactions nucléaires ; le défaut de masse. Nous reviendrons en détail sur chacun de ces exemples. Auparavant, il semble nécessaire d'affirmer qu'il ne saurait être question de transformation de masse en énergie, et réciproquement. Il y a simplement une relation numérique entre ces deux *grandeurs qualitativement différentes*, une simple relation de proportionnalité, masse et énergie pouvant être, avec un choix convenable d'unités, mesurées par le même nombre. La quantité totale d'énergie renfermée dans un système est indissolublement liée à la masse de ce système ; chaque fois que l'on a une masse m, on a une énergie totale égale à $E = mc^2$; à chaque variation de masse correspond une variation d'énergie, et réciproquement.

Les opinions des physiciens et philosophes sont unanimes à ce sujet, et je me permettrai de les citer longuement. Boutov et Chvidkovski écrivent :

L'équation $E = mc^2$ est l'expression scientifique de cette propriété objective du monde matériel qui veut que masse et énergie soient indissolublement liées. Il n'est pas question de transformation de masse en énergie et réciproquement.

Et plus loin :

Il n'est aucunement fondé d'introduire une nouvelle loi de conservation de la « masse + énergie ».

Fock déclare :

A chaque changement d'énergie d'un système correspond un changement de sa masse inerte [1].

D'après Frich [2] :

étant donné la relation $m = E/c^2$, la masse dépend de l'état du système, et comme tout changement de l'état d'un système change son énergie, il se produit le changement correspondant de la masse.

Pour Kouznetsov [3], le trait essentiel des processus du genre de ceux que nous avons cité plus haut,

---

1. V.-A. Fock : *Progrès des Sciences Physiques*, tome 48, p. 161
2. C.-F. Frich : *Ibid.*, p. 191.
3. I.-V. Kouznetsov : *Ibid.*

... est qu'à une variation déterminée de la masse d'un système correspond toujours une variation complètement définie de son énergie. C'est justement ce qu'exprime la relation $E = mc^2$ dans laquelle apparaît la liaison entre masse et énergie, et non leur possibilité de transformation. On peut y voir une manifestation de la validité de la loi générale du matérialisme dialectique sur la liaison indissoluble entre matière et mouvement, et non une « transformation » de matière en énergie.

Quelques exemples de conservation de la masse et de l'énergie

Reprenons maintenant l'étude des faits expérimentaux auxquels nous avons fait allusion un peu plus haut.

Une paire électron-positon peut se transformer, suivant les cas, en deux ou trois photons. Cette transformation se fait quand les particules sont pratiquement au repos, leur énergie cinétique est négligeable et l'énergie totale disponible correspondant à leur masse au repos (pour chaque particule) sera $E = 2\ mc^2$. Les photons produits auront une énergie totale égale à E, et d'après la relation entre énergie et masse, une masse totale égale à $2\ m_0$. Il y a à la fois conservation de l'énergie et de la masse, il y a simplement transformation d'une forme de la matière dans une autre. Et de la même façon, il y a conservation de la masse et de l'énergie dans la désintégration d'un méson pi neutre en 2 photons.

Si nous considérons une réaction nucléaire, que se passe-t-il ? Prenons par exemple la réaction $Li^7_3 + H \rightarrow 2\ He^4_2$, un photon frappant un noyau de lithium produisant deux noyaux d'hélium. La somme des masses au repos des deux atomes d'hélium est inférieure à la somme des masses au repos des noyaux de lithium et de l'hydrogène. Il est courant de dire que cette différence de masse apparaît dans l'énergie cinétique des deux noyaux d'hélium produits, qu'il n'y a pas conservation de la masse ni de l'énergie séparément, qu'il y a transformation de masse en énergie. Mais si nous nous souvenons de la conception juste de la masse, et si nous considérons non pas les masses au repos, mais les masses actuelles des particules, masses dépendant de la vitesse de façon connue, nous avons selon toute évidence conservation de la masse. La somme des masses des noyaux de lithium et d'hydrogène est égale à la somme des masses des deux noyaux d'hélium. Etant donné la relation entre masse et énergie, l'énergie est aussi conservée. Il y a simplement modification de la répartition de l'énergie totale entre énergie cinétique de translation et ce que nous appellerons énergie interne (numériquement égale à $m_0\ c^2$, m_0 étant la masse au repos), pendant la réaction, la part d'énergie de translation étant plus grande après la réaction. Ici encore il y a deux lois de conservation, lois parallèles certes, mais il n'y a pas du tout de conservation d'une quantité hybride qui serait une somme de masse et d'énergie, somme aussi étrange que celle d'une addition de mètres et de francs.

Et en ce qui concerne le « défaut de masse », que pouvons-nous dire ? Si nous considérons un noyau de deutérium (hydrogène lourd), pour raisonner sur un cas concret, la masse au repos de ce noyau est inférieure à la somme des masses de ses constituants : un neutron et un proton. La différence est appelée défaut de masse. A partir de cette grandeur, il est possible de calculer l'énergie nécessaire pour dissocier un noyau de deutérium. Lorsqu'on effectue cette opération, transforme-t-on de l'énergie en masse ? Non. Il suffit de considérer un exemple concret de désintégration, par un photon par exemple, pour se convaincre que tout apport d'énergie s'accompagne d'un apport de masse (la masse du photon), et qu'ici encore les lois de conservation restent valables

L'article de Chpolki nous permettra de donner quelques exemples dans lesquels une variation d'énergie E s'accompagne d'une variation de masse m, les deux variations étant liées par la relation $E = mc^2$.

Le premier exemple est emprunté à Einstein. Considérons un disque se déplaçant dans une direction perpendiculaire à ses faces, avec une vitesse v par rapport à un certain système de référence S. Supposons que les deux faces émettent, à un certain instant, deux ondes planes électromagnétiques de même énergie. Par suite de la symétrie du corps émetteur, celui-ci ne subit aucun recul, et sa vitesse ne change pas. Selon la relativité, dans le système S, l'impulsion emportée par le champ électromagnétique est $p = \frac{Ev}{c^2}$ E est l'énergie totale du champ.

L'impulsion du disque doit diminuer d'autant, et comme sa vitesse n'a pas changé, sa masse a dû varier ; M étant la masse avant l'émission, M' la masse après l'émission, on a :

$$Mv = M'v + \frac{Ev}{c^2} \qquad\qquad M - M' = \frac{E}{c^2}$$

La perte d'énergie pour le disque s'est accompagnée d'une perte de masse.

Le deuxième exemple ne fera intervenir que du mouvement mécanique. La loi relativiste de composition des vitesses, et les lois de conservation de la masse et de l'impulsion pendant le choc, appliquées à l'étude du choc de deux sphères, conduisent à la formule déjà citée liant la masse m et la vitesse v ;

$$m = \frac{m_0}{\sqrt{1 - \frac{v^2}{c^2}}}$$

m_0 étant la masse au repos, — liaison du reste extrêmement générale démontrée ici dans un cas particulier. A partir de cette relation, il est facile de retrouver la relation $c^2 m = E$, en utilisant les lois connues de la mécanique.

Pour un exemple faisant intervenir le mouvement thermique, le lecteur est prié de se reporter à un texte de Lorentz [1] illustrant la thèse générale suivant laquelle toute variation d'énergie s'accompagne de variation de masse.

Ainsi donc se trouvent détruits les arguments de Barnett sur l'évanouissement de la matière un soir de juillet 1945. Les phénomènes accompagnant la fission s'interprètent comme nous avons interprété les réactions nucléaires. L'énergie atomique ne prouve pas le spiritualisme, il n'y a jamais eu de transformation de masse en énergie et inversement, et il est encore possible de rester matérialiste, en gardant aux mots leur sens matérialiste, n'en déplaise à M. Frank.

Evidemment il reste encore beaucoup de travail à faire pour éclaircir des questions encore pendantes, questions évoquées par les différents auteurs dans ce numéro des *Progrès des sciences physiques* et laissées sans réponse, étant donné l'état actuel de nos connaissances. A propos de la transformation totale de deux électrons en photons, et d'une façon générale à propos de la trans-

---

1. H.-A. Lorentz : *Das Relativitätprincip. Drei Vorlesungen gehalten in Teylers Stiftung zu Haarlem*. B. Teubner, Leipzig und Berlin, 1914, p. 29.

formation mutuelle des particules élémentaires entre elles, Fock pose le problème de la quantification de la masse. Souvorov pense qu'il faudrait étudier le mécanisme qui entraîne une augmentation de masse quand l'énergie augmente, et non se contenter de constater le résultat. D'après lui, la solution serait à chercher du côté des interactions se produisant par l'intermédiaire de champs entre les systèmes matériels. Terletski désirerait que l'on étendît les analyses du mouvement faites par Engels aux résultats de la physique moderne, à la relativité surtout, et promet un article sur ce sujet. Et il y a une quantité d'autres perspectives du même genre ouvertes au cours de ces articles.



En somme, ce numéro des *Progrès des Sciences Physiques* est un instrument extrêmement précieux dans notre travail. Il nous montre comment les résultats de la physique moderne, loin de réfuter le matérialisme dialectique, viennent s'y incorporer. Il souligne la nécessité, pour nous, d'étudier la science soviétique, de l'étudier de près, et de ne point se contenter de la saluer avec respect.

Pour ne citer que quelques questions de physique, ce sont les Soviétiques qui ont les premiers apporté une critique sérieuse des conceptions de Bohr en mécanique quantique, ce sont les Soviétiques qui mettent au point aujourd'hui le sens de la relation masse-énergie déduite de la relativité. Ces exemples doivent nous convaincre que sans l'aide de la science soviétique, il nous est difficile d'avancer dans notre lutte contre la falsification de la science.

L'OBUS ET LA COLOMBE

Au septième Festival d'Art de San-Francisco, le sculpteur Beniamino Bufano symbolisa la Paix d'une façon nouvelle et inattendue. Dans la brochure du Festival, il justifie ainsi son choix :

J'ai sculpté la Paix sous la forme d'un projectile pour exprimer l'idée que si la paix doit être sauvée aujourd'hui, elle doit l'être par la force [...] La guerre moderne, qui implique le bombardement des enfants, ne saurait avoir pour pendant une paix figurée par le motif conventionnel des rameaux d'olivier et des colombes.

CLASSES ET LUTTES DE CLASSES SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

par Albert SOBOUL

Les Editions sociales ont donné en 1948 *une première édition, une seconde en* 1951, *d'un ouvrage écrit en* 1946. La Révolution française : *travail ambitieux peut-être, à peine dégagé des influences scolaires, qui, s'il faisait le point des connaissances acquises, ne portait pas assez à la réflexion sur les questions encore mal élucidées et ne se fondait pas assez solidement sur une véritable méthode scientifique. Je remercie ceux qui fraternellement m'ont aidé à souligner ces faiblesses, particulièrement François Billoux pour sa lettre pénétrante du* 2 *février* 1952, *ceux qui m'ont incité à un travail plus profond et m'ont orienté dans une direction plus féconde. Je présente ici, non comme solution définitive, mais comme sujet de réflexion et orientation de recherche, quelques pages portant sur un problème particulier, mais intéressant au premier chef l'histoire de la Révolution française : contribution qui, je le souhaite, en appellera d'autres et permettra ainsi de progresser.*

LA Révolution française constitue, avec les révolutions anglaises du xviie siècle, le couronnement d'une longue évolution économique et sociale qui a fait de la bourgeoisie la maîtresse du monde.

Cette vérité qui peut passer aujourd'hui pour commune, les doctrinaires les plus conscients de la bourgeoisie l'avaient, dès le xixe siècle, proclamée. Voulant justifier la Charte par l'histoire, Guizot démontrait que l'originalité de la société française, comme de la société anglaise, consistait essentiellement dans l'existence, entre le peuple et l'aristocratie, d'une forte classe bourgeoise qui lentement avait précisé l'idéologie, puis créé les cadres d'une société nouvelle, dont 1789 avait été la consécration [1]. Tocqueville après lui, puis Taine soutinrent cette même opinion. Tocqueville a parlé avec « une sorte de terreur religieuse » « de cette révolution irrésistible qui marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles, et qu'on voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu des ruines qu'elle a faites » [2]. Taine a esquissé la lente montée de la bourgeoisie dans l'échelle sociale, au terme de laquelle l'inégalité lui devint insupportable [3]. Mais si assurés qu'ils fussent que la naissance et les progrès de la bourgeoisie avaient pour cause première l'apparition et le développement de la richesse mobilière, des entreprises commerciales, puis industrielles, ces historiens ne s'étaient guère souciés d'une étude précise des origines économiques de la Révolution ou des classes sociales qui l'avaient faite.

Surtout, quelle qu'ait été la clairvoyance des historiens de la bourgeoisie à son apogée, ils n'avaient pu mettre en lumière l'essentiel : que la Révolution

---

1. Voir l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre* et l'*Histoire de la civilisation en France*, particulièrement la préface à l'édition de 1855.
2. *De la démocratie en Amérique* (1836-1839).
3. Voir le chapitre III du livre quatrième des *Origines de la France contemporaine*, I. *L'Ancien Régime* (1875).

s'explique en dernière analyse par une contradiction entre les rapports de production et le caractère des forces productives. Marx et Engels, les premiers, soulignèrent avec force, dans le *Manifeste du parti communiste*, que les moyens de production sur la base desquels s'édifia la puissance de la bourgeoisie furent créés et se développèrent à l'intérieur même de la société féodale. A la fin du XVIIIe siècle, le régime féodal de la propriété, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture ne correspondaient plus aux forces productives en plein essor et constituaient autant d'entraves pour la production. « Il fallait briser ces chaînes, écrivent les auteurs du *Manifeste*. On les brisa » [1].

S'inspirant dans une certaine mesure du matérialisme historique (dans une certaine mesure seulement : n'écrit-il pas en effet dans son Introduction générale, que son interprétation de l'histoire sera « à la fois matérialiste avec Marx et mystique avec Michelet » ?), Jaurès, dans son *Histoire socialiste*, restitua à l'histoire de la Révolution sa substructure économique et sociale, en une vaste fresque emportée par l'éloquence et qui demeure encore comme un monument valable [2]. « Nous savons, écrit-il, que les conditions économiques, la forme de la production et de la propriété sont le fond même de l'histoire » [3]. S'il a pu faire progresser l'historiographie de la Révolution, Jaurès le doit aussi à l'essor du mouvement ouvrier, au début du XXe siècle. Cela, s'il l'a exprimé sans netteté, Albert Mathiez, en préfaçant en 1922 une nouvelle édition de l'*Histoire socialiste*, l'a senti, lorsqu'il écrit que Jaurès apportait à l'étude des documents du passé « le même sens aiguisé, le même flair » qui le guidaient dans les luttes politiques. « Mêlé à la vie fiévreuse des assemblées et des partis, il était plus apte qu'un professeur, qu'un homme de cabinet, à revivre les émotions, les pensées claires ou obscures des révolutionnaires » [4]. Peut-être l'œuvre de Jaurès pêche-t-elle cependant par schématisme. La Révolution s'y déroule tout uniment : sa cause réside dans la puissance économique et intellectuelle de la bourgeoisie parvenue à maturité ; son résultat fut de consacrer cette puissance dans la loi.

Sagnac et Mathiez, allant plus loin, ont précisé ce que fut au XVIIIe siècle la réaction aristocratique qui culmina en 1787-1788, dans ce que Mathiez désigne par l'expression ambiguë de *révolte nobiliaire* [5] : cette opposition forcenée de la noblesse à toute tentative de réforme, bien plus cet accaparement de toutes les charges de l'Etat par la minorité privilégiée, ce refus obstiné de partager la prééminence avec la haute bourgeoisie. Ainsi était expliqué le caractère violent de la Révolution française et que l'avènement de la bourgeoisie résulta non d'une évolution progressive, mais d'un brusque changement qualitatif.

Mais la Révolution, si elle a profité à elle seule, ne fut pas l'œuvre de la seule bourgeoisie. Mathiez, après Jaurès, insistant sur la désagrégation rapide du Tiers Etat et sur les antagonismes qui ne tardèrent pas à se manifester entre les diverses fractions de la bourgeoisie et les classes populaires, a rendu compte de la complexité de l'histoire révolutionnaire et de la progression de ses étapes successives. Détournant les yeux de la scène parisienne et des grandes villes qui jusque-là avaient accaparé l'attention des historiens, Georges Lefebvre (puisqu'aussi bien la France de la fin du XVIIIe siècle est encore essentiellement rurale) s'attacha à

---

1. Voir particulièrement dans le *Manifeste du parti communiste*, la première partie, « Bourgeois et prolétaires ».
2. Jean JAURÈS : *Histoire socialiste*, t. I-IV, 1901-1904.
3. *Histoire socialiste*, édition Mathiez, 1922, Introduction générale, I, 23.
4. *Ibid.*, Avertissement, I, 5.
5. Albert MATHIEZ : *La Révolution française*, 1922, t. I, chap. II, La révolte nobiliaire.

l'étude de la paysannerie. Jusqu'à lui, l'action paysanne avait été considérée comme une répercussion des mouvements citadins, essentiellement dirigée, en accord avec la bourgeoisie, contre la féodalité et le pouvoir royal : ainsi étaient conservés à la Révolution son aspect homogène et la majesté de son cours. Georges Lefebvre, partant d'analyses sociales précises, démontra que dans le cadre de la Révolution bourgeoise, se développait un courant paysan, possédant son autonomie propre quant à son origine, ses procédés, ses crises et ses tendances. Il est cependant nécessaire de souligner nettement que l'objectif fondamental du mouvement paysan coïncidait avec les buts de la Révolution bourgeoise : la destruction des rapports féodaux de production. La Révolution brisa dans les campagnes le régime féodal de la propriété ; elle ruina l'organisation féodale de l'agriculture.

L'œuvre de Georges Lefebvre a valeur de démonstration et d'exemple. Si l'on met à part le champ qu'il a défriché, l'histoire sociale de la Révolution reste à écrire. Elle seule permettra de faire progresser la connaissance. Ce n'est qu'en partant d'analyses minutieuses de la richesse foncière et mobilière, de la puissance économique des diverses classes sociales et des groupes qui les composent, que l'on rendra compte du jeu des antagonismes et de la lutte des classes, que l'on précisera les vicissitudes et les progrès du mouvement révolutionnaire, que l'on dressera enfin un bilan exact de la Révolution.

Fait significatif, alors que la bourgeoisie règne, incontestée, depuis 150 ans, nous ne possédons aucune histoire de la bourgeoisie française sous la Révolution. Quelques essais mis à part, et qui s'attachent plus à l'étude de la mentalité qu'à celle de la puissance économique, quelques monographies aussi consacrées à une région ou une ville, à une famille ou une catégorie, monographies précieuses en ce qu'elles s'attachent à la recherche documentaire et montrent la voie à suivre, force est bien de constater le retard en ce domaine des études révolutionnaires. Sans doute ne manque-t-on pas de descriptions de la « société », entendons « la bonne », les classes dominantes ; mais elles ne retiennent guère, d'après les mémoires ou les correspondances, que la peinture des mœurs ou l'esquisse des idées, alors qu'il faudrait préciser rapports de production, revenus et effectifs. Pas plus que de la bourgeoisie, nous n'avons une histoire de la noblesse à travers la Révolution ; encore moins, cela va sans dire, des classes populaires. Le premier but d'une recherche historique sérieuse serait l'établissement de monographies locales ou régionales, fondées, dans la mesure de la documentation, sur les données statistiques que fournissent les documents économiques et fiscaux. Seraient alors possibles des travaux de synthèse sur les diverses classes et catégories sociales, qui seuls permettront de préciser les antagonismes et de suivre la lutte de classes dans la complexité de son mouvement dialectique. Si par exemple l'exploitation des îles à sucre et le grand commerce maritime qui s'y rattache, ont été souvent décrits, nous ne disposons pas d'un ouvrage approfondi sur la bourgeoisie bordelaise : toutes les considérations sur la Gironde demeureront vaines, tant que n'aura pas été mesurée la puissance et tracées les limites de la classe qu'elle représentait. Il serait facile de multiplier les exemples : nous constaterions qu'un champ immense demeure en friche et que bien des péripéties de la Révolution restent dans l'ombre, faute d'une connaissance exacte des forces sociales en présence.

Les pages qui suivent n'ont pas la prétention d'aborder, même pour un secteur limité, cette indispensable étude. Mais simplement, par delà l'antagonisme fondamental de la société d'Ancien Régime, d'esquisser la complexité des antagonismes sociaux complémentaires, qui finalement éclairent l'évolution des luttes de classes. La Révolution a détruit les rapports féodaux de production, libéré les forces productives qui se développaient au sein de la société féodale, en un mot

assuré l'essor économique et la prépondérance politique de la bourgeoisie. Elle a aussi (et sans parler de l'aristocratie dont la base économique fut détruite avec les rapports féodaux de production) précipité la ruine de certaines catégories de l'ancien Tiers Etat, qui s'étaient intégrées dans les cadres de la société féodale et profitaient du régime féodal de la propriété comme de l'organisation féodale de l'agriculture ou de la manufacture. Encore faut-il rendre compte de toutes ces assertions.

I

La structure sociale à la fin du XVIII[e] siècle demeure toujours fortement marquée par la prééminence de l'aristocratie, survivance d'un âge où la terre, étant la seule richesse, conférait à ses propriétaires tous les droits sur ceux qui la travaillaient. Une longue évolution avait cependant accru la puissance de la richesse mobilière, donc de la bourgeoisie qui la détenait. Ainsi, en relation directe avec ces rapports de production, deux classes s'affrontaient. Mais l'histoire avait en chacune d'elles introduit des nuances et des différenciations qui leur enlevaient toute homogénéité : quand il faudra prendre parti, les intérêts diversifieront les attitudes.

La puissance de l'aristocratie était fondée sur la propriété foncière et sur la perception des droits seigneuriaux attachés à la terre. Le préjugé l'empêchait de se livrer à toute activité productrice : c'eût été déroger. Colbert lui avait bien permis le grand commerce maritime : peu s'y livrèrent. L'évolution économique qui portait au premier rang la richesse mobilière, la hausse des prix et la baisse correspondante de redevances depuis longtemps fixées, avaient introduit dans les rangs de l'aristocratie, solidaire par ailleurs, une extrême inégalité de fortune et une grande variété dans les conditions d'existence. Surtout, et c'est l'élément le plus important de différenciation, une fraction non négligeable de l'aristocratie foncière ne dédaignait plus les revenus que procurait l'entreprise capitaliste, qu'elle fût agricole ou industrielle. Certains redoraient leur blason en s'alliant à la finance ; d'autres, touchés par l'agromanie, rénovaient leurs domaines ; d'autres encore s'intéressaient à des entreprises industrielles, particulièrement à la métallurgie. Ainsi se rapprochaient-ils de la bourgeoisie.



Que la bourgeoisie française ait conduit la Révolution, c'est aujourd'hui une vérité d'évidence. Encore s'agit-il de préciser quelles fractions de la bourgeoisie, et lesquelles en ont profité. La bourgeoisie ne constitue pas dans la société du XVIII[e] siècle une classe homogène. Certaines de ses fractions sont intégrées dans la structure économique et sociale de l'Ancien Régime : elles disparaîtront avec les rapports féodaux de production. D'autres au contraire, et elles constituent le ferment de l'avenir, sont à l'origine des formes nouvelles de production capitaliste ; leur développement est freiné par la structure féodale de la société : elles prendront la tête de la Révolution, pour finalement être seules à en profiter.

A la fin du XVIII[e] siècle, diverses fractions de la bourgeoisie participent, à des degrés variés, aux privilèges de la classe dominante, l'aristocratie foncière, soit par la richesse terrienne et les droits seigneuriaux, soit par l'appartenance à

l'appareil d'Etat, soit par la direction des formes traditionnelles de la finance et de l'économie.

Aux confins de l'aristocratie, des roturiers, en petit nombre, vivent *noblement* : leur fortune, leur permettant de subsister de leur bien, les dispense de tout travail. Comme pour l'aristocratie, cette richesse est essentiellement terrienne : rentes foncières et droits seigneuriaux, bien plus que valeurs mobilières. Tout lien ayant disparu entre la hiérarchie sociale et le statut juridique de la terre, des bourgeois possèdent des fiefs et exercent, de l'autorité seigneuriale, ce qu'il en subsiste à la fin du XVIII[e] siècle : police et justice du village, droits honorifiques, surtout taxes et corvées personnelles, redevances réelles sur les paysans, justifiées par la propriété éminente du sol, monopoles économiques comme les banalités et la chasse.

Avec le développement, particulièrement depuis le XVI[e] siècle, de l'appareil d'Etat et les progrès de la centralisation monarchique, une nouvelle catégorie sociale s'est constituée au sein de la bourgeoisie, celle des « officiers ». Propriétaires de leurs charges, de par le système de la vénalité, groupés d'après leur emploi, en corps âpres à la défense de leurs prérogatives et privilèges, ils peuplent tribunaux, bureaux des finances, élections, administrations diverses. Une partie des « officiers » étant anoblis, cette catégorie débouche largement sur la noblesse de robe. Pour augmenter ses ressources, la royauté vendait à prix d'argent les charges de la magistrature, des finances, de l'armée, de l'administration ; en contre-partie, et pour en accroître la valeur, elle conférait la noblesse à certaines. Si cette oligarchie nouvelle, fortement unifiée par la solidarité et les intérêts professionnels, épousa vite la cause de l'aristocratie, en partageant les mœurs et la morgue, elle n'en constituait pas moins un pôle d'attraction pour la bourgeoisie des offices.

Egalement intégrée à la structure économique et sociale traditionnelle, apparaît la grande bourgeoisie financière. Très tôt, les placements en fonds d'Etat avaient été pour la bourgeoisie un des premiers moyens de développement capitaliste. A la fin du XVIII[e] siècle, la finance tient une place éminente dans l'Etat, qui ne peut subsister sans son concours. Elle comprenait surtout les fermiers généraux, les fournisseurs des armées, les principaux porteurs d'actions des compagnies financières privilégiées, Compagnie des Indes ou Caisse d'escompte. Les fermiers généraux, intermédiaires nécessaires entre la monarchie et la masse imposable, étaient profondément engagés dans le système de l'Ancien Régime.

Solidaires de l'aristocratie féodale par la part qu'elles détenaient de l'économie traditionnelle, foncière ou financière, est-ce à dire que ces fractions de la bourgeoisie en épouseront la cause, sans hésitation ni réticence ? L'histoire n'est pas si simple.

La bourgeoisie financière d'Ancien Régime constituait, pour reprendre une expression de Jaurès, « une force sociale hybride au point de croisement de l'Ancien Régime et du capitalisme nouveau » [1]. Les fermiers généraux en particulier avaient intérêt au maintien de l'Etat traditionnel ; on ne peut les ranger parmi les forces nouvelles, même si certains, comme Lavoisier, ont été fils des lumières, ayant contribué au progrès des sciences. Mais une fraction non négligeable des capitaux des fermiers généraux s'investissait dans des entreprises industrielles : ainsi, à Châteauroux, les manufactures que créait le fils de Dupin de Francueil. Surtout, ces hommes de finance, s'ils ne pouvaient que souhaiter la survie d'un système où des monopoles fructueux assuraient leur prépondérance,

---

1. *Histoire socialiste*, I, 40.

souffraient par ailleurs dans leur activité des défauts d'une bureaucratie irresponsable et de l'arbitraire d'un pouvoir absolu. La Caisse d'escompte plusieurs fois supprimée, puis rétablie, constituait, dans les moments de crise du Trésor royal, une réserve où le Contrôle général puisait à sa guise. Ainsi se révélait, même pour les financiers d'Ancien Régime, l'incompatibilité entre le désordre de l'administration monarchique et les garanties et règles comptables inhérentes à la bonne marche des entreprises capitalistes.

De même, la bourgeoisie des « officiers » et les nombreux hommes de loi, procureurs, notaires, huissiers qui comme elle achetaient leurs charges, et les avocats qui comme elle formaient corps, pour ne pas parler des autres bourgeois de profession libérale, quelle qu'ait été la force des liens qui les rattachaient à la structure sociale traditionnelle, adhéraient aux principes de la philosophie des lumières qui en sapait les fondements. La réflexion critique sur les institutions économiques, sociales et politiques de l'Ancien Régime, comme la pratique des fonctions publiques, préparaient ces hommes à la conduite de la Révolution : nombre d'entre eux s'y lanceront.

A ces fractions de la bourgeoisie intégrées, à des degrés divers, dans la structure économique et sociale traditionnelle et qui à ce titre souffriront diversement de la Révolution, s'oppose la bourgeoisie commerçante et industrielle qui étouffe dans les cadres féodaux de l'économie, qui entend les briser et qui les brisera. Initiateurs des formes nouvelles de production et d'échange, armateurs, négociants, manufacturiers supportent avec une impatience croissante les entraves qu'un régime féodal de la propriété et une organisation féodale de la production mettent à leurs entreprises capitalistes. Sans doute ne faut-il pas, en cette fin du XVIIIe siècle, exagérer leur importance. Suivant la tradition, le commerce tient la première place, et surtout le grand commerce maritime. Le capitalisme est encore essentiellement commercial. Il domine un secteur important de la production, soit dans des villes comme Lyon, et cela depuis le XVIe siècle, soit, avec un grand développement au XVIIIe siècle, dans les campagnes : le « fabricant » est en réalité un négociant qui fournit la matière première à des façonniers travaillant à domicile. Le XVIIe siècle avait vu le développement des manufactures ; dans la seconde moitié du XVIIIe apparaissent les grandes entreprises industrielles, au sens moderne : métallurgie, industrie textile, industrie des produits chimiques sont renouvelées par le capitalisme.

Il est significatif que le spectacle de cette activité économique ait donné aux hommes de la bourgeoisie conscience de leur classe et leur ait fait comprendre qu'elle s'opposait irrémédiablement à l'aristocratie féodale. Sieyès, dans sa brochure fameuse, définit le Tiers par les travaux *particuliers* et les fonctions *publiques* qu'il assume : le Tiers est toute la nation. La noblesse ne saurait en faire partie, elle n'entre point dans l'organisation sociale : elle demeure immobile au milieu du mouvement général, elle dévore « la meilleure part du produit, sans avoir concouru en rien à le faire naître ». « Une telle classe est assurément étrangère à la nation par sa *fainéantise* » [1].

Bien plus pénétrant se montre Barnave. Il avait été élevé, il est vrai, au milieu de cette activité industrielle qui, si nous en croyons l'inspecteur des manufactures Roland, écrivant en 1785, faisait du Dauphiné, pour la variété et la densité des entreprises, l'importance de la production, la première province du royaume.

---

1. *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* Edition critique avec une introduction par Edme Champion, 1888, p. 31.

Dans son *Introduction à la Révolution française*, écrite après la séparation de l'Assemblée constituante[1], Barnave, ayant posé le principe que la propriété « influe » sur les institutions, constate que celles qu'a créées l'aristocratie foncière, contrarient et retardent l'avènement de l'ère industrielle. « Dès que les arts et le commerce parviennent à pénétrer dans le peuple et créent un nouveau moyen de richesse au secours de la classe laborieuse, il se prépare une révolution dans les lois politiques ; une nouvelle distribution de la richesse produit une nouvelle distribution du pouvoir. De même que la possession des terres a élevé l'aristocratie, la propriété industrielle élève le pouvoir du peuple » (Soulignons au passage comment la bourgeoisie du XVIIIe siècle, comme toute classe révolutionnaire authentique, s'identifie à la nation : Barnave écrit le *peuple*, là où nous entendons la *bourgeoisie*). La propriété industrielle ou, plus largement, mobilière entraîne donc l'avènement politique de la classe qui la détient. Barnave affirme avec netteté l'antagonisme de la propriété foncière et de la propriété mobilière, et des classes qui se fondent sur elles.

La bourgeoisie commerçante et industrielle avait un sens pénétrant de l'évolution économique et de la force révolutionnaire qu'elle représentait. Elle mena, avec une conscience sûre de ses intérêts, la Révolution à son terme, sans craindre de ruiner les fractions de la bourgeoisie qui, d'une manière ou d'une autre, participaient aux privilèges de l'aristocratie féodale.



Etroitement soudées à la bourgeoisie révolutionnaire par haine de l'aristocratie qui les exploite et de l'Ancien Régime dont elles supportent tout le poids, les classes populaires urbaines n'en sont pas moins divisées en diverses catégories, dont le comportement ne sera pas uniforme au cours de la Révolution : si toutes se dresseront jusqu'au bout contre l'aristocratie et l'Ancien Régime, les attitudes varieront à l'égard des fractions successives de la bourgeoisie qui prendront la tête du mouvement révolutionnaire.

La masse qui travaille de ses bras et qui produit, est désignée par les possédants, aristocrates ou grands bourgeois, à la fin du XVIIIe siècle, sous le terme quelque peu dédaigneux de *peuple*. En fait, de ceux qui constituent la moyenne bourgeoisie, pour employer la terminologie actuelle, au prolétariat, les nuances sont nombreuses, comme les antagonismes. On a souvent cité l'opinion de la femme du conventionnel Lebas, fille du « menuisier » Duplay (entendons l'entrepreneur en menuiserie), l'hôte de Robespierre, suivant laquelle son père, soucieux de sa dignité bourgeoise, n'eût jamais admis à sa table l'un de ses « serviteurs », c'est-à-dire de ses ouvriers : on mesure ainsi la distance qui séparait les jacobins des sans-culottes, la petite ou moyenne bourgeoisie de la classe populaire proprement dite.

Où s'arrêtaient les limites des unes et des autres ? C'est ce qu'il est difficile, sinon impossible de préciser. Dans cette société de la fin du XVIIIe siècle, à prépondérance aristocratique, les catégories sociales englobées sous le terme général de Tiers Etat ne sont pas nettement tranchées ; l'évolution capitaliste se chargera de préciser les antagonismes. La production artisanale qui domine encore, et le système boutiquier des échanges ménagent des transitions insensibles du peuple à la bourgeoisie. Le compagnon travaille et vit avec le petit artisan, dont il partage

---

1. Cet ouvrage ne fut publié qu'en 1843 par Bérenger de la Drôme, dans le tome I des Œuvres de Barnave. Jaurès insiste longuement sur cet ouvrage, dans son *Histoire socialiste*, I, 98.

la mentalité et les conditions matérielles d'existence. Du petit artisan à l'entrepreneur (qui conserve toujours sa qualification professionnelle et s'intitule « menuisier » ou « charpentier », quand bien même il emploie plusieurs dizaines de compagnons), les nuances sont multiples et le passage lentement gradué. Au haut de l'échelle, ces changements quantitatifs presque insensibles amènent une brusque mutation : au premier rang de la classe moyenne et déjà aux frontières de la bourgeoisie véritable, l'importance de l'entreprise, une certaine parenté avec les professions libérales, comme aussi des privilèges particuliers ou une réglementation spéciale isolent libraires, imprimeurs, apothicaires, maîtres de poste, quelques gros entrepreneurs, qui, s'ils traitent de haut boutiquiers, compagnons et ouvriers, s'irritent de voir les bourgeois proprement dits en user de même à leur égard.

Sur ces catégories sociales encore mal déterminées, pèsent les contradictions qui résultent d'une situation ambiguë. Relevant des classes populaires par les conditions d'existence et souvent la misère, les artisans n'en possèdent pas moins leur échoppe, leur petit outillage et font figure de producteurs indépendants. D'avoir en dessous d'eux et sous leur discipline compagnons et apprentis accentue leur mentalité bourgeoise. Mais l'attachement au système de la petite production et de la vente directe les oppose irrémédiablement à la bourgeoisie. De là, parmi ces artisans et ces boutiquiers qui formeront le gros du mouvement sans-culotte et à qui la Révolution bourgeoise devra d'aboutir, un idéal social en contradiction avec les nécessités économiques. Pouvaient-ils se dresser contre la propriété concentrée aux mains des grands fabricants ? Ils étaient eux-mêmes propriétaires, et lorsque les plus avancés réclameront, en l'an II, le *maximum* des fortunes, la contradiction entre leur position sociale et leurs revendications leur échappera. Pouvaient-ils demander que le travail soit protégé, les salaires garantis ? C'était lâcher la bride à leurs compagnons. Les revendications de cette classe artisanale et boutiquière, spécifique d'une organisation féodale de la production, se sublimèrent en plaintes passionnées, en élans de révolte, sans jamais se préciser en un programme précis de réformes.

Aux compagnons et aux prolétaires (dans la mesure encore étroite où existait la grande industrie capitaliste), l'esprit de classe manquait. Eparpillés dans de nombreux ateliers modestes, n'étant pas spécialisés par suite du développement encore restreint de la technique, ni concentrés dans de grandes entreprises ou dans des quartiers industriels, souvent mal différenciés par rapport à la paysannerie, les travailleurs, pas plus que les artisans, n'étaient capables de concevoir à leur misère de remèdes efficaces. Les faiblesses du compagnonnage l'attestaient : étroitement corporatifs, souvent rivaux, les divers *devoirs* se jalousaient jusqu'à se livrer à des rixes sanglantes. La haine de l'aristocratie, l'opposition irréductible aux « gros » et aux riches furent les seuls ferments d'unité des masses laborieuses. Quand les mauvaises récoltes et la crise industrielle, qui nécessairement en résultait, les eurent mises en mouvement, elles se lancèrent, d'un instinct sûr, dans le sillage de la bourgeoisie : ainsi furent portés contre l'Ancien Régime les coups les plus efficaces. Mais la victoire que remportèrent ainsi les masses laborieuses fut, selon l'expression de Marx et d'Engels, « une victoire bourgeoise ».

Seule la bourgeoisie, par sa position économique et sa puissance intellectuelle, apportait un programme cohérent : elle seule était prête à diriger l'action révolutionnaire.

* * *

La même unité et les mêmes contradictions soudaient et déchiraient à la fois le monde paysan.

Les rapports féodaux de production dominent dans les campagnes. Le régime de la propriété demeure féodal, et féodale l'organisation de l'agriculture. Sur la paysannerie tout entière pèse la lourde charge des droits seigneuriaux, de la dîme ecclésiastique et des impôts royaux : cela seul suffit à l'unifier contre l'aristocratie foncière et la monarchie d'Ancien Régime. Mais il faudra l'ébranlement donné à la société féodale par l'attaque de la bourgeoisie, pour que la paysannerie se rue à l'assaut. La révolte agraire a bien précédé en certaines provinces la convocation des Etats généraux ; mais à la fin de juillet 1789 seulement, après la révolte parisienne et la prise de la Bastille, la Grande Peur jettera bas la prépondérance de l'aristocratie féodale. Quelle qu'ait été, dans l'ancienne France, l'autonomie du monde paysan au sein du Tiers Etat, les paysans sentaient confusément que de la bourgeoisie riche de ses entreprises, hardie de son élan intellectuel, viendrait le signal. Mais le mouvement une fois déclenché, ils n'en poursuivirent pas moins leurs buts propres, qui, la lutte contre l'aristocratie mise à part, ne furent pas toujours ceux de la bourgeoisie.

C'est qu'aussi bien le mouvement capitaliste, qui rénovait la production industrielle, tendait aussi à transformer les campagnes, y introduisant des éléments de différenciation et d'antagonisme. Depuis le milieu du siècle, et le développement de l'école physiocratique en avait été le signe manifeste, l'application, à la production agricole, du capital et des méthodes qui lui sont propres, en vue d'une culture scientifique et intensive, entraînait, dans les pays de grande culture, d'évidentes répercussions sur la condition paysanne. Une classe nouvelle de grands fermiers, capitalistes de l'exploitation agricole, se développe largement à la fin de l'Ancien Régime ; entre leurs mains s'opère la concentration, sinon de la propriété foncière, du moins de l'exploitation, tandis qu'une masse accrue de production transforme les conditions du marché traditionnel des denrées agricoles, essentiellement des céréales. En Ile-de-France, en Picardie, dans les Flandres, régions agricoles les plus avancées, les paysans se plaindront, dans leurs cahiers de doléances, que les terres aient été « démasurées » par les propriétaires, et les petites fermes remplacées par de grandes exploitations. Ainsi à l'antagonisme traditionnel de la paysannerie et de l'aristocratie féodale, s'ajoutait dorénavant, dans les pays de grande culture, l'antagonisme d'un capitalisme agricole et d'une paysannerie de plus en plus prolétarisée. Manquant de terre, dépouillés de leurs droits collectifs à mesure que se fortifiaient la propriété privée et la grande exploitation capitaliste, les paysans grossissaient les rangs d'un prolétariat rural misérable et instable, prêt à se dresser aussi bien contre les grosses fermes que contre les châteaux.

Sans doute ne faut-il pas généraliser ces traits et les étendre à toute la France. A la veille de la Révolution, la plus grande partie du pays demeure le domaine de la petite culture traditionnelle. Mais ici encore jouent des éléments de dissociation, source d'antagonismes futurs. L'inégalité s'est introduite au sein de la communauté rurale, naguère unifiée par la domination seigneuriale. La propriété et l'exploitation collectives des biens communaux, les contraintes collectives sur la propriété privée (interdiction de clore, assolement obligatoire), les droits d'usage sur les champs (vaine pâture, droits de glanage et de chaumage) et sur les bois constituaient, jusque vers le milieu du XVIIIe siècle, de solides fondements économiques à la communauté rurale et soudaient son unité sociale ; quand bien même divers niveaux de vie y coexistent, du régime seigneurial et des droits féodaux découle l'antagonisme fondamental de la France rurale d'Ancien Régime, celui qui oppose la communauté rurale à l'aristocratie féodale. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, l'évolution économique porte au premier rang, dans ces pays de petite culture, la classe des « laboureurs », véritables « coqs de village », dont dépendent pour leur travail manouvriers et petits paysans, et qui accaparent

l'administration locale : paysannerie nantie, bourgeoisie rurale, différente en son essence de la catégorie des fermiers capitalistes, mais qui, produisant déjà plus ou moins pour le marché, s'adaptera à la rénovation agricole. A l'antagonisme communauté rurale-aristocratie féodale s'ajoutera, au sein même de la communauté rurale, l'antagonisme laboureurs-manouvriers.

Cette paysannerie propriétaire (sa propriété demeurant de type féodal) presqu'autant qu'à l'aristocratie qui pèse sur sa terre par les droits seigneuriaux, est en effet hostile à la communauté rurale qui la grève de ses droits collectifs : elle aspire à libérer la propriété de toutes ces limitations et restrictions. La paysannerie pauvre au contraire, à mesure que s'aggravent ses conditions d'existence avec les progrès de l'agriculture nouvelle, s'attache d'autant plus à ses droits collectifs et à ses modes traditionnels de production qu'elle sent qu'ils lui échappent [1].

Ainsi se complique et se diversifie dans les campagnes le jeu des antagonismes sociaux. Déjà se perçoit qu'à l'antagonisme fondamental paysannerie-aristocratie féodale s'ajoutera, sous-jacent, l'antagonisme paysannerie propriétaire-paysannerie pauvre, qui demeurera seul, le régime féodal de la propriété une fois détruit et l'aristocratie foncière abattue.

II

La complexité réelle, sous une apparente simplicité, de la structure sociale de la société d'Ancien Régime, rend compte des péripéties des luttes de classes sous la Révolution.

La Révolution a eu pour cause essentielle la puissance, face à une aristocratie décadente, cramponnée à ses privilèges, d'une bourgeoisie parvenue à maturité ; elle a eu pour résultat de la consacrer légalement. En ce sens, la Révolution française, épisode de l'ascension générale de la bourgeoisie, mais épisode le plus retentissant, est une : nous ne pouvons suivre Mathiez qui, après la *révolte nobiliaire* de 1787-1788 et la révolution bourgeoise de 1789, distingue une troisième révolution, celle du 10 août 1792, démocratique et républicaine, puis une quatrième celle du 31 mai-2 juin 1793 qui aboutit à une esquisse de démocratie sociale. Que le 10 août et le 2 juin constituent des étapes cruciales de la Révolution, certes : mais il s'agit là d'une aggravation, d'un approfondissement de la lutte de la bourgeoisie contre l'aristocratie, marqués par l'entrée en scène, dans le sillage de la bourgeoisie, des classes moyennes et des classes populaires, non d'un changement de nature de la lutte de classes. Le but est toujours, en l'an II comme en 1789, d'abattre l'aristocratie. En ce sens, on ne peut non plus parler d'un « changement de front » de la bourgeoisie après la chute de Robespierre : après comme avant le 9 thermidor, l'ennemi essentiel demeure l'aristocratie qui ne désarme pas. Les Thermidoriens ont estimé pouvoir se passer, dans cette lutte, de l'alliance populaire. Le calcul s'avéra faux : les Brumairiens redoutant toujours l'appui des sans-culottes, mais encore plus le péril aristocratique, durent, pour en finir, recourir à la dictature militaire. Bonaparte fut bien le soldat de la révolution bourgeoise.

---

1. Sur la dissociation de la communauté rurale, voir : Albert Soboul, La communauté rurale à la fin du XVIIIe siècle, dans *Le Mois d'ethnographie française*, avril 1950.

Mais sous cette unité essentielle, la Révolution est un fait complexe ; son déroulement n'est pas linéaire ni schématique. Elle comporte diverses étapes qui traduisent les fluctuations de la lutte contre l'aristocratie, progrès ou reculs : le Tiers Etat s'est rapidement désagrégé, les diverses fractions de la bourgeoisie se sont dissociées à mesure que le conflit s'aggravait. Elle comporte aussi divers courants complémentaires du courant principal : sans la paysannerie et la sans-culotterie la bourgeoisie n'eût pas abattu l'aristocratie ; sans-culotterie et paysannerie n'en ont pas moins poursuivi, par delà la destruction de l'aristocratie, des buts qui n'étaient pas ceux de la bourgeoisie.



La résistance acharnée de l'aristocratie pour la défense de ses intérêts de classe explique que la bourgeoisie ait dû recourir, pour vaincre, aux masses populaires. L'appel de la contre-révolution à l'étranger rendit encore plus nécessaire pour la bourgeoisie l'alliance de la sans-culotterie. Alliance qui n'apparut pas sans danger aux fractions les plus fortunées de la bourgeoisie et qui entraîna la dissociation de diverses fractions de la classe dirigeante. Ainsi se marquèrent les étapes de la Révolution, à mesure que s'aggravait et se compliquait la lutte de classes. Il ne s'agit pas de les retracer ici, mais simplement de poser quelques problèmes, par ailleurs organiquement liés : celui de l'échec de la politique de compromis, celui de la « défaillance » girondine devant les nécessités de la guerre, celui de la dictature jacobine.

Le compromis qui, à l'image de la Révolution anglaise de 1688, eût installé, au-dessus des classes populaires asservies, la domination de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie, les *notables* de l'argent, les fractions dirigeantes de la bourgeoisie française l'eussent accepté : l'aristocratie n'en voulut pas, rendant ainsi inévitable, pour briser sa résistance, le recours aux masses populaires. Seule une minorité, que le nom de La Fayette symbolise, comprenait qu'elle ne perdrait rien à ce compromis : l'exemple de l'Angleterre le prouvait. Mais l'aristocratie française du XVIII[e] siècle présentait des caractères tout autres que l'aristocratie anglaise du siècle précédent. En Angleterre, le privilège fiscal n'existe pas : les nobles paient l'impôt. Le caractère militaire de la noblesse s'y est par ailleurs atténué, s'il n'a pas disparu. Le noble ne déroge pas en s'occupant d'affaires : l'essor maritime et colonial a associé la noblesse à la bourgeoisie capitaliste. L'aristocratie participait donc à l'élan des nouvelles forces productives. Surtout les rapports féodaux de production avaient été détruits, la propriété et la production libérées. Des conditions particulières à l'Angleterre et une évolution plus avancée rendent donc compte du compromis de 1688. En France, la noblesse conservait un caractère essentiellement féodal. Vouée au métier des armes, exclue sous peine de dérogeance, sauf rares exceptions, des fructueuses entreprises commerciales et industrielles, elle demeurait d'autant plus attachée aux rapports féodaux de production qui assuraient son existence et sa prépondérance. L'aristocratie, allait-elle accepter sans résistance la destruction de ces anciens rapports de production, la ruine du régime féodal de la propriété et de l'organisation féodale de l'agriculture en particulier, au profit des forces productives nouvelles ? Son attachement obstiné à ses privilèges économiques et sociaux, son exclusivisme outrancier, sa mentalité féodale imperméable aux principes bourgeois, figèrent la noblesse française dans une attitude de refus total.

Certains se sont demandé si le compromis était possible au printemps de 1789. Encore eût-il fallu que la monarchie en prît hardiment l'initiative : son

attitude démontra, s'il en était besoin, qu'elle n'était plus que l'instrument de domination d'une classe. L'appel au soldat, auquel Louis XVI se décida dans les premiers jours de juillet, parut signifier la fin de la révolution bourgeoise qui s'esquissait. La force populaire la sauva. Le compromis était-il encore possible après le 14 juillet et les journées d'octobre ? Certains le pensaient dans les rangs de la bourgeoisie aussi bien que dans ceux de l'aristocratie, La Fayette aussi bien que Mounier. Mounier crut possible d'obtenir en 1789, comme en 1788 à Vizille, au cours de la « révolution des notables » dauphinois, l'assentiment des trois Ordres à une révolution limitée. Son dessein, écrira-t-il plus tard, était « de suivre les leçons de l'expérience, de s'opposer aux innovations téméraires et de ne proposer dans les formes du gouvernement alors existant que les modifications nécessaires pour garantir la liberté » [1]. La noblesse dans sa majorité et le haut clergé aristocratique s'y refusèrent, qui n'acceptèrent ni la réunion volontaire des trois Ordres, ni la Déclaration des droits de l'homme, ni les décisions de la nuit du 4 août : c'est-à-dire la destruction, même partielle, de la féodalité. Mounier quitta Versailles, le 10 octobre : sa politique de compromis ayant échoué, il rejoignait le camp de l'aristocratie et de la contre-révolution. Le 22 mai 1790, il émigrait.

Soit incompréhension politique, soit ambition, La Fayette persista plus longtemps. Grand seigneur, « héros des deux mondes », il avait de quoi séduire la haute bourgeoisie. Sa politique tend à concilier, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle à l'anglaise, l'aristocratie foncière et la bourgeoisie industrielle et d'affaires. L'espoir d'un compromis caressé par La Fayette s'avéra illusoire : l'aristocratie s'obstina dans la résistance. Bien plus les troubles dûs à la crise des subsistances et plus encore, en bien des régions, les révoltes agraires motivées par l'obligation du rachat des droits seigneuriaux, confirmé par la loi du 15 mars 1790, durcirent la résistance de l'aristocratie de plus en plus menacée. Dès l'été 1790, la politique de compromis était ruinée.

En fait la recherche d'un compromis entre l'aristocratie et la haute bourgeoisie était chimérique, tant que n'avaient pas été irrémédiablement détruits les rapports féodaux de production. Tant que demeura un espoir de voir ses intérêts maintenus, l'aristocratie offrit la plus vive résistance au triomphe de la bourgeoisie, c'est-à-dire à celui des rapports capitalistes de production qui portaient atteinte à ses intérêts [2]. Pour vaincre cette résistance, la bourgeoisie dut recourir à l'alliance des masses populaires urbaines et de la paysannerie ; pour en finir, elle accepta plus tard la dictature napoléonienne. Lorsque la féodalité apparut détruite à jamais, l'aristocratie accepta enfin le compromis qui, sous la Monarchie de juillet, l'associa au pouvoir avec la haute bourgeoisie.

La Fayette éliminé et cédant le pas aux Feuillants, la grande bourgeoisie au pouvoir sous le couvert du Triumvirat Du Port, Lameth et Barnave, alarmée par les progrès des démocrates et par l'agitation populaire, entendit arrêter la Révolution : les citoyens passifs sont exclus de la garde nationale, et interdites les pétitions collectives ; le 14 juin 1791, la loi Le Chapelier proscrit la « coalition » et la grève. La résistance de l'aristocratie rendit cette politique impos-

---

1. *De l'Influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la Révolution de France...* (1801). Sur la politique de compromis tenté par Mounier, voir Jean Egret : *la Révolution des Notables. Mounier et les Monarchiens, 1789* (1950).

2. Pour éclairer ce point, on lira avec fruit ce qu'écrit J. Staline sur la loi de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives dans ses *Remarques relatives aux questions économiques* et dans sa *Réponse au camarade Notkine Alexandre Ilitch* (*Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Editions sociales, 1952, pp. 8 et 51).

sible. L'appel à l'étranger, que manifesta avec évidence, le 21 juin 1791, la fuite du roi, démontrait que l'aristocratie préférait, par intérêt de classe, trahir la nation plutôt que de céder : il la démasqua définitivement, mais il compromit en même temps la haute bourgeoisie incapable de maîtriser la situation.

La crise fit émerger de la bourgeoisie un nouveau personnel révolutionnaire, socialement différent. La contre-révolution accentuant sa pression (les premiers troubles de la Vendée éclatent en août 1791) et l'étranger multipliant ses sommations (la déclaration de Pillnitz est du 27 août 1791), un élément plus combattif relaya les grands bourgeois feuillants. Se recrutant en partie dans la moyenne bourgeoisie cultivée d'avocats et de nouvellistes, en liaison avec la bourgeoisie d'affaires, armateurs, négociants, banquiers, son type le plus représentatif fut Brissot. Cette bourgeoisie d'affaires et les politiciens à son service désirent en finir avec la contre-révolution, particulièrement pour rétablir le crédit de l'assignat, nécessaire à la bonne marche des entreprises. La guerre, que l'aristocratie désire pour opérer, par la défaite, la contre-révolution intérieure, la bourgeoisie d'affaires n'y répugne pas : les fournitures aux armées n'ont-elles pas toujours été une source de profits considérables ? Guerre contre l'Angleterre ? Rien n'est moins sûr. Le fondement de la puissance de cette bourgeoisie d'affaires réside dans la prospérité des ports, Marseille, Nantes, surtout Bordeaux, centres vitaux du capitalisme de ce temps, essentiellement commercial. Ayant déclenché la guerre continentale dès avril 1792, les Girondins ne déclarèrent la guerre à l'Angleterre qu'en février de l'année suivante : la guerre maritime compromettait le commerce des Iles et la prospérité des villes maritimes.

La guerre continentale servait les intérêts économiques, mais aussi politiques de la bourgeoisie girondine. C'était porter au paroxysme la lutte contre l'aristocratie féodale, la démasquer et la détruire au delà des frontières où elle avait cherché refuge dans l'émigration, intensifier la lutte de classe à l'échelle de l'Ancien Régime européen. « Marquons d'avance une place aux traîtres et que cette place soit l'échafaud », s'écria Guadet, le 14 janvier 1792. Mais la bourgeoisie girondine s'avéra incapable de conduire par ses seules forces cette guerre contre l'aristocratie nationale et étrangère ; par égoïsme de classe, elle refusa le secours du peuple. Ainsi se vérifièrent les prévisions de Robespierre : qu'il fallait, avant de combattre l'aristocratie hors des frontières, la détruire à l'intérieur.

La guerre déjoua les calculs de la bourgeoisie girondine. Dans les antagonismes sociaux, un nouveau clivage s'affirma. Déjà la Gironde, sous prétexte que la guerre exigeait l'union, s'était, au début de 1792, portée garante de La Fayette et avait appuyé le ministre des Affaires étrangères, Narbonne : esquisse avant la lettre de ce régime des *notables*, dont Madame de Staël, la maîtresse de Narbonne, fut justement l'un des théoriciens, et qui conciliait les intérêts de l'aristocratie foncière ralliée et de la bourgeoisie d'affaires. Les revers du printemps 1792, à travers lesquels elle entrevit la nécessaire alliance avec les classes populaires pour assurer la victoire, marquent l'hésitation et la duplicité de la Gironde : elle consent bien à faire appel au peuple, le 20 juin, mais dans la mesure où il s'en tiendra aux objectifs qu'elle lui assigne. Tandis que la crise nationale multiplie l'élan révolutionnaire des classes populaires, la bourgeoisie girondine, attachée sans réserve à la liberté économique, s'inquiète de voir les sans-culottes réclamer la taxation des denrées. Au 10 août, la royauté, soutien de l'aristocratie et obstacle à une politique efficace de défense nationale, est balayée par la sans-culotterie et la classe moyenne jacobine. L'insurrection du 10 août 1792 s'est faite, sinon contre la Gironde, sinon malgré elle, du moins sans elle : cette abstention est son arrêt de mort.

La politique ultérieure de la bourgeoisie girondine fut la suite logique de cette

attitude initiale. La guerre ne peut être conduite sans le peuple ; par crainte du peuple et pour obtenir la paix, la Gironde (le procès du roi le prouva bien) se disposait à glisser au compromis avec la contre-révolution : la grande bourgeoisie se regroupa derrière elle. Encore une fois l'intérêt de classe l'emportait sur celui de la nation. C'est ce que l'histoire appelle pudiquement la « défaillance » de la Gironde. De même que la monarchie au 10 août, la bourgeoisie girondine, devenue le soutien indirect de l'aristocratie et une entrave à l'élan national, fut éliminée par un mouvement populaire que la bourgeoisie petite et moyenne disciplina. Jaurès a nié le caractère de classe des journées des 31 mai-2 juin 1793 [1]. Certes, si l'on se borne à considérer l'aspect parlementaire de ces journées ou le conflit politique de la Montagne et de la Gironde : l'une et l'autre relevaient de la bourgeoisie (encore serait-il nécessaire de préciser les nuances) et avaient de la propriété la même conception. Mais l'entrée en scène de la sans-culotterie complique maintenant le jeu de la lutte des classes. Le girondin Petion ne s'y est pas trompé qui, dès avril 1793, dans sa *Lettre aux Parisiens*, bat le rappel des bourgeois : « Vos propriétés sont menacées, et vous fermez les yeux sur ce danger ! »

Le péril aristocratique intérieur et extérieur exige, en 1793-1794, l'union du Tiers-Etat. Le sens de la lutte de classes est plus net que jamais. Plus que jamais, dans cette lutte, est nécessaire l'énergie du peuple sans-culotte : ce recours auquel la Gironde, par égoïsme de classe, s'est refusée, une autre fraction de la bourgeoisie y consent, qui va s'attacher, par l'organisation du gouvernement révolutionnaire et de la dictature jacobine, à encadrer et à discipliner l'ardeur populaire. De là devait venir le salut de la révolution bourgeoise.

Problème complexe. Il s'agirait d'abord de préciser la condition sociale et la position politique de la bourgeoisie montagnarde, haute bourgeoisie incontestablement, qu'un homme comme Cambon, le financier de la Convention, représente assez bien. Attentisme ? Politique qui fait de nécessité vertu ? Bourgeois intransigeants plutôt, se refusant à tout compromis, qui ne laissèrent à la nation et à leur classe (qu'ils identifiaient) d'autre chance de salut que la victoire et qui acceptèrent les nécessités de cette politique ? Bourgeois intransigeants, parce qu'ayant profité de la Révolution, particulièrement de la vente des biens nationaux, sachant qu'ils avaient tout à perdre d'un retour offensif de l'aristocratie, mais qui se lassèrent vite des mesures de contrainte et de terreur (pensons à Danton et aux Indulgents) ?

Mais aussi bien la politique de défense nationale et révolutionnaire a été imposée du dehors à la Convention : par les Jacobins et les sans-culottes. De cette coalition, sur laquelle va s'appuyer le gouvernement révolutionnaire, la moyenne bourgeoisie jacobine, que Robespierre incarne, est incontestablement l'élément dirigeant, lien nécessaire entre les forces vives du peuple sans-culotte et la fraction de la bourgeoisie qui entend pousser la révolution à son terme : position qui ne va pas sans contradiction et qui, dans une large mesure, rend compte de l'échec final de la politique robespierriste. Position qui découle de la situation sociale de cette moyenne bourgeoisie jacobine qu'il conviendrait de préciser par de nombreuses études de détail, mais que symbolise assez bien le « menuisier » Duplay, bon jacobin s'il en fut : s'il plonge encore dans le monde du travail, il n'en perçoit pas moins, en loyers de maisons, dix à douze mille livres de rente.

---

1. *Histoire socialiste*, IV, 1458.

Plus encore que l'ambiguïté jacobine, rendent compte de la ruine rapide du Gouvernement révolutionnaire les contradictions de la sans-culotterie. Mais ici nous touchons à l'un de ces courants complémentaires de la Révolution française, qui en augmentent la complexité.



Que la sans-culotterie ait d'abord et avant tout lutté contre l'aristocratie, c'est l'évidence même. Le 14 juillet le prouve, et l'élan des volontaires. Les sans-culottes ont fourni à la bourgeoisie cette masse révolutionnaire indispensable pour abattre la société féodale : leur sens de classe les portait contre la noblesse et l'Ancien Régime. Mais ceci dit, il n'en reste pas moins que par leur position dans la société féodale, les sans-culottes constituaient un élément social qui sur bien des points était en opposition avec la bourgeoisie capitaliste [1].

Il y a, au sein de la Révolution française, un mouvement populaire, un courant sans-culotte spécifiques. Il faut en rechercher les origines dans l'aggravation des conditions d'existence des boutiquiers, artisans et travailleurs, bien avant 1789. Il est significatif que, tout autant que par le complot aristocratique, les sans-culottes ont été mis en mouvement par les crises des subsistances. Ce courant sans-culotte est spécifique par ses procédés et par ses organisations politiques : assemblées générales des sections parisiennes où les sans-culottes règnent seuls en l'an II, sociétés fraternelles et populaires. La différence, pour ne prendre qu'un exemple, est significative entre une société populaire et le club des Jacobins que les sans-culottes ne fréquentaient pas, ou très peu. Ce mouvement populaire en l'an II présente ses crises propres : ainsi celle du début de septembre 1793, que Mathiez qualifie de « poussée hébertiste », et qui n'est qu'une « poussée sans-culotte », suivie plutôt que guidée par Chaumette, Hébert et la Commune de Paris. Ces journées sont sans rapport étroit et exact avec la marche générale de la révolution bourgeoise : les sans-culottes réclamaient la taxation des denrées et la réglementation de leur commerce, que la bourgeoisie jacobine ne leur accorda que contrainte et forcée, le 29 septembre 1793.

Tout ceci éclaire une opposition foncière entre sans-culotterie et bourgeoisie, sur le plan politique comme sur le plan social.

Les sans-culottes sont des producteurs immédiats. Paysans ou artisans, pour pouvoir disposer de leurs propres personnes, il leur fallait d'abord cesser d'être attachés à la terre ou inféodés à une autre personne. De là leur hostilité foncière à l'aristocratie féodale : sans eux, il n'y aurait pas eu de révolution bourgeoise. Les artisans, pour devenir de libres producteurs, vendant leurs marchandises là où elles trouvaient un marché, devaient échapper au régime des corporations, avec leurs maîtrises, leurs jurandes et leurs lois d'apprentissage. Producteurs immédiats, les sans-culottes fondent la propriété sur le travail personnel de son possesseur. Cette propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité correspond à la petite production artisanale et agricole. Ce mode de production ne peut s'épanouir que si le travailleur est un propriétaire libre, — le paysan du sol qu'il cultive, l'artisan de sa boutique et de ses outils. Ainsi s'explique que la sans-culotterie ait été le moteur de la révolution bourgeoise : le capitalisme industriel, pour poursuivre son essor, avait besoin, lui aussi que soient détruites

1. Sur le problème de la sans-culotterie, voir quelques indications de recherche dans Albert Soboul : *Les papiers des sections de Paris (1790-an IV)*, Répertoire sommaire (1950), p. 6, Introduction.

toutes les entraves que le pouvoir seigneurial, le régime corporatif ou le contrôle des marchands-entrepreneurs mettaient au libre développement de la production.

Mais ce régime de petits producteurs indépendants travaillant à leur compte suppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production : il exclut la coopération sociale et la concentration du capital. Les sans-culottes sont avant tout hostiles au capital commercial. Leur idéal correspond à un état de la société et de la production étroitement borné. Contre la liberté totale de la production et de la circulation, ils réclament la taxation et la réglementation : ils entendent empêcher la concentration de la propriété et des moyens de production. En l'an II, les sections parisiennes ne cesseront de réclamer contre la concentration des entreprises d'équipement et d'habillement des troupes [1] : ainsi se mesure, sur un point précis, l'opposition entre le mouvement populaire et le Gouvernement révolutionnaire. Les sans-culottes ne peuvent concevoir qu'arrivé à un certain degré, ce régime de petite production auquel ils sont attachés engendre lui-même les agents de sa propre destruction : les moyens de production individuels et épars se transforment alors nécessairement en moyens de production socialement concentrés, la petite propriété d'une foule de producteurs immédiats indépendants est supplantée par la grande propriété d'une minorité capitaliste [2]. Attachés à la propriété privée fondée sur le travail personnel, à l'indépendance de la boutique, de l'artisanat, de la petite exploitation agricole, les sans-culottes redoutent par-dessus tout d'être réduits au rang de prolétaires. Ils ne pressentent pas que la propriété privée capitaliste fondée sur le salariat supplantera nécessairement la propriété privée fondée sur le travail personnel. Ils estiment qu'il suffira de maintenir la propriété privée dans les bornes étroites correspondant au régime de la petite production indépendante, grâce à la fixation d'un maximum des fortunes et à la limitation du droit à l'héritage.

Le 2 septembre 1793, au paroxysme de cette poussée populaire qui fit céder la Convention, les sans-culottes de la section du Jardin-des-Plantes, devenue section des Sans-culottes, s'adressent aux représentants :

> ...Hâtez-vous, mandataires du peuple, [...] de fixer invariablement le prix des denrées de première nécessité, les salaires du travail, les profits de l'industrie et les bénéfices du commerce ; vous en avez le droit et les pouvoirs... Hé quoi ! vous diront les aristocrates, les royalistes, les modérés, les intrigants, c'est porter atteinte à la propriété qui doit être sacrée, inviolable... Sans doute ; mais ignorent-ils, ces scélérats, — ignorent-ils que la propriété n'a de base que l'étendue des besoins physiques ? [...] La République doit assurer à chacun [...] les moyens de se procurer des denrées de première nécessité...

Et les sans-culottes de réclamer, outre la taxation des subsistances et des salaires, une limitation stricte du droit de propriété :

> Que le maximum des fortunes sera fixé ;
> que le même individu ne pourra posséder qu'un maximum ;
> que nul ne puisse tenir à loyer plus de terre que ce qu'il en faut pour une quantité de charrues déterminée ;
> que le même citoyen ne puisse avoir qu'un atelier, qu'une boutique [3].

---

1. Voir, à titre d'exemples, les pétitions de la section des Tuileries, 4 février 1793 (B.N., ms, F. fr., Nouv. acq., 2647, f. 7), de la société des Hommes libres de la section du Pont-Neuf, 1er mois an II (*Ibid.*, 2713, f. 46), de la société populaire et de l'assemblée générale de la section de l'Unité (A.N., D. III, 255, d. 2), de la section du Bonnet-Rouge (*Ibid.*, 253[3], d. 1).
2. Voir Karl Marx : *Le Capital*, livre premier, huitième section, L'accumulation primitive.
3. B.N., Lb[40], 2140, imp. in-8°, 6 p.

Sans vouloir souligner ici les contradictions d'une telle conception, et qu'il est chimérique de prétendre maintenir la propriété privée des moyens de production et d'échange en lui fixant une limite, on constatera l'incompatibilité d'une telle conception avec la conception bourgeoise, qui fait de la propriété, selon la Déclaration de 1789, un « droit naturel imprescriptible ».

Sur le plan politique, on note la même opposition entre les conceptions bourgeoises de la démocratie et les aspirations sans-culottes. Ces derniers sont partisans d'un système politique de démocratie directe. Ce système se caractérise d'abord par la négation des droits politiques aux citoyens suspectés d'être ennemis de la Révolution, par leur élimination des assemblées générales des sections, au besoin par la violence. Ensuite par le droit que proclament les sans-culottes de contrôler leurs représentants et de révoquer leur mandat, s'ils ont perdu la confiance de leurs commettants. Certains procédés sont significatifs, en particulier le vote à haute voix, les élections par acclamation : voter au scrutin secret est pour le sans-culotte une marque d'incivisme et d'aristocratie. Ce système politique, les sans-culottes entendent l'appliquer non seulement au plan communal, mais encore au plan national : à certaines occasions, les sections proclamèrent n'accepter les décisions de la Convention qu'une fois approuvées par elles. L'idéal politique sans-culotte était donc une sorte de démocratie directe, tout à fait différente de la démocratie libérale telle que la concevait la bourgeoisie, — par ailleurs difficilement applicable dans la crise générale que traversait la République. Ainsi s'explique que Robespierre et les Jacobins se soient finalement dressés contre elle.

La position ambiguë de la sans-culotterie dans la Révolution française (si elle a été l'instrument le plus efficace de la lutte contre l'aristocratie, on ne peut nier qu'elle ne se soit à certains moments dressée contre la bourgeoisie), explique certaines erreurs de perspective. Daniel Guérin, dans un livre récent, a voulu voir dans la sans-culotterie une avant-garde et dans sa tentative de l'an II un embryon de révolution prolétarienne : ainsi se vérifierait la théorie de la révolution permanente selon laquelle, dans le cadre de la révolution bourgeoise du XVIIIe siècle, se profilerait déjà la révolution prolétarienne du XXe [1]. « En 1793, la révolution bourgeoise et un embryon de révolution prolétarienne chevauchent l'une sur l'autre ». C'est faire de la sans-culotterie un prolétariat : Daniel Guérin écrit par exemple que la manifestation du 4 septembre 1793 fut spécifiquement *ouvrière*, ajoutant d'ailleurs, sans être sensible à la nuance, qu'elle réunit presque exclusivement des *compagnons*. C'est prendre pour une avant-garde prolétarienne ce qui n'est qu'une arrière-garde défendant les positions de l'économie traditionnelle. En fait, dressant Robespierre en précurseur de la réaction thermidorienne, l'auteur dévoile des arrières-pensées politiques qui le disqualifient.

Le mouvement sans-culotte a permis en 1793 l'instauration du gouvernement révolutionnaire : il a donc permis la défaite de la contre-révolution intérieure et extérieure, le triomphe de la révolution bourgeoise. Mais il n'a pu atteindre ses buts propres. C'est qu'aussi bien il était réduit à l'échec final par une contradiction interne. Politiquement, les sans-culottes représentent le parti avancé de la Révolution. Economiquement, ils sont attachés à la petite production indépendante, à l'artisanat, à la boutique : ils sont condamnés à décliner avec tout ce système de production, à mesure que se dissoudra la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur et que les producteurs immédiats seront expropriés au profit de la propriété privée capitaliste, fondée sur le travail d'autrui, sur le

---

1. Daniel GUÉRIN : *La lutte de classes sous la première République. Bourgeois et « bras nus »* (1793-1797), 2 volumes, 1946.

salariat. Cette contradiction vouait à l'échec tous les efforts des sans-culottes pour fonder en l'an II cette république égalitaire qui les eût sauvés. Sans doute, on ne peut affirmer que les sans-culottes sont réactionnaires sur le plan économique et social : tant qu'ils luttent contre l'aristocratie féodale, ils marchent dans le sens de l'histoire ; s'ils sont, sous la Révolution, hostiles au capitalisme commercial, ils ne le sont pas au capitalisme industriel [1]. Mais une fois complètement détruits les rapports féodaux de production et assuré le triomphe du capitalisme industriel, les descendants des sans-culottes, artisans, boutiquiers, petits paysans, se dresseront contre lui, prendront une position économiquement réactionnaire et essaieront de faire tourner à l'envers la roue de l'histoire [2].



Non sans analogie par certains de ses aspects avec le courant sans-culotte (en ce qui concerne en particulier la paysannerie pauvre), le courant paysan se développe lui aussi dans le cadre de la révolution bourgeoise qu'il ne dépassera pas. La haine de la féodalité a uni la paysannerie à la bourgeoisie et la destruction de la féodalité est bien la plus importante réforme de la Révolution.

Le courant paysan ne s'en est pas moins développé d'une manière autonome. Comme pour la sans-culotterie, la crise des subsistances a été, pour la paysannerie, un facteur essentiel d'agitation. Cette agitation s'est développée sans liaison organique avec la révolution bourgeoise. Dès mars 1789, les paysans se sont, en certaines régions, soulevés contre leurs seigneurs. Ils se révoltent à la nouvelle de la prise de la Bastille, mais spontanément et souvent malgré la bourgeoisie qui, propriétaire foncier, s'acharnera en maints endroits à la répression. Les révoltes agraires, dont l'histoire reste à faire, se poursuivront jusqu'à l'abolition totale des droits seigneuriaux en 1793, en marge de la révolution bourgeoise.

Surtout, mis à part les grands fermiers capitalistes et les paysans propriétaires, cette bourgeoisie rurale des « laboureurs », — la paysannerie pauvre se caractérise par la même mentalité précapitaliste que la sans-culotterie urbaine : attachée aux droits collectifs et à la réglementation, elle se dressera au cours de la Révolution, autant que contre les seigneurs, contre les agents de la transformation capitaliste de l'agriculture et de la dissociation de la communauté rurale. Les multiples pétitions contre les grandes fermes et pour le maintien des droits collectifs le prouvent. L'aristocratie foncière était d'ailleurs, en ce domaine, solidaire de la bourgeoisie : la lutte des propriétaires, nobles ou bourgeois, contre les droits collectifs, avait commencé dès l'Ancien Régime. La féodalité abolie, le seigneur, s'il n'a pas émigré, n'en reste pas moins propriétaire. Ce sont ces « cultivateurs à cabriolet » que dénoncent maintenant « les pauvres sans-culottes » des campagnes, réclamant avec obstination le maintien de la vaine pâture, des droits de glanage et de chaumage, l'obligation de moissonner à la faucille, l'interdiction du troupeau à part et le maintien du troupeau banal [3]. Ici encore au droit absolu de propriété, conception bourgeoise, et à la liberté économique s'opposent

---

1. Il est significatif que dans son projet de Déclaration des droits de septembre 1792, Momoro ne garantit l'inviolabilité que des seules *propriétés industrielles* (article XXVII) ; « ce qu'on appelle faussement *propriétés territoriales* » ne sera garanti que « jusqu'au moment où la Nation aura établi des lois sur cet objet » (*B.N.*, Lb41 2978).

2. Voir Karl MARX : *Manifeste du Parti communiste*, I, Bourgeois et prolétaires.

3. Ces pétitions abondent dans la série F10 des Archives nationales (papiers des Comités ou Commissions d'agriculture des assemblées révolutionnaires). Voir Georges LEFEBVRE : *Questions agraires au temps de la Terreur* (1932).

la conception traditionnelle de la propriété limitée et un système de production précapitaliste. La force de ce courant paysan fut si grande que la bourgeoisie dut composer : la Révolution, triomphante par ailleurs, ne put réussir à abolir la communauté rurale.

III

Si maintenant, compte tenu de l'unité profonde de la lutte des classes pendant la décade 1789-1799, mais aussi de la complexité sociale et des courants révolutionnaires complémentaires, nous essayons de dresser, du point de vue qui nous occupe ici, le bilan de la Révolution, nous constatons combien tout schématisme est contraire à la réalité. Bourgeoise, la Révolution a détruit le régime féodal de la production ; elle a ruiné les rapports féodaux de production, leur substituant de nouveaux rapports de production qui correspondaient aux forces productives en développement dans la société féodale. Bourgeoise, la Révolution a détruit la classe antagoniste, l'aristocratie foncière : encore s'agit-il de préciser dans quelle mesure. Mais elle a ruiné aussi les fractions de la bourgeoisie qui, à des titres divers, étaient intégrées dans la société d'Ancien Régime. Bourgeoise, elle a assuré le triomphe de l'économie capitaliste fondée sur la liberté économique : en ce sens, elle a précipité la ruine des catégories sociales qui étaient attachées au système traditionnel de production, à l'artisanat et à la boutique. Mais dans le domaine de la production agricole, la résistance de la paysannerie pauvre a été telle que le capitalisme ne put s'imposer d'une manière incontestée.



La bourgeoisie révolutionnaire, aidée de la sans-culotterie, a poursuivi avec un acharnement multiplié par la résistance de l'aristocratie, la destruction de la société féodale et des privilèges de l'aristocratie foncière. Sans parler ici des mesures contre les personnes, massacres ou exécutions, la noblesse disparut en tant qu'ordre ; toute distinction fut supprimée entre nobles et roturiers ; les droits seigneuriaux personnels desquels découlait la dépendance des paysans, furent abolis dès la nuit du 4 août. Surtout, les rapports de production féodaux détruits, l'aristocratie fut frappée dans sa base économique. Nombre de familles nobles tiraient une grande partie de leur revenu des droits seigneuriaux qui pesaient sur la terre : d'abord déclarés rachetables, la Convention les abolit irrémédiablement le 17 juin 1793. Bien plus, la Révolution porta atteinte à la propriété foncière de la noblesse : les anciens seigneurs durent restituer les biens communaux qu'ils avaient accaparés ; les biens des émigrés, séquestrés dès mars 1792, furent mis en vente en juin 1793. La suppression de la vénalité des charges ruina la noblesse de robe : elles lui furent remboursées au prix officiel, en assignats dévalués. La crise s'aggravant, les nobles furent peu à peu exclus de toutes les fonctions publiques, civiles ou militaires. On alla, sous le Directoire (et ceci montre combien, même après Thermidor, le sens de la lutte de classes demeura inchangé), jusqu'à envisager le bannissement de tous les nobles qui avaient sous l'Ancien Régime exercé quelque fonction, et la réduction des autres à la condition d'étrangers. Cependant on ne saurait ici non

plus forcer le trait : la noblesse ne fut pas entièrement ni irrémédiablement dépouillée de ses terres. Seuls les émigrés virent leurs biens confisqués. Bien des nobles traversèrent la Révolution sans grands dommages et conservèrent leurs propriétés foncières : propriété de type bourgeois, il est vrai, maintenant que les rapports féodaux de production étaient abolis, et sur laquelle ne pesaient plus les droits seigneuriaux. Par ailleurs, les divorces fictifs, les rachats par des prête-noms permirent à des émigrés de sauvegarder des terres ou de les récupérer. Ainsi se maintint une certaine fraction de l'ancienne aristocratie qui devait, au XIXe siècle, fusionner avec la haute bourgeoisie.

La bourgeoisie d'Ancien Régime partagea dans une large mesure le sort de l'aristocratie. Les bourgeois qui vivaient « noblement » de leurs revenus fonciers, virent s'évanouir redevances et droits seigneuriaux. La bourgeoisie des « officiers » fut, comme la noblesse de robe, ruinée par la suppression de la vénalité. La grande bourgeoisie financière reçut un coup mortel par l'abolition de la ferme des impôts indirects ; la Convention montagnarde alla, le 24 août 1793, jusqu'à supprimer les compagnies par actions ; la finance se ressentit durement de la disparition de la Caisse d'escompte, comme aussi, en l'an II, du retour à la taxation et à la réglementation. Que l'on songe enfin, pour mesurer les coups que la révolution bourgeoise porta à certains secteurs de la bourgeoisie, aux répercussions considérables de l'inflation sur la richesse acquise. Plus que dans les entreprises commerciales et industrielles, la bourgeoisie traditionnelle plaçait ses épargnes en prêts hypothécaires ou en titres de la dette publique. En l'an III, la dépréciation de l'assignat incita les débiteurs à se libérer de leurs dettes hypothécaires, à peu de frais. L'aménagement des dettes perpétuelle et viagère, par Cambon, sous la Convention, la banqueroute des deux tiers ou liquidation Ramel, sous le Directoire, constituèrent de nouveaux coups. Tous ces faits rendent compte du ralliement de la bourgeoisie d'Ancien Régime à la contre-révolution : elle partagea le sort de l'aristocratie dont elle avait épousé la cause.



Tout autant que la destruction de l'aristocratie, la bourgeoisie révolutionnaire poursuivit avec obstination la ruine du système féodal de production et d'échange, incompatible avec l'essor de ses entreprises capitalistes. Sans doute dut-elle composer en l'an II avec les sans-culottes, subir à nouveau la taxation et la réglementation : simple intermède que légitimait la lutte contre l'aristocratie. Après le 9 thermidor, sur les ruines du mouvement sans-culotte, la liberté économique s'installa triomphante.

Les conséquences en furent lourdes pour les classes populaires traditionnelles. Déjà la Constituante avait supprimé les corporations de métier. Si la mesure parut démocratique, elle n'en lésait pas moins dans leurs intérêts les maîtres artisans. Surtout la liberté économique, par l'essor qu'elle permit au capitalisme, amorça l'accélération de la concentration des entreprises : ainsi, en même temps que se transformaient les conditions matérielles de la vie sociale, s'altérait la structure des classes populaires traditionnelles. Sans doute ne faut-il pas exagérer les progrès du capitalisme pendant la décade révolutionnaire : ils furent dans une large mesure freinés par les événements. Mais les conditions étaient maintenant réunies pour un large développement de l'économie capi-

taliste, qui transformerait nécessairement la sans-culotterie en prolétariat : transformation sociale qui s'étale tout au cours du XIXe siècle. A ce titre, il serait intéressant de préciser quelle est la part qui, dans les mouvements révolutionnaires de ce siècle, des journées de juin 1848 à la Commune de Paris de 1871, revient soit au prolétariat proprement dit, soit aux classes populaires de type traditionnel : ainsi se mesurerait la dégénérescence de celles-ci, à mesure que triomphe l'économie capitaliste, et se préciserait l'une des causes de faiblesse des tentatives révolutionnaires du monde ouvrier au XIXe siècle. Du sort qui devait être le leur, artisans et compagnons avaient le pressentiment, sachant, ceux-ci que le machinisme augmentait les risques de chômage, ceux-là que la concentration capitaliste entraînait la fermeture de leurs ateliers et les transformait en salariés. Mais la révolution bourgeoise les livrait sans défense aux dirigeants des formes nouvelles de l'économie : la loi Le Chapelier de 1791, interdisant la « coalition » et la grève, fut pour la bourgeoisie industrielle un instrument efficace de développement.

Dans le domaine de la production agricole, où la résistance de la paysannerie pauvre a été plus acharnée, la révolution bourgeoise n'a pas été aussi radicale dans ses conséquences. Si elle a permis le développement d'une bourgeoisie rurale prépondérante, la Révolution n'a pu complètement détruire la communauté rurale et donner ainsi libre cours à l'essor des modes de production capitalistes.

La destruction du régime féodal de la propriété et de l'organisation féodale de l'agriculture, l'abolition des redevances seigneuriales et de la dîme ecclésiastique profitèrent à l'ensemble de la paysannerie, possédante ou non. Les autres réformes agraires de la Révolution fortifièrent essentiellement les paysans déjà propriétaires : augmentation de la propriété paysanne par la vente des biens nationaux et le partage des communaux, extension du droit de propriété par la restriction des droits collectifs et la proclamation de la liberté de clore et de cultiver. Si l'on met à part la bourgeoisie urbaine qui s'adjugea une part considérable des biens nationaux, les modalités de leur vente, et particulièrement les enchères, favorisaient, parmi les ruraux, les grands fermiers et les « laboureurs ». Ainsi se fortifia la bourgeoisie rurale et s'approfondit le fossé entre elle et la paysannerie pauvre [1].

Mais cette dernière ne sortit pas de la Révolution aussi désarmée, devant la bourgeoisie triomphante, que la sans-culotterie urbaine. La paysannerie pauvre n'a pas obtenu des assemblées révolutionnaires la restauration ou le renforcement de la communauté rurale traditionnelle, comme elle l'eût désiré. Mais la révolution bourgeoise ne l'a pas irrémédiablement détruite ; elle n'a pas brutalement supprimé les propriétés communes et les usages collectifs qui formaient la base économique de la communauté rurale [2]. Les unes et les autres ont subsisté tout au cours du XIXe siècle et n'ont pas encore disparu

---

1. Malgré quelques tentatives timides en l'an II, la bourgeoisie, qui dominait dans les assemblées révolutionnaires, eut conscience de la nécessité, pour le développement des entreprises industrielles, d'interdire à la masse paysanne l'accès à la propriété. Voir le rapport présenté le 27 fructidor an II, par Lozeau, député de la Charente-Inférieure, à la Convention, « sur l'impossibilité matérielle de transformer tous les Français en propriétaires fonciers et sur les conséquences fâcheuses qu'entraînerait au surplus cette transformation » (*Moniteur*, XXI, 748).

2. La bourgeoisie révolutionnaire était cependant consciente de la nécessité, pour les progrès de l'agriculture capitaliste, de supprimer les biens communaux et les usages collectifs. Voir à ce propos, le rapport de Lozeau, en messidor an II, « sur la nécessité de supprimer les propriétés communales et sur les principes de la propriété dans un pays libre » (*Bibliothèque nationale*, 8° Le38 841).

complètement : la loi de 1892, toujours en vigueur, subordonne l'abandon de la vaine pâture à la volonté des paysans du village. La communauté rurale, forme traditionnelle de la production agricole, s'est donc maintenue, poursuivant sa lente désintégration.

Sans doute serait-il nécessaire d'introduire ici des nuances, celles-là mêmes qui étaient perceptibles dans la structure sociale de la paysannerie d'Ancien Régime. Dans les pays de grande culture, où les fermiers sont des agents actifs de la transformation capitaliste de l'agriculture, la communauté rurale se désintégra rapidement, non pas en se dissociant en classes antagonistes (les grands fermiers sont généralement des capitalistes urbains étrangers à la communauté rurale), mais comme en se vidant de sa substance : les paysans pauvres, vite prolétarisés, fourniront la main-d'œuvre nécessaire à l'agriculture capitaliste et à la grande industrie. Dans les pays de petite culture, l'évolution fut plus lente. La communauté rurale fut minée de l'intérieur, par l'antagonisme de la bourgeoisie rurale des « laboureurs » et de la paysannerie pauvre, acharnée à la défense de ses droits d'usage sur les champs et les bois : ainsi s'affronteront deux formes d'économie, l'une archaïque, l'autre nouvelle où s'affirme l'individualisme des producteurs capitalistes. Lutte obscure, mais ardente, et qui se marque, au cours du XIX[e] siècle, par des troubles agraires de type traditionnel, dont les derniers, ceux de 1848-1851, ne sont pas les moins violents, ni les moins caractéristiques [1].

La révolution bourgeoise, si elle a détruit dans les campagnes les rapports féodaux de production, n'a donc pu radicalement détruire les formes traditionnelles de la production agricole : elle n'a réalisé dans ce domaine qu'un compromis dont on mesure toute la signification, si l'on compare l'évolution de l'agriculture française et celle de l'agriculture anglaise. Sans doute, grâce à la révolution bourgeoise, la transformation capitaliste de l'agriculture, sensible dès l'Ancien Régime, s'est accélérée. Mais le maintien des usages collectifs laissé à la volonté des paysans, le morcellement de la propriété et de l'exploitation ont freiné considérablement ses progrès. L'autonomie des petits producteurs ruraux s'est longtemps maintenue, donnant à l'évolution politique de la France, particulièrement sous la Troisième République, certains de ses traits propres. Si l'enclosure et le remembrement avaient été imposés en France, comme en Angleterre, le capitalisme eût triomphé dans le domaine de la production agricole, aussi radicalement que dans celui de la production industrielle : la lutte obstinée de l'aristocratie foncière, en empêchant pendant longtemps tout compromis avec la bourgeoisie, obligeait cette dernière à ménager la paysannerie, même la paysannerie pauvre que sa résistance rendait par ailleurs plus redoutable.



Si maintenant nous considérons la classe qui, pour avoir préparé et mené la Révolution, en a essentiellement profité, nous constatons qu'elle apparaît

---

1. Voir Albert Soboul : « La question paysanne en 1848 », dans *la Pensée*, 1948, n[os] 18, 19 et 20 ; « Les troubles agraires de 1848 », dans *1848 et les Révolutions du* XIX[e] *siècle*, 1948, n[os] 180 et et 181.

radicalement transformée. A la prépondérance, traditionnelle dans ses rangs, de la fortune acquise, s'est substituée celle des dirigeants de la production et des échanges : l'équilibre interne de la bourgeoisie s'est modifié. La bourgeoisie d'Ancien Régime, qu'elle vécût des droits seigneuriaux et des redevances foncières, des revenus de ses « offices » ou de ses rentes, avait, dans la mesure où elle partageait les privilèges de l'aristocratie et en avait défendu la cause, subi de rudes coups : si elle ne fut pas radicalement détruite, puisqu'aussi bien sa propriété foncière subsista pour ceux de ses représentants qui n'avaient pas émigré, sa primauté disparut. Apparaît maintenant au premier rang une nouvelle bourgeoisie, formée des chefs de l'industrie, des dirigeants du commerce et de la finance. L'équipement, l'armement et le ravitaillement des armées, la vente des biens nationaux, l'exploitation des pays conquis fournirent aux hommes d'affaires de nouvelles chances de développer leurs entreprises. La spéculation fut à l'origine de fortunes immenses : ainsi la bourgeoisie se renouvela en s'incorporant ces « nouveaux riches », dont Ouvrard demeure le type achevé et qui donnèrent le ton à la « société » du Directoire. Véritables aventuriers de la société capitaliste, ils revivifièrent la bourgeoisie par leur esprit d'entreprise et leur goût du risque ; bientôt leurs capitaux s'investiront dans le commerce et l'industrie. A un degré inférieur de l'échelle bourgeoise, les circonstances avaient permis à de nombreux commerçants ou artisans d'arrondir leur fortune, d'accroître leurs entreprises et de déboucher ainsi des rangs du peuple dans ceux de la bourgeoisie. C'est à ce niveau moyen que la nouvelle classe dominante recrutera bientôt les fonctionnaires des administrations publiques, comme les membres des professions libérales. Sans doute, après dix ans de révolution, ces traits ne sont pas encore définitivement fixés, mais ils s'esquissent déjà avec assez de netteté pour caractériser la bourgeoisie nouvelle ; ils se durciront au cours de la période napoléonienne où s'opèrera la fusion de ces divers éléments, en même temps que seront façonnées les institutions qui consacreront la suprématie de la nouvelle classe dominante : ainsi s'achèvera l'œuvre de la révolution bourgeoise.

*

Au terme de cette esquisse qui n'a d'autre but que d'inciter à la réflexion sur l'histoire de la Révolution, certains points méritent d'être soulignés, qui ont valeur d'enseignement.

S'il est des lois de l'évolution historique, on ne saurait cependant les réduire à un schématisme mécanique, comme certains y sont portés par une fausse application du matérialisme historique. Les classes sociales, même dominantes, sont rarement homogènes ; les diverses fractions qui les composent compliquent, dans le cadre de l'évolution générale, le jeu des luttes de classes, développant parfois des antagonismes complémentaires : par exemple, dans la révolution bourgeoise, les sans-culottes. Seule une analyse économique et sociale précise rendra compte de la place exacte qu'occupent dans la lutte de classes les diverses catégories sociales, mettant à nu les contradictions qui peuvent se manifester entre une attitude politique et une position économique : ainsi encore de la sans-culotterie. On n'aura garde enfin d'oublier que les luttes de classes, en se développant, influent sur les classes qui y participent et les

transforment : la bourgeoisie qui profite de la Révolution n'est plus la même que celle qui l'a déclenchée.

Ces vérités peuvent paraître évidentes. Elles méritent cependant d'être rappelées. L'histoire est mouvement dialectique. Sous peine de la déformer en la schématisant, ceux qui s'attachent à son étude doivent rendre compte de la complexité qui en fait la richesse, comme des contradictions qui lui confèrent son caractère dramatique.

AU JAPON COMME EN FRANCE...

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur la lutte courageuse que la Fédération des enseignants japonais, qui compte 500.000 *adhérents, a engagée contre la guerre et pour la défense des libertés démocratiques (voir notamment le n° 50 de* la Pensée, *septembre-octobre* 1953, *pp.* 134-138). *Nous détachons aujourd'hui d'un message adressé par cette Fédération aux enseignants français les lignes suivantes, qui prouvent combien, au Japon et en France, devant des problèmes semblables, l'attitude des défenseurs de la culture et de l'indépendance nationale est la même.*

Plus de 700 bases de l'armée américaine ont été établies sur le territoire du Japon, le grondement des canons et des blindés surprend les habitants des villages paisibles dans un pays qui a abandonné son armement. Des jeunes filles japonaises sont poussées par la misère à se prostituer aux soldats américains — spectacle profondément démoralisant pour les enfants de notre pays.

Les enseignants japonais demandent la suppression des bases militaires, le retrait de l'armée étrangère ; ils luttent contre le réarmement et la conscription pour protéger nos enfants contre la guerre, sous le mot d'ordre : « Nos élèves ne doivent jamais aller à la guerre. »

Au printemps dernier un Congrès national pour la protection des enfants aux environs des bases militaires a été organisé par la Société pour la protection de l'enfance.

Nous avons d'autre part engagé une lutte si vigoureuse contre le gouvernement qu'il a dû abandonner son projet de priver nos enseignants de leurs droits démocratiques et de les assujettir à son contrôle...

« L'HOMME COMMUNISTE »

par Jacques GAUCHERON

L'*HOMME communiste,* c'est le titre qu'Aragon avait choisi, en 1946, pour rassembler tous les textes qu'il avait, pendant la guerre et après la Libération, consacrés à ceux qui avaient, face à l'ennemi hitlérien, dévoué leurs forces et leur vie à la victoire de la France. Aujourd'hui, le titre repris porte un millésime : *l'Homme communiste,* 1953[1]. Cette exigence de précision historique, qui fait que la réédition de l'ouvrage de 1946 portera désormais, lui aussi, sa date, n'est pas une simple convention chronologique. Elle naît de l'intention même du portraitiste, de ne point figer le héros qu'il s'est donné comme modèle dans une attitude une fois pour toutes campée, et de façon définitive.

L'Homme communiste... Il faut songer comment les mots sont employés d'ordinaire, cette satisfaction qu'ont certains esprits de poser une étiquette sur un être, et d'en faire ainsi une chose, supposée connue puisque nommée, et déjà jugée puisque désignée.

« Communiste » n'est rien d'autres, au regard de ces incroyables paresseux du cerveau, qu'un mot ; il n'est donc pas étonnant qu'ils ne songent même pas, dans leurs moments d'euphorie, que « communiste » ne peut s'appliquer qu'à des êtres de chair et de sang, à des hommes. Je relisais *l'Homme communiste,* 1953, au moment où l'on cherchait pour la France un président de la République, un représentant qu'en fin de compte l'on n'a point trouvé. Et lisant ces textes où Aragon trace le portrait de Jean-Richard Bloch, de Paul Eluard, de Jacques Duclos et de Maurice Thorez, il faut avouer que sont à la fois risibles et honteuses les contorsions de la majorité de Versailles pour avouer, à la face du monde, qu'il est désormais impossible de trouver dans la bourgeoisie française et ses serviteurs un représentant de la Nation française. C'est Aragon qui a raison, lorsque tout son livre, en quatre portraits, indique et souligne l'identité qu'il y a entre les visages qu'il peint et l'image véritable de la France.

Quand un certain Joseph Laniel, qui fit parler de lui dans cette élection pour la présidence à laquelle il prétendait, tenta de donner le coup de pouce qu'il croyait final, il ne trouva rien de mieux que cet argument-ci : il lui semblait qu'il était tout désigné, puisque, à condition qu'on exclût de la réalité française les députés et les sénateurs communistes, partant plus d'un tiers des hommes et des femmes de France, — à cette condition-là, le tour était joué. Il faut bien que d'une certaine façon, dans le langage de ce monsieur-là : « *l'Homme communiste* » ne soit qu'un mot, des syllabes sonores qu'il suffit de ne pas prononcer pour les escamoter réellement. C'est de la pensée magique, quoi d'autre ? Remarquons cependant que cette argumentation pré-présidentielle est, quant au fond, identique, à l'entreprise — plus « réaliste » — d' « exclure » de la représentation, à l'Assemblée nationale, la classe ouvrière, sous forme de tripatouillages électoraux, puis sous forme de complot et demandes de levée d'immunité parlementaire. Ce qui est clair, c'est que, dans tous les cas, nous en sommes à un point de l'histoire où l'intention d'exclure, — moralement ou physiquement, — les hommes communistes de la réalité française est un coup

---

1. ARAGON : *l'Homme communiste.* T. II. Paris, Gallimard, 1953.

de force contre la nation, une mutilation cynique qu'il leur faut absolument tenter pour oser se regarder sans rire dans un miroir comme porte-parole et représentants de la France.

Il est indispensable de ne pas oublier ce contexte de 1953 à la publication de ce nouveau tome de *l'Homme communiste.* Car 1953, ce n'est pas seulement un millésime, mais un ensemble d'événements, toute une histoire dans laquelle la persistance des illusions réactionnaires anciennes se mêle à la viridité de ce qui prépare l'avenir. C'est dans une histoire réelle que ces portraits tracés par Aragon s'inscrivent comme les clartés matinales de l'espérance.

L'Homme communiste... Il y a derrière les mots une réalité, perceptible déjà, et difficile à saisir dans son mouvement. Il faudrait que les mots changent de sens, et qu'on cesse de voir dans cet Homme je ne sais quelle idée générale et abstraite, qu'on définirait à la mode des classifications biologiques, allant du genre à la différence spécifique. Rien n'est plus étranger à Aragon que cette façon de faire, que ce fixisme classificateur. Serait très évidemment déçu qui chercherait derrière ce titre quelques spécifications éternelles, absolues et parfaites.

A cette métaphysique, dès la préface, Aragon réplique en affirmant sa passion pour l'homme vivant, non séparé du monde réel, s'y abreuvant et l'enrichissant :

Aujourd'hui mieux qu'en 1946, pour un plus grand nombre d'hommes et de femmes, le Parti communiste français a son visage propre. Je veux dire que le romantisme de la Résistance, de la vie illégale, joue un rôle moindre dans la représentation que se font les Français des Communistes. Ces quatre portraits que j'ai choisi d'aborder, il faut être modeste, présentent à une connaissance déjà établie du communiste en France, le complément de perspectives qu'il est, me semble-t-il, intéressant de conjoindre. Parce que l'on saisit à leur occasion et dans son devenir, l'homme communiste, tel que l'histoire le fait. Jacques Duclos, c'est le révolutionnaire né à la fois de sa classe et de la guerre de 1914-18. Il n'est pas sans intérêt de voir comment ce soldat de Verdun, aux côtés de Barbusse fondateur de l'A.R.A.C. et l'un des initiateurs du Parti communiste français, se distingue d'un Jean-Richard Bloch, et d'un Paul Eluard, l'un et l'autre combattants de la Première Guerre mondiale ; comment pour lui le chemin est direct, et quels sont les détours par lesquels deux hommes du même métier mais de deux générations différentes, le rejoignirent dans le Parti, l'un à la Noël de 1937, l'autre au printemps de 1942. Comment cela a été rendu possible par la croissance du parti, la clarté de sa position, la forme nationale de sa doctrine prolétarienne, grâce précisément au quatrième héros de ce livre prolongé, Maurice Thorez, le prolétarien révolutionnaire qui, plus jeune, puise dans cette même guerre et son issue dialectique, la Révolution triomphante en U.R.S.S., l'enseignement qui fit place naturelle à un Jean-Richard Bloch, à un Paul Eluard dans le Parti.

C'est donc le contraire du « communiste en soi » qu'Aragon cherche à définir. Mais plutôt des sources, des démarches essentielles, des pas en avant qui conduisent les hommes de ce qu'ils étaient à ce qu'ils deviennent, et ils deviennent des héros du monde moderne, puisqu'on peut apercevoir en eux ces pousses d'avenir qui seront demain la réalité vivante. Non pas des hommes seuls, mais dans leur vie même suscités par l'histoire de ces années où, face à la décomposition et à la trahison de la bourgeoisie, le Parti communiste français, sur tous les plans, est devenu l'héritier de toute la nation.

Ici donc domine la figure de Maurice Thorez, parce qu'il est l'homme qui a forgé cet instrument immense du progrès de l'histoire de France, le Parti, le héros en qui se résument le présent et la marche vers les lendemains.

Toute époque, toute société, toute classe se juge sur les héros qu'elle a, qu'elle propose, qui la résument,

écrit Aragon au début d'un texte, « écrit pour une réunion de cellule ouverte aux sympathisants », dans lequel il reprend, à grandes perspectives, le contenu réel et

changeant que les hommes ont insufflé au mot « héros ». Car le même mot se charge d'une densité nouvelle, selon que les idées de l'homme sur lui-même se dégagent, lorsqu'ils se confrontent à leur existence historique. Texte admirable, où l'on voit les significations naître, non pas d'un travail de dictionnaire, mais de l'évolution humaine :

> Tout ceci n'est qu'un très long préambule pour en venir, sans erreur dans les mots, au sujet qu'ici pour vous je traite. Et qui est précisément que le prolétariat de France, le premier qui se leva dans le monde comme une force constituée..., a produit dans son propre sein une image de lui-même qui, mieux que Roland aux heures du rêve féodal ou Napoléon surgissant des ruines de la Bastille, incarne la force, la sagesse et le destin de cette classe d'un type nouveau, en un homme, en un héros d'un type nouveau, un héros réel, Maurice Thorez.

Sans erreur sur les mots... J'admire pour ma part, dans ce tome II de *l'Homme communiste,* l'effort que fait Aragon, conjointement à la peinture qu'il poursuit, pour hisser le langage jusqu'à l'expression précise qu'exige l'apparition de réalités nouvelles dans l'homme. Que les mots soient en accord avec ce qui se voit ; qu'ils se débarbouillent de leur sens ancien, des particularismes dans lesquels les vicissitudes de l'homme ancien les font tomber ; qu'ils acquièrent enfin une signification « réelle » ; que soit comblé le décalage inévitable entre le langage, porteur de significations passées, et les réalités nouvelles qu'ils continuent d'exprimer.

Le cheminement des significations dans les mots reproduit la démarche humaine des hommes dans leur propre vie. Il me semble que le nouveau héros, l'homme communiste, s'élucide d'abord, à travers ces pages — ce « préambule », — du texte écrit pour une réunion de cellule que je citais tout à l'heure. C'est à partir de là que tous les textes consacrés à Jean-Richard Bloch et à Paul Eluard prennent leur valeur exemplaire. En effet, choisissant comme typiques deux écrivains, c'est nécessairement à leur œuvre que le portraitiste va se référer. Non point pour affirmer que seuls des écrivains pourraient fournir une image valable de ce que l'auteur ici veut peindre. Il ne s'agit point de hiérarchiser les hommes selon le métier qu'ils ont. Ce n'est point deux écrivains qu'Aragon cherche à fixer, à étudier, c'est moins leur œuvre que la signification humaine qu'elle a, moins l'écrivain que l'homme qui a pensé, qui a écrit, qui a vécu. Se dégager de la lettre, et aussi de la littérature, pour apercevoir, à travers ce reflet qu'elles sont, une image réelle, des « héros réels ».

Il y aurait beaucoup à dire sur cette manière d'Aragon lecteur, qu'il lise *Fils du peuple* ou les lettres de Jean-Richard Bloch ou les poèmes de Paul Eluard. Il ne se borne pas à lire des textes, il voit des hommes. Peut-être s'émerveille-t-il moins de l'œuvre faite que des mouvements humains qui l'ont fait naître. Ainsi la critique d'Aragon cesse de considérer l'objet immédiat, proses, vers, pages auquel la critique littéraire habituelle s'est rivée, pour s'émouvoir à la continuité humaine, à la réalité en mouvement, à l'homme vivant que la moindre ligne écrite suppose, à cet homme vainqueur du passé et de son propre passé, qui fait un pas d'avenir pour tous les hommes.

A ce niveau, les catégories habituelles s'effacent, et il n'y a plus, là un écrivain, ici un père, là un poète, ici un dirigeant politique. Tous les portraits s'infléchissent pour s'unir dans une image unique du devenir humain moderne, et s'enrichissent les uns les autres de traits essentiels. A la diversité des vies, des points de départ, des chemins suivis s'impose l'unité de l'exigence historique, la naissance d'une nouvelle conception de l'homme et de la vie.

Les textes, ici rassemblés par Aragon, sont dans leur ensemble des écrits d'actualités, nés au moment d'une mort, d'une édition de textes, ou d'un événement survenu. La diversité de l'actualité n'empêche pas qu'ils soient tous d'une seule et même

circonstance, d'un mouvement historique unique, la prise en main par la classe ouvrière et son avant-garde, le Parti communiste, de tout l'héritage national, des destinées mêmes de la nation.

C'est cette insertion de l'homme communiste dans son propre pays, au cœur de son pays que raconte ce livre comme le fait essentiel, caractéristique pour notre temps :

Tout cela découle de la politique nationale de Maurice Thorez, de cette philosophie de la nation dans la théorie et la pratique, qui fait de lui, non seulement le chef vénéré d'un grand parti qui va se renforçant, mais l'espoir de la France menacée, l'homme en qui s'incarne la survie, la pérennité de notre patrie.

C'est à cette grande lumière que s'éclaireraient, à les reprendre, les détails de chaque portrait. Je n'en veux pour exemple que le long texte encore inédit qu'Aragon a consacré dans ce volume à Paul Eluard.. C'est, avec le numéro spécial de la revue *Europe*[1] et le volume de la collection *Poètes d'aujourd'hui* (Seghers) enrichi d'une étude de Jean Marcenac, qui aident à la compréhension du poète, une contribution décisive, — à laquelle on ne pourra plus ne pas se référer, — touchant la conception éluardienne de la poésie et de la vie. Aragon constate une tendance de la poésie d'Eluard à atteindre le vers rythmé selon les formes traditionnelles de la poésie française, à atteindre le vers rimé comme une perfection supplémentaire du langage poétique[2]. C'est un fait d'évidence, encore qu'il faudrait se demander pourquoi Paul Eluard n'en a jamais fait un système. Mais cette tendance elle-même...

cette évolution que la mort a arrêtée, quel en est le secret ?

se demande Aragon, et il ajoute :

Ici aussi, c'est une réflexion de l'Homme Communiste qui tend à modifier, après le contenu du poème, sa forme même, et dans un désir NATIONAL qui vient se surajouter à ce goût de la clarté dans l'expression qui a fait de Paul Eluard le poète qu'il est devenu.

C'est la leçon de Maurice Thorez qui se reflète ainsi. Non point comme une directive. Comme une nécessité intérieure.

Je ne sais pas si ceux qui chaque jour perdent un peu plus le sens de l'humain, et en sont, touchant les communistes, aux ressources basses de l'injure vide, ou à cette volonté d'extermination mentale — ou policière, — que je disais au début, je ne sais pas s'ils sauront lire ce livre, qui est le livre du véritable amour de la France. Je ne sais pas s'ils sauront lire ce livre, parce que je ne sais pas s'ils sont capables de lire à cette profondeur, dont Aragon lecteur leur donne pourtant l'exemple.

Je crois bien que s'en trouvent exclus tous ceux qui ont perdu le sens des mots si simples que Maurice Thorez prononçait il y a bien longtemps :

Nous aimons notre pays.

Le livre d'Aragon est écrit pour les autres, pour tous les autres.

---

1. *Europe* : numéro spécial Paul Eluard (91-92), juillet-août 1953. Aragon en critique certains textes, qui avaient tendance à séparer Eluard de lui-même ou du mouvement humain que sa poésie éclaire.

2. Aragon est revenu sur cette question dans deux articles importants des *Lettres françaises*. Nous reprendrons cette question.

DIDEROT ET L'ÉTUDE DE LA LANGUE RUSSE

par V. I. TCHOUTCHMARIEV

La Pensée *avait publié en* 1952, *sous le titre* Diderot et la culture russe, *la traduction d'une première étude du savant soviétique Tchoutchmariev* [1], *qui se terminait sur l'affirmation que Diderot avait bel et bien appris le russe à plus de soixante ans. Voici la seconde étape du travail de V. I. Tchoutchmariev, parue dans les* Questions de Philosophie *n°* 4 *de* 1953.

Dans une première partie, on trouvera une démonstration qui exigeait des preuves, des précisions érudites : il est nécessaire de les fournir, même dans les colonnes d'une revue non spécialisée comme la nôtre : elles intéressent d'ailleurs tous ceux qui aiment Diderot.

Dans une seconde partie, V. I. Tchoutchmariev tire les conclusions d'ensemble de son travail, conclusions qui intéressent tous nos lecteurs. On verra comment par leur exemple et leur travail les érudits soviétiques aident les érudits français à se dégager de l'emprise américaine dans l'étude de notre patrimoine national, de même que l'U.R.S.S. aide le peuple français à défendre son indépendance menacée.

Il existe en France des chercheurs, marxistes ou non, qui attendent beaucoup de la science soviétique. Ils souhaitent vivement que puisse s'organiser un travail commun, au moins par l'échange régulier des résultats obtenus, si possible par des contacts personnels. Or ils ne disposent même pas, à la Bibliothèque Nationale, de la grande édition soviétique en dix volumes, terminée en 1947 *(seuls s'y trouvent les deux premiers volumes).*

Voilà donc un exemple de plus, et des plus importants, qui fera comprendre à nos lecteurs que la possibilité de ces échanges culturels dépend de la lutte générale des intellectuels français pour la paix et pour l'indépendance nationale.

J. VARLOOT



E plus éminent des Encyclopédistes français du XVIIIe siècle avait-il appris le russe ? La question, jusqu'ici, n'avait même pas été posée. C'est la découverte récente de l' « état des livres russes », établi par Diderot lui-même, qui a permis de la poser et de la résoudre. Les deux premières parties de l' « état » nous donnent une liste des manuels et des traités utilisés par Diderot dans cette étude ; la découverte de traductions faites par lui nous donne la possibilité de voir quels en ont été les fruits.



Lorsque Diderot quitta Paris pour Pétersbourg, il possédait à la perfection le grec et le latin, connaissait bien l'anglais et l'italien, plus mal l'Allemand, mais

---

1. *La Pensée*, n° 41, pp. 87-96. L'article avait paru dans la revue soviétique *Questions de philosophie* (n° 6, 1951).

il ignorait le russe [1]. Une fois en Russie, Diderot se rendit compte qu'il ne pouvait songer à connaître sérieusement le pays s'il ne connaissait pas la langue. Dans la bonne société de Pétersbourg Diderot n'avait qu'à parler français, mais son tempérament de démocrate et son esprit éclairé ne pouvaient s'accommoder du mépris dans lequel l'aristocratie russe tenait la langue de son propre peuple. Au reste il se trouva dans les cercles aristocratiques que Diderot fréquentait à Pétersbourg des personnes pour lui apporter une première aide dans son travail [2].

Nous trouvons un reflet des difficultés que Diderot rencontra au début, dans le précepte qu'il donne à quiconque « a atteint l'âge du voyageur » : « Que la langue du pays ne lui soit pas tout à fait inconnue ; s'il ne la parle pas, du moins qu'il l'entende » [3]. C'est ce précepte que Diderot s'efforça lui-même de suivre pendant son séjour en Russie.

Dans la première section de l' « état », placée par Diderot sous la rubrique un peu générale de « Grammaire », et dans une partie de la seconde (« Belles-Lettres »), Diderot cite non seulement des manuels d'usage courant, mais encore des traités de linguistique de premier plan. Ces ouvrages, imprimés en Russie à diverses dates, étaient pour la plupart écrits en russe, quelques-uns en français.

Pour apprendre à lire et à écrire le russe, Diderot se servit d'un livre qu'il intitule dans l' « état » abécédaire, ou alphabet. Il est probable qu'il s'agit de l'abécédaire russe de F. Policarpov, paru au début du XVIIIe siècle, mais il peut s'agir d'autres alphabets ou abécédaires largement répandus au XVIIIe siècle [4].

Dans le même temps Diderot étudiait la calligraphie à l'aide d'un manuel « concret » spécial : un recueil de planches gravées, avec des modèles d'écriture russe, composé par M. Makaiev, et paru sans nom d'auteur en 1751.

Diderot utilisa également les dictionnaires franco-russes de son temps : un *Novoï Leksikon*... en deux parties, de Sergei Voltchkov [5], et notamment un dictionnaire dont le titre était rédigé dans les deux langues, *Le Cellarius français, ou méthode très facile pour apprendre sans peine et en peu de temps les mots les plus nécessaires de la langue française, avec un registre alphabétique des mots russes* [6].

Diderot s'initia à la grammaire russe à l'aide de manuels du même genre. Le premier cité par lui est désigné sous le titre de *Traité d'orthographe*. C'était un ouvrage de Vassili Svietov, au titre russe plus ambitieux [7]. Il fut plus commode pour Diderot d'utiliser un autre manuel de grammaire russe, rédigé en français par un Français, Charpentier, et édité par l'Académie des Sciences en 1768 sous le titre *Eléments de la langue russe ou méthode courte et facile pour*

---

1. DIDEROT : *Sobranie Sotchinenii*, t. IX, p. 19, 1940.
Ce recueil d'œuvres choisies de Diderot, que nous désignerons dorénavant par S.S., a paru, en 10 volumes, à Moscou et à Léningrad, de 1935 à 1947. C'est une édition à la fois populaire et scientifique, comportant la traduction russe des textes de Diderot, scrupuleusement revus sur les manuscrits de la bibliothèque Saltykov-Chtchédrine, et un important appareil de notes et de commentaires. Jusqu'ici les chercheurs français ne peuvent consulter que les deux premiers volumes de cette édition, qui se trouvent à la Bibliothèque Nationale (8e Z. 22017, 1 et 2). Un compte rendu de ces deux volumes doit paraître dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France*. — N.D.L.R.
2. Il s'agit notamment des trois frères Narychkine, par qui Diderot fut hébergé pendant son séjour à Pétersbourg.
3. DIDEROT : *Œuvres complètes* (Assézat-Tourneux), t. XVII, p. 365.
4. V.-I. Tchoutchmariev donne ici les titres russes de quelques-uns de ces ouvrages, parus en Russie en 1765, 1767, etc. — N.D.L.R.
5. Cet ouvrage parut à Pétersbourg, dans les éditions de l'Académie des Sciences. La première partie parut sans indication de date, la deuxième en 1764.
6. Diderot utilisa la première édition du *Cellarius*, Moscou, Imprimerie de l'Université, 1767.
7. Diderot utilisa la première édition du livre de Svietov, publié par l'Académie des Sciences de Pétersbourg en 1773.

apprendre cette langue conformément à l'usage. Comme l'indiquait la préface, l'ouvrage était une adaptation de la célèbre *Grammaire russe* de M. V. Lomonossov (1755) : Charpentier reconnaissait que son livre n'était qu'une pâle copie de celui du grand savant russe, et il conseillait à ses lecteurs de recourir le plus souvent possible à la *Grammaire russe*.

A côté de ces divers manuels, Diderot utilisa dans son travail deux livres essentiels de Lomonossov, sa *Rhétorique* (1748) et surtout sa *Grammaire russe* [1]. L'importance de ces travaux de Lomonossov sur la langue, fondés sur son expérience de poète, fut considérable, et ils lui valurent en la matière la réputation d'un maître.



Naturellement Diderot s'efforça d'utiliser aussi les ouvrages littéraires des écrivains et des poètes de la Russie du milieu du XVIIIe siècle.

La deuxième section de l' « état » témoigne de l'intérêt avec lequel Diderot avait réuni à Pétersbourg les œuvres des auteurs du temps. On y trouve des écrivains du camp démocratique éclairé, Lomonossov, Trediakovski, Novikov, etc., du groupe aristocratique, libéral et frondeur, comme Soumarokov, et même des cercles dirigeants, partisans du gouvernement despotique et représentés par Catherine II.

C'est par la lecture analytique de ces œuvres que Diderot put s'assimiler les particularités du lexique et de la stylistique, et les richesses du vocabulaire russe. Il enregistra des mots et des tournures insolites, apprit à donner plusieurs sens au même mot suivant le contexte, entra dans les finesses de la langue littéraire, ne négligea pas les expressions intraduisibles telles qu'idiotismes et dictons, en un mot s'accoutuma à sentir et à comprendre le mot russe avec sa force et sa vie. Aussi était-il naturel que Diderot se plaignît de la mollesse et de la maladresse des traducteurs, qui n'arrivaient pas à rendre avec précision et d'une façon nuancée les mots et les tournures russes spécifiques (*S.S.*, X, p. 110). Cette langue expressive, et juste pour l'époque, offrait à Diderot un instrument de choix pour approfondir ses connaissances grammaticales, et réciproquement c'est par l'étude de la grammaire russe qu'il pouvait le mieux comprendre le caractère original de la langue des écrivains russes.

La liste établie par Diderot s'ouvre par des ouvrages de Lomonossov : *Panégyrique de Pierre le Grand* (1755), *Œuvres choisies en vers et en prose* (1768), et la *Métallurgie* (1763). Le grand savant-poète illustrait brillamment dans ces ouvrages l'art oratoire qu'il avait créé, la langue littéraire de la poésie et de la prose, la langue scientifique et technique.

Diderot, qui se comptait hardiment lui-même au nombre des promoteurs de la langue russe (*S.S.*, X, pp. 309 et 538), s'intéressa même, en cours d'étude, au slavon d'église. C'est Lomonossov encore qui avait souligné le lien étroit unissant le slavon et le russe, et Diderot fut averti de cette théorie dans les milieux littéraires qu'il fréquentait à Pétersbourg, et qu'il ne manquait pas de questionner. L'intérêt porté par Diderot au slavon nous est montré par ce qu'il en

1. V.-I. Tchoutchmariev donne ici la photocopie de la page de titre de la *Rhétorique*, et celle de la page de titre et d'une page de la *Grammaire russe*. Les deux ouvrages ont appartenu à Diderot et sont à la Réserve de la Bibliothèque Nationale à Paris. On distingue sur la page de titre de la *Rhétorique* l'indication de la cote : Rés. p. X. 353. — N.D.L.R.

dit lui-même, et confirmé par l'achat qu'il fit en Russie d'un petit catéchisme et d'une bible, écrits en slavon.

Ces diverses constatations nous prouvent d'ailleurs à quel point Lomonossov put exercer dans tous les domaines une influence positive sur les lecteurs cultivés, d'esprit démocrate, comme sur l'œuvre créatrice des écrivains, des poètes, des chercheurs progressistes. Cela est particulièrement vrai de Diderot. Nos documents le montrent, et d'autres peut-être viendront le confirmer.



Bien qu'il se soit mis à l'étude du russe à soixante ans passés, et bien qu'il fût conscient des difficultés auxquelles on s'expose en abordant une langue à cet âge (S.S., X, p. 160), bien qu'il ait séjourné peu de temps à Pétersbourg (trois ou quatre mois de travail acharné), Diderot par son zèle et son assiduité arriva néanmoins à un résultat non négligeable. Nous pouvons en juger précisément par les essais de traduction qu'il nous a laissés.

Nous pouvons d'ailleurs nous en faire déjà une idée d'après une note écrite à Pétersbourg et consacrée à l'analyse d'une comédie vide de contenu et maladroite de forme, intitulée *O Temps*. Cette note montre déjà, indirectement, que Diderot pouvait discerner les qualités de la traduction française d'un original russe, et par conséquent aussi apprécier le contenu de celui-ci. Cette traduction était l'œuvre de Catherine II. Elle avait été envoyée à Voltaire, et elle fut soumise à Diderot pendant son séjour à Pétersbourg. Il la lut avec attention et, apparemment, n'en fut pas satisfait. « On sent partout un traducteur mol... » dit-il en particulier, et il aurait voulu un traducteur qui connût « également bien les deux langues » [1]. Certes Diderot ne connaissait pas également bien les deux langues ; mais il n'aurait certainement pas pu remarquer les défauts de la traduction française, s'il n'avait été sensible aux différences essentielles entre les deux langues, et s'il n'avait pas eu accès au contenu de la pièce russe, s'il était resté indifférent aux qualités originales de la langue russe, à sa force d'expression, à sa précision, à son harmonie.

Mais nous avons une illustration directe des résultats auxquels était parvenu Diderot : ce sont les traductions faites par lui à Pétersbourg, avec l'assistance d'un précepteur [2]. Les unes sont libres, les autres mot-à-mot. Nous les avons étudiées sur les photocopies des textes autographes, provenant de la Bibliothèque Nationale à Paris [3]. Les spécialistes de Diderot, en U.R.S.S, et à l'étranger, pourront maintenant, grâce à la publication de ces textes inédits, disposer de documents de valeur qui leur permettront d'éclairer plusieurs aspects du problème des rapports du philosophe avec la Russie, son peuple et sa culture.

---

1. M. Tourneux : *Diderot et Catherine II*. Paris, 1899, p. 410.
2. Il faut supposer que pendant son séjour chez les frères Narychkine Diderot eut recours aux bons offices d'une personne compétente qui lui avait été adjointe à cet effet. Les marges et le texte de trois des livres achetés par Diderot et rapportés par lui en France (*Grammaire* de Charpentier, *Khorev* et *Iadovityï* de A.-P. Soumarokov), portent des annotations à l'encre et au crayon dont l'état est défectueux, et des fragments de traduction juxtalinéaire. Ces lignes sont tantôt de la main de Diderot, tantôt de la main du précepteur. La traduction libre des titres de livres a été faite exclusivement par Diderot. Malheureusement nous n'avons pu déchiffrer ni les notes marginales ni les notes de la fin de la *Grammaire* de Charpentier, qui donnaient des exemples de conversation.
3. L'auteur de l'article reproduit ici quelques photocopies, page de titre et trois pages de *Khorev*, page de titre et une page de *Iadovityï*. On distingue sur les clichés les notes marginales et les lignes manuscrites entre les lignes du texte imprimé. — N.D.L.R.

Sur ces traductions nous nous bornerons à des remarques générales. Dans une première étape de son travail, Diderot s'efforça d'abord de lire et de traduire « librement » les titres d'un certain nombre de livres russes. Il s'agissait pour lui d'en rendre l'idée essentielle dans sa langue, et il n'en n'a donné qu'une transposition approchée. En même temps Diderot s'exerçait à la traduction mot à mot de textes russes, en prose et en vers, de Soumarokov. Diderot admettait ce procédé sans du reste en faire une règle générale, et il n'y recourut que rarement. La traduction mot à mot avait l'avantage de mieux mettre en évidence les différences de structure entre la langue française et la langue russe.

Or l'examen de ces deux types de traduction nous amène à affirmer que le plus grand des Encyclopédistes et des matérialistes français du XVIII[e] siècle *avait de notre langue la connaissance minimum qu'il exigeait lui-même d'un voyageur en pays étranger* : comprendre la langue sans la parler.

Il y a certes dans la traduction des seize titres de livres qu'a faite Diderot (Cf. Annexe I) des inexactitudes de détail. Elles témoignent du caractère hâtif du travail du philosophe, dont l'activité pendant son séjour à Pétersbourg fut prodigieuse, mais elles ne diminuent pas la valeur générale de la traduction. Le fait que cette traduction soit « libre » ne dément pas non plus notre affirmation, que Diderot était arrivé au premier stade de la compréhension du russe : qu'il comprenait les mots, s'orientait dans la proposition, et discernait les liens de sens entre ses termes. Cette affirmation est confirmée par la correction syntaxique des traductions, par le fait que certaines sont parfaitement réussies (2, 3, 14, 16), ou par le fait qu'à l'occasion Diderot saisissait le sens profond et vivant d'une expression russe, lorsqu'il rendait par exemple les noms de famille « Gospoja Vestnikova » par « la femme nouvelliste », « Gospoja Vartchalkina » par « la femme boudeuse, ou la grondeuse ». Au demeurant cette liste de titres révèle le profond intérêt que Diderot portait à l'histoire russe (2, 5, 13, 15), et montre que pour un savant d'Europe occidentale, au XVIII[e] siècle, il en avait une solide connaissance.

L'examen de la traduction juxtalinéaire de certains morceaux des œuvres dramatiques de Soumarokov (la tragédie de *Khorev* et la comédie de *Iadovityï*) confirme notre hypothèse d'ensemble. La mise en forme de ces morceaux montre que Diderot saisissait les liens de sens unissant les mots. On le voit par exemple dans les phrases où il introduit la copule « être », qui n'a pas d'équivalent en russe, comme dans le vers de la scène II de l'acte III de *Khorev* qu'il traduit par « De quoi ma faible âme *est* accablée aujourd'hui ». On se rend compte aussi à l'examen de ces fragments que Diderot savait analyser les formes, rendre correctement les cas par des tournures prépositionnelles (instrumental rendu par le substantif accompagné tantôt de la préposition *par*, tantôt de la préposition *de*), ou substituer à une tournure prépositionnelle russe la tournure française correspondante (*k* accompagné du datif, rendu par *à* ou *pour*). Il faut toutefois reconnaître que dans certains cas Diderot n'avait pas su voir la construction de la phrase et que sa traduction ne lui permettait pas d'accéder au sens du texte.

Par contre la traduction que Diderot nous a laissée de quatre lignes de *Iadovityï* (Annexe III) nous montre qu'il avait les connaissances de vocabulaire et de grammaire indispensables pour lire un texte russe. Ce fragment n'est même plus une traduction mot par mot, c'est une transposition du contenu du texte russe à l'aide des moyens d'expression propres au français.

En conclusion, et malgré des réserves de détail, nous pouvons donc affirmer que *Diderot avait, pour un débutant, su acquérir une sérieuse connaissance du*

lexique et de la grammaire russes, une connaissance qui lui permettait de s'orienter d'une façon élémentaire dans le contenu d'un texte.



La bourgeoisie réactionnaire française et ses « théoriciens », en livrant les intérêts nationaux, économiques et culturels de la France, ont rejeté volontairement dans l'oubli l'héritage spirituel des Encyclopédistes et des philosophes matérialistes français du XVIIIe siècle. Ils essaient maintenant de falsifier cet héritage, et de nier son rôle primordial dans le mouvement de libération de l'humanité. Depuis plus d'un demi-siècle (depuis l'édition des *Œuvres complètes* de Diderot par Assézat et Tourneux), ils n'ont plus fait paraître d'édition complète des Encyclopédistes, et n'ont pas tenté de publier ceux de leurs textes qui sont encore ensevelis dans la poussière des archives [1].

Il n'est pas étonnant du reste que ces « théoriciens » n'aient rien fait pour poser ni pour résoudre la question de l'étude par Diderot de la langue russe. C'est que Diderot n'a pas entrepris cette tâche dans le seul but d'accroître ses connaissances intellectuelles, il l'a surtout fait pour être en mesure de mieux connaître les succès de la Russie progressiste. C'était aussi une manifestation de sa profonde estime pour le peuple qui avait su forger une langue aussi puissante et aussi riche [2].

Cette attitude était normale de la part d'un homme qui ignorait toute exclusive nationale ou raciale (*S.S.*, X, pp. 423-35), considérait que tous les peuples étaient capables de progrès (*S.S.*, IX, 443), reconnaissait que l'histoire du peuple russe était celle de l'ascension d'un peuple doué, énergique et créateur (*S.S.*, X, p. 166). Il prédisait à la Russie et à son peuple un grand et bel avenir [3].

Diderot était guidé par les plus hautes intentions [4], même lorsqu'il se pré-

---

1. L'incurie des autorités françaises a permis que les papiers inédits de Diderot découverts dans ces dernières années passent aux mains des « chercheurs » américains. L'indifférence de la France officielle au souvenir des Encyclopédistes qui luttèrent en leur temps au premier rang de l'humanité, a eu les tristes conséquences qu'on pouvait attendre : la partie la plus intéressante des précieux manuscrits de Diderot, connue sous le nom de « fonds Vandeul », est passée aux Etats-Unis pour y être soi-disant étudiée d'une manière « approfondie », analysée, microfilmée, etc. Le centre spécialisé dans la falsification idéologique de l'héritage théorique de Diderot est à l'Université de Harvard. Il est actuellement dirigé par le professeur germano-américain Herbert Dieckmann, qui trouve, bien entendu, des appuis en France.

Le fonds Vandeul a fait maintenant retour à la France. Après les restaurations indispensables et après classement, il est accessible aux chercheurs français à la Bibliothèque Nationale à Paris, mais le fait qu'il ait été exploité et étudié en détail *avant* de nous être rendu, barre pratiquement la route aux spécialistes français. Au reste, M. Dieckmann laisse volontiers entendre qu'à peu près tous les travaux intéressants qui peuvent être faits à partir du fonds Vandeul, voire de l'œuvre entière du philosophe, ont *déjà* été entrepris par ses collaborateurs ou ses étudiants. — N.D.L.R.

2. En étudiant la formation du lexique russe, Diderot s'intéressa particulièrement aux éléments ukrainiens de la langue et s'attacha à les enregistrer. Ces éléments furent précisément reconnus au XVIIIe siècle, et un connaisseur aussi fin que Diderot ne pouvait pas les ignorer. On trouve sous sa plume des mots comme *Ukraïne* (Oukraïna), *hetman* (getman), *cosaques* (kozaki), *ukranien* (oukraïnskiï), etc. Diderot fut sans doute le premier en France, au XVIIIe siècle, à manifester un intérêt pour les particularités de la langue ukrainienne.

3. La rédaction de *la Pensée*, en traduisant notre article des *Questions de Philosophie* (no 6, 1951), soulignait la portée des documents publiés par nous, dans la lutte contre la campagne de diffamation que les réactionnaires français font subir aux Encyclopédistes et en particulier à Diderot.

4. Au sentiment de considération que Diderot éprouvait pour tous les peuples, s'associa un sentiment de noble indignation lorsqu'eut lieu le premier partage de la Pologne ; au cours d'un entretien avec Catherine II, il n'hésita pas à la compter elle-même au nombre des trois loups qui avaient dépecé le corps vivant de la Pologne (cf. M. TOURNEUX, *Diderot et Catherine II*, p. 252. et *S.S.*, X, p. 86).

occupait de l'acquisition de la langue russe par les spécialistes étrangers et surtout français qui servaient en Russie. Cette acquisition, pensait-il, était la condition d'un travail bienfaisant, utile à la Russie et à son peuple. Dans les entretiens privés qu'il avait avec l'impératrice, Diderot ne manquait pas de lui recommander, poliment mais avec constance, d'aviver le zèle des spécialistes français au service de la Russie en leur donnant des appointements élevés (S.S., X, p. 369).

L'intérêt que portaient à la Russie de leur temps les Encyclopédistes et les philosophes français fut redoublé par les succès que remporta le peuple russe au cours du XVIIIe siècle, dans le domaine militaire comme dans ceux de l'économie, de la politique extérieure, de la culture. Au reste la langue russe n'attira pas que Diderot. Elle attira aussi de nombreux esprits éclairés en France, comme Thomas et Voltaire [1]. Mais seul Diderot, on l'a vu, osa se mettre à l'étudier et put parvenir à des résultats positifs.

L'intérêt manifesté par Diderot pour le peuple russe, et qui existait déjà avant le voyage de Pétersbourg, ses efforts pour apprendre notre langue, les résultats auxquels il parvint, sa considération pour notre peuple, tous ces faits s'éclairent d'un jour particulier lorsqu'on songe à l'importance historique, universelle, qu'a prise la langue russe dans l'ère soviétique.

Dans notre pays la langue russe est devenue un moyen d'échange et de rapprochement entre les Soviétiques, une langue intime et chère à toute la famille multinationale unie des peuples soviétiques. Tout en développant leur culture nationale, les peuples frères de l'Union s'assimilent les richesses de la langue russe, ils découvrent toutes les grandes œuvres du génie humain à travers elle dans des traductions ; ils comprennent qu'il n'y a pas, selon l'expression de M. I. Kalinine, « de secteur de l'activité sociale où il ne soit pas nécessaire de connaître la langue russe » ; ils comprennent que c'est la langue de la culture soviétique, la plus riche et la plus progressiste de notre temps.

La langue russe, la langue des Soviétiques, est chère aussi à tous les simples gens du monde. On l'étudie dans les écoles des pays de Démocratie populaire. La connaissance du russe y aide puissamment l'édification du socialisme en permettant l'utilisation de l'expérience gigantesque de l'Union Soviétique. La parole agissante des citoyens de l'Union Soviétique est entendue par toute la terre. Dans les rencontres et les conférences internationales elle résonne avec fermeté et avec dignité, par la bouche des diplomates, des militants ouvriers, des maîtres soviétiques de la culture et de la science. Elle est la voix d'un grand peuple, la voix de la paix, de l'amitié entre les peuples, de la démocratie et de l'effort créateur.

C'est pourquoi les citoyens soviétiques et avec eux les militants progressistes du monde se rappellent avec reconnaissance Diderot, fils du peuple de France, qui, il y a deux siècles, s'est montré en Occident l'ami dévoué de la Russie progressiste, le premier champion de la langue russe, et le plus éclairé.

---

1. Thomas montrait quelle était la souplesse et la légèreté de l'esprit russe, et avec les Russes il déclarait que leur langue était « la plus douce de l'Europe » (*Opyt o pokhvalnykh slovakh*, 1773), et Voltaire, dans une lettre à Catherine II de septembre 1772, déclarait hardiment que la langue russe pourrait bien devenir « la langue universelle ».

Annexe I

Traduction française, faite par Diderot, des titres de quelques-uns des livres russes rapportés par lui de Pétersbourg :

1) Essai sur l'orthographe [1]:
2) Le faux Demetrius, tragédie de Soumarokoff.
3) La femme nouvelliste avec sa famille.
4) La femme boudeuse ou la grondeuse.
5) Code du père de Pierre I-er.
6) Les loix de Pierre I-er.
7) Les loix de Pierre I-er et Catherine I-e.
8) Les Plans et règlements des différents établissements pour l'instruction de la jeunesse et le bien général de l'Empire, de Catherine 2-de. Tome I-er.
9) Loix ou oukazes de Catherine 2-de.
19) Loix ou oukazes de Catherine 2-de.
11) Etat pour des régiments d'infanterie.
12) Etat pour les régiments de cavalerie et d'infanterie qui sont en Sibérie.
13) Etat pour un régiment d'infanterie ukranien, ou Etat pour un régiment d'infanterie qui est en Ukraine.
14) Etat pour un régiment de cuirassiers.
15) Etat pour le régiment de cavalerie qui est à Smolensko.
16) Code militaire.

Annexe II

Traduction *juxtalinéaire*, faite par Diderot, de quelques vers de la tragédie de Soumarokov, *Khorev* :

Diéistvié
Iavlénié [2]

Voilà le pronostic de mon cœur qui s'accomplit.
Et cœur de son espoir à présent est privé [3].
Souffre à présent âme (mon), souffre âme (mon).
Fatal réponse, de la paternelle autorité.
Tourmenté par ci, par là se tourmente de la passion [4].

Annexe III

Traduction française, faite par Diderot, d'un extrait en prose de la comédie de A. P. Soumarokov, *Iadovityï* :

Iadovituy
Le Médisant

Comédie
d'Alexandre Soumorokoff.

Scène I
Menedème seul.

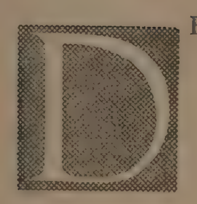
Qui est-ce qui monte dans le bosquet ?
C'est une figure qui m'est connue,
mais je ne sais pas son nom et
ne me souviens pas qui il est.

---

1. V.-I. Tchoutchmariev donne également les titres russes de ces ouvrages. — N.D.L.R.
2. Acte III, scène I. Les deux mots ont été transcrits en caractères latins par Diderot. Les deux premiers vers ne sont pas traduits. — N.D.L.R.
3. Le vers suivant n'est pas traduit. — N.D.L.R.
4. Le dernier vers n'est pas traduit. L'annexe II reproduit encore les 10 vers de la scène II de l'acte III et 15 vers de la scène I de l'acte V.

RÉFLEXIONS SUR LA LANGUE ANGLAISE A LA LUMIÈRE DES ENSEIGNEMENTS STALINIENS

par Paul MEIER



EPUIS la publication de l'ouvrage de Staline *A propos du Marxisme en Linguistique*, un effort considérable a été fait, en particulier en U.R.S.S., pour mieux comprendre le rôle et la signification du langage, et il est certain que la contribution de Staline a été pour les linguistes de tous pays d'une aide incomparable. Les linguistes soviétiques ont déjà dépassé ce premier stade, celui de l'étude approfondie de la théorie générale du langage, et, si nous nous référons aux riches tables des matières des bulletins de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., nous constatons que nombre d'entre eux, dans des articles malheureusement non traduits, s'efforcent à présent, à la lumière des enseignements staliniens, d'étudier le développement et les caractères des nombreuses langues nationales de l'Union Soviétique.

Il semble que dans nos pays occidentaux se manifeste plus de timidité. A notre connaissance, presque tout reste encore à faire en ce qui concerne la mise à jour, à l'aide de la science marxiste, des données classiques relatives à l'étude des langues de nos pays. La tâche est sans conteste immense et difficile, mais ne conviendrait-il pas de l'aborder ?

Dans les quelques réflexions qui suivent, nous voudrions essayer de montrer, à propos de la langue anglaise, à quel point l'enseignement de Staline peut nous être utile et pourrait être le point de départ de recherches fécondes, et comment aussi il nous permet de nous débarrasser de certaines idées toutes faites qui se révèlent fausses à l'examen. Qu'on ne s'attende pas à des découvertes. Nous connaissons nos limites, et elles sont grandes. Il s'agit ici de premières approximations générales, voire simplement de questions, et des erreurs ou des ignorances risquent fort d'entacher ce premier effort. Notre seule ambition est de poser quelques problèmes, de susciter à leur sujet intérêt et réflexion et d'inciter les spécialistes à une recherche collective et plus approfondie.



Pourquoi la langue anglaise mérite-t-elle un examen particulièrement attentif ? Avant tout, croyons-nous, parce que des notions historiques absolument fausses ont encore cours aujourd'hui dans l'enseignement officiel sur les origines et la formation de l'anglais moderne après la conquête normande. La vieille légende subsiste encore d'une aristocratie normande qui pendant des centaines d'années ignora l'anglais et continua de parler français, vivant en vase clos, sans

contact direct avec la population anglaise. Et, nous semble-t-il, c'est sur la base de cette légende qu'a été bâtie cette « théorie du croisement », cette idée de la fusion de deux langues pour en former une troisième, dont on a prétendu que l'anglais moderne fournissait la plus parfaite illustration. De cette légende comme de cette théorie, Staline a fait justement litière, et il est indispensable de se référer à lui dès le départ.

Examinons d'abord cette légende. Il est assez piquant de constater que de pseudo-marxistes s'en étaient emparés pour bâtir, eux, une théorie selon laquelle il existe des langues de classe.

On se réfère, écrit Staline, au fait qu'à une époque donnée, en Angleterre, les féodaux anglais ont parlé le français « durant des siècles », alors que le peuple anglais parlait la langue anglaise, et l'on voudrait en faire un argument en faveur du « caractère de classe » de la langue et contre la nécessité d'une langue commune à tout le peuple. Mais ce n'est point là un argument, c'est plutôt une anecdote. Premièrement, à cette époque, tous les féodaux ne parlaient pas le français, mais seulement un nombre insignifiant de grands féodaux anglais à la cour du roi et dans les comtés. Deuxièmement, ils ne parlaient pas une « langue de classe » quelconque, mais la langue française ordinaire, commune à tout le peuple français. Troisièmement, on sait que cet engouement de ceux qui s'amusaient à parler la langue française a disparu ensuite sans laisser de trace, faisant place à la langue anglaise commune à tout le peuple. Est-il possible de penser que les féodaux anglais et le peuple anglais se sont « durant des siècles » expliqués au moyen d'interprètes, que les féodaux ne se servaient pas de la langue anglaise, qu'il n'existait pas alors de langue anglaise commune à tout le peuple, que la langue française était alors en Angleterre quelque chose de plus qu'une langue de salon, uniquement employée dans le cercle étroit de la haute aristocratie anglaise ? Comment peut-on, sur la base de tels « arguments » anecdotiques, nier l'existence et la nécessité d'une langue commune à tout le peuple [1] ?

Le fait est, pourtant, que cette légende a la vie dure. Nous n'en voulons pour preuve que sa survivance jusque dans l'ouvrage, si remarquable par sa méthode et par la qualité nuancée de ses analyses, qu'a publié M. Fernand Mossé sous le titre d'*Esquisse d'une Histoire de la Langue Anglaise.* « Pendant deux siècles, écrit-il, le français demeura la langue des classes supérieures » [2], alors que quelques lignes plus loin, il énumère lui-même nombre de faits qui contredisent cette affirmation.

Cent onze ans après la conquête [c'est nous qui soulignons. P. M.], écrit-il, un témoin pouvait écrire que, par suite des mariages, les deux nations se sont si bien mêlées que, parlant d'hommes libres, il est presque impossible de dire si quelqu'un est d'origine anglaise ou normande (*Dialogus de Scaccario*, dans Stubbs, *Select Charters* (1881), p. 168) [3].

Et nous ne pouvons nous empêcher de supposer que les « classes supérieures » doivent plus ou moins s'identifier avec ces « hommes libres ».

Il ne semble même pas indispensable de se baser sur des témoignages aussi tardifs que ce dernier pour se convaincre de l'absurdité de cette légende. Il convient évidemment de se reporter aux quelques documents qui subsistent de la période immédiatement consécutive à la Conquête. Certes, ils sont peu nombreux et leur nature appelle certaines réserves critiques que nous serons amenés à formuler. Il est remarquable que cette période assez mystérieuse, mais pourtant si importante, ait été si peu l'objet d'études scientifiques et impartiales. Il n'existe, à notre connaissance, qu'un seul ouvrage de ce genre, et il semble que, par esprit de routine, parce que ce livre contredisait manifestement les théories offi-

---

1. Staline : *A Propos du Marxisme en Linguistique.* Editions de la Nouvelle Critique, p. 23.
2. P. 60. Ed. I.A.C., 1947.
3. *Op. cit.*, p. 61.

cielles, on ne lui ait pas accordé toute la publicité et toute l'autorité qu'il mérite[1]. Il s'agit d'une thèse présentée en 1921 devant l'Université de Pensylvanie par Percy Van Dyke Shelly sous le titre : *English and French in England*, 1066-1100.

Parce que cette thèse repose sur un examen minutieux des faits connus et des témoignages, et parce qu'elle témoigne d'un effort scientifique de compréhension, elle s'élève à un niveau idéologique tel qu'elle illustre de façon étonnante certaines des idées importantes de Staline. Nous croyons utile, non seulement pour en finir avec cette légende, mais aussi parce que certains passages ont une grande importance pour la suite de cet exposé, de traduire à peu près *in extenso* la conclusion que Percy Van Dyke Shelly donne à son excellent ouvrage :

La présente étude des rapports entre les peuples français et anglais et entre leurs langues dans l'Angleterre de 1066 à 1100, étude fondée sur un nouvel examen des sources, a eu, nous l'espérons, pour résultat essentiel de placer notre connaissance de ces rapports sur une base historique légèrement plus précise. Presque tout ce qu'on a écrit jusqu'ici sur ce sujet ne commence à étudier les choses qu'à partir du milieu du XIIe siècle et éclaire l'état de la société anglaise et l'importance du français après que le pays eût subi une nouvelle influence française grâce à l'avènement de Henri II et d'Eléonore d'Aquitaine. Quant à la période antérieure, où les effets de la conquête elle-même sont plus clairement visibles, force nous a été dans le passé de dépendre surtout des spéculations sur ce que les faits linguistiques *ont dû être* [c'est l'auteur qui souligne] plutôt que sur les faits réels. Notre but a été de rassembler les témoignages spécifiques sur les conditions propres à la période antérieure, et, bien qu'il faille avouer que nous ayons encore à faire en gros à des probabilités plutôt qu'à des certitudes, il semble légitime de tirer les conclusions suivantes :

1° Dans l'Angleterre du XIe siècle il n'y avait pas d'unité nationale ni de sentiment national suffisamment développés pour qu'une barrière rigide et ferme séparât les indigènes des étrangers ou entravât la liberté des relations entre les deux peuples.

2° En aucune période consécutive à la conquête, il n'y eut de haine générale des Anglais à l'égard des Normands. Les affirmations de chroniqueurs qui ont donné créance à une hostilité largement répandue de la part des Anglais ont un caractère surtout rhétorique et sont démenties par d'autres témoignages contemporains. Les écrivains modernes ont beaucoup exagéré le sentiment qui pouvait exister et ont utilisé quelques arguments usés, tels que celui tiré de la « Malédiction d'Urse », d'une façon absolument erronée. Un grand nombre d'Anglais, dès 1066, ont accepté avec empressement les conditions nouvelles et ont aidé le roi et sa suite à réprimer les troubles et même les révoltes, à constituer un gouvernement efficace, à codifier et à appliquer la loi, et à réaliser la réforme ecclésiastique.

3° Il n'existait aucun sentiment général de mépris de la part des Normands à l'égard du pays ou du peuple qu'ils avaient vaincu. Les remarques éparses de caractère injurieux qu'émirent quelques Normands pris individuellement sont largement compensées par la manière dont les Normands, dès le début, s'identifièrent au nouveau pays, à son histoire, à ses traditions, à sa vie, et se considérèrent comme des Anglais possédant des terres anglaises, occupant des fonctions anglaises, portant des titres anglais, épousant des femmes anglaises et élevant une nouvelle génération de descendance mixte qui, semble-t-il, apprit souvent l'anglais comme langue maternelle.

4° Malgré ce qu'il a pu exister de haine de la part des Anglais et de mépris de la part des Normands, des contacts et des relations de caractère souvent intime et cordial ont existé entre les deux peuples, dès 1066, dans l'armée, à la cour royale, dans les tribunaux, dans les cours seigneuriales, dans la vie ecclésiastique et monastique de l'époque, dans la vie commerciale des villes, et même dans la vie domestique. La fusion des deux races ne commença pas « dès le début du XIIe siècle, à l'accession au trône de Henri Ier », mais dès 1066. On pourrait même prouver qu'elle avait commencé sous le règne d'Edouard le Confesseur.

5° Dès le début, Anglais et Normands se comprirent, comme ce fut le cas à l'Abbaye de Westminster, lors du couronnement de Guillaume Ier. Les multiples façons dont des individus des deux nationalités entrèrent en contact étroit impliquent l'existence en Angleterre, dès 1066, de nombreuses personnes qui devaient être plus ou moins bilingues. Les circonstances exigeaient et favorisaient l'étude du français par les Anglais et de l'anglais par les Normands... Aucun témoignage ne permet de dire que les Normands trouvaient barbare la langue anglaise ou « se contentaient de la mépriser ». Le cas d'Orderic semble démontrer que des enfants de pères normands apprirent d'abord l'anglais comme langue maternelle, non pas à la fin du XIIe siècle, mais dès 1075. Et le fait qu'il

---

1. Nous tenons à rendre à M. Fernand Mossé cette justice qu'il le cite avec éloge dans sa bibliographie.

y ait eu, de toute nécessité, un grand nombre de personnes bilingues, nous oblige à modifier, sinon à abandonner complètement la vieille théorie selon laquelle « deux langues totalement distinctes étaient en usage dans le même pays, l'une étant celle du conquérant étranger, l'autre celle des indigènes vaincus ». En dernier lieu, en tant que langue écrite durant cette période, l'anglais est plus important que le français, et le résultat de la conquête fut d'accroître l'usage du latin, par opposition au français autant qu'à l'anglais, comme langue du droit, de l'histoire et de la religion [1].

Voilà donc une illustration scientifique de la justesse des enseignements staliniens sur la nécessité d'une langue commune à tout le peuple, et il nous paraît utile que soit détruite la légende sans fondement dont on avait principalement prétendu tirer argument contre Staline.



Il est fort probable que cette légende de la longue coexistence des deux langues après la conquête a largement favorisé la croyance à l'apparition d'une *nouvelle* langue issue des deux autres. Cette croyance imprègne toute la formulation de notre enseignement officiel, et nous verrons que son irréalisme nuit à la compréhension des faits.

Staline en fait justice avec une magistrale lucidité :

Il serait absolument faux de croire que le croisement de deux langues, par exemple, en produit une nouvelle, une troisième, qui ne ressemble à aucune des langues croisées et se distingue qualitativement de chacune d'elles. En réalité, l'une des langues sort généralement victorieuse du croisement, conserve son système grammatical, conserve le fonds essentiel de son vocabulaire et continue d'évoluer suivant les lois internes de son développement, tandis que l'autre langue perd peu à peu sa qualité et s'éteint graduellement.

Par conséquent, le croisement ne produit pas une langue nouvelle, une troisième langue, mais conserve l'une des langues, son système grammatical et le fonds essentiel de son vocabulaire, et lui permet donc d'évoluer suivant les lois internes de son développement.

Il est vrai qu'il se produit alors un certain enrichissement du vocabulaire de la langue victorieuse aux dépens de la langue vaincue, mais cela, loin de l'affaiblir, la fortifie [2].

L'étude de la langue anglaise depuis la conquête normande justifie pleinement cette définition. L'anglais n'a jamais cessé d'être la langue nationale de l'Angleterre.



En dépit de toutes les affirmations en sens contraire, le système grammatical de la langue n'a pas subi d'altération fondamentale. Certes, la vieille déclinaison germanique a disparu dans l'anglais moderne. Mais cela n'est pas un argument très convaincant. Il est, en effet, généralement admis aujourd'hui par tous les historiens de la langue qu'elle avait pratiquement disparu plusieurs décades avant la conquête. Ce dépérissement précoce est la traduction linguistique de l'état d'anarchie, de chaos, de recul général de la culture, qui caractérise la société anglaise dans la première moitié du XIe siècle. Il est d'ailleurs remarquable que les inflexions aient subsisté plus longtemps dans les dialectes du sud, plus évolués. Ce phénomène de chute des inflexions n'est-il pas observable dans toutes les sociétés en voie de décomposition, et l'exemple du latin de la décadence n'est-

1. Pp. 93-95.
2. *Op. cit.*, p. 35.

pas suffisamment probant ? Le fait demeure que cette transformation était complie avant toute pénétration française.

Peut-on dire maintenant, une fois ce premier argument écarté, que la gramaire française se soit substituée à la grammaire anglaise ou se soit combinée ec elle ? Certes, l'ordre direct (sujet, verbe, complément) s'est imposé dans phrase, mais il était la conséquence logique de la chute des inflexions, phénoène antérieur à la conquête. Cela non plus n'a rien de convaincant.

Par contre, une étude même sommaire révèle l'abondance de constructions ermaniques qui n'ont cessé d'exister dans la langue anglaise et qui, nous hésitons pas à le dire, portent intensément en elles la mémoire sous-jacente es inflexions. Que l'on songe à la construction si banale des verbes à double bjet (*The master gave the boy a book*), où, malgré la disparition de l'inflexion, premier complément a toute la force d'un datif. Que l'on songe aux pronoms ersonnels et démonstratifs qui continuent, eux, à se décliner. Et que l'on songe ussi à toutes ces formes, telles que certains passifs de verbes intransitifs, qui ont intraduisibles littéralement en français. N'est-il pas vrai que l'étudiant franis qui étudie l'anglais a beaucoup de mal, à ses débuts, à s'assimiler la structure fiomatique de la langue, difficulté qu'il n'éprouve pas dans l'étude d'une autre ngue romane ? C'est tout simplement que la grammaire anglaise, loin d'avoir té *qualitativement* modifiée par la grammaire française, est restée spécifiqueent anglaise.



Mais, prétend-on, il s'agit bien d'une troisième langue, née de la fusion des eux langues en présence, puisqu'elle est un mélange à parties presque égales e vocabulaire normand et de vocabulaire saxon [1].

C'est là ne pas tenir compte de la distinction lucide et fondamentale que taline a établie entre l'ensemble du vocabulaire et son fonds essentiel, et c'est, ar suite, s'interdire de comprendre quoi que ce soit à l'histoire de la langue et 'en dégager le caractère national.

Le fonds essentiel de la langue, c'est tout ce qui exprime la réalité essentielle notre existence et l'action de l'homme sur cette réalité. Il n'est pas niable que fonds essentiel de la langue anglaise moderne soit resté saxon. Si nous prenons n récit d'avant la conquête, sa modernisation peut conserver sans difficulté la lus grande partie du vocabulaire employé. N'est-il pas caractéristique que, dans 'importe quel roman anglais, tout effort de description concrète a pour conséuence un usage particulièrement abondant de mots saxons ?

Il ne nous paraît donc pas niable que les faits révèlent la justesse de l'enseinement stalinien sur la nécessité d'une langue commune à tout le peuple et ur la victoire d'une langue sur l'autre lors de la fusion de deux peuples, la angue victorieuse conservant son système grammatical et le fonds essentiel de on vocabulaire.



Jusqu'à présent, et grâce aux définitions génialement claires de Staline, nous vons pu sans difficulté faire litière des fausses conceptions qui nous empêchaient

1. Malgré la parfaite impropriété du terme, nous préférons conserver ce mot de « saxon » pour ésigner l'élément germanique du vocabulaire, afin d'éviter toute ambiguïté dans l'exposé. Le terme normand », lui aussi, risque souvent d'être impropre dans la mesure où les mots que nous ésignons ainsi sont en réalité d'origine savante et classique.

encore d'avoir une vue exacte des caractères fondamentaux de la langue anglais
Il nous reste à présent à étudier cet extraordinaire enrichissement de la lang
par le vocabulaire français, et c'est là que notre tâche devient plus délicate. I
terrain a été peu défriché par la critique marxiste, et il nous arrivera de risqu
peut-être imprudemment des hypothèses que seule une longue et patiente étu
pourrait vérifier.

Le vocabulaire est, en effet, la partie la plus variable et la plus sensible d
langage. Nous éprouvons un sentiment de stabilité relative quand nous cons
dérons le système grammatical et le fonds essentiel, mais l'évolution rapide c
lente du vocabulaire envisagée dans son ensemble pose fatalement des problèm
liés à l'évolution historique elle-même.

...On ne peut comprendre la langue, écrit Staline, et les lois de son développement que
l'on étudie la langue en relation étroite avec l'histoire de la société, avec l'histoire du peuple auqu
appartient la langue étudiée et qui en est le créateur et le porteur [1].

...La langue, écrit-il aussi, plus précisément son vocabulaire, est dans un état de changeme
à peu près ininterrompu. La croissance ininterrompue de l'industrie et de l'agriculture, du commer
et des transports, de la technique et de la science, exige de la langue qu'elle enrichisse son vocabulai
de nouveaux mots et de nouvelles expressions nécessaires à cet essor [2].

Le linguiste soviétique Serebrennikov, étudiant à la lumière des travau
théoriques de Staline certaines applications trop mécaniques de la méthode hist
rico-comparative, mettait en garde contre une liaison trop schématique entre l
faits historiques, d'une part, et les phénomènes phonétiques et morphologique
d'autre part. Mais, ajoutait-il,

...l'étude du lexique, par contre, admet la possibilité d'une liaison immédiate avec l'histo
des peuples. Dans ce domaine, une chronologie exacte est possible [3].

Il est donc évident que, lorsque nous en venons à étudier ce vaste enrichi
sement de la langue anglaise par le vocabulaire français après la conquête de 10
le recours aux explications historiques devient indispensable.



La plus grave difficulté réside dans le fait que nous ne possédons pratiqu
ment aucun témoignage sur le processus même de cet enrichissement. L'exce
lent ouvrage de Percy Van Dyke Shelly, dont nous avons cité l'importante co
clusion, ne mentionne que les rapports de nation à nation dans l'Angleterre co
quise. Bien plus, les rapports qu'il étudie sont socialement limités de par la natu
même des témoignages qui les révèlent. Il n'est guère question que du compo
tement des classes dirigeantes, féodaux et gens d'Eglise. Deux éléments d'info
mation nous font à peu près défaut. Le premier, c'est le comportement d
classes populaires anglaises à l'égard des conquérants normands. Le second, c'e
la composition numérique et sociale des vagues successives probables d'imm
gration normande.

Le premier point doit retenir notre attention. Nous devons nous garder c
comparaisons trop tentantes entre le XIe siècle et la période moderne, compara

1. *Op. cit.*, p. 28.
2. *Op. cit.*, p. 17.
3. Cité par René L'Hermitte dans son précieux article paru dans la *Pensée* (n° 42-43) : « Après
discussion sur la Linguistique en U.R.S.S. ».

sons largement entretenues par toute une littérature depuis Walter Scott. Nous venons d'indiquer que ces relations cordiales entre Anglais et Normands, dont Percy Van Dyke Shelly nous apporte la preuve, étaient le fait des classes dirigeantes. La tentation est forte de se demander s'il ne s'agit pas là d'un phénomène de « collaboration » propre à ces classes et si, par contre, il n'a pas existé une « résistance » populaire. Répondre catégoriquement par la négative paraît hasardeux. Il ne semble pourtant pas qu'un phénomène important de ce genre se soit produit. La légende de Robin Hood ne paraît devoir être considérée que comme une légende et, ainsi que le souligne M. Fernand Mossé :

> il est piquant de remarquer que le héros qui symbolisera dans l'imagination populaire la révolte saxonne contre l'envahisseur normand porte lui-même le nom français de *Robin* (*Hood*), de même que celle qu'il aime s'appelle *Marianne* [1].

On peut se demander si l'imagination populaire fut même jamais à tel point excitée, et si l'on ne s'obstine pas à déformer les faits à travers les fictions romantiques de Walter Scott.

Ajoutons, pour éclaircir ce point, qu'il existe une autre soi-disant « révolte nationale saxonne » contre Guillaume le Conquérant sur laquelle nous sommes mieux fixés : c'est celle de Hereward the Wake. Nous constatons que dans cette petite guerre, il y avait des combattants normands et saxons dans chaque camp, que Hereward devint après sa défaite un compagnon d'armes de Guillaume et qu'il s'agissait encore moins même d'une révolte que d'une opération de piraterie. Quant à la résistance nationale, on ne saurait vraiment en trouver trace dans cette aventure [2].

Mais le fait le plus frappant n'est-il pas qu'il ait suffi de la petite bataille de Hastings, qui ne semble pas avoir été bien féroce, pour que toute l'Angleterre fût soumise immédiatement au pouvoir de Guillaume ? Tout semble confirmer qu'aucune barrière nationale n'a entravé la bonne intelligence entre vainqueurs et vaincus *à aucun échelon de la société*, et que rien ne s'opposait donc à l'enrichissement de la langue anglaise par le vocabulaire d'un envahisseur qui de bonne heure se déclara lui-même anglais.

C'est, croyons-nous, le grand mérite de Percy Van Dyke Shelly, dépourvu pourtant de toute formation marxiste, d'avoir su trouver dans les faits eux-mêmes et d'avoir su dégager l'explication théorique de cette possibilité. Il s'est courageusement libéré de tout le poids des légendes officielles, et, après une patiente révision des sources et des documents, il a constaté que, dans l'Angleterre du XIe siècle, il n'existait aucun sentiment national, aucune unité nationale qui pût dresser des barrières entre les deux populations. Voilà le fait essentiel, à partir duquel tout devient plus clair, à condition de le confronter avec l'explication générale que nous apportent les maîtres du matérialisme historique. Staline, une fois de plus, sera notre guide lumineux :

> La nation n'est pas seulement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant. Le processus de liquidation du féodalisme et de développement du capitalisme est en même temps le processus de constitution des hommes en nations. Il en va ainsi, par exemple, en Europe Occidentale. Les Anglais, les Français, les

1. *Op. cit.*, p. 62.
2. Voir Percy Van Dyke Shelly, *op. cit.*, pp. 23 et 45.

Allemands, les Italiens, etc..., se sont constitués en nations alors que s'effectuait la marche victorieuse du capitalisme qui triomphait du morcellement féodal [1].

Il va de soi qu'aucune bourgeoisie, en tant que classe constituée, n'existait dans l'Angleterre du XI[e] siècle, et par suite, aucune revendication d'un marché national unifié (« Le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme », nous rappelle Staline [2]). L'idée de nation, le sentiment même de nation ne pouvaient avoir alors que peu de force. Et ce n'est que dans de telles conditions que l'absorption par la langue des vaincus d'une portion aussi abondante du vocabulaire des vainqueurs peut devenir pour nous parfaitement compréhensible et normale [3].



Après avoir essayé de comprendre pourquoi la langue des vaincus avait manifesté une telle pénétrabilité au vocabulaire des vainqueurs, nous voudrions tenter de définir la nature de cet apport et aussi de l'expliquer. C'est encore Staline qui nous fournira une base de recherche et un critère d'explication :

> La langue, écrit-il, est liée directement à l'activité productrice de l'homme, et pas seulement à l'activité productrice, mais à toutes les autres activités de l'homme dans toutes les sphères de son travail, depuis la production jusqu'à la base, depuis la base jusqu'à la superstructure [4].

C'est donc, nous semble-t-il, le caractère spécifique original de l'activité de chaque apport de population qui a favorisé sa contribution propre au patrimoine commun du vocabulaire.

Nous sommes peu renseignés, la remarque en a été faite précédemment, sur la composition des vagues successives d'immigration normande. Un fait est certain, toutefois ; c'est que cette population nouvelle ne comprenait pas exclusivement des soldats, féodaux ou mercenaires. Nombre de ces derniers devinrent fermiers, et il vint aussi de Normandie jusqu'à des paysans. Mais la production essentielle de l'Angleterre du XI[e] siècle était justement agricole, et la population paysanne, la classe sociale la plus largement productrice, dut rester longtemps saxonne dans sa masse. Il est probable que les nouveaux paysans normands, quel qu'ait été leur nombre, ont été les plus prompts à se fondre dans la population indigène et à parler sa langue. Ils n'apportaient, en effet, rien de neuf à désigner, ni instruments de production, ni produits nouveaux, ni méthodes nouvelles. Aujourd'hui encore, le vocabulaire de la campagne est resté fondamentalement germanique. Nous irons même jusqu'à prétendre que c'est parce que le gros de la population saxonne s'adonnait à l'activité productrice principale que l'anglais a sans doute triomphé du français et maintenu son système grammatical et le fonds essentiel de son vocabulaire. Et tout le vocabulaire saxon porte la marque de la vie quotidienne et du travail ; il exprime l'action de l'homme sur les choses, il est concret et admirablement descriptif.

---

1. J. STALINE : *Le Marxisme et la Question Nationale*, p. 17 (Éditions en langues étrangères, Moscou, 1946).
2. *Ibid.*, p. 17.
3. Au contraire, l'existence d'une nation et d'un sentiment national, tels que les définit Staline, rend le vocabulaire d'une langue peu perméable aux pénétrations étrangères dans des circonstances comparables. L'occupation allemande n'a guère laissé de germanismes dans notre langue et la colonisation américaine n'affecte guère que le jargon marginal d'une fraction cosmopolite de la bourgeoisie.
4. STALINE : *A propos du Marxisme en Linguistique*, p. 17.

Mais il serait faux d'établir des catégories absolues. S'il est vrai que le vocabulaire de la terre et du travail paysan, principale activité productrice à l'époque, s'est peu enrichi ou renouvelé au contact des Normands, pour la simple raison que ces derniers n'ont rien introduit de nouveau dans la production agricole, il n'en est pas de même dans d'autres domaines.

Les conquérants, maîtres du sol anglais, s'y installèrent solidement. Féodaux séculiers et féodaux ecclésiastiques furent de grands bâtisseurs de châteaux, d'églises, de monastères, d'écoles, voire de bourgs entiers. Les réalisations saxonnes dans l'art de la construction avaient été assez primitives, et le chaos politique d'avant la conquête n'avait guère favorisé cet art. Les seigneurs français firent venir de Normandie un grand nombre de maçons et de charpentiers, et l'on peut dire que l'apport de ces hommes dans la production anglaise était quelque chose de neuf et d'exemplaire. Il n'est donc pas surprenant qu'une grande partie du vocabulaire de l'architecture, de la construction, de la charpente soit un vocabulaire d'importation française (par exemple, entre beaucoup d'autres, les mots *mason*, *carpenter*, *trowel*, *mortar*, *foundations*, *basement*, *to design*, etc.). Toutes sortes d'autres artisans, venus de Normandie, joailliers, fourreurs, cuisiniers, barbiers, forestiers, veneurs, bouchers [1], etc..., apportèrent, avec l'enrichissement d'une civilisation plus évoluée, celui d'un vocabulaire indispensable pour décrire des métiers encore primitifs.

Et avec eux vinrent des marchands, beaucoup de marchands [2] qui s'établirent dans les villes et dont le rôle fut considérable, non seulement parce qu'ils imprimèrent à l'économie anglaise une marque nouvelle et décisive pour l'avenir, mais aussi parce que leur activité presque neuve dans un tel pays introduisit dans la langue tout un vocabulaire nécessaire et nouveau. Ils constituèrent très probablement, de par leur métier même, un ferment d'assimilation rapide entre les deux populations. On ne peut que déplorer l'absence de documents qui pourraient nous faire mesurer toute l'importance de leur rôle social et linguistique. Retenons le fait que le mot *trade*, mot normand par son origine, s'est phonétiquement si vite naturalisé dans la langue anglaise, qu'il est entré dans le fonds essentiel [3].



Mais la classe dominante après la conquête était la féodalité normande. Si, comme nous l'avons vu, et contrairement à certaine légende, elle apprit assez vite la langue des vaincus, si elle contracta assez vite des mariages dans le pays même, si elle se montra fort conciliante avec l'ancienne noblesse saxonne, elle n'en demeura pas moins l'élément principal de la classe dirigeante féodale, et, du seul fait qu'elle était la classe dirigeante, ses rapports avec les autres couches sociales de la nation étaient des rapports antagonistes. La monarchie saxonne était peu

1. Nous voudrions ici hasarder une hypothèse. On se rappelle le fameux chapitre d'IVANHOE, auquel nous faisons, d'ailleurs, sans cesse plus ou moins allusion, et qui semble avoir influencé la croyance traditionnelle à une opposition durable entre Saxons et Normands. La base de l'argumentation de Walter Scott, c'est le fait que l'animal sur pied, élevé par le serf saxon, porte un nom saxon (*ox*, *calf*, *sheep*, *pig*) et qu'il prend un nom normand lorsqu'il arrive sous forme de viande sur la table de l'oppresseur normand (*beef*, *veal*, *mutton*, *pork*). Pourquoi chercher là le signe d'un antagonisme ? N'y aurait-il pas lieu simplement d'y voir l'influence des bouchers plus experts qui faisaient partie de la retinue des seigneurs normands ?

2. Voir Percy VAN DYKE SHELLY, *op. cit.*, pp. 68-70.

3. Un tel phénomène qui, nous le verrons, n'est pas unique, s'était produit dès avant la conquête pour certains mots latins d'importation que la nécessité d'un constant usage a vite saxonnisés : *cheese*, *dish*, *street*, *wall*, *tile*, etc...

solide au début du XIe siècle, et la situation politique assez anarchique. Guillaume, au contraire, et ses successeurs constituèrent un Etat fortement organisé dans lequel la monarchie joua un rôle plus prépondérant que dans les royaumes féodaux du Continent. Il est donc compréhensible que le nouvel appareil d'Etat impressionnât la population, et que le vocabulaire qui le décrivait dans la langue des conquérants s'introduisît massivement dans la langue anglaise. Presque tout le vocabulaire de l'administration et des institutions juridiques et politiques est normand. Ce pouvoir était fondé sur la force militaire, et un nombre croissant de termes du vocabulaire de l'armée ont une origine française. Pas tous cependant, et une étude fort utile mériterait d'être faite sur la question de savoir pourquoi, par exemple, certains noms d'armes (*spear*, *sword*, *sheath*, *bow*, etc...) sont demeurés saxons au milieu de tant d'autres noms introduits par la chevalerie française. Une telle étude éclairerait, nous en sommes sûrs, d'un jour curieux la stratégie médiévale, la composition sociale successive des armées et la nature des rapports entre l'ancienne féodalité saxonne et la nouvelle féodalité normande. Non moins important fut l'apport du vocabulaire décrivant la vie quotidienne de la classe dominante, mobilier, costume, fêtes, chasse, cuisine, etc..., et cela est aisément compréhensible, puisqu'il introduisait l'expression de réalités nouvelles correspondant au niveau d'une civilisation plus évoluée.

Enfin et surtout peut-être, il convient de considérer l'apport déterminant de vocabulaire normand dans le langage de la culture intellectuelle. Cet apport nous semble s'expliquer de deux façons qui ne sont pas absolument distinctes. D'une part, en effet, le clergé normand, organisé féodalement, s'empara, aussi bien sur le plan temporel que sur le plan spirituel, de l'église anglaise existante, qui sombrait dans l'ignorance et l'anarchie, à de rares exceptions près. Tout en vivant côte à côte en fort bonne intelligence avec l'ancien clergé anglais, il le domina sans peine et introduisit une vaste réforme religieuse qui redonna vie à la puissance ecclésiastique. Il avait donc entre les mains les instruments de l'enseignement et de la culture, et il est donc normal que la langue littéraire anglaise soit encore aujourd'hui tout imprégnée de vocabulaire normand et de latinismes. D'autre part, seule la classe dirigeante, la classe des féodaux, avait, avec le clergé, accès à la culture ; et jusqu'à la fin de la guerre de Cent Ans, qui l'insularisa définitivement en la dépouillant de ses possessions continentales, la féodalité anglaise fut profondément influencée par la culture française. La masse du peuple était ignorante, et lorsqu'une bourgeoisie s'en dégagea et accéda à son tour aux choses de l'esprit et aux idées générales, elle trouva un instrument d'expression, anglais certes par le système grammatical et le fonds essentiel, mais émaillé d'un nombre extraordinaire de termes abstraits et d'expressions savantes directement calqués sur les mots français, et dont la plupart ont subsisté jusqu'à nos jours, s'imposant de plus en plus à la langue de tout le peuple à mesure que la culture se répandait. Sans vouloir anticiper sur la suite de cet exposé, nous voudrions attirer l'attention sur un fait important que remarquait Engels, il y a un siècle, avec beaucoup de perspicacité [1]. C'est que la bourgeoisie anglaise au pouvoir, jusqu'en plein XIXe siècle, eut tendance à considérer la culture comme un luxe aristocratique réservé respectueusement à la noblesse. Nous pouvons donc aller jusqu'à dire que tout ce vocabulaire normand d'usage littéraire est fortement marqué, dès l'origine, par l'aristocratie féodale, par la classe des propriétaires fonciers.

---

1. Karl MARX et Friedrich ENGELS : *Etudes Philosophiques*, pp. 106-107. Editions Sociales, Paris, 1951.

Qu'on nous entende bien ; il ne s'agit nullement ici d'une « langue de classe », mais d'un apport à la langue commune d'un *vocabulaire* dont l'origine nationale se confond avec le caractère de classe dans une large mesure. C'est un phénomène que Staline a décrit avec clarté :

> ...Les hommes, les divers groupes sociaux et les classes sont loin d'être indifférents envers la langue. Ils s'attachent à l'utiliser dans leur intérêt, à lui imposer leur vocabulaire particulier, leurs termes particuliers, leurs expressions particulières. Sous ce rapport, se distinguent particulièrement les couches supérieures des classes possédantes qui se sont détachées du peuple et qui le haïssent : l'aristocratie nobiliaire et les couches supérieures de la bourgeoisie [1].

Il convient, d'ailleurs, dans cet énorme apport de vocabulaire normand, d'être extrêmement nuancé dans l'appréciation. Le critère de cette appréciation doit, nous semble-t-il, résider dans le souvenir constant que le fonds essentiel de la langue est saxon. La vitalité de ces mots normands, dans la langue commune à tout le peuple, est variable en fonction de leur adaptation phonétique à ce fonds essentiel ; et cette adaptation phonétique, cette naturalisation, est fonction elle-même de leur usage plus ou moins fréquent dans l'expression de la réalité quotidienne. Il est évident que des mots tout imprégnés de réalité féodale, *banner*, *mansion*, *sovereign*, etc..., ne se situent pas sur le même plan que des mots comme *to rob*, *nice*, *chair*, *pen*, que l'usage quotidien et l'évolution phonétique a anglicisés au point de les assimiler au fonds essentiel. Sur un autre plan encore se situe l'énorme apport de mots abstraits et de termes savants qu'ont introduit les classes dirigeantes, aussi bien après la conquête que dans l'ivresse humaniste de la Renaissance, et qui s'est imposé à la pensée anglaise de façon si totale, si exclusive qu'un grand nombre de mots abstraits saxons ont de bonne heure définitivement disparu pour céder le pas à leurs équivalents normands ou classiques. C'est ainsi, pour donner un exemple, qu'*undeadliness* a été balayé par *immortality*. Certes, le phénomène n'est pas général ni absolu, et de nombreux doublets subsistent. Mais il est remarquable que dans ce dernier cas, le mot normand ou classique a un caractère plus abstrait ou plus savant que le mot saxon. Comparons *heaviness* et *ponderousness*, *coldness* et *frigidity*, etc...

Nous sommes donc amenés à effectuer une distinction nette entre les mots normands qui se sont saxonnisés au point d'être devenus presque inséparables du fonds essentiel et tout le vocabulaire qui, pour des raisons sociales ou culturelles, conserve dans la langue anglaise son aspect spécifiquement normand ou classique.

La question se pose maintenant de savoir s'il n'y a pas eu dans l'histoire de la langue une différence d'évolution entre les deux masses principales de vocabulaire, et de chercher à cette différence des raisons historiques [2].

Or cette différence d'évolution existe. Si les deux vocabulaires continuent à subsister côte à côte, et en liaison étroite, dans l'anglais moderne, il apparaît néanmoins que le vocabulaire normand ou classique tend à devenir légèrement archaïque et figé, et qu'il n'évolue plus, qu'il n'a pas la vigueur et la vitalité du vocabulaire saxon. Pourquoi ?

---

1. STALINE : *A Propos du Marxisme en Linguistique*, p. 20.
2. Peut-être s'étonnera-t-on qu'au cours de cet exposé il ne soit pas fait mention de faits sans doute importants comme la diversité des idiomes français introduits en Angleterre ou la prééminence graduelle de l'anglais de Londres. Mais nous voulons nous limiter ici aux traits essentiels, qu'il s'agit justement de définir, et non point, dans un travail aussi bref, faire même à vol d'oiseau l'histoire proprement dite de la langue.



Quel est, en d'autres termes, le fait essentiel qui a maintenu et renforcé, malgré l'abondance envahissante du vocabulaire normand, le caractère saxon du fonds essentiel de la langue et sa prééminence constante ?

Ce fait essentiel, c'est l'apparition du sentiment national, ayant pour base l'essor précoce de la bourgeoisie anglaise.

Dès le XIVe siècle, l'exportation massive de la laine vers le marché flamand favorise en Angleterre la constitution d'une classe marchande prospère, remuante et ambitieuse. De puissantes Guildes se constituent. Ce sont elles qui, dès cette époque, élisent le Maire de Londres. La mise au pas relativement rapide des grands féodaux par la monarchie anglaise crée un climat de paix intérieure favorable aux affaires et permet à cette bourgeoisie de prendre un tel essor que le marché et l'industrie des Flandres (sans cesse déchirées par les conflits sociaux et politiques) sont rapidement à sa merci. Bien plus, les difficultés dues à la Guerre de Cent Ans provoquent en Angleterre la naissance d'une industrie lainière vite exportatrice et bientôt prédominante. De nouvelles techniques surgissent. N'oublions pas que, dès le XVe siècle, les mines de charbon sont exploitées.

L'appui que les marchands accordèrent à la couronne contre toutes les tentatives des barons leur permit d'introduire de bonne heure dans les institutions des formes parlementaires qui furent le cadre politique de leur aspiration au pouvoir. Et dès la première moitié du XVIIe siècle, alors que dans toute l'Europe les diverses bourgeoisies, moins évoluées, se pliaient au joug des monarchies absolues, la bourgeoisie anglaise s'apprêtait à abattre le pouvoir royal, son allié d'hier devenu le dernier obstacle à son accession à la suprématie politique.

Mais la bourgeoisie ne pouvait y accéder par ses seuls moyens, même intimement alliée, comme elle l'était, à la *new gentry*, cette petite noblesse campagnarde qui commercialisait sa production agricole. Par l'intermédiaire de cette dernière, elle s'assura les bras et les armes de la paysannerie libre (les *yeomen*), et elle souleva derrière elle-même la masse populaire des artisans. Divers facteurs facilitèrent cette alliance. Tout d'abord, certes, une haine économique commune, pour des raisons diverses, des privilèges de l'aristocratie foncière et de l'Eglise féodale. D'autre part, en cette période d'industrie prospère, mais de caractère encore artisanal ou tout au plus manufacturier, la coupure était encore peu profonde entre bourgeoisie et peuple. Tous deux vivaient côte à côte, ils parlaient la même langue populaire et non le langage affecté de l'aristocratie royale. L'historien soviétique Kosminski, spécialiste de l'économie agraire anglaise au Moyen Age, dans un remarquable article sur *la Formation de la Nation anglaise* [1], insiste à juste titre sur ce point :

> On peut parler d'une communauté de culture à cette époque. La bourgeoisie et la new gentry qui était son alliée n'avaient pas rompu leurs liens avec le milieu populaire dont ils étaient issus depuis si peu de temps. L'esprit révolutionnaire qui leur avait permis de devenir les classes dirigeantes de la révolution bourgeoise n'était pas encore éteint. Les grandes œuvres de la culture nationale de cette époque tirent leur force d'une source authentiquement populaire.

---

1. Traduit en anglais dans l'*Anglo-Soviet Journal*, vol XIII, number 2, Summer 1952, p. 22.

Mais cet esprit révolutionnaire lui-même, pour devenir une force matérielle, pour pénétrer les masses, devait prendre une forme idéologique et passionnelle qui soulevât la nation. Or, pour des raisons aussi bien économiques que nationales et politiques, communes à la majorité de la population,

> toute lutte contre le féodalisme devait à l'époque revêtir un déguisement religieux et être dirigée en premier lieu contre l'Eglise [1].

La bourgeoisie anglaise sut exprimer ses aspirations révolutionnaires sous une forme idéologique originale et profondément populaire qui devait laisser des traces ineffaçables dans l'histoire comme dans la langue de l'Angleterre : le puritanisme. Cet élan religieux calviniste, qui traduisait de vieilles passions nationales du peuple anglais, tendait à donner une constitution démocratique à la foi, à la religion et à la nation elle-même. C'est à la faveur de cette communion idéologique et émotionnelle que la bourgeoisie entraîna les masses et assura sa victoire.

Or, depuis des générations, un livre alimentait cette ardeur révolutionnaire, un livre dont les publications successives étaient elles-mêmes des actes politiques. Ce livre, c'était la traduction anglaise de la Bible, dont la plus importante, celle de 1611, a marqué la langue anglaise d'un caractère indélébile. Ce livre, écrit dans la langue populaire, cette épopée d'un peuple élu et d'un Dieu national, ce livre qui pendant plusieurs siècles a été le plus lu en Angleterre, le plus médité, le plus aimé, le plus cité, ce livre le plus authentiquement issu de la nation, témoigne de la vitalité triomphante du vocabulaire saxon, du vocabulaire qui exprime l'action de l'homme sur les choses, l'action de la classe montante qui s'assure la maîtrise de la production.

Il semble que le caractère national, sur le plan culturel et même linguistique, de la révolution puritaine ne soit pas resté tout à fait inconscient. Dans un manifeste des *Diggers*, secte apparentée aux fameux *Niveleurs*, nous voyons revendiquer la restitution de la terre au peuple anglais ; et cette revendication s'appuyait sur le fait que « Guillaume le Conquérant avait ravi aux Anglais leur droit d'aînesse et les avait réduits au service de sa personne et de ses soldats normands » [2]. Ils considéraient donc la guerre civile et la prise du pouvoir par la bourgeoisie comme une reconquête nationale de l'Angleterre [3].

Il convient, certes, de se garder de toute outrance systématique. Si la Bible de 1611 est, sur le plan littéraire et linguistique, un moment culminant de la culture anglaise la plus purement nationale, si elle a confirmé, en fixant la langue [4], la prééminence robuste du vocabulaire saxon, elle n'hésite jamais à recourir à toute la richesse d'expression des mots normands, toutes les fois qu'ils sont nécessaires, et ce dosage harmonieux renforce le caractère national de ce grand livre [5].

---

1. Fr. ENGELS : *Etudes Philosophiques*, p. 97.
2. Cité par A.-L. MORTON : *A people's History of England*, p. 250. Lawrence and Wishart, 1948.
3. C'est sous le régime de Cromwell que commence dans les Universités l'étude du vieil anglais.
4. Swift écrivait en 1712 : « Sans la Bible et le Livre de la Prière Commune écrits en langue vulgaire, nous ne pourrions comprendre quoi que ce soit à ce qui a été écrit chez nous il y a un siècle.... car ces livres, qu'on ne cesse de lire dans les églises, se sont révélé être une sorte de modèle (*standard*) de la langue, surtout pour le peuple. »
5. M. F. Mossé écrit, *op. cit.*, p. 206 : « On estime que le pourcentage des mots indigènes qui est de 94 % dans la Bible de 1611, de 90 % dans les œuvres de Shakespeare, de 88 % chez Tennyson, ne descend qu'à 72 % pour Johnson et 70 % pour Gibbon ».

Comment pourrait-il en être autrement ? Nous avons vu comment, pour des raisons historiques et économiques, il s'était produit une sorte de spécialisation des deux vocabulaires. Même dans l'expression de certaines activités concrètes, les mots normands ont de bonne heure constitué un acquis irremplaçable, et le long monopole culturel de la féodalité rend ces mots encore plus irremplaçables dès qu'il s'agit de manier des idées générales. Mais entre les cas extrêmes où il n'existe qu'un seul mot, soit saxon, soit normand, pour exprimer une chose, la langue anglaise présente une richesse extraordinaire de doublets. La plupart ont subsisté avec ténacité. Mais dès la révolution bourgeoise qui a fixé les tendances nationales de la langue, on peut observer une différenciation croissante entre les termes jumeaux. Les nuances de sens et d'usage deviennent plus nettes, et le terme normand tend de plus en plus à revêtir une acception soit plus abstraite [1], soit plus littéraire, et de ce fait très souvent plus proche du sens étymologique latin [2]. Ce sont là ces « faux amis » que nos élèves trouvent si redoutables. Ces mots n'évoluent plus et se contentent de survivre, avec persistance, d'ailleurs [3].

Et c'est ce double caractère de cette masse particulière du vocabulaire normand qui est très frappant : un arrêt de l'évolution à mi-chemin de l'archaïsme, et une persistance traditionnelle et tenace. Le sort de ce vocabulaire ressemble étrangement à celui de l'aristocratie foncière britannique. Engels remarquait avec humour que

> la loi anglaise continue à exprimer les relations économiques de la société capitaliste dans cette langue barbare de la féodalité qui correspond à la chose à exprimer comme l'orthographe anglaise correspond à la prononciation anglaise [4].

Il semble que le sort de toute cette partie si curieuse du vocabulaire normand reflète avec fidélité ce caractère de compromis par lequel se sont toujours traduites les luttes de classes en Angleterre. Si, dès le xvᵉ siècle, beaucoup de marchands sollicitent leur anoblissement (phénomène qui prit une croissante extension sous les Tudors), la Restauration de 1660 et la révolution dynastique de 1688 furent par excellence le compromis entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie marchande. En même temps que les propriétaires fonciers plaçaient de plus en plus leurs revenus dans des entreprises industrielles et commerciales, les négociants et les banquiers s'efforçaient de posséder des domaines qui leur conféraient une dignité sociale consacrée par la tradition. N'est-ce pas un tel compromis que reflète toute cette masse étrange de vocabulaire normand, à la fois figée et vivace ? Elle demeure un luxe aussi cher et respectable que les titres nobiliaires et les fastes d'un couronnement. Ajoutons qu'elle survivra dans une large mesure à ces derniers, par suite de la pauvreté, historiquement déterminée et accrue, du vocabulaire saxon en termes propres à exprimer les idées abstraites.

L'histoire de la langue et de la littérature montre néanmoins que cette masse de vocabulaire d'origine française et classique, masse qui constitue, nous indique M. Fernand Mossé, les trois cinquièmes du lexique total (il s'agit, bien entendu, de masse et non de fréquence) a toujours été sentie comme un enri-

---

1. Que l'on compare, par exemple, *dark et sombre, white et blank, ripeness et maturity*, etc...
2. Par exemple, *infant, to resume, comprehensive*, etc...
3. Il est intéressant de constater que dès le début du xviiᵉ siècle paraissent plusieurs dictionnaires de « mots difficiles ». Voir Fernand Mossé : *op. cit.*, pp. 134-135.
4. *Etudes Philosophiques*, p. 102.

chissement, certes précieux, mais ne pouvant en aucun cas se substituer au fonds essentiel. L'histoire du vocabulaire présente une succession de révoltes contre les vagues de gallomanie, révoltes coïncidant toutes avec des mouvements démocratiques et nationaux contre des tentatives réactionnaires. C'est ainsi que la Révolution de 1688 a balayé avec l'absolutisme des Stuarts la gallomanie d'une cour d'émigrés. Une remarque assez curieuse s'imposerait d'ailleurs à ce sujet et mériterait, nous semble-t-il, une étude plus poussée. En 1685, un certain nombre de protestants français, chassés par la révocation de l'Edit de Nantes, passèrent en Angleterre et reçurent un accueil chaleureux de la bourgeoisie anglaise. Leur influence culturelle et même linguistique ne semble pas exclue. La dialectique de l'histoire semble avoir ici suscité un intéressant compromis (à chacun ses Français !).

C'est cette même dialectique de l'histoire qui a fait du XVIIIe siècle anglais, siècle du compromis parfait entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie des affaires, le siècle de l'équilibre harmonieux des divers éléments du vocabulaire : ce fut l'âge classique.

La situation change au XIXe siècle. L'équilibre est définitivement rompu. La révolution industrielle a suscité la puissance du capitalisme moderne. Le rejet des *Corn Laws*, la fin du protectionnisme agraire marquent le déclin économique et politique de l'aristocratie foncière et la relèguent au second plan. La bourgeoisie a le champ libre. Romantisme et réalisme, exprimant ce progrès dans leurs registres très divers, accordent souvent en pleine conscience la prééminence au vocabulaire le plus populaire et le plus national.

La concentration capitaliste suscite à son tour la formation d'un vaste prolétariat urbain dont l'importance et les luttes n'ont cessé de s'amplifier. Le XXe siècle a vu se constituer un puissant mouvement syndical, un fort parti travailliste et, plus récemment, un jeune Parti communiste, encore bien faible, mais qui porte en lui les forces de l'avenir. Mais cette classe ouvrière, pourtant vaste et agissante, s'est longtemps laissé diviser et affaiblir par cette politique de l'Etat rentier, parasite du monde, que définissait clairement Lénine. Elle a longtemps accepté de se laisser guider par une aristocratie ouvrière corrompue et opportuniste. Au lieu de s'élever, comme sa puissance le lui permettait, au niveau révolutionnaire, elle s'est embourbée longtemps dans la tradition anglaise du compromis. Déjà en 1858, Engels constatait, non sans amertume :

> Le prolétariat anglais devient de plus en plus bourgeois, si bien que cette nation, la plus bourgeoise de toutes, tend à posséder une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois en même temps qu'une bourgeoisie [1].

Aussi l'apport littéraire et linguistique du prolétariat anglais n'a-t-il encore rien de caractéristique. Dans la mesure bien réduite encore où la classe ouvrière anglaise intervient dans le roman (nous songeons, par exemple, à D. H. Lawrence), la prédominance du vocabulaire saxon est manifeste.



Il est bien téméraire de vouloir préjuger de l'avenir. Nous voudrions néanmoins réagir avec force contre la tentation de croire à la disparition même

---

1. Cité par MORTON, *op. cit.*, p. 441, qui attribue par erreur ce texte à Marx. Il s'agit en réalité d'une lettre d'Engels à Marx.

progressive du vocabulaire normand. Aucune langue ne s'appauvrit volontairement, et son intérêt, comme sa tendance naturelle, est, au contraire, de s'enrichir sans cesse. Il convient, d'ailleurs, d'envisager ce développement dans l'avenir sous l'aspect dialectique qu'il semble amené à assumer. Si, d'une part, la classe des producteurs s'élève jusqu'au pouvoir politique et devient la nation, s'il est normal, alors, que la langue par laquelle elle s'exprime soit vigoureuse et populaire, il n'est pas moins normal, d'autre part, que, accédant dans sa masse à l'instruction et à la culture [1], elle manie les idées générales au moyen du vocabulaire qui les exprime le mieux au regard d'une tradition non moins nationale. Sans doute, bien des termes précieux ou inutiles tomberont en désuétude. Mais il y a tout lieu de supposer que la classe ouvrière anglaise, maîtresse de ses destinées, forgera de nouveaux mots, à mesure que la nécessité s'en fera sentir, les uns, concrets, à partir des radicaux saxons, les autres, abstraits, sur le modèle naturel des anciens termes normands ou classiques.

Et nous qui, convaincus de la justesse des enseignements staliniens, devons éviter soigneusement de confondre la langue soit avec la base, soit avec la superstructure, nous voudrions trouver la justification de cette thèse dans les créations les plus récentes de la langue elle-même, dans le vocabulaire technique, directement lié à la production. N'est-il pas remarquable que, depuis un siècle, tous les mots concrets nouveaux de la précoce industrie anglaise ont été forgés à partir du fonds essentiel de la langue (*bogie*, *tram*, *switch*, *film*, *shunt*, *feed-back*, etc...) avec une vigueur telle que ces mots ont envahi les autres langues, alors qu'au contraire, les termes plus abstraits (*television*, *ionization*, *induction*, etc...) sont de formation classique ?

Il n'y a donc pas lieu de s'attendre jamais au moindre bouleversement dans la langue, en dehors de ces fluctuations de vocabulaire que nous avons indiquées et dont la détermination extérieure ne contredit jamais les nécessités internes du développement.

> L'histoire, en général, écrit Staline, ne fait rien d'essentiel sans que la nécessité ne s'en impose tout spécialement. On se demande quelle serait la nécessité de ce bouleversement linguistique, lorsqu'il a été prouvé que la langue existante, avec sa structure, est, dans ses grandes lignes, parfaitement apte à satisfaire aux besoins du nouveau régime ! [2]



En essayant de présenter dans un certain ordre ces quelques réflexions, nous n'avons pas eu la prétention d'apporter des faits nouveaux. Notre seule ambition a été de reprendre des données générales et élémentaires qu'un enseignement idéaliste ou les tendances trop sectaires de certains déforment parfois. Rien n'est plus indispensable dans la vie d'un chercheur que de faire de temps en temps l'inventaire critique de ses connaissances de base. Nous avons la chance inestimable de pouvoir le faire à la lumière de l'œuvre de ce maître incompa-

---

1. Une récente enquête publiée par le *New Statesman and Nation* révèle qu'il existe dans la démocratique Angleterre un problème des illettrés. La situation scolaire est au moins aussi désastreuse que chez nous.

2. STALINE : *A Propos du Marxisme en Linguistique*, p. 17.

rable du matérialisme dialectique et historique que fut Joseph Staline, et nous n'apprécierons jamais assez les leçons de modestie, de clarté et d'esprit critique qu'il nous donne. Si ce travail élémentaire a pu, grâce à l'apport théorique de Staline, aider nos collègues anglicistes à donner un sens plus clair et une portée plus efficace à leur enseignement, si nous leur avons donné l'envie d'approfondir bien des questions à peine effleurées ici, si à partir de nos erreurs mêmes des vues plus justes se révèlent, ce sera pour nous une justification valable de la présente étude.

Mac carthysme...,

Une histoire circule ici (Washington, D. C.) dans laquelle il est question d'un écureuil rencontrant un lapin. Celui-ci creusait un terrier avec une énergie frénétique. L'écureuil demanda au lapin la raison d'une telle frénésie.

— Mon Dieu ! D'où sortez-vous? dit le lapin. Ne savez-vous pas que Mac Carthy va enquêter le mois prochain sur l'activité de chaque antilope ? Si j'étais vous, frère, je me réfugierais sur l'arbre le plus haut que je pourrais trouver.

— Etes-vous fou ? dit l'écureuil. Je ne suis pas une antilope, et vous non plus.

— C'est vrai, dit le lapin, mais je creuserai quand même. Je ne sais pas comment j'arriverais à *prouver* que je ne suis pas une antilope...

The Advance, journal syndical américain, 15 avril 1953.

CHRONIQUE POLITIQUE

ACTUALITÉ DE LÉNINE

par Roger MAYER

LE trentième anniversaire de la mort de Lénine sera, dans tous les pays, l'occasion d'approfondir, dans les divers domaines, une œuvre dont l'étude quotidienne s'impose aussi bien au dirigeant politique de la classe ouvrière qu'au philosophe et au scientifique.

Lénine, armé de la doctrine scientifique de Marx et Engels, sut, avec une énergie et une ténacité admirables, construire et forger le Parti communiste, en faire l'instrument de la révolution, diriger victorieusement cette révolution, présider aux premières années — et dans des conditions combien difficiles — du premier Etat ouvrier et paysan victorieux, surmontant les périls de l'intervention étrangère, du sabotage, du retard économique et culturel, de l'inexpérience, de la trahison...

Pour forger le Parti, éduquer la classe ouvrière, créer l'Etat nouveau de la dictature du prolétariat, Lénine a élaboré une œuvre théorique immense. Afin de mener la lutte contre la bourgeoisie jusqu'à son terme, — jusqu'à la défaite de la bourgeoisie, — il a combattu l'idéologie de cette classe, l'idéalisme, en intervenant dans le domaine de la philosophie et de la science, en y apportant une contribution essentielle, en continuant ainsi Marx et Engels:

Ce n'est certes pas la première fois qu'un chef d'Etat se trouve être un philosophe et un savant, et aucun homme de culture ne peut s'étonner d'entendre traiter de l'œuvre de Lénine « philosophe et savant » [1]. Mais ce qui est nouveau, c'est que la classe ouvrière, devenue capable d'assurer le pouvoir, ne peut avoir de dirigeant qui ne soit « philosophe et savant ». Ce qui est nouveau, c'est que le Parti de la classe ouvrière ne peut s'abstenir d'intervenir en ces domaines, sous peine de mettre en cause toutes ses possibilités de victoire définitive.

Des livres d'histoire

On doit regarder les ouvrages de Lénine comme des documents historiques qui ont grandement contribué aux luttes révolutionnaires que ce grand homme dirigea et fit triompher. De ce point de vue, on ne peut isoler l'apport théorique de Lénine de la méthode polémique implacable de tous ses ouvrages. Dans la lutte, l'esprit de parti est aussi un facteur théorique important.

Il faut lire ces ouvrages en se reportant à l'époque à laquelle ils furent écrits et examiner quels résultats les ont suivis. C'est la chance du prolétariat et des peuples soviétiques d'avoir eu pour guide, pour dirigeant, un parti si bien trempé, un parti armé d'une théorie révolutionnaire d'avant-garde, capable de tous les courages et de tous les héroïsmes, un parti prêt à tous les sacrifices dans l'intérêt du peuple et du pays, un parti ayant les attaches les plus étroites avec les larges masses travailleuses.

---

1. C'est le titre de la Conférence de *la Pensée*, faite par Jean Orcel et Henri Lefebvre le 14 janvier sous la présidence de Jacques Duclos.

Grâce au Parti communiste — le Parti bolchévik — la guerre impérialiste de 1914-1918 fut le tombeau du tsarisme et le premier échec sérieux du capitalisme à l'échelle mondiale. La fin de la domination des capitalistes et propriétaires fonciers dans un des plus grands Etats du monde portait en germe toutes les victoires ultérieures du prolétariat dans le monde entier.

La qualité scientifique de la méthode de Lénine s'est révélée par son efficacité même, par les résultats qu'elle a produits : la victoire de la Révolution d'Octobre [1].

Les questions de la guerre et de la paix

C'est dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* que Lénine, pour la première fois, donna une analyse pénétrante de l'impérialisme, de ses contradictions et lois fondamentales.

Lénine, découvrant la loi du développement inégal du capitalisme, faisait la démonstration que le socialisme pouvait vaincre dans un petit nombre de pays, voire dans un seul pays. C'était là une découverte qui bouleversait ce que les marxistes avaient admis jusqu'à ce moment, à une autre étape du développement du capitalisme, avant le stade impérialiste. Apportant la démonstration que l'impérialisme est le stade suprême, ultime, du capitalisme, Lénine apportait ainsi une perspective révolutionnaires aux prolétaires des différents pays, il affermissait leur foi en la victoire de la révolution.

Il faut croire que l'analyse de l'impérialisme, aujourd'hui encore, n'est pas un luxe. Un « théoricien » ne qualifiait-il pas récemment dans le *Figaro,* la structure économique française de « pré-capitaliste », alors qu'elle est typique des contradictions de l'impérialisme, « veille de la révolution sociale du prolétariat ». Jusqu'aux mots mêmes utilisés par les idéologues des classes encore dirigeantes, évoquent l'impérialisme et la putréfaction du capitalisme. Ainsi le « pourrissement » de M. François Mauriac.

A l'attitude des dirigeants faillis de la IIe Internationale qui, en période de crise, de guerre, abandonnent les positions de classe pour réaliser l'union sacrée avec leur bourgeoisie nationale, Lénine oppose le texte du Manifeste de Bâle [2].

Il faut lire et relire ces pages de Lénine, brûlantes de la passion de convaincre et d'entraîner à l'action contre la guerre. Dans cette action devaient se forger les hommes qui, après la première guerre mondiale, contribueront à la naissance des partis communistes. Grâce à l'existence d'un véritable parti révolutionnaire, cette action allait, en Russie, aboutir à la victoire de la classe ouvrière.

Les pages de *l'Impérialisme* (et aussi celles du Manifeste de Bâle), celles de *le Socialisme et la Guerre* et de *la Faillite de la IIe Internationale,* seront utilement rapprochées de l'étude du dernier ouvrage de Staline, *les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.,* dans lequel Staline dégage le caractère du mouvement actuel pour la défense de la paix. Ce mouvement, écrit Staline,

> se distingue de celui qui existait dans la première guerre mondiale et qui, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes [3].

---

1. En particulier lire, parmi les ouvrages de Lénine, ceux que les Editions Sociales ont récemment publiés :
   Notes critiques sur la question nationale et *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* 1 vol., 95 pages : 150 F.
   La faillite de la IIe Internationale. 63 pages : 100 F.
   Le socialisme et la guerre. 48 pages, 90 F.
   L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. 126 pages : 160 F.
   La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky. 112 pages : 180 F.
2. Publié en annexe dans la nouvelle édition de *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme.*
3. Staline : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », dans *Derniers écrits.* Paris, Editions sociales, 1953, p. 126.

Cependant, poursuit Staline, si ce mouvement est capable d'empêcher une guerre donnée, ce qui est bien — et même très bien —, cela ne suffit pas. L'inévitabilité des guerres reste entière :

Pour supprimer l'inévitabilité des guerres, il faut détruire l'impérialisme.

Ce qui rend possible aujourd'hui l'existence d'un mouvement de la paix de cette nature, un mouvement de la paix mondialement organisé et capable de réaliser des objectifs limités (n'a-t-il pas pour beaucoup, par exemple, contribué à l'arrêt de la guerre de Corée ?), c'est tout d'abord que l'Union soviétique a vu son autorité renforcée à l'issue de la seconde guerre mondiale ; c'est ensuite que l'impérialisme, à l'échelle mondiale, a subi une nouvelle et cruelle défaite avec la chute du capitalisme dans toute une série de pays et, en premier lieu, en Chine ; c'est enfin parce que la seconde guerre mondiale a renforcé encore la solidarité des peuples du monde entier, qui ont ressenti dans leur situation matérielle quotidienne et, pour beaucoup d'entre eux, dans leur chair, que la paix est leur bien commun.

L'Etat et la dictature du prolétariat

Entre février et octobre 1917, Lénine apporta au prolétariat une nouvelle découverte qui enrichit la théorie marxiste : il aboutit à la conclusion que la meilleure forme de la dictature du prolétariat n'est pas la république démocratique comme l'avaient cru jusque là les marxistes, mais la République des Soviets [1]. Lénine développa cette découverte dans ses *Thèses d'Avril* et aussi dans le célèbre ouvrage *l'Etat et la Révolution*.

La Révolution triomphe. La société soviétique s'édifie, première instauration pratique de la dictature du prolétariat prévue par Marx et Engels. Les difficultés sont énormes — famine, délabrement économique, intervention militaire des 14 Etats. Pourtant Lénine, tout en se consacrant dans le détail aux tâches pratiques écrasantes, continue son œuvre théorique pour sauvegarder et pousser en avant les conquêtes de la Révolution. Il apporte ainsi au prolétariat international une aide inestimable.

Kautsky, Vandervelde et autres théoriciens de la IIe Internationale s'efforcent à l'étranger de dénaturer la Révolution d'Octobre, le pouvoir soviétique. Ils déforment la théorie de Marx sur l'Etat et sur la dictature du prolétariat. Lénine s'attaque à ces falsifications ; il leur porte des coups puissants et, en même temps, fait avancer la théorie. L'attention de Lénine tient au fait que la dictature du prolétariat est « le principal problème de toute lutte de classe prolétarienne » [2].

La position de Kautsky, démantelée par Lénine, consiste à opposer deux « méthodes » prétendument opposées du socialisme : la méthode démocratique et la méthode dictatoriale. La soi-disant méthode démocratique consiste à cantonner les organisations de masse du prolétariat (les soviets) en dehors de l'appareil d'Etat — et à s'associer à l'appareil d'Etat afin de le modifier et d'affaiblir, peu à peu, puis d'abolir le pouvoir des capitalistes. Lénine n'a aucune difficulté à apporter la démonstration qu'une telle méthode revient à ménager la bourgeoisie, à maintenir — en l'occurrence à renforcer — sa domination. Lénine apporte, textes en main, la preuve que la position de Kautsky est une violation flagrante de l'esprit comme de la lettre du marxisme [3].

---

1. « Le Parti communiste de l'Union soviétique a cinquante ans », *Cahiers du Communisme*, août-septembre 1953.
2. *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, p. 7.
3. Voir à ce sujet la préface d'Engels à *la Guerre civile en France* dont les Editions sociales viennent de donner une édition scientifique.

La dictature du prolétariat, explique Lénine, est *dictatoriale en un sens nouveau :* dictature, pour la première fois, de l'énorme majorité (les travailleurs) sur une minorité infime (les exploiteurs), et *démocratique en un sens nouveau :* démocratie pour l'énorme majorité, qui devient ensuite universalité (quand la société ne comprend plus que des travailleurs).

Le texte de Lénine apparaît très actuel ; l'opposition méthode démocratique-méthode dictatoriale est encore fréquemment utilisée pour détourner la classe ouvrière de sa lutte fondamentale et pour briser son unité. N'est-ce pas Léon Blum qui disait en 1947 aux élèves de l'Ecole Normale Supérieure ?

> Nous avons à gérer honnêtement, loyalement, la société remise entre nos mains, c'est notre devoir de détenteurs du pouvoir ; nous sommes socialistes, nos actes quels qu'ils soient tendent à la transformation sociale et par conséquent à l'aménagement et à l'amélioration qui mènent nécessairement la société capitaliste d'aujourd'hui vers le régime socialiste de demain [1].

C'est la même conception, qui tend à estomper la notion de lutte de classe et même la notion de classe, que l'on retrouve lorsque, pour détourner la classe ouvrière de la lutte nécessaire contre un gouvernement typiquement réactionnaire, on donne l'argument : « Celui-ci ou un autre, peu importe ; l'essentiel, c'est de se préparer aux élections de 1956 ; jusque là nul changement n'est possible ».

Cette position de ménagement des forces réactionnaires a été dénoncée par Lénine, dont les textes apportent ainsi l'éclairage théorique aux problèmes les plus actuels.

Il ne peut pas y avoir de position moyenne ou de position neutre dans les questions de classe. C'est vrai pour le dirigeant syndicaliste qui rompt l'unité ou qui, le 20 août, trahit les ouvriers en grève.

Et lorsque M. Guy Mollet à Strasbourg, évoquant une fois de plus la légende de l'agressivité soviétique, « pièce maîtresse du bourrage de crâne américain qui a été mise en échec » [2], se propose de contribuer à la ratification des accords de Bonn et de Paris, peut-on un seul instant imaginer que ces accords, souhaités par les impérialistes allemands et par la bourgeoisie française dirigeante et impérialiste, soient le moins du monde favorables à la classe ouvrière ?

Car il est vrai, aujourd'hui comme du temps de Lénine, que

> les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires [3].

Nationalisme et internationalisme

Nul guide plus utile que Lénine pour se reconnaître dans ces questions de l'Europe, des Etats-Unis d'Europe, de l'indépendance nationale. C'est en appréciant ces questions d'un point de vue de classe que Lénine aboutit à ses conclusions d'un intérêt permanent.

Les *Notes critiques sur la question nationale* et *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* ont été écrits contre une double tendance : la tendance au chauvinisme

---

1. Léon Blum : « Le pouvoir ouvrier et la révolution sociale », dans la *Revue Socialiste*, nos 38-39, nouvelle série.
2. Résolution du Comité Central du Parti Communiste Français. 23 octobre 1953 (*Cahiers du Communisme*, décembre 1953).
3. Lénine : « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », dans *Œuvres choisies*. Editions de Moscou (en français), tome I, 2e partie, p. 414.

de la part de « socialistes » du pays oppresseur et la tendance à l'émiettement, au repli sur soi, à l'isolement jaloux de la part des socialistes des nations opprimées. La première correspond à l'intérêt de la bourgeoisie des métropoles, qui veut maintenir la surexploitation des ouvriers, de la classe ouvrière.

L'attitude inverse correspond aussi aux intérêts de la bourgeoisie du pays asservi, qui veut se libérer afin de jouer son rôle, mais qui désire se trouver seule avec sa classe ouvrière encore insuffisamment puissante.

Le fil sûr qui permet à Lénine de débrouiller correctement cet écheveau est de poser la question : en faveur de qui ? Ce qui lui permet, en partant dans chaque cas d'une analyse distincte, d'aboutir aux solutions justes, scientifiques.

> Répondre par « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très « pratique ». Or en fait elle est absurde, elle est métaphysique théoriquement et elle conduit dans la pratique à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie met toujours au premier plan ses revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classes. Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre nation qui achèvera la révolution démocratique bourgeoise : pour le prolétariat, il importe dans les deux cas d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en en reléguant les tâches derrière celles de « sa » nation. Aussi le prolétariat se borne-t-il à revendiquer de façon toute négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du droit de libre disposition, sans rien garantir à aucune nation, ni s'engager à rien donner aux dépens d'une autre nation [1].

Ces pages méritent encore aujourd'hui d'être lues, alors que certains dirigeants socialistes obscurcissent ces questions au point d'être « européens » ou « supranationaux » devant l'armée allemande ou l'oncle Sam, et étroitement nationalistes devant les mouvements coloniaux, devant les peuples d'Afrique ou d'Asie — économiquement peu développés — auxquels la liberté ne peut être accordée que « peu à peu », la démocratie n'étant pas un « article d'exportation ».

Ce qui fait aussi le caractère scientifique du léninisme, c'est que les solutions ont beau être différentes pour chaque peuple et dans chaque cas, elles n'en sont pas moins objectives, obligatoires. C'est pourquoi il ne peut y avoir de solutions qui soient différemment appréciées par des communistes de pays différents.

Et lorsque, par exemple, M. Claude Bourdet revendique, au nom du progrès de la gauche dans le monde, la possibilité pour les partis communistes de « se contredire ouvertement, voire de s'attaquer mutuellement en certains cas », il éclaire le fait que sa politique est celle d'une classe — ou d'une fraction de classe — qui a effectivement à défendre des intérêts contradictoires avec ceux de classes — opprimées ou non — appartenant à d'autres pays. Alors que la classe ouvrière d'un pays donné n'a aucun intérêt contradictoire avec l'intérêt d'une classe exploitée d'un autre pays. C'est pourquoi sa politique s'établit selon des critères objectifs, scientifiques.

Au moment où nous célébrons ce 30e anniversaire de la mort de Lénine, il faut lire et relire ses œuvres qui sont à la fois des pages d'actualité et d'histoire, et qui constituent un apport théorique essentiel nous aidant quotidiennement. Et c'est bien là le rôle de la théorie, qui se crée dans l'action, dans la pratique, mais qui, en retour,

> si elle est vraiment la théorie, donne aux praticiens la force de l'orientation, la clarté de perspective, l'assurance dans le travail, la foi en la victoire de notre cause [1].

---

1. Lénine : *Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Editions sociales, 1952, p. 52.
2. Staline : *les Questions du Léninisme* : « Questions de politique agraire en U.R.S.S., 27 décembre 1927 », tome I, pp. 286-287.

CHRONIQUE HISTORIQUE

LA VÉRITÉ SUR 1939

par Jean DAUTRY



U titre éclatant choisi pour leur volume [1], nos amis Bouvier et Gacon ont ajouté comme sous-titre explicatif : *La politique extérieure de l'U.R.S.S. d'octobre* 1938 *à juin* 1941.

Sage précaution prise dès le seuil pour détourner de croire que la vérité sur 1939 puisse être détachée de la vérité sur ce qui a précédé 1939 et de la vérité sur ce qui a suivi 1939.

Au cours de leur exposé, il arrivera à nos auteurs d'écrire explicitement :

> Sans contexte, aucun texte n'est intelligible. Et la propagande bourgeoise joint au cynisme l'incapacité d'analyser l'*ensemble* de la réalité historique (p. 145).

C'est bien à l'ensemble de la réalité historique que Bouvier et Gacon ont consacré leurs efforts, tout de même que le chef-d'œuvre de la propagande bourgeoise consiste, ainsi qu'on a pu le voir sur une couverture du *Crapouillot,* à résumer 1939 dans l'unique image photographique de Molotov et de Ribbentrop échangeant une poignée de mains.

Le propos de Bouvier et de Gacon est d'apporter, en une langue toujours alerte et parfois pittoresque, aux lecteurs de bonne foi, qu'ils soient des militants ouvriers ou des professionnels de l'histoire, qu'ils appartiennent à la multitude du grand public ou bien au groupe restreint des spécialistes de la diplomatie du XXe siècle les preuves, au sens que les historiens attachent à ce mot, que

> le pacte du 23 août 1939 a, en dernière analyse, été l'élément déterminant de l'issue favorable de la seconde guerre mondiale. Geste d'autodéfense de la part du gouvernement soviétique, qui lui fut imposé par l'hypocrisie et les calculs sordides des gouvernements anglais et français appuyés par les Etats-Unis, il a permis à l'U.R.S.S. de préparer les conditions stratégiques et politiques de sa victoire sur l'Allemagne nazie. Il a donc déterminé l'issue favorable de la guerre pour tous les pays démocratiques, pour la France en particulier (p. 9).

L'euphorie antisoviétique de Munich et de l'après-Munich

Bouvier et Gacon ont dédaigné d'utiliser les propos joyeux tenus sur Munich dans le numéro de la feuille nazie *Je suis partout* qui suivit le diktat hitlérien, selon lesquels, à Munich, l'Union soviétique avait été « vaincue ». Ils leur préfèrent, en bonne méthode, des déclarations faites par des hommes qui ne puissent pas être récusés comme de vulgaires porte-parole de Hitler. Ainsi, ce jugement longuement mûri de Walter Lippmann, dans sa *Politique étrangère américaine :*

> Le trait spécifique de l'accord de Munich, ce *fut* l'exclusion de la Russie prononcée en quelque sorte par la France et l'Angleterre à la demande de l'Allemagne (p. 25, note).

---

1. J. BOUVIER et J. GACON : *La Vérité* sur 1939. Paris, Editions Sociales, 1953, 322 pp., 450 frs.

Ainsi, d'une manière générale, les personnages dont Bouvier et Gacon ont diligemment recueilli les aveux ou les témoignages sont-ils les dirigeants, les exécutants responsables et les commentateurs attitrés des politiques impérialistes : Churchill, l'ambassadeur américain à Moscou Davies, Paul Reynaud, Coulondre, ambassadeur français à Berlin, et Léon Noël, ambassadeur français à Varsovie, Pertinax, journaliste longtemps officieux, pour ne retenir que ceux-là. Et quand des documents diplomatiques officiels ont été publiés, fût-ce dans des conditions aussi suspectes que les documents allemands édités en 1948 par le gouvernement américain pour représenter *la Vérité sur les rapports germano-soviétiques* 1939-1941, Bouvier et Gacon ne négligent pas de les soumettre à une critique perspicace.

Seuls les profiteurs de l'antisoviétisme, de leurs officines bien rentées, reprocheront à Bouvier et à Gacon d'avoir agi aussi honnêtement avec les *Archives Dirksen* révélées par le ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. qu'avec les *Archives secrètes de la Wilhelmstrasse* traduites en français chez Plon ; seuls ils contesteront à Bouvier et à Gacon de citer comme témoignages historiques valables, *avant tous autres*, ceux de Staline, de Jdanov, de Maurice Thorez et de Jacques Duclos.

La légende bourgeoise tend à faire aujourd'hui de Munich la plus abstraite des capitulations. La question fondamentale : Munich, capitulation de quelle classe sociale? est soigneusement éludée. Falsification par omission, la plus sournoise, la plus dangereuse de toutes les formes de falsification. Bouvier et Gacon, s'en tenant à la bourgeoisie française, — ils auraient pu aussi être plus explicites sur la bourgeoisie anglaise, — montrent qu'il ne s'est pas agi simplement du *lâche soulagement* de quelques-uns, mais de la trahison délibérée des éléments les plus responsables de la clique économique, politique et intellectuelle de l'impérialisme, enragée d'anticommunisme.

Dans la lutte pour la domination mondiale, contre les impérialismes dominants, l'anglais et l'américain, Hitler conduisait la nouvelle vague d'assaut de l'impérialisme allemand. Plus faible, l'impérialisme français acceptait, avec des frétillements de satisfaction que, comme l'imprimera la *Frankfürter Zeitung* du 11 décembre 1938,

> la volonté française de vivre se déplace, de l'Europe, vers le Sud, vers l'Afrique,

pourvu que Hitler s'emploie à dévorer l'Ukraine soviétique, pourvu que les canons de la Wehrmacht fassent disparaître ce second marché mondial du pays du socialisme, dont la naissance en 1917 avait ouvert la crise générale du capitalisme. Et sans doute, parmi les calculateurs de l'impérialisme français, qui se targuaient ainsi d'être des « réalistes », y en avait-il qui divisaient leurs chances, misant alternativement ou conjointement sur les nantis anglo-américains et sur les agresseurs germano-italiens, flanqués du Japon ; espérant retrouver leur part du gâteau soviétique quand, l'Ours bolchévique abattu, l'Aigle hitlérien ne pourrait dissimuler ses plumes arrachées et ses plaies saignantes. L'U.R.S.S. serait traitée comme l'avait été la Chine en 1900, après l'expédition de rapine européenne dirigée par le maréchal allemand von Waldersee, découpée en zones d'influence. Il y en aurait pour tous.

La guerre de Hitler contre l'U.R.S.S. n'aura pas lieu... en 1939

Les impérialistes ne font pas que de justes calculs. Un vieux proverbe même s'applique souvent à eux, celui selon qui Jupiter rend fou ceux qu'il veut perdre.

Pendant la crise de Munich, seule l'U.R.S.S. avait assuré à la Tchécoslovaquie qu'elle remplirait à son égard toutes les obligations découlant de leur pacte d'assis-

tance mutuelle. Sur ce point Bouvier et Gacon se réfèrent au travail du regretté Camille Bloch, *La politique de l'U.R.S.S. pendant la crise de Munich* [1], dont la renommée n'a malheureusement guère dépassé les cercles d'historiens de métier. Du moins interdit-il aux historiens de métier de déraisonner et amène-t-il l'un d'entre eux à reconnaître :

> Durant la crise sudète, la politique des Soviets a été d'une absolue correction ; ils se déclaraient prêts à exécuter jusqu'au bout tous leurs engagements. Cette attitude loyale se double de l'intérêt évident qu'ils ont à résister à l'hitlérisme, qui annonce tumultueusement la reprise du *Drang nach Osten*. Ils sont seuls capables d'apporter un appui effectif à la Roumanie et à la Pologne [2].

La loyauté, la correction de la politique extérieure de l'Union soviétique ne se sont pas manifestées qu'en cette occasion certes décisive, où la déloyauté de la France et de l'Angleterre avaient probablement pour raison suffisante leur intérêt « évident » de « ne pas résister à l'hitlérisme » à cause du *Drang nach Osten*. La politique de l'U.R.S.S. a été constamment loyale et correcte en 1939, ainsi qu'elle l'avait été antérieurement et qu'elle le sera ultérieurement. Cette loyauté et cette correction lui ont valu en 1939 particulièrement la confiance des masses pacifiques du monde entier, et, dans la mesure où ils n'étaient pas davantage dressés contre Staline que contre Hitler par leurs dirigeants, dans la mesure où ils réussissaient à échapper aux campagnes de haine antisoviétique de leurs dirigeants, la sympathie des peuples les plus menacés par l'impérialisme allemand.

Hitler a pu faire dire dans la presse allemande et lire dans la presse mondiale de la fin de 1938 et du début de 1939 que l'U.R.S.S. était un colosse aux pieds d'argile, et quantité d'autres choses du même ordre, ses informations valaient mieux que sa propagande et que la propagande de ses rivaux impérialistes ; il était pénétré de crainte devant l'U.R.S.S., convaincu que les positions de l'U.R.S.S. se renforçaient de jour en jour et bien décidé de ne pas faire à ses rivaux impérialistes le plaisir de pendre la sonnette au chat.

A cette situation de 1939 Staline fait allusion dans les *Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.* [3], lorsqu'il écrit :

> On dit que les contradictions entre capitalisme et socialisme sont plus fortes que celles existant entre les pays capitalistes. Théoriquement, c'est juste, bien sûr. Ce n'est pas seulement juste aujourd'hui, cela l'était aussi avant la deuxième guerre mondiale. Et cependant, la deuxième guerre mondiale n'a pas commencé par la guerre contre l'U.R.S.S., mais par une guerre entre pays capitalistes. Car si la guerre entre pays capitalistes pose seulement le problème de la domination de tels pays capitalistes sur tels autres, la guerre contre l'U.R.S.S. doit nécessairement poser la question de l'existence même du capitalisme. Parce que, en second lieu, les capitalistes, bien qu'ils proclament, aux fins de *propagande*, l'agressivité de l'Union soviétique, n'y croient pas eux-mêmes, puisqu'ils tiennent compte de la politique de paix de l'Union soviétique et savent que l'U.R.S.S. n'attaquera pas d'elle-même les pays capitalistes.

S'il n'y avait pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir, il aurait été clair pour tout le monde, en mars-avril 1939, que la mainmise de l'Allemagne sur la Tchécoslovaquie et son dépècement, que l'occupation de Memel par l'Allemagne et l'invasion de l'Albanie par l'Italie modifiaient surtout le rapport des forces entre les impérialismes en Europe centrale et dans la Méditerranée, plus particulièrement dans les pays du Sud-Est européen.

---

1. *Etudes d'Histoire moderne et contemporaine*, publiées par la Société d'Histoire moderne, t. I, Paris, 1948.
2. M. BAUMONT, professeur à la Sorbonne : *La Faillite de la Paix*, Paris, 1951, p. 861.
3. Paris, Editions Sociales, 1952, pp. 36-37.

La guerre commencée en 1939 avait été précédée d'une lutte qui avait mis aux prises les politiques commerciales des pays devenus par la suite belligérants,

lit-on dans un ouvrage de l'économiste néo-libéral Olivier Long [1]. Ouvrage dont la documentation vaut mieux que la thèse qu'il prétend illustrer et qui ramène la lutte à une antinomie entre des modes de règlement commerciaux (clearings exclusivement pratiqués par l'Allemagne, pratiques « libérales » à des titres divers des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne). Ce que Long précise à l'aide de tableaux statistiques, c'est la part accrue en 1939 de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la Bulgarie (60 %), de la Grèce (35 %), de la Hongrie (autour de 50 %), de la Roumanie (près de 45 %), de la Turquie (autour de 50 %), de la Yougoslavie (50 %), et, parallèlement, la part partout décroissante de la Grande-Bretagne.

Staline dira avec force le 9 février 1946 :

Il serait inexact de croire que la seconde guerre mondiale a éclaté par un effet du hasard ou par suite des fautes de tels ou tels hommes d'Etat, bien que des fautes aient certainement été commises. En fait, la guerre a éclaté comme le résultat inévitable du développement des forces économiques et politiques mondiales sur la base du capitalisme monopoliste contemporain.

Bouvier et Gacon ont porté leur attention moins sur le développement des forces économiques que sur celui des forces politiques. Ils sont allés au plus pressé. Ils combattent sur le terrain de prédilection des adversaires, sur le terrain où les adversaires se sont acharnés à tout embrouiller. Pour être clairs, ils ont dû rompre l'unité chronologique, juxtaposer deux chapitres dont le contenu historique est identique, mais dont l'un expose la diplomatie ostensible de la France et de l'Angleterre entre le 15 mars et la fin de juillet 1939 et l'autre les tractations officieuses au cours du même laps de temps. Double face et double jeu à l'égard des Soviétiques, parce qu'il est dur de renoncer à la chimère d'une généreuse Allemagne hitlérienne, formidable uniquement en face de l'U.R.S.S., mais apprivoisée devant les Occidentaux.

Le 6 juillet 1939, le grand industriel suédois Dalherus, au nom de Chamberlain, entame des pourparlers avec Goering. Le 7 août, dans une propriété privée allemande, à proximité de la frontière danoise, se réunit une conférence secrète anglo-hitlérienne où les représentants de Goering rencontrent les représentants des trusts britanniques des constructions navales, de l'électricité, des assurances et de la sidérurgie. La conférence secrète préconise un nouveau Munich : Allemagne, Angleterre, France, Italie. C'est Dalherus lui-même qui a révélé cela au procès de Nuremberg le 19 mars 1946 et les lecteurs de *la Pensée* seraient impardonnables d'avoir oublié l'article que Georges Cogniot consacra aussitôt dans la revue aux révélations de Dalherus [2]. Mais ailleurs, autant dire que les révélations de Dalherus ont été passées sous silence, de même qu'ont été minimisés d'autres actes moins clandestins de la diplomatie anglaise, comme les conversations de juin et de juillet 1939 entre l'hitlérien Wohltat et les britanniques Hudson et Horace Wilson. Ainsi va l'histoire dite « objective ».

Négociations militaires anglo-franco-soviétiques et pacte germano-soviétique

Bouvier et Gacon ne nous font grâce d'aucun rapprochement de dates ou de textes pour parvenir à serrer la vérité de près.

---

1. *Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devant le IIIe Reich* (1934-1939), *Un aspect du conflit des politiques commerciales avant la guerre*, Genève, 1943, p. 7.
2. *La Pensée*, n° 7, avril-juin 1946, pp. 93-99, *Lumières crues sur l'été 1939.*

Un certain Rossi, qui s'appelait Leroux quand il faisait la politique étrangère au *Populaire* avant 1939 et Tasca quand il « travaillait » dans le Parti communiste italien et dans l'Internationale communiste pendant les années 20, a prétendu établir que l'U.R.S.S. avait pris l'initiative dès le printemps 1939 d'un rapprochement politique avec l'Allemagne hitlérienne, rapprochement dont la source se trouverait dans le discours même de Staline, le 10 mars, devant le XVIIIe congrès du P. C. (b) [1]. Rossi sort des mains de Bouvier et de Gacon en piteux état, convaincu de tronquer les textes. Ces textes, — les paragraphes du discours de Staline touchant à la situation internationale de l'U.R.S.S., — Bouvier et Gacon les republient en annexe, pour l'édification des honnêtes gens.

Le mécanisme des négociations militaires de Moscou est par eux démonté dans ses détails, depuis l'équipée du raffiot britannique, bon pour la démolition, haletant sur les eaux de la Baltique, afin d'arriver moins vite en U.R.S.S., jusqu'à l'absence de pouvoirs précis des négociateurs, en passant par l'insuffisante qualité des négociateurs, simples comparses d'états-majors. L'opinion publique impose des négociations militaires ! Qu'à cela ne tienne, il n'y aura qu'une comédie de négociations. Des fantoches en face de Vorochilov. La volonté de refuser à l'U.R.S.S. les moyens d'affronter la Wehrmacht, en déclinant la proposition soviétique de persuader les pays baltes et la Pologne de permettre sur leur territoire la marche d'approche de l'armée rouge.

Quel jeu jouait donc la diplomatie anglo-française ? Selon l'*Aide-mémoire récapitulatif* fourni par von Dirksen à Ribbentrop en septembre 1939, après le déclenchement des hostilités, l'Angleterre, seule visée par Dirksen, l'Angleterre aurait toujours tenté

> d'arriver par la voie des pourparlers à un accord amiable avec l'Allemagne, étant prête à faire des sacrifices à cet effet [2].

Quant à l'U.R.S.S. Lloyd George avait, le 19 mai, à la Chambre des Communes, crié au gouvernement Chamberlain :

> Vous ne voulez pas d'alliance avec elle ! [3]

Côté français, Paul Reynaud, en un jour de franchise, attestera :

> L'alliance russe, si évidemment nécessaire, nous fut-elle refusée ? Non, elle nous fut offerte, et c'est nous qui l'avons repoussée [4].

On ne saurait dire plus clairement ce qui s'est tramé dans la coulisse d'abord, pour apparaître enfin dans la pleine lumière de l'été 1939. Le revirement des diplomaties anglaise et française après les coups de tonnerre hitlériens du printemps n'a été que faux-semblant et poudre aux yeux. La ligne générale jusqu'à la guerre a été pour l'impérialisme anglais celle de l'accord conclu à Munich même par Hitler et Chamberlain, pour l'impérialisme français celle de l'accord Bonnet-Ribbentrop du 6 décembre 1938.

Qu'en agissant ainsi, Bonnet et Chamberlain aient préparé, l'un la défaite de son pays, l'autre l'extrême danger qu'il courra en 1940, quoi de plus sûr ? Mais, de quel droit, au nom de quelle morale internationale qu'ils n'auraient pas outragée, ces

---

1. Le livre de Rossi, *Deux ans d'alliance germano-soviétique*, paru en 1948, et laissé par nous sans réponse, a pu faire illusion (cf. *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, janvier-février 1949).
2. Cité par Bouvier et Gacon, p. 101.
3. Cité p. 105.
4. *France-soir*, 14 mai 1947.

messieurs et leurs admirateurs pourraient-ils faire grief à l'U.R.S.S. d'avoir, en acceptant l'offre allemande d'un pacte de non-agression, écarté une menace qu'ils voulaient obstinément détourner sur elle seule ?

Bouvier et Gacon taillent sans se lasser dans la broussaille de mensonges et d'inventions grossières dont les mercenaires des impérialismes ont entouré le pacte de non-agression germano-soviétique. Il n'y eut pas de protocole secret ajouté aux clauses publiques du pacte de non-agression, de protocole secret préparant, le 23 août 1939, le « partage » de la Pologne. Les faussaires ne se sont pas mis d'accord sur une version unique du protocole secret. *Carrefour* a donné sa version et Rossi donne la sienne [1]. Les Américains ont jugé plus commode de négliger ce faux dans leur *Vérité sur les rapports germano-soviétiques,* accueillante pourtant à bien d'autres fabrications. Celle-là était trop maladroite.

Le sens de l'intervention soviétique en Pologne est rendu évident par la considération de l'état de décomposition complète de la République polonaise du colonel Beck et de ses généraux féodaux et fascistes, après qu'ils eurent immolé, aux applaudissements de *Paris-soir,* leurs armées de « manants » sur les chars hitlériens.

André Pierre, titulaire de la rubrique antisoviétique du *Monde,* illustre coupeur de *Pravda* en quatre, écrivait naguère :

> C'est quand le chef de l'Etat, le maréchal Rydz-Smigly, et la plupart des ministres polonais se sont réfugiés en Roumanie, quand l'Etat polonais a pratiquement cessé d'exister, c'est à ce moment-là seulement que l'Armée rouge entre en Pologne [2].

L'intervention soviétique a été comprise immédiatement par quelques journaux anglais comme une mesure protectrice *contre* l'Allemagne des populations ukrainiennes et biélorusses, comme l'arrêt de l'avance allemande sur la frontière de l'Union soviétique tracée en 1919 par lord Curzon, et refusée en 1921, à l'instigation du même lord Curzon, comme frontière de l'Union soviétique et de la Pologne, malgré les victoires de Boudienny sur les troupes réactionnaires de Pilsudski, malgré l'accueil enthousiaste réservé dans toute la Biélorussie et dans toute l'Ukraine, et jusque dans les terres proprement polonaises, à la cavalerie rouge.

Bouvier et Gacon nous montrent l'U.R.S.S. achevant de créer par les concessions qu'elle arrache à l'Allemagne hitlérienne les conditions de sa victoire future et de la nôtre sur l'Allemagne hitlérienne. Il serait trop long de les suivre pas à pas et nous renvoyons à leur ouvrage, dont la richesse ne se laisse pas facilement enclore dans une chronique nécessairement limitée.

Bouvier et Gacon n'ont pas perdu de vue que ce qu'il nous appartient d'empêcher, c'est la nouvelle guerre de Hitler que nous préparent l'impérialisme américain et ses complices. Le passage d'hier à aujourd'hui, ils l'accomplissent au cours d'un dernier chapitre qui traite de la diplomatie américaine d'hier et d'aujourd'hui, de la diplomatie américaine complice de Hitler et de la diplomatie américaine inspiratrice de Adenauer. Et c'est sur les paroles riches d'espérance patriotique et internationaliste de Maurice Thorez qu'ils concluent à propos du problème le plus actuel, du problème de l'Allemagne revancharde :

> L'entente avec le peuple allemand, maître de ses destinées, débarrassé de ses mauvais bergers, voilà la vraie, la seule solution au problème lancinant entre la France et l'Allemagne. Alors que l'entente des Bidault et des Schuman avec les capitalistes nazis de l'Allemagne de Bonn ne peut conduire qu'à de nouveaux désastres et à de nouvelles catastrophes.

---

1. Bouvier et Gacon reproduisent les deux phototypies (pp. 196-197).
2. *Staline contre Hitler,* p. 101.

CHRONIQUE PÉDAGOGIQUE

A PROPOS D'UN AIDE-MÉMOIRE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

par Jean SURET-CANALE

L'HISTOIRE s'apprend. Trop d'entre nous — je parle de ceux des générations qui ont connu Munich, la drôle de guerre, la Résistance — partent dans leurs propos et leur conduite de la conviction que les leçons de ce temps sont acquises définitivement pour tout notre peuple. Nous avons peine à réaliser l'ignorance où sont les jeunes, lorsque leur information se limite à la presse des *France-Soir* et des *Reader's Digest*, complétée par l'enseignement scolaire, de ce qui fut pour nous l'expérience vécue.

L'oral du baccalauréat (2e Partie), dont le programme d'histoire s'étend sur la période 1852-1939, est sur ce point riche d'enseignements.



Pour de nombreux candidats, qui ont ces questions à leur programme, Munich, les Sudètes sont des mots qui n'évoquent rien. L'un d'eux ignorait absolument qu'il y eut, de 1936 à 1939, une guerre civile en Espagne. Et si ces candidats étaient aussi ignorants, c'était souvent parce que leurs professeurs s'étaient abstenus de traiter ces questions épineuses. « Je croyais, me disait ingénuement un candidat, qu'on n'interrogeait pas sur cette période (de 1919 à 1939). » Et il est vrai qu'en dépit d'instructions ministérielles formellement contraires (datant de la Libération) cette partie du programme est souvent sacrifiée.

L'insuffisance des horaires n'y est pas étrangère. Beaucoup de professeurs, habitués à traiter à fond l'histoire du Second Empire et de la Troisième République jusqu'à 1914, se trouvent pris par le temps et ne peuvent développer avec autant de soin la dernière partie du programme. Mais beaucoup hésitent aussi par principe à aborder une histoire trop contemporaine, par crainte de se compromettre et d'être accusés de « faire de la politique » ; ils sont arrêtés par l'absence de sources commodes à utiliser et présentant les garanties d'impartialité qu'ils jugent indispensables.

N'est-il pas significatif qu'aux journées d'Etudes pour l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie tenues à Arles du 16 au 18 mai 1952, le vice-président de la Régionale de la Société des Professeurs d'Histoire ait posé la question de savoir si nous pouvons enseigner « cette histoire contemporaine que nous avons vécue avec toutes ses incertitudes » ?

L'attitude des enseignants reflète la crise de l'histoire bourgeoisie contemporaine : celle-ci ne peut en effet rendre compte objectivement des événements strictement contemporains sans porter implicitement condamnation du régime et courir de ce seul fait le risque d'être taxée de partialité.

L' « objectivisme », fréquent chez nos historiens, qui consiste non point à relater et à expliquer objectivement les faits, mais à tenir la balance égale entre bourgeoisie et prolétariat, n'est même plus tolérable. Et l'histoire officielle, telle qu'elle est pré-

sentée par de nombreux manuels scolaires, s'apparente souvent plus à la propagande de J.-P. David qu'à la science. La responsabilité des enseignants est d'autant plus grande qu'en l'absence d'explications orales du professeur, les élèves n'auront d'autre information que celle fournie par ces manuels qui appellent les plus expresses réserves.

D'autres ont déjà relevé de quelle manière est maltraitée l'histoire contemporaine dans nos manuels [1]. Nous voudrions ici en dénoncer un nouvel exemple, en examinant le contenu d'un « Aide-Mémoire » d'histoire contemporaine [2].

On sait que pour beaucoup de candidats, l'aide-mémoire tient lieu à la fois de cours et de manuel : l'essentiel de leurs connaissances repose sur l'aide-mémoire. Si l'on ajoute que l'aide-mémoire en question est édité par la Librairie Hachette, dont la position commerciale implique une diffusion massive, on appréciera la responsabilité de l'auteur d'un tel ouvrage, qui avait la possibilité et le devoir de s'informer sérieusement sur les questions qu'il allait traiter. L'examen de cet aide-mémoire permet d'affirmer que l'auteur n'a pas répondu aux exigences qu'on était en droit de formuler à son égard.



Une page (p. 40) — on ne pouvait faire moins — est consacrée aux « Doctrines socialistes ».

L'accent est mis, à juste raison, sur Karl Marx et le Marxisme... Mais comment ?

Un premier paragraphe retrace sommairement la biographie de Karl Marx. Il s'en dégage l'idée que Marx fut uniquement un « théoricien » bourgeois, complètement étranger au mouvement ouvrier, affirmation qui répond peut-être au préjugé bourgeois selon lequel on ne peut être à la fois théoricien et praticien, mais nullement à la réalité.

> Il mène une vie bourgeoise et tranquille, consacrée à l'étude...

Et voilà comment est résumée la vie de Karl Marx, sa vie de proscrit, chassé d'un pays à l'autre, la misère où il se débat à Londres, créanciers et huissiers à ses trousses !

Sans doute ne peut-on passer son rôle politique sous silence :

> C'est en partie sous son influence que se constitue en 1864, à Londres, la Première Internationale. Son inspiration l'emporte bientôt à l'intérieur de l'association... Néanmoins il reste uniquement un théoricien.

Le moins qu'on puisse dire est que ce « néanmoins » et cet « uniquement » ne sont guère démonstratifs !

Passons au deuxième paragraphe, consacré au marxisme.

> Appliquant le déterminisme à l'histoire, il explique les transformations politiques et sociales par la situation économique (matérialisme historique).

Selon cette définition, tels historiens de l'école des « Annales », qui donnent aux

---

1. Voir Annie Besse : « La Révolution d'Octobre et l'Union soviétique dans les manuels d'Histoire » (*Nouvelle Critique*, mars 1950, pp. 78-89) et « La grande pitié de l'histoire officielle » (*Nouvelle Critique*, mars 1951, pp. 46-62).
2. J. Corniglion : *Précis d'Histoire* 1852-1939, Baccalauréat, 2e partie, classiques Hachette, 1951.

échanges ou aux courants commerciaux un rôle déterminant dans l'évolution historique, seraient des marxistes !

Marx déclare, dans la Préface de la *Contribution à la Critique de l'Economie politique* (Ed. Giard, p. 5) :

> Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général.

Ce qui, on en conviendra, n'est pas la même chose.

M. Corniglion poursuit :

> Le facteur de l'évolution est la lutte des classes (d'après le principe d'opposition de Hegel).

Car, voyez-vous, ce dogmatique qu'était Marx a découvert le rôle de la lutte des classes non point dans la réalité, pas plus sans doute que les historiens bourgeois français qui l'avaient découvert avant lui, mais dans un principe métaphysique !

Notons à propos de ce prétendu « principe d'opposition de Hegel » (*sic*) que l'auteur aurait sans doute intérêt à approfondir son information en matière de philosophie hégélienne !

Poursuivons :

> Marx explique la société capitaliste par le *machinisme*, la formation du capital par la *plus-value* : les salaires ne représentent qu'une part du produit du travail ; le surplus est acquis au capital qui s'augmente sans cesse (Marx y ajoute la *loi d'airain* de Lassalle, salaires réduits au minimum).

Et voilà pourquoi votre fille est muette ! Inutile de dire que le malheureux candidat qui aura lu ce passage n'aura absolument rien compris, pas plus évidemment que l'auteur lui-même, et se contentera de ressortir à l'oral quelques mots ou formules retenus par hasard, agrémentés de ce qu'il aura cru comprendre.

Devant le résultat, comment s'étonner de lire dans *l'Université Syndicaliste* du 15 décembre, sous la plume d'un groupe de professeurs de Lons-le-Saunier, l'affirmation suivante : « Les élèves doivent cesser de s'abrutir sur leur manuel d'histoire »... Lorsqu'il s'agit de tels manuels, cette réaction est évidemment compréhensible.

On ne peut se satisfaire d'un tel « résumé » du Marxisme. La parenthèse finale est au surplus une monstruosité.

Marx, dont la théorie économique était déjà élaborée pour l'essentiel quand Lassalle se mit à produire, n'a jamais fait aucun emprunt à un auteur qui ne faisait que reprendre quant au fond les platitudes de l'économie politique bourgeoise de son temps.

La théorie marxiste à propos du salaire n'est pas une adjonction, mais une conséquence de la théorie de la *valeur*, sur laquelle repose elle-même la théorie de la plus-value. La valeur de la force de travail, qui s'exprime dans le salaire, a pour équivalent la valeur des moyens de subsistance dont le travailleur a besoin pour entretenir ou conserver sa force de travail.

Il ne s'agit nullement d'un « minimum vital » !

> Le prix de la force de travail atteint son *minimum* lorsqu'il est réduit à la valeur des moyens de subsistance physiologiquement indispensables, c'est-à-dire à la valeur d'une somme de marchandises qui ne pourrait être moindre sans exposer la vie même du travailleur. Quand il tombe à ce minimum, le prix est descendu au-dessous de la valeur de la force de travail, qui alors ne fait plus que végéter. Or, la valeur de toute marchandise [y compris la force de travail. — J. C.] est déterminée par le temps de travail nécessaire pour qu'elle puisse être livrée en qualité normale [1].

---

1. *Le Capital*, livre premier, tome I. Editions sociales, Paris, 1950, p. 176.

Marx et Engels ont dénoncé avec énergie les erreurs de Lassalle, et en particulier sa prétendue « loi d'airain des salaires », d'où il ressortait que toute lutte pour l'amélioration des salaires et pour l'élévation du niveau de vie des travailleurs était vaine, vouée à l'échec [1] !

Mais revenons à notre aide-mémoire :

> Le prolétariat vainqueur instaurera le *collectivisme*, appropriation des instruments de production.

Nous sommes plus que jamais en plein galimatias ! Aux termes de « socialisme » et « communisme », qu'il aurait fallu bien entendu définir scientifiquement en se reportant aux sources [2], l'auteur substitue le terme de « collectivisme » que les théoriciens du marxisme n'ont jamais employé, en le définissant par « appropriation des instruments de production », ce qui ne veut strictement rien dire. Probablement faut-il entendre « appropriation collective des moyens de production »... Mais en attendant le candidat ignorera ce que peut être cette mystérieuse appropriation.

Ajoutons en passant que la formule, rectifiée de façon à avoir un sens, présente l'inconvénient, mis en lumière par Staline dans *les Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.,* de substituer, pour définir la Société socialiste, ce qui n'est qu'un *moyen* au *but* du Socialisme, la satisfaction au maximum des besoins matériels et culturels des hommes.

Faisons grâce au lecteur du troisième paragraphe pour n'en retenir que la dernière phrase :

> Une tendance nouvelle apparaît dans le parti russe (réfugié à l'étranger) : les *bolchéviks* sont partisans de la *dictature du prolétariat* et reprennent l'idée du coup de force (idée de Blanqui).

Parti russe réfugié à l'étranger ? Réfugiés à l'étranger sans doute, ceux qui firent la Révolution de 1905 ?

La dictature du prolétariat, dont il n'a pas été question à propos de Marx, est présentée comme une invention des bolchéviks...

Pourtant Marx écrivait en 1852 :

> En ce qui me concerne, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la Société contemporaine, ni celui d'avoir découvert leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé le développement historique de cette lutte des classes ; et des économistes bourgeois l'anatomie économique des classes. Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré :
>
> 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines batailles historiques de développement de la production (historische Entwicklungskämpfe der Produktion) ; 2) que *la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat* ; 3) que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes [3].

La fin ne peut évidemment être une erreur due à l'ignorance ; encore qu'André Marty ait, dans les conditions que l'on sait, cherché à rabaisser le marxisme au niveau du blanquisme, les historiens les plus superficiellement informés savent la lutte menée par les bolchéviks contre la variété russe du blanquisme, le populisme : ils savent que les bolchéviks et les communistes formés à leur école ont toujours opposé vigoureusement l'action de masse à l' « idée du coup de force ».

---

1. Voir notamment : Karl MARX et Friedrich ENGELS : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*. Editions sociales, Paris, 1950, pp. 29 à 31.
2. *Ibidem*, pp. 24 et 25.
3. Karl MARX et Fr. ENGELS : *Etudes philosophiques*, p. 145. Bibliothèque marxiste. Editions Sociales Internationales, Paris, 1935.

On voit comment pourra ici s'accréditer dans l'esprit des jeunes, sous la caution « scientifique » de M. Corniglion, ce que Gœbbels et Gœring s'efforçaient en vain de faire croire devant le tribunal de Leipzig, face à Georges Dimitrov, ce que reprennent aujourd'hui les chasseurs de sorcières de Washington et les fabricants de « complot » de Paris : les communistes se consacrent à la préparation du « coup de force » !

★

Quelques pages plus loin (p. 46), c'est au tour de la Commune d'être la victime de M. Corniglion.

A vrai dire, il n'a pas ici le mérite de l'originalité ; son silence sur les *forces sociales* qui ont fait la Commune parisienne (le mot de prolétariat ou de classe ouvrière n'apparaît pas), l'absence de toute indication sur les transformations économiques qui ont permis à la classe ouvrière de jouer un rôle historique qu'elle n'avait jamais assumé jusque là, toutes ces faiblesses se retrouvent dans les autres manuels, de même que la référence aux « esprits troublés » (la Commune expliquée par l'alcoolisme et le dérangement cérébral).

L'auteur ne manque pas de parler du décret des otages (en précisant : exécution d'un nombre triple d'otages), sans dire qu'il ne fut pratiquement pas appliqué, ce qui laisse croire que si sans doute les Versaillais sont responsables d'horribles massacres, les Communards après tout en ont fait à peu près autant, ainsi que le veut l'objectivisme bourgeois qui consiste, non à dire la vérité, mais à garder un « juste milieu ».

Les origines de la première guerre mondiale ne sont pas mieux éclairées : p. 98, il est question des impérialismes et de leurs rivalités ; mais p. 107 (Causes de la guerre 1914-18), il est question des Balkans, de la course aux armements, des accords militaires, du nationalisme et des « personnalités », bref de tout, sauf des rivalités impérialistes.

L'auteur parle (p. 50) de Jaurès « assassiné par un fou, à la veille de la guerre », dissimulant ainsi derrière cette prétendue folie que l'assassin était un camelot du roi, que son geste se situait à l'aboutissement d'une campagne d'excitation au crime menée par Mauras, et que l'assassinat répondait, à ce moment-là, aux exigences de la bourgeoisie prête à précipiter le pays dans la guerre.



On peut se douter, après ce qui précède, de la façon dont la Révolution russe va être accommodée.

> Pour assurer le succès de la révolution [il s'agit de celle d'octobre 1917. — J. C.] la terre est transférée aux paysans, les usines aux ouvriers ; l'égalité, la liberté sont accordées aux nationalités (novembre) : une Constituante est réunie. Mais l'opposition se développe et la guerre civile commence. La dictature s'établit alors : la Constituante est dissoute (janvier 1918) ; une police politique instituée (la Tchéka) ; l'armée est réorganisée par Trotski. La dictature du prolétariat, transformée en « dictature sur le prolétariat » (parti communiste et Politburo), permet de vaincre les « Russes blancs » : Youdenitch est refoulé vers les Etats baltes (1919) ; Denikine est éliminé dans le Sud (1919-1920) ; à l'Est, l'amiral Koltchak est pris et fusillé (1919-1920).

On demeure stupéfait devant une accumulation, en si peu de phrases, d'un aussi grand nombre de contre-vérités et de falsifications.

Reprenons, mot par mot : « Pour assurer le succès de la révolution »... car bien entendu, ce ne sont là que mesures d'opportunité, et on laisse déjà entendre que les

conquêtes sociales ou démocratiques de la révolution d'octobre ne sont que vaines duperies, sur lesquelles on reviendra aussitôt que possible. « Une Constituante est réunie »... évidemment, la Constituante se réunit *après* la révolution, mais le lecteur croira que cette Constituante était, avec l'expropriation des bourgeois et la liberté aux nationalités, un *résultat* de la révolution d'octobre, alors qu'elle avait été convoquée avant Octobre par le gouvernement provisoire bourgeois.

Et la dissolution de la Constituante sert à accréditer l'incroyable falsification de l'auteur tendant à faire croire qu'il y aurait eu « deux phases » de la révolution, une première (très courte !) à laquelle on attribue tout ce que le lecteur ne saurait manquer d'approuver et que l'on ne peut pas dissimuler (on y joint la Constituante), et une seconde, celle où le nouveau régime dévoile son vrai visage, et auquel on attribue tout ce qui servit pendant des années et continue à servir d'épouvantail dans le « bolchévisme ».

« La guerre civile commence »... car on va laisser croire qu'il n'y eu en U.R.S.S. qu'une guerre civile. Les lecteurs ne se douteront même pas qu'il y a eu contre l'U.R.S.S. naissante l'intervention militaire de l'Entente, Angleterre, France, Japon et Etats-Unis en tête... Ni ici, ni ailleurs, il n'y est même fait *allusion*. Aucun manuel n'avait osé jusqu'ici pousser à ce point le mensonge par omission.

« La dictature s'établit alors... » Et voilà l'affirmation péremptoire — sans aucune preuve à l'appui et pour cause — de ce prétendu « tournant », dont à vrai dire aucun historien, même bourgeois, ne s'était encore avisé.

« La Constituante est dissoute... » Acte arbitraire et évidemment « dictatorial », pensera le lecteur, qui ignorera toujours que la Constituante, élue sur des listes établies *avant* Octobre et avant la scission du Parti socialiste-révolutionnaire, ne représentait plus la nation ; les électeurs socialistes-révolutionnaires, nombreux surtout à la campagne, étaient pour le pouvoir des Soviets et suivaient désormais la fraction de gauche des socialistes-révolutionnaires, qui avaient soutenu la révolution d'Octobre, mais ils avaient voté pour les listes socialistes-révolutionnaires *uniques* établies avant Octobre, dont les candidats étaient en grande majorité des hommes de droite, hostiles à la révolution d'Octobre. La Constituante ne reflétait plus du tout dans ces conditions la volonté populaire et apparut rapidement comme le bastion et le refuge de la contre-révolution. Sa dissolution était justifiée et nécessaire. Le lecteur n'en saura rien, et il n'y verra que la première de ces mesures « dictatoriales », dont les autres seront la mise en place des divers organes d'Etat du pouvoir soviétique... Naturellement, alors que Staline n'a pas été cité, on attribue à Trotski le mérite d'avoir « réorganisé » l'armée, alors que son rôle se borna en réalité à un travail de « désorganisation » si visible qu'il fallut le relever de ses fonctions !

« La Dictature du prolétariat, transformée en « dictature sur le prolétariat... » Les guillemets étaient en effet nécessaires... L'auteur esquive ainsi la paternité de cette expression, dont il ne donne pas les sources (Gœbbels ou J.-P. David ?). L'extraordinaire initiative populaire créée par le passage du pouvoir à la classe ouvrière, cet enthousiasme capable de tous les héroïsmes qui permit à la Russie ravagée et ruinée de battre les gardes-blancs et leurs soutiens de l'Entente, tout cela restera ignoré, comme le fait même de la ruée de tous les pays capitalistes pour écraser la Révolution naissante ! Par une simple affirmation, l'illusion est créée que la dictature du prolétariat est devenue... une dictature bourgeoise, ou en tout cas un régime qui présente exactement les mêmes caractéristiques ; domination d'une petite camarilla de despotes, pesant sur le peuple ! Et après la Tchéka, voici le « Politburo », dont on ne donne aucune définition, et qui laissera dans l'esprit du potache l'impression de quelque organisme secret, mystérieux et terrifiant.

Ce n'est que le début de toute une « orientation » dans l'exposé, non point des

faits, mais du « montage » que l'on donne à leur place, et qui tendra à faire conclure qu'il n'y a aucune différence entre le régime soviétique... et l'impérialisme bourgeois fasciste !

Et voici le dernier paragraphe : la *stabilisation.*

Devant la famine, Lénine sacrifie les principes.

Ainsi les « principes », évidemment inapplicables, du communisme sont presque aussitôt balayés...

La nouvelle politique économique (N.E.P.) rétablit la petite propriété, l'artisanat, le commerce.

Mais oui, vous avez bien lu ! Gœbbels le disait : plus le mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru !

Ici, il vise deux objectifs : faire croire que les « principes » du communisme supposent l'abolition immédiate et sans délai de « la petite propriété, de l'artisanat et du commerce » ; que ce sont ces secteurs économiques qui ont été « frappés » par le bolchévisme. Alors que c'est simplement au *capitalisme* que la N.E.P. rendait pour un temps une certaine liberté de développement. L'auteur est obligé de l'avouer plus loin, mais sous une forme qui n'effacera pas l'impression première et qui contribue à augmenter la confusion :

Une classe capitaliste se reconstitue (koulaks).

Les nouveaux capitalistes issus de la N.E.P. s'appelaient les « nepmans » ; « koulaks » désigne les paysans riches... Mais quelle importance ! Au point où en est arrivé M. Corniglion, un à peu près de plus ou de moins ne compte guère...

La mort de Lénine (1924) amène les luttes de tendances.

Ainsi, les luttes dites de « tendance » (en réalité contre les courants bourgeois ou petits-bourgeois au sein du mouvement ouvrier) que Lénine a dû mener jusqu'à son dernier souffle, sont présentées comme surgissant brusquement après la mort de Lénine ! L'étudiant ne saura pas que Trotski, constamment fouaillé par Lénine, ne se rallia au Parti bolchévik qu'à la veille de la révolution d'Octobre, que Zinoviev et Kaménev trahirent le Parti quelques jours avant la révolution [1]. Ils ne sauront rien de la lutte menée par Lénine contre les multiples groupes d' « opposition » après Octobre : trotskistes, « opposition ouvrière », « communistes de gauche », « centralistes démocrates », etc... où déjà s'illustrèrent tristement Trotski, Boukharine et autres.

Il s'agit évidemment de faire croire que ces luttes de « tendances » furent des luttes entre « courants » d'opinion et surtout entre personnes (comme cela se passe dans les pays bourgeois) :

Staline, secrétaire du Parti, élimine les modérés (Boukharine) et les extrémistes (Trotski exilé en 1928).

Et voilà ! Quelles étaient les opinions défendues par Boukharine et Trotski, — sans parler de leurs attaches révélées par la suite, — le lecteur n'en saura rien ; il ne se souviendra que de vagues « tendances » imprécises, et surtout d'une question de personnes.

---

1. Kaménev après l'avoir trahi déjà en 1914, lors du procès des députés bolchéviks à la Douma.

Pour faire de l'U.R.S.S. (constituée en 1922) une grande puissance industrielle, il lance les plans quinquennaux.

En somme tout se termine par le triomphe de la « volonté de puissance » d'un individu... Et l'objectif des plans quinquennaux, l'édification du *socialisme,* est passé sous silence, pour ne mentionner qu'une « industrialisation » destinée à faire de l'U.R.S.S. une « grande puissance » ; le lecteur comprendra : au profit d'un nouvel impérialisme.

Bien entendu, les quelque vingt lignes consacrées (p. 131) à l'U.R.S.S. de 1929 à 1939 sont de la même inspiration : l'U.R.S.S. présentée comme une sombre dictature policière, pesant lourdement sur les ouvriers et les paysans, et imposant par la terreur des réalisations économiques dont le seul but est de satisfaire les « ambitions » d'un « impérialisme » soviétique. C'est toujours le même procédé : l'essence humaine du socialisme, magistralement mise en lumière par J. Staline dans sa découverte de la loi économique fondamentale du socialisme, son but, « assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société », sont dissimulés, malgré les preuves démonstratives qui y sont apportées sans cesse (ne serait-ce que par les baisses annuelles et générales des prix). En mettant en avant le moyen d'atteindre ce but (le développement de la production), on laisse entendre que les éléments moteurs de l'économie et de la politique de l'U.R.S.S. sont les mêmes que dans les pays capitalistes.

Renonçant à la révolution permanente, Staline transforme la Russie...

Qu'est-ce que cette « révolution permanente » que Staline aurait abandonnée ? Le lecteur encore une fois n'en saura rien, pas plus sans doute que M. Corniglion lui-même.

Mais il faut bien, n'est-ce pas, suggérer que les « vrais » révolutionnaires, seuls dignes de sympathie, ce sont les opposants...

Staline transforme la Russie

en puissance industrielle grâce à la collectivisation (abandon de la N.E.P.), et il réprime brutalement toute résistance.

Encore là, un record pour le nombre de mensonges en aussi peu de mots que possible !

L'abandon de la N.E.P. fut une chose, l'édification industrielle une autre et la collectivisation agricole une troisième, liées sans doute, mais bien distinctes : le lecteur aura pour tout potage ce « digest » et il tâchera d'y comprendre quelque chose, s'il peut. Ce qui sera clair pour lui en tout cas, ce sera la « brutalité » de Staline !

Six lignes sont consacrées à la « collectivisation » — où bien entendu il n'est question que de violences et de méthodes policières. Douze lignes — la moitié du texte — aux « résistances », pour présenter Zinoviev et Kaménev comme les « anciens compagnons de Lénine ».

Voici la conclusion :

Maître incontesté désormais, Staline exalte le sentiment national. La Russie retourne à sa politique d'expansion.

Et le tour est joué. Des réalisations humaines du pays des Soviets, ou même simplement de ses réalisations économiques, que la presse bourgeoise ne peut plus contester aujourd'hui, le potache ne saura *absolument rien.* L'idée sera semée dans son cerveau que l'U.R.S.S: n'est pas différente des impérialismes fascistes ; il sera prêt à

avaler la propagande de *Paix et Liberté* en « homme cultivé », qui ne se laisse pas prendre aux « slogans de propagande », mais croit volontiers à ce qu'il a appris dans son aide-mémoire, ouvrage « sérieux ».



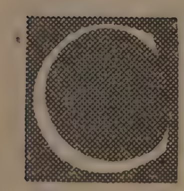
Nous pourrions poursuivre : il nous semble suffisant d'avoir établi sur quelques points précis l'ignorance doublée de mauvaise foi de l'auteur d'un tel « aide-mémoire » et d'en avoir démontré la nocivité.

Il faut convaincre nos collègues, historiens honnêtes et attachés à l'objectivité dans leur grande majorité, de proscrire impitoyablement et de dénoncer de semblables ouvrages, qui passent volontairement sous silence ou falsifient des faits dont la connaissance est accessible à tous et que, professionnellement, un historien ne peut ignorer.

CHRONIQUE DE POÉSIE

par Jacques GAUCHERON

L'amour « sortit de la prison dont on prend l'habitude »



'EST un vers de Paul Eluard, au début du poème *le Château des pauvres* qui fut publié dans *Poésie ininterrompue II* (Gallimard, éd.), qui est, hélas, le dernier chant de Paul Eluard :

> Une longue chaîne d'amants
> Sortit de la prison dont on prend l'habitude.

Cette prison, il faudra, chacun pour soi, lui donner beaucoup de noms, la misère, l'injustice, tout ce qui retient l'homme sur les pentes à gravir, tout ce qui l'enserre dans la vallée du mal. De cette prison, n'en sortiront que des amants, et je n'ai pas le temps de faire le détour qu'il faudrait pour souligner comment ce vers tout simple résume l'une des plus vastes pensées de la poésie mondiale, de Tristan et Yseult à Victor Hugo, d'Ariane ou d'Eurydice à l'Eva de la *Maison du Berger*...

> Eva, j'aimerai tout dans les choses créées...

Libre à nous de rêver les si nombreux visages de l'amour, jusqu'à ce prénom Dominique qui se trouve dans *le Château des pauvres* de Paul Eluard, ou encore jusqu'à celui d'Hélène qui participe au titre du dernier recueil de René Guy Cadou : *Hélène ou le règne végétal* (Pierre Seghers).

Visages si nombreux de l'amour, qu'ils changent avec le temps, comme un regard tantôt chargé d'une illumination, tantôt presque éteint par le désespoir. L'amour a été maudit, dans le même temps que la poésie l'était ; c'est alors qu'on a voulu lui crever les yeux, et faire du chanteur d'amour un poète dérisoire, un Pierrot naïf, lunaire et conventionnel, puisque les mœurs, alors, c'était les je ne sais quoi du vaude-

ville en tenue légère ou l'eau de rose des sentimentalités romanesques. Sans doute ne faudrait-il pas oublier le « défais ta jupe » de Paul Géraldy dans *Toi et Moi,* puisqu'il paraît que ce petit livre à couverture de suédine rouge a initié au moins une génération aux relations sentimentales.

Pour ma part, qui est celle de ma jeunesse, je n'oublierai jamais le véritable coup de théâtre que fut la publication des *Yeux d'Elsa* (P. Seghers), l'amour soudain remis dans le sens de la vie, mêlé aux événements de l'histoire française des hommes, et opposant au prosaïsme de la jupe à défaire le chant de qui avait un grand amour en tête. Ce n'était plus la « leçon d'amour dans un parc », prise à de fades mesures, mais l'amour à la lumière du monde entier dans lequel les hommes vivent, et ce délire,

> Je tresserai mes vers de verre et de verveine
> Je tisserai ma rime au métier de la fée
> Et trouvère du vent je verserai la vaine
> Avoine verte de mes veines
> Pour récolter la strophe et t'offrir ce trophée.

oui, ce délire, il portait en lui la possibilité même du grand lyrisme poétique, et son audace rendait droit de cité à l'amour. A relire aujourd'hui *les Yeux d'Elsa,* il devient clair, l'enjeu de ce duel livré aux forces de dépérissement de l'amour et de la poésie, c'était le sort et l'avenir du pays, le sort et l'avenir de la poésie, pardon, de la vie même, de l'espérance. Il s'agissait de ne pas prendre l'habitude de la prison.



Dans les *Poèmes pour tous* (Editeurs français réunis) dont Paul Eluard avait fait le choix à travers son œuvre, on remarquera que ne figure pas un recueil qui a été beaucoup lu, et dont plusieurs vers ont servi de leitmotiv à une admiration stagnante de l'œuvre du poète. C'est *L'amour la poésie...*

> D'une seule caresse, je te fais briller de tout ton éclat...

On ne peut rien avancer en quelques mots sur le fait que Paul Eluard n'ait rien été reprendre dans ce livre, sinon que son choix n'a pas été guidé seulement par des conditions d'accessibilité et « pour tous », cela ne veut pas dire seulement compréhensible pour tous. Il y a autre chose, peut-être que *L'amour la poésie* se tient au niveau de l'horizon d'un homme, que l'amour qui y est chanté est une forme « privée » de l'amour ; elle ne retrouve sa splendeur qu'intégrée à une vision publique du monde. De 1929 à 1953, Paul Eluard a enrichi la démarche amoureuse de toutes les dimensions de la confiance en la « chaude loi des hommes ».

> Je construis l'amour au sommet
> D'un univers porteur d'espoir,

est-il dit dans *le Château des pauvres.* Alors que l'amour, un temps, n'a été possible que toutes portes fermées, et tout entier tourné vers l'insondable, le voici qui revient, complet, rendu à lui-même, recevant sa signification du progrès de la vie, et, en retour, donnant toute sa signification au combat pour ce progrès, pour le bonheur :

> Pour être heureux il faut simplement y voir clair
> Et lutter sans défaut.



La poésie amoureuse n'est pas simplifiable, parce que l'amour lui-même au cœur de l'homme n'est pas réductible à des schémas sommaires. L'amour, tel qu'il est chanté dans l'œuvre d'Aragon ou de Paul Eluard, suppose l'exaltation d'une singulière union de l'homme et de la femme, et en même temps une présence humaine totale à ce monde tel qu'il est. Amour et poésie ne sont pas dissociables, et cela pose, sur son plan le plus complexe, la question de la poésie réaliste. L'on s'aperçoit bien que la réduction du sentiment amoureux à la sexualité physique, comme cela a été de mode, n'a rien de réel, même avec dénomination précise des différentes parties du corps. De même de la sexualité qu'on pourrait dire psychologique, avec l'utilisation d'une symbolique érotique, ou avec le large usage qu'on a fait des thèmes psychanalytiques. A l'inverse, — et pour se dégager de ces histoires de mœurs, — la poésie de maintenant a tenté de lier l'amour à l'expression abstraite ou théorique de thèmes politiques. C'est vrai que tout être humain se sent menacé au profond de son cœur, toutes les fois qu'on opprime et qu'on tue, toutes les fois que la liberté est quelque part bafouée. C'est vrai que quand on assassine Ethel et Julius Rosenberg, les bourreaux se jugent, car ils détruisent un bel amour humain d'homme et de femme, et aussi l'amour d'un père et d'une mère pour leurs enfants. Mais il faut redouter d'établir une hâtive correspondance métaphysique entre le crime politique et le meurtre. La coïncidence n'est ni le fait du hasard, ni le fait d'une identité logique absolue, mais renvoie aux vers d'Eluard que je citais plus haut :

> Je construis l'amour au sommet...

Juxtaposer le thème politique — comme donné — et le thème amoureux comme donné également, c'est se renvoyer à une symbolique abstraite, ou à l'hétéroclite assemblage de catégories séparées, alors que la démarche réaliste consisterait à tresser le progrès de la lucidité et de la tendresse, à gagner la vie contre la mort, dans un univers réel. L'amour s'abreuve à la conscience totale d'un homme, au sein d'une histoire vécue.



La poésie amoureuse, si elle l'a été, cesse d'être un genre littéraire. Ce qui ne signifie, en aucune façon, qu'elle soit à reléguer au magasin des accessoires lyriques. Au contraire, ce que la poésie de nos jours explore, c'est la réconciliation du sentiment amoureux porté par les hommes dans leur histoire, dans le feu de leurs indignations, de leurs colères, dans les flammes de leur lutte pour un avenir meilleur. C'est là que les couleurs de l'amour se changent en joie, en espoir, en certitudes. Lentement. Difficilement. André Verdet, parmi la génération des poètes qui naquirent à la vie et à la poésie dans les temps de la dernière guerre, a suivi un chemin qu'il me paraît intéressant de jalonner.



Peut-être fallait-il, à André Verdet, pour aller plus loin vers la beauté des jours, d'abord approfondir la nuit. Ce n'est pas un paradoxe. En 1946, André Verdet publiait l'*Anthologie des poèmes de Buchenwald* (Robert Laffont, éditeur), témoignages sur la plus terrible expérience humaine, en face de l'entreprise nazie de dégradation et d'extermination. André Verdet était revenu de Buchenwald, la chair comme la mémoire

marquées. A cette époque, il nous faut encore imaginer quel poids de souffrance, quel bagage écrasant il rapportait des frontières de la mort. Il le dira lui-même, plus tard avec son roman : *La nuit n'est pas la nuit,* et le recueil de ses poèmes : *Les jours, les nuits et puis l'aurore.*

Mais toujours en 46, il publie avec Jacques Prévert *Histoires,* où s'accumulent dans la poésie de Verdet (non le goût de ces histoires dépouillées et comme cinématographiques qui sont une invention de Prévert) des notations sensibles sur la beauté de la nature réelle, les plages, la mer, des palpitations d'ailes ou de feuillage, toute une vie sensible à laquelle Verdet veut croire, à laquelle il ne réussit pas tout à fait à croire, puisque passent dans la musique de ses vers des notes déchirantes.

Jacques Prévert dira très bien de lui (c'était à Saint Paul de Vence) : Il se promène dans ses poèmes à la recherche de ce qu'il aime...

Et c'est vrai que Verdet est à la recherche de ce qu'il aime ; il pèse d'un long regard tout ce qui s'offre, il cherche à y déceler l'ombre d'un bon signe, l'expression d'un bon sentiment. Il aime le soleil et ses jeux sur la mer, dans les arbres, mais la sauterelle aussi bien. Qu'on y songe un instant : Cette fraise des bois sur laquelle il a vu le soleil se poser, de quelle signification elle se charge, pour le poète, au retour de ces camps de la mort lente, dont Boris Taslitsky a peint le macabre quotidien. Il faut renoncer à dire cela. Mais ce qui éclate, et dans le roman de Verdet et dans ses poèmes écrits là-bas, c'est que la porte de l'aurore reste ouverte, parce que des hommes ont soutenu une lutte héroïque, du meilleur de leur cœur et de leur raison. La nuit n'est pas la nuit, parce que les hommes sont plus forts qu'elle, quand ils se donnent la main. On imagine, à suivre les œuvres de Verdet, qu'il a voulu effacer les souvenirs sous le poids desquels il lui était impossible de vivre, qu'il a cherché vers la nature des chemins d'oubli, de rêve et de jouissance esthétique. Mais tout se passe comme s'il était devenu, à un certain moment, urgent, vital pour le poète de se souvenir, et c'est au moment où ce qui avait sauvé la vie des déportés, est remis en question par d'anciens déportés eux-mêmes, et par les attaques multipliées contre la Résistance. Se souvenir devient alors un acte de piété pour les morts, un acte de solidarité entre les vivants, un acte de générosité envers les enfants qui grandissent et pour qui se prépareraient les mêmes horreurs.

Parmi les poèmes inoubliables de ce recueil, celui-ci, plus lancinant que les autres, peut-être :

> Tu me disais encore : je voudrais lui écrire
> Qu'il n'est pas une aurore où je n'aie salué
> Son image tremblant dans le creux de mes mains,

où l'on voit, dans ces trois vers, qu'au moment où le camarade du poète meurt, la victoire de l'amour est acquise. Dans la douceur des mots, toutes les sources de la révolte et du combat sont contenues, car l'amour ressemble à jamais à la liberté ; on l'enchaîne, sa victoire n'en est pas moins certaine :

> Tu es mort, camarade
> Atrocement dans les supplices
> Ta bouche souriant au fabuleux amour.

Et, à travers Fresnes, Compiègne, Auschwitz, Buchenwald, ce que Verdet a rencontré, c'est l'homme libre, l'homme réel, l'homme qui travaille :

> Ils peinent dur, ces hommes, ils sont cuits
> De fatigue, de sel, de soleil et de vents...

Méditerranée, Réclame 1950.

Rencontre décisive, par laquelle se marque la fidélité du poète à ce qu'il aime. Il ne lui suffit plus de savoir ce qu'il aime, il lui faut vivre en continuant d'aimer. Commence dans son œuvre, mêlée à tout, la légende des hommes sur la terre, sur cette terre de Provence où il vit lui-même, là où l'on retrouve parmi les roches des débris de leurs travaux, et dans les gestes des paysans d'aujourd'hui, l'allure des aïeux. L'*Ode à Saint Jeannet* (1950), dédiée aux paysans vignerons, chante les hommes qui donnent à la nature son sens, des hommes bons et simples qui tirent de leurs bras le miracle du vin. La vendange est une fête millénaire, le mariage du travail humain et de la fécondité de la terre.

Ce que sait désormais André Verdet, c'est que cette légende de l'amour et de la liberté n'existe pas toute seule, en l'air, elle est faite de chair et de sang, elle est à la mesure des soins et des soucis des hommes. Elle se nourrit de tous les combats pour le pain, la liberté et la paix. Le bonheur n'est pas à attendre d'un hasard, chaque matin ravive de cruels souvenirs. Aux poèmes de Buchenwald font écho les *Poèmes de l'inquiet souvenir* (Seghers, 1950) :

> T'en souviens-tu, ô moi-même
> De celle qui se retourne encore une dernière fois
> Soudain comme l'image de la liberté bafouée
> Mais résolue...

et ces images se mêlent à celles du présent, quand, sous les yeux du poète arrive, par exemple, la photographie pathétique d'un jeune instituteur et d'une jeune institutrice grecs, qui se donnent la main, face au peloton d'exécution monarchiste.

L'amour, — car Verdet est l'un des plus émouvants poètes d'amour de ce temps, — l'amour, le poète sait qu'il n'est pas la bulle de savon échappée par chance aux lèvres d'un ange joufflu, il sait qu'il n'a de sens et de chance que « *par ce grand élan, ce vaste rassemblement de fraternité qui me ravage,* dit-il, *merveilleusement jusqu'aux astres réels du ciel* ».

L'œuvre d'André Verdet a repris de fond en comble ses points de départ, l'amour en est le fil conducteur, mais il n'est plus isolable. Il a certes perdu la grâce un peu désuète des fleurs coupées, c'est pour y gagner d'être une fleur vivante, une poésie ardente qui s'épanouit sur un riche terreau d'humanité fraternelle.

Dans *Pages d'amour* (illustrées par Françoise Gilot, Ed. Raisons d'être), André Verdet donne ses nouvelles dimensions à l'amour. Si nous l'écoutons chanter l'absence de l'aimée, nous n'entendrons pas seulement la plainte romantique ; en tout cas, elle n'a plus son aboutissement dans une vision vague et métaphysique. L'impatience amoureuse en appelle à une présence qui redonnerait ses vraies couleurs de joie à la nature, et rendrait l'amant à son humanité essentielle :

> Serais-tu bientôt là pour
> Vivre lutter espérer de nouveau avec moi
> Avec tous nos amis, avec tous ceux
> Qui démasquent l'ombre à la lumière.

Rien n'empêche le poète de rêver, comme un enfant :

> Je t'aime encore à la lueur de nos yeux d'enfants quand au loin vers l'île au trésor retentit le tambour du corsaire au cœur d'or...

de rêver comme les hommes au travail :

> Je t'aime encore au plein reflet de la lampe du mineur braquée sur l'effigie perdue au fond des galeries.

André Verdet continue d'évoquer les traces en lui d'une ancienne émotion enfantine, il poursuit toujours la quête de l'innocence, mais du moins le sait-il. Il écrit ces délicieux contes pour enfants que sont *Le loup et moi* ou *La fête au village*. Sans rien perdre de son enchantement, il tend à la forme de poésie qu'il semblait le plus autrefois redouter et qu'il faut bien appeler la poésie éloquente.

A partir du moment où le poète sait que le meilleur de l'humain qu'il chante, lui, est un trésor commun sur lequel tous veillent et doivent veiller avec lui, comment éviterait-il de donner au cœur et à la raison leur forme le plus passionnément transmissible ? Avec son long poème *L'homme au mouton,* écrit pour l'inauguration de la statue de Picasso donnée au village de Vallauris, il affronte les préjugés raffinés, et retrouve le ton de ces poètes d'autrefois qui composaient leurs discours sur les malheurs du temps et les raisons d'espérer. Il n'est pas sans intérêt de noter que l'homme-héros des plus récents poèmes de Verdet, c'est l'homme qui façonne de ses mains l'image de sa joie dans la nature, l'homme qui tourne entre ses doigts les formes de sa plus belle espérance : la paix. Sa dernière œuvre a pour thème *la Chèvre,* et il part des travaux de Picasso une fois encore. Il est émouvant de constater qu'André Verdet, après avoir assemblé les impressions désordonnées d'un monde chaotique et divisé, conduit la poésie au cœur de cette plus haute joie que l'homme se donne à lui-même, l'art. C'est le lieu actuel où il unit, pour le meilleur, son rêve d'innocence et sa fidélité d'homme au combat pour un monde meilleur réel. On peut penser qu'il s'agit d'une nouvelle étape. Les portes de l'aurore restent ouvertes ;

> Le bonheur est à tous et sera pour chacun.
>
> (*Ode à St-Jeannet.*)

Et c'est déjà beaucoup que cette démarche qui réinvente, étape par étape, un nouveau visage de l'amour, ait dans l'œuvre de Verdet de quoi se poursuivre ; parce qu'elle refuse de « s'habituer à la prison » ; parce qu'elle recherche ce qu'elle aime et aussi comment aimer.

Sans doute, il n'est rien de plus difficile que d'exprimer justement le sentiment amoureux (malgré l'apparente facilité, la trompeuse spontanéité qui, en général, n'est que charmante et superficielle, ou, au contraire malgré la tentation du poncif et du cliché). Cela exige une redécouverte de l'authenticité humaine, tous vernis grattés, et les leçons fades renoncées.

Comme disait Paul Eluard dans *Poésie ininterrompue I* :

> Si nous montions d'un degré...

Et ce degré, le voilà monté en ces vers du *Phénix* :

> Les hommes sont faits pour s'entendre
> Pour se comprendre pour s'aimer
> Ont des enfants qui deviendront pères des hommes
> Ont des enfants sans feu ni lieu
> Qui réinventeront les hommes
> Et la nature et leur patrie
> Celle de tous les hommes
> Celle de tous les temps.

CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE

par Maurice CAVEING

A. DUCAS : **la Pensée et la Connaissance de Pascal.** Ed. Méditerranée Vivante.
Paul-Louis LANDSBERG : **Problèmes du Personnalisme.** Paris, Ed. du Seuil, 1952.

La masse des étudiants échappe de plus en plus à l'influence cléricale. Il devient donc de plus en plus nécessaire de fournir des armes idéologiques aux mouvements d'Action Catholique et de leur trouver des patrons parmi les philosophes du passé. La plaquette de M. Ducas sur Pascal fait visiblement partie de ce plan.

On ne peut dire du reste que ce soit une réussite. C'est une compilation plate et ennuyeuse, une paraphrase dogmatique des textes pascaliens, une illustration insipide de la méthode d'autorité chère à l'enseignement catholique. Il s'agit pour M. Ducas de lutter contre « l'appétit matière », de montrer un Pascal « aux antipodes du jansénisme », d'inspirer le mépris de la science et de déprécier la critique scientifique de l'œuvre pascalienne.

Chez ce Pascal précurseur de l'Action Catholique et des démocrates-chrétiens,

> ce qu'il y a de plus spirituel et de plus profond rejoint naturellement ce qu'il y a de plus social, de plus visible, de plus littéral, de plus corporel dans l'Eglise.
>
> Puisse-t-elle, cette magnifique pensée, rester une directive de vie, s'écrie M. Ducas, et pour demain une aspiration suprême à cet idéal social qui ne peut ni vieillir, ni périr !

Les maîtres de M. Ducas sont les philosophes réactionnaires Maurice Blondel et Jacques Chevalier, ce dernier de vichyste mémoire. Aussi chercherait-on en vain dans ces cent-cinquante pages une critique véritablement philosophique des contradictions de Pascal. La véritable grandeur de Pascal, son sens aigu de la dialectique universelle, rappelée par Staline dans *Anarchisme ou Socialisme*, n'est nullement comprise. Pourquoi Pascal, prisonnier de son siècle et du rationalisme mathématique formaliste, n'a pu entrevoir le rationalisme dialectique, comment cette impuissance objective et déterminée l'a rejeté dans l'agnosticisme et le fidéisme, comment le rationalisme mathématique de la bourgeoisie montante le conduit néanmoins à une méthode apologétique hétérodoxe et à l'argument pragmatiste du « pari », toutes ces questions ne sont évidemment même pas posées.

Sans tenir aucun compte du progrès des sciences depuis Pascal, M. Ducas continue à voir des mystères insolubles et des abîmes de contradiction là où la science sociale marxiste projette la plus vive clarté, et à invoquer la religion comme « explication » de ces prétendus « faits inintelligibles », comme remède à la dialectique triomphante, comme « achèvement » de la philosophie. Cédant lui-même au pragmatisme à la mode, il proclame :

> Le Christianisme est donc infailliblement utile pour dénoncer l'énigme et valoir à l'homme un remède à ses maux.

M. Ducas est si plein de son sujet qu'il regarde de très haut le respect le plus élémentaire du lecteur. Ni le décousu, ni les redites ne lui font peur ; pas même les réfutations dénuées de tout rapport avec la thèse, comme cela arrive fréquemment dans le chapitre sur le jansénisme. Vétilles également que les erreurs historiques pures et simples, comme celles-ci :

> Descartes considère les mathématiques comme des créations de l'imagination,

et plus loin :

> Descartes subordonne l'entendement à la volonté (?)

Ajoutons que le style, prétentieux et volontairement haché, voulant se donner un faux air pascalien, obscurcit Pascal, au lieu de le rendre plus accessible.

Voici du reste un échantillon de notre auteur :

> Le séparatisme sot de la science à l'idée divine est une utopie XIXe siècle. Les scientistes de cette honorable époque du néant ont machiné des esprits, pour les faire respirer mécaniques, sans plus.
>
> ...On se dresse impitoyablement à l'égard de cette combinaison intellective, matérialisée, qui prétend imposer le prédicat de la valeur « in se » des choses, quand dans le fond, cette prédominance de la pensée n'aboutit qu'à des êtres de raison, susceptibles de faciliter une terminologie à la forme des choses pour un avantage particulier.

Textuel !

M. Ducas termine son livre par une citation du maître de Mussolini, l'idéologue obscurantiste et réactionnaire Georges Sorel, datant de 1913 :

> Je suis persuadé que dans quinze ou vingt ans, une nouvelle génération, débarrassée, grâce au bergsonisme, des fantômes construits par les philosophes intellectualistes, depuis Descartes, n'écoutera plus que les hommes capables de lui expliquer la théorie du mal. Alors on entendra les étudiants crier à leurs Maîtres : « Parlez-nous de Pascal ! »

M. Ducas regrette sans doute que la prédiction de Sorel n'ait pas connu en France une réalisation durable et que l'antiintellectualisme fasciste n'ait eu que des patrons discrédités. Si les étudiants crient quelque chose à leurs maîtres, c'est bien plutôt : « Parlez-nous du marxisme. » Le livre de M. Ducas n'est peut-être qu'une exécrable dissertation bâclée, mais, disons-le franchement, c'est en tout cas une tentative d'enrôler Pascal sous une bannière politique détestable.

★

Le recueil *Problèmes du Personnalisme* groupe divers articles publiés dans la revue *Esprit*, des rapports aux Congrès de cette revue, et des études philosophiques, écrits entre 1934 et 1939. L'auteur paya de sa vie sa résistance à l'hitlérisme et mourut au camp de concentration d'Oranienburg. Une telle participation à la lutte idéologique contre le fascisme ne peut que faire accueillir avec sympathie un tel ouvrage. Cependant, cela ne suffit pas pour conférer à ces textes un intérêt durable. L'idéologie de Paul-Louis Landsberg a pu lui inspirer d'émouvantes protestations contre la barbarie nazie et même des appels à la lutte. Elle était incapable de lui permettre une analyse profonde de l'essence du fascisme et de son idéologie, analyse qui seule permettrait de se reconnaître parmi les idéologies fascisantes d'aujourd'hui. Faute de cette précision scientifique, les textes de Landsberg, après quinze ans passés, peuvent aussi bien servir la démocratie et l'humanisme que l'anticommunisme le plus invétéré. En ce sens, la publication du recueil apparaît surtout comme un moyen de revigorer un peu l'idéologie personnaliste à bout de souffle, de justifier philosophiquement les hésitations politiques du personnalisme.

On sait que le personnalisme est un curieux mélange de « réalisme » chrétien médiéval et de tout ce que l'idéalisme décadent de l'Occident a pu produire depuis cinquante ans en fait de philosophies du « concret », de « l'existence », et de phénoménologie. Landsberg ne peut donc manquer d'apparaître comme le « penseur profond » du personnalisme. Héritier direct de l'obscurantisme allemand de la période de l'impérialisme, disciple de Max Scheler, il était à même d'insuffler aux thèmes du spiritualisme chrétien ce qu'il fallait de phénoménologie pour les rendre acceptables en plein vingtième siècle et les introduire dans l'arène philosophique dans les années 30. Landsberg a été largement influencé par tout le courant de l'irrationalisme allemand, et notamment par Nietzsche, Gregor Mendel et la génétique formelle, Freud, Klages, et par les décadents du genre de Sade et de Kafka. Landsberg s'élève contre le « rationalisme », englobant sous ce terme à la fois l'idéalisme rationaliste universitaire et le matérialisme

mécaniste. Il s'élève contre le « scientisme », contre ce qu'il prend pour le matérialisme et qui n'en est que la caricature, les théories qui affirment que « l'homme n'est que ce qu'il mange, qu'il n'est qu'un singe dégénéré », etc... Contre ces vulgarités pseudo-scientifiques, Landsberg revendique une vérité qui rende compte de tous les aspects de l'homme. Mais il ne semble pas soupçonner un seul instant qu'il existe un autre rationalisme représenté par le matérialisme dialectique et le matérialisme historique et qui répond à ces exigences.

Il s'ensuit que pour Landsberg, la science est disqualifiée et qu'il s'engage dans la voie de l'agnosticisme et du fidéisme. Il affirme que la « recherche du vrai ne se confond pas avec la science ». Pour être près du réel, il faut que la réflexion philosophique dégage, par delà l'entendement, le sens de l'événement immédiat, concret. Landsberg nie la thèse léniniste bien connue que l'abstraction scientifique est ce qui reflète le plus exactement la réalité. La connaissance conceptuelle n'a plus qu'un rôle subordonné. Seule la métaphysique rend compte de l' « expérience intégrale ». On reconnaît là, malgré la prétention de « dépasser l'opposition entre l'idéalisme et le matérialisme », le subjectivisme phénoménologique. Landsberg du reste exprime assez exactement les exigences de cette méthode en disant qu'il faut partir de la « subjectivité du fait vécu » et que les faits qui constituent le contenu de l'expérience possèdent toujours un sens. Bien évidemment, pour lui ce « sens » n'est pas constitué par leur nécessité interne et objective, mais par une signification qui ne saurait être indépendante d'une conscience qui les éprouve.

Parti de ces prémisses, Landsberg, à la suite de Max Scheler, adhère donc à une philosophie idéaliste des significations et des « valeurs ». Il affirme un « pluralisme des valeurs », condamne le « fanatisme » qui s'en tient à un seul type de vérité, prétend réconcilier le « savoir scientifique » et le « savoir religieux », prône leur « coopération paisible ». Il est aisé de reconnaître dans cette attitude les traits de la pensée petite-bourgeoise désireuse de concilier les contraires, et en arrière-fond l'angoisse devant l'aggravation de la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme, « veille de la révolution prolétarienne ». Landsberg ne dit-il pas :

> Le labyrinthe de Scheler, c'est le monde moderne avec son relativisme des valeurs,

et encore :

> L'homme est obscur à sa propre vue. Que fera-t-il pour ne pas se perdre dans ce labyrinthe plein de danger ? Que fera-t-il en temps de guerre ? En temps de guerre civile ? En temps de révolution ?

C'est pourquoi aussi il affirme que toute action implique « impureté », — impureté par rapport aux idéaux petits-bourgeois laissés pour compte par l'histoire. Landsberg lui-même le dit à propos de « la Métamorphose » de Kafka :

> Il y a une angoisse de la transformation (indépendante de ma volonté), secret d'un certain monde bourgeois.

C'est pourquoi l'idéologie de Landsberg est une idéologie de l'angoisse et de la décadence : angoisse de la vie et de la mort, du suicide, de la sexualité, de la « communication des consciences », hantise du néant et de la morbidité, angoisse de l'histoire.

Il est compréhensible dès lors que les deux principaux thèmes du recueil soient ceux de « la personne » et de « l'histoire ».

Le mérite de la théorie de la personne de Landsberg est d'avouer franchement que l'essence du personnalisme est dans la théologie. Landsberg constate dans la personnalité une couche qui déborde largement le donné biologique, il ne lui en faut pas plus, dans l'ignorance où il est de la théorie matérialiste historique de la conscience, pour référer la vie spirituelle au mystère divin. Pour lui la différence spécifique personnelle ne peut s'expliquer

que par la création divine, la personne humaine est le reflet de la personne divine, il y a un noyau irréductible à l'analyse rationnelle. Ce mysticisme médiéval s'accompagne d'une psychiatrie à la fois psychanalytique et phénoménologique et d'une interprétation de l'hérédité biologique selon les canons de la génétique formelle. Il en résulte une conception ouvertement pessimiste. L'âme est conçue comme fatalité. L'évolution de la personne se meut entre une « fatalité intérieure » et les « hasards du milieu » biologique. Cette conception apparaît typiquement dans l'analyse qu'il donne du contenu de la conscience de Nietzsche avant et après l'apparition de la paralysie générale : nulle part le contenu social, la fascination du petit-bourgeois philistin allemand par l'impérialisme naissant, n'apparaît, et l'on saisit sur le vif la supériorité de la méthode pavlovienne en psychiatrie. La combinaison de ce fatalisme et de la théologie donne naissance au thème constant de la « vocation » et aux diableries qui en découlent :

Reniée, elle prend figure d'un chasseur très cruel qui ne se lasse pas de nous persécuter !

La conception de l'histoire de Landsberg découle directement de sa théorie de la personne. La politique est le domaine du « nous », de la communauté et non de l'Etat de classe. Il y a du vrai dans toutes les théories de l'histoire : Hegel, Carlyle, Gobineau, Marx, mais ce qu'il faut découvrir, c'est la « hiérarchie des facteurs » ; or celle-ci est fondée sur la « structure de la personne », avec ses facteurs « réels » (géographiques, biologiques, économiques) et ses facteurs « spirituels ». Une politique basée sur la connaissance scientifique du développement historique est une chimère du scientisme, car l'expérimentation est impossible en ce domaine ! Il s'ensuit qu'une psychanalyse existentielle corrigée par « la primauté du spirituel » est d'un bien plus grand secours et Landsberg en arrive ainsi à écrire :

Dans le racisme se manifeste une vraie révolte contre la reconnaissance du caractère pérégrinal de toute vie terrestre. On veut s'affranchir de la loi inéluctable de notre vie fugitive en créant une émigration, c'est-à-dire une classe de gens spécialement chargés d'assumer le pèlerinage !

Par suite, lorsque Landsberg veut dénoncer les mystifications de l'impérialisme, comme par exemple les mythes hitlériens racistes — ce qu'il fait avec vigueur —, il est obligé d'invoquer pour expliquer leur genèse « la structure infantile de l'âme des foules », l'inconscient freudien. Le nazisme devient ainsi le produit des « désirs refoulés » des masses. La question de l'origine de l'idéologie nazie est confondue avec celle de son rôle au service de la dictature ouverte des éléments les plus impérialistes et les plus chauvins du capital financier. Le fascisme est confondu avec son idéologie et, sans s'en rendre compte, Landsberg apporte de l'eau au moulin de la thèse blumiste qui, à l'encontre de la célèbre thèse dimitrovienne, considère le fascisme comme un phénomène essentiellement petit-bourgeois.

Dans ces conditions, il est clair que, pour Landsberg, l'action historique ne peut se fonder sur la connaissance théorique claire du réel. Mais comme d'autre part subsiste pour lui une exigence éthique d'origine religieuse, on voit surgir le faux problème de « l'engagement historique ». En l'absence de l'évidence théorique, l'action ne peut se justifier que par une thèse volontariste. Landsberg voit la difficulté et ne peut la résoudre. Il s'élève avec véhémence contre le « décisionnisme » fasciste de Carl Schmidt. Il fait appel à la phénoménologie pour affirmer que l' « engagement historique » comme « participation à une structure de valeur » comporte une connaissance existentielle immanente. Mais à ce point le subjectivisme le guette, nouvelle difficulté. Landsberg affirme alors aussitôt, non l'objectivité de la vérité historique, mais la « transsubjectivité des valeurs ». C'est évidemment revenir à la théologie. Au reste les directions de cet engagement sont dictées en définitive par l'idéologie

religieuse médiévale, puisque c'est non seulement la lutte contre l'embrigadement fasciste de la personnalité, que Landsberg appelle on ne sait pourquoi « collectiviste », et le racisme, qu'il qualifie bizarrement de « matérialisme », mais aussi la lutte contre l'individualisme bourgeois.

Landsberg déploie des efforts louables pour arracher son public à l'apolitisme, pour lui démontrer que la liberté n'est pas « disponibilité absolue et indifférence », que l'action est inévitablement matérielle, que la réalité, c'est la lutte. Mais ces efforts risquent fort d'être inopérants, par manque d'une théorie exacte de l'histoire. La lutte reste pour lui le signe d'un monde en proie au péché ; si l'histoire est lutte, elle est lutte des nations et non pas lutte des classes. La paix durable reste pour lui un idéal « transhistorique ». Les guerres sont la fatalité de l'histoire. C'est sur cette thèse fausse qu'il appuie ses attaques contre le pacifisme, ses appels à la vigilance antifasciste.

> Le comportement du plus paisible, assure-t-il, est déterminé par celui du plus violent ; un seul agresseur suffit pour troubler la paix de tous.

Il ne pouvait peut-être pas entrevoir que l'union des plus paisibles puisse tenir en échec l'agresseur le plus violent, mais, imprimées en 1952, ces thèses sont bien insuffisantes. Lorsque Landsberg essaie de voir dans le nazisme autre chose que l'idéologie, ce n'est pas l'intérêt du capital impérialiste qu'il découvre, mais seulement « l'intérêt des hommes au pouvoir », qui sont des « primaires », conduits par « un déséquilibré » !

Il reste de Landsberg une vigoureuse dénonciation des mythes hitlériens, qu'il rattache avec raison au pragmatisme et au relativisme :

> Toute agression nécessite une organisation immense du mensonge faisant de l'agresseur un attaqué et réciproquement ;

de véhémentes protestations contre la non-intervention en Espagne, l'attentisme coupable devant les plans concertés du fascisme international, le pacifisme, l'objection de conscience, la théorie de la non-violence ; des appels pathétiques et solitaires au courage politique devant la guerre menaçante :

> A la capitulation de la conscience devant le besoin d'illusion, succède la lâcheté pratique, la capitulation devant l'adversaire.

Il affirme avec netteté le droit et le devoir de résistance au fascisme et à l'agression, l'existence de guerres justes et de guerres injustes.

Il lui a manqué une connaissance adéquate du monde où il vécut : le monde de l'impérialisme. Naïvement il croit aux bienfaits de l'unification européenne comme aboutissement d'une « tendance historique », sans voir que c'est fonder de vains espoirs de paix dans le super-impérialisme.

Landsberg fut un lutteur, mais un lutteur aux yeux bandés.

DOCUMENTS

GEORGE SAND INSULTÉE

(suite)

Nous avons, dans le dernier numéro de *la Pensée* (n° 52, p. 127), le journal *Chad News,* publié à Châteauroux par les autorités américaines à l'usage des troupes d'occupation du camp de la Martinerie. Il s'agissait, on s'en souvient, d'injures grossières à l'adresse de la grande romancière berrichonne George Sand, définie comme une femme « aux manières obscènes », « négligeable comme écrivain » et comparable à Mme de Pompadour plus qu'à George Eliot. Et la diatribe se terminait par cette phrase :

> Elle attirera toujours comme tous les gens qui « font l'amour » et le racontent.

Il semblait qu'un tel jugement, au nom d'une austère morale puritaine, eût pour but de discréditer George Sand en la traînant dans la boue. Mais un article plus récent du même journal (cité dans *l'Humanité* du 7 janvier 1954) peut nous faire douter de cette interprétation. L'article est intitulé « Spectacle G.-I. follement acclamé » ; en voici quelques phrases :

> Le spectacle montrait le talent de certains G.I. et celui de divertisseurs professionnels, venus de Paris. M. Marsan, expert en amour, employa une heure à éduquer le public américain, en majorité mâle, dans l'art de faire l'amour [...] Ayant démontré aux Américains qu'ils ne savaient pas y faire, avec l'aide d'une gentille assistante, Marsan montra ensuite comment il fallait s'y prendre. Gus Kazolian, avec des efforts bien maladroits, essaya de l'imiter dans l'art de faire l'amour. Les acclamations enthousiastes du public incitent à organiser un programme plus étendu de divertissements.

Faut-il donc croire qu'en attirant l'attention sur de prétendues « manières obscènes » de George Sand, les autorités américaines de Châteauroux avaient pour but de la rendre sympathique, respectable ou admirable à leurs soldats ?

En tout cas, ces textes suffisent à nous donner une idée du niveau moral et mental des troupes américaines d'occupation, et de l'obsession sexuelle qui les accable, même lorsque leurs chefs se font professeurs de littérature française.

LES REVUES

ECHOS D'AMERIQUE LATINE

D'abord une mauvaise nouvelle. Les difficultés financières contraignent nos amis de *Nuestro Tiempo* (Mexico) à cesser la publication de leur revue. Mais ils espèrent reprendre leurs activités sous d'autres formes.

Le n° 9 (dernier reçu) contenait notamment de fortes pages sur Concepción Arenal, une des plus attachantes figures de l'Espagne du XIXe siècle (1820-1893), celle qui s'est amèrement définie elle-même une « voix criant dans le désert », et sur qui le régime franquiste observe, naturellement, un lourd silence. Si la pensée de Concepción Arenal est dépourvue de cette rigueur scientifique à laquelle nous sommes attachés, elle n'en procède pas moins d'impulsions généreuses et justes. Arenal sut allier la pratique à la théorie, puisqu'elle créa et dirigea des hôpitaux, fut secrétaire de la Croix-Rouge espagnole, inspectrice des prisons de femmes, membre de la Commission juridique nommée par le gouvernement de la première République pour la réforme du système pénal, fondatrice de maintes sociétés pour l'aide aux pauvres et aux prisonniers ; Concepción Arenal a condamné l'Etat protecteur de l'égoïsme d'argent, stigmatisé la guerre, dénoncé ceux des hommes de science qui se mettent à son service :

> Etranger qui as envoyé bombarder cette ville la nuit des Morts..., n'oublie pas de dire combien de kilogrammes de fer et de poudre tu as dépensés pour assassiner une belle enfant qui dormait dans son berceau.

★

De l'Equateur nous est parvenu le n° 5 de *Cuadernos del Guayas*, avec d'intéressantes études sur la poésie guayaquilène (Falconí Villagómez) ; l'artiste et les problèmes de notre temps (Luis Cardoza y Aragón) :

> Avoir plus de conscience... Sa conscience [celle de l'artiste], toujours en alerte, lui fait voir clairement l'injustice. Et l'offense que l'injustice fait à son esprit devra être fondamentale dans sa vie et son œuvre.

De plus, quelques beaux poèmes de Jorge Enrique Adoum, qui nous mettent l'eau à la bouche :

> Quand de nouveau vient l'étranger envahissant le cellier de la patrie, imposant ses pactes au guerrier que je ne suis pas, et je les refuse ; dictant à la terre conquise sa loi que nous rejetons, alors tremblent dans ma bouche les anciennes paroles — sang, rumeur, argile : La patrie est à nous encore ; il n'est pas à vendre, son archipel de volcans ; il n'est de mer, de minerai ni d'homme qui puisse aider à lui faire violence.

★

Du Vénézuela — la « petite Venise » des premiers conquérants, — *Cruz del Sur* nous envoie ses deux numéros de février-mars et d'avril-mai 53. — Au sommaire du premier, une étude juridique sur le procès Rosenberg ; une information sur le Congrès de Vienne, où sont cités l'abbé Boulier et J.-P. Sartre ; — un article de H. Fierro dénonçant le néo-malthusianisme ; une série de documents sur les constructions modernes à Caracas, depuis l'Institut de la Cité Universitaire jusqu'aux bâtiments privés, une maquette d'hôpital pour cancéreux.

Le second numéro s'attache au problème de l'habitat urbain et nous révèle que trois organismes de l'Etat (Banque Ouvrière, Commission de l'Urbanisme, Gouvernement du District Fédéral) s'efforcent de procurer des logements sains à la population ouvrière des villes, en particulier à Caracas qui s'est accru de 104 % entre 1941 et 1951.

Signalons encore : un hommage à l'Espagne, — une étude sur le *Guatemala, peuple en lutte* (contre la United Fruit Co), sa réforme agraire, ses efforts pour liquider l'analphabétisme (31.000 enfants vont à l'école contre 1.960.000 qui ne peuvent recevoir l'instruction élémentaire) et la misère (63 % de la population marche pieds nus).

Des photographies, des plans permettent d'apprécier la réalité des efforts analysés. Tout cela fait de *Cruz del Sur* une revue vivante et instructive.

P. Darmangeat

The Modern Quarterly. Revue trimestrielle, Londres.

Le numéro 4 de 1953 est le dernier de cette revue qui va céder la place à une nouvelle publication, *Marxist Quarterly*, à partir de janvier 1954. Ce nouveau titre, s'il peut nous paraître à première vue ambitieux, semble exprimer le souci d'une plus grande rigueur de pensée et d'une élévation souhaitable du niveau idéologique. Ce souci se justifie pleinement à la lecture des dernières livraisons du *Modern Quarterly*. Si certains articles, en effet, comme celui de John Lewis sur « la Religion et la Science » (n° 4) nous paraissent assez élémentaires ; d'autres, par contre, comme ceux écrits conjointement (n° 3) par Ronald Meek et George Houston, nous montrent de savantes acrobaties en marge du dernier ouvrage de Staline, et en arrivent, à force de jargonner dans l'abstrait, à des conclusions assez effarantes. Citons cette perle :

> ...Il ne sera pas possible de réaliser le communisme dans aucun pays pris séparément qui dépende de son commerce extérieur, ni dans le monde entier pris dans son ensemble, tant qu'une intégration économique n'aura pas été réalisée à l'échelle mondiale.

En dehors de ces surprenantes affirmations, nous devons constater dans ce même n° 3 un très louable effort pour aborder les problèmes spécifiquement anglais qui ne semblaient guère tenter jusqu'à présent les collaborateurs du *Quarterly*. Nous devons certainement les encourager dans ce sens. Ce n'est pas dans la pure abstraction, mais dans la prise de conscience de la réalité britannique éclairée par la réflexion marxiste qu'ils assumeront leur pleine responsabilité. Félicitons donc W. S. Adams de s'être, à propos du Couronnement, livré à une étude intéressante sur « Le Peuple et la Monarchie ». De même, Alick West donne un bon exemple de révision de l'héritage culturel en dégageant avec conviction la valeur progressiste de l'œuvre de Bunyan : de tels efforts, bien trop rares, permettraient à nos amis d'outre-Manche de sortir d'un certain isolement et, en plongeant des racines plus profondes dans le sol de leur patrie, de devenir les meilleurs de ses fils. Citons aussi le bon article dans lequel John Mahon (n° 4) étudie les caractères actuels du travaillisme britannique et, après avoir dénoncé avec vigueur et précision la trahison des dirigeants sociaux-démocrates, ouvre des perspectives sur l'avenir.

Nous trouvons aussi dans ces deux numéros d'utiles articles éducatifs sur « Staline homme de science » (Bernal, n° 3), sur « Staline et la science historique » (Christopher Hill, n° 4) et sur l'œuvre de Makarenko (F. Lawrence, n° 4).

A part de très rares exceptions, le *Modern Quarterly* semble avoir vécu assez en dehors de l'actualité. Il est caractéristique et attristant que ce n° 3 qui paraissait au début de l'été 1953 ne mentionne pas même une fois le nom des Rosenberg. Ce n'est là qu'un exemple...

Nous croyons utile, au moment où disparaît le *Modern Quarterly*, d'apporter à nos amis anglais cette appréciation critique de leur effort. Qu'ils y sentent aussi notre profonde et fraternelle sympathie.

Paul Meier

Political Affairs. Revue mensuelle, New-York.

Political Affairs est la revue théorique et politique du Parti Communiste des Etats-Unis, et le dépouillement des six derniers numéros (mai-octobre 1953) nous convainc qu'elle constitue une documentation indispensable aussi bien à l'historien et à l'économiste qu'à l'homme politique. Elle déchire, en effet, le voile de bluff que toute la presse, même parfois la presse libérale, laisse subsister sur la réalité politique quotidienne de la vie américaine, et elle nous offre des faits précis et mal connus chez nous qui nous aident à nuancer notre jugement. Tout est à lire dans ces articles marqués par une rare intelligence critique et combative, et c'est à regret que nous limitons notre compte rendu à ceux qui sont particulièrement susceptibles de renseigner les lecteurs de *la Pensée*.

C'est, en effet, tout d'abord sur cet aspect quotidien de la lutte à l'intérieur des entreprises que nous manquons d'information. Nous savons à quel point est dur le combat que mènent les communistes américains. Mais il faut, pour mesurer le courage et l'intelligence que demande un tel combat, lire l'article de Frederick C. Hastings, *Basing the Party in the Shops* (mai). Deux faits rendent ce combat difficile, outre la répression patronale. C'est d'abord l'opportunisme et la corruption des dirigeants syndicaux, et l'analyse détaillée nous en est fournie par le cas précis qu'étudient Alex H. Kendrick et Jerome Golden dans *Lessons of the Struggle against Opportunism in District* 65 (juin). Un autre fait non moins grave, c'est la division syndicale. Elle semble s'orienter vers sa solution, mais la question primordiale, c'est que l'unité se fasse, non sur la base, souhaitée par les dirigeants corrompus, de l'anticommunisme, mais sur celle d'une véritable unité ouvrière : c'est le problème que traite magistralement John Swift dans *The Left and the Struggle for Labor Unity* (juillet et août), et c'est une des tâches fondamentales des communistes américains qui concentrent le plus gros de leur effort sur les usines, malgré l'insuffisance de leur base ouvrière.

Sur le plan plus largement politique, la tâche est non moins vaste et non moins dure. Le Maccarthysme fait rage, et l'anatomie en est lucidement disséquée par Mark Logan et Sam Douglas (juin). Mais, comme l'indiquent justement un article de Pettis Perry (septembre) et la résolution du Comité National du Parti (octobre), la meilleure défense du Parti communiste, c'est de dénoncer les ennemis de la démocratie et de rassembler de larges couches de la population pour la défense des droits constitutionnels.

Rassembler, unir pour la lutte, tel est le constant souci. Et quel problème difficile dans un pays où, d'une part, la classe ouvrière constitue dans sa masse une clientèle fidèle du Parti Démocrate inféodé à Wall Street, et où, d'autre part et par voie de conséquence, aucun tiers parti n'a encore les moyens de s'imposer ! Il s'agit donc, sans tomber dans le crétinisme électoral, d'influencer du dedans et du dehors toutes les organisations existantes. Citons les articles suivants, très instructifs à cet égard : Alex H. Kendrick, *The Eisenhower Government and the Fascist Danger* (mai) ; Peter Colton, *On Labor and the Democratic Party* (juin) ; une résolution du Comité National (juillet) ; Andrew Stevens, *Perspectives for Political Action* (octobre). Un exemple concret de l'intelligente stratégie du Parti Communiste des Etats-Unis nous est fourni par l'étude de Jerome Golden et Anthony Appella sur les élections municipales de New-York (juillet).

Il va sans dire que c'est essentiellement sur le problème de la paix et, en particulier, dans la lutte contre la guerre très impopulaire de Corée que l'unité est réalisable et se réalise. Tous les articles de la revue insistent sur ce point en le reliant aux autres problèmes, et il serait vain de vouloir choisir entre eux.

Les forces progressives américaines trouvent un allié naturel dans le peuple noir des Etats-Unis pris dans son ensemble. Nous avons dans un compte

rendu précédent (*la Pensée*, n° 48-49, p. 294) montré quelle importance ce problème revêtait pour les communistes américains, et à quel sérieux débat idéologique il a donné lieu. William Z. Foster lui donne sa conclusion pratique dans son remarquable article : *Left Sectarianism in the Fight for Negro Rights and against White Chauvinism* (juillet). Foster va publier incessamment un important ouvrage sur *le Peuple Noir dans l'Histoire américaine*, dont le numéro d'octobre nous présente la table des matières, qui est d'une richesse impressionnante.

Une autre minorité nationale opprimée dont la collaboration et l'organisation sont nécessaires, c'est la population mexicaine du sud-ouest, dont la situation est soigneusement étudiée par James Burnhill (septembre). On lira d'autre part, dans le numéro d'août, d'intéressants documents sur l'Amérique latine et, en particulier, le Mexique et la Bolivie.

Ce sérieux, ce souci de documentation, si manifestes dans toute la revue, sont particulièrement précieux dans les grandes études économiques qu'elle nous offre sur la crise imminente. Deux articles doivent retenir notre attention : d'Alexander Bittelman, *New Economic Dangers and How to Meet them* (mai) et de Charles P. Menn et Wilbur H. Brown, *The South to-day and Labor's Tasks* (octobre). A leur lecture, les Etats-Unis nous apparaissent vraiment, aussi bien sur le plan industriel que sur le plan agricole, comme un colosse aux pieds d'argile.

L'âpreté de la lutte quotidienne ne fait pas perdre de vue à nos amis la nécessité de l'étude théorique, et ils semblent enclins à combler ce qui fut peut-être une lacune auparavant. Le numéro de juin publie un supplément spécial destiné à faciliter l'étude du dernier ouvrage de Staline, et celui de septembre applique la même formule originale et intéressante à l'étude du livre de Foster sur l'*Histoire du Parti Communiste des Etats-Unis*. Signalons aussi dans ce même numéro un long et utile compte rendu par V. J. Jerome de ces *Lettres aux Américains* de Marx et Engels qui viennent d'être publiées à New-York et dont la plupart sont encore inédites en français. Recommandons enfin aux physiciens l'article de Philip M. Tilden, *Lenin's « Materialism and Empirio-Criticism » and the Crisis in Physics Today*.

L'optimisme qui se dégage de tous les numéros de *Political Affairs* est sain et réconfortant, car il n'est pas aveugle aux fautes commises. Au contraire, celles-ci sont analysées avec pénétration et sont utilisées de façon constructive. La lecture de cette revue nous donne l'assurance qu'avec des cadres aussi intelligents et aussi héroïques, le Parti Communiste des Etats-Unis s'acquittera victorieusement de sa tâche historique.

Paul MEIER

Masses and Mainstream. Revue mensuelle, New-York.

Nous avons en mains neuf numéros (février-octobre 1953) de cette revue, et nous sommes frappés par sa richesse croissante, par sa haute tenue culturelle aussi bien que par sa magnifique combativité. Quand on sait les conditions de lutte de nos amis des Etats-Unis, on ne peut qu'admirer le courage avec lequel ils déploient l'étendard véritable de la démocratie américaine. Leur grand mérite est assurément d'exprimer avec force la réalité même de leur pays, de défendre avec passion et intelligence non point des valeurs abstraites, mais le meilleur de leur culture nationale, et d'y puiser les raisons mobilisatrices du combat contre le fascisme envahissant.

Les plus durs de leurs coups sont dirigés contre le Maccarthysme, dont les intellectuels sont particulièrement les victimes. La structure et la psychologie de cette nouvelle Inquisition sont mises à nu dans de nombreux articles, parfois excellents, que nous regrettons de ne pouvoir citer en détail. Mais nos amis de *Masses and Mainstream* ne s'en tiennent pas à une dénonciation passive. Ils

publient les courageuses déclarations des prévenus devant la Commission des Activités non-américaines, telles que celles de V. J. Jerome (mars), d'A. Trachtenberg (avril), D'Angus Cameron (juin). Ils organisent par leur publicité les tentatives de résistance qui s'affermissent dans le pays, et on lira avec intérêt l'appel d'Einstein aux intellectuels (juillet) ou la protestation digne et énergique formulée conjointement par les associations de bibliothécaires et d'éditeurs (août). Nous constatons avec joie que l'opinion ne reste plus passive devant l'arrogance et le vandalisme des policiers brûleurs de livres.

D'autres articles nous donnent de précieux détails sur les moyens mis en œuvre par le « Big Business » pour abrutir les esprits. Citons notamment ceux de George Marion sur la presse et d'Albert Kahn sur les « comics » et la télévision, tous deux publiés dans le n° de juin.

L'affaire Rosenberg a suscité dans presque tous les numéros d'ardents appels et d'émouvants poèmes.

Un des aspects caractéristiques de la lutte soutenue par les communistes américains, c'est le combat incessant qu'ils doivent livrer contre le racisme antinègre, pour l'unité des travailleurs blancs et noirs, et pour le plein épanouissement de la culture nationale du peuple noir. *Masses and Mainstream* consacre à cette tâche une partie importante de son effort. Les lecteurs de *la Pensée* ont pu en apprécier l'intérêt et la valeur en lisant (n° 50) la traduction de l'article de A. Berry sur « L'Avenir de la musique nègre ». Ils en trouveront le texte original dans le n° de février de la revue américaine et apprendront avec intérêt que cet article en a suscité d'autres non moins riches sur le même sujet de Mel Williamson (juillet) et de Sidney Finkelstein (octobre). D'autres articles de valeur sont consacrés par Samuel Sillen au romancier nègre Charles W. Chesnutt (février), par S. Finkelstein (février) et par Philip Evergood (août) au peintre nègre Charles White.

Peu de place semble être relativement accordé à la culture des autres pays. Peut-être y a-t-il là une faiblesse. Ne serait-ce pas un stimulant pour nos amis américains d'être tenus davantage au courant de l'immense développement de la culture progressiste dans les divers pays ?

On invoquera le manque de place. Cette raison n'est sans doute pas satisfaisante, mais on doit reconnaître que *Masses and Mainstream* défend et illustre remarquablement dans ses pages la culture nationale des Etats-Unis. Nous savons gré notamment à son rédacteur-en-chef Samuel Sillen de s'être attelé avec bonheur à l'étude critique de l'héritage culturel américain. C'est ainsi qu'en un excellent article (mai) il nous a restitué le vrai visage d'Emerson, si souvent travesti et affadi par une tradition conformiste, et il appuie son argumentation sur la publication d'extraits convaincants. Il a entrepris le même travail pour Melville (septembre) en publiant un extrait de son premier roman, *Typee*, qui dénonce les crimes colonialistes en Polynésie, et pour Thoreau, dont le plaidoyer en faveur de John Brown est d'une émouvante beauté (octobre). Samuel Sillen engage aussi le combat contre les mensonges de la critique officielle, et son étude sur Van Wyck Brooks (octobre) témoigne d'une grande maîtrise. L'attitude de veulerie des principaux écrivains américains d'aujourd'hui est également dénoncée en un style très personnel par Michaël Gold (mars). D'autres aspects de l'idéologie imposée par le « Big Business » font enfin l'objet d'utiles études, comme celle d'Albert Starr sur « La Médecine psychosomatique ».

Chaque numéro de la revue est enrichi de nouvelles, de bonnes illustrations, de comptes rendus, de documents, et aussi de poèmes. Nous avons été saisis par la beauté et par la puissance des extraits traduits dans le n° de mai du *Chant de la Chine Nouvelle* de Pablo Neruda que nous ignorons encore en France.

Une page d'extraits de presse nous donne chaque fois des aperçus assez effarants de l'hystérie officielle.

La richesse que laisse deviner ce maigre compte rendu ne doit pas cependant nous

empêcher de formuler à l'égard de *Masses and Mainstream* une critique grave. Elle concerne l'insuffisance flagrante d'articles théoriques. Dans neuf numéros étudiés, un seul article, celui d'Emile Burns (« La Science, l'art et les superstructures »), paru en septembre, se réfère directement aux classiques du marxisme. Nous ne pouvons nous empêcher de croire que l'étude régulière de ces classiques fournirait à nos amis américains la plus solide de toutes les armes dans leur dur combat. Nous formulons cette critique, nous ne l'oublions pas un instant, à l'égard d'hommes et de femmes sans cesse menacés qui mènent la lutte dans la citadelle même du capitalisme mondial, mais c'est parce que nous les aimons et parce que nous les respectons que nous voudrions les aider de toute la fraternité de notre critique.

Paul Meier

Revue de Synthèse, tome LXXII, juillet-décembre 1952.

Nous trouvons ici les trois derniers exposés, suivis de discussions, de la seizième Semaine de Synthèse consacrée à la Mentalité préhistorique (les trois premiers publiés dans le tome LXXI, janvier-juin 1952 ; voir *la Pensée*, n° 48-49, pp. 296-297). Dans le premier : *l'Homo sapiens : langage et socialité*, E. Buyssens, professeur à l'Institut Solvay, donne comme point de départ au langage une activité de jeu, le plaisir de s'entendre mutuellement et développe une série d'hypothèses d'ordre logique ou psychologique. Le second sur *l'Homo religiosus*, de Paul Chalus (Centre International de Synthèse), groupe commodément et avec d'intéressantes remarques de détail une riche documentation ; mais l'origine de la religion est recherchée, par une explication psychologique, dans un conflit entre l'équilibre affectif et les conceptions qui apparaissent avec la raison naissante. Malgré le souci positif de rechercher dans les cris des singes anthropoïdes les premiers éléments du langage, ces exposés déçoivent par la faiblesse ou l'insuffisance des explications et des hypothèses.

On voit éclater ici une fois de plus l'impuissance où conduit la méconnaissance systématique de la méthode marxiste. Chacune des grandes activités humaines est examinée isolément, comme si elle s'était développée d'une manière autonome et s'expliquait surtout par sa propre nature ou par la nature donnée de l'esprit humain. Or c'est cette nature, son origine et son évolution qu'il s'agit d'expliquer et on ne peut les expliquer que par le travail, le développement des forces productives et les progrès de l'organisation sociale, de la horde au clan. Les précisions apportées par A. Leroi-Gourhan sur le très lent, mais rationnel progrès de l'outillage de pierre avant le moustérien, puis sur la révolution technique du moustérien auraient dû fournir aux autres exposés la base solide, scientifique, indispensable : le simple fait qu'elles aient été négligées, inutilisées systématiquement montre ce qu'il y a de fallacieux dans des tentatives de synthèse sans recours à une véritable méthode scientifique.

Le troisième exposé sur *l'Homo estheticus*, par Paul Wernert (Université de Strasbourg), apparaît plus satisfaisant malgré les formules stéréotypées sur l'origine purement désintéressée de l'art paléolithique le plus ancien ou le génie artistique qui sommeillait dans le subconscient. Mais les faits, quand on a le scrupule et la patience d'en dégager les leçons, parlent plus clair que les préjugés. L'auteur nous rapporte les explications que l'étude minutieuse de l'art figuré des cavernes a permis de donner sur l'origine et le développement des techniques de la gravure et de la peinture ; il conclut que c'est le besoin, grand animateur de toute activité, ainsi que le sentiment d'infériorité et d'impuissance vis-à-vis des lois de la nature, qui ont donné lieu à la création et à l'épanouissement de l'art de l'âge du Renne.

Charles Parain

LES LIVRES

Claude Roy : **Clefs pour la Chine.** Paris, Gallimard, 1953.

Journal de voyage — reportage — étude historique de l'évolution de la Chine contemporaine — traité de la culture chinoise — les *Clefs pour la Chine* sont tout cela et rien de tout cela. Et il serait vain de vouloir classer l'ouvrage dans un « genre » conventionnel. Ce serait anticiper inutilement sur la joie qui attend le lecteur, que de s'essayer à en résumer sèchement le contenu.

Claude Roy s'est deux fois plongé dans l'immensité de l'univers chinois. Ecrivain et critique d'art, il a consacré de longues heures, de longues journées à étudier le passé chinois. Journaliste et militant, il a séjourné deux mois en Chine en compagnie d'Yves Farge, comme invité du Conseil Chinois de la Paix en automne 1952. Et c'est cette double et intime connaissance de la Chine, qui nous vaut ce beau, ce très grand livre.

C'est tout d'abord la Chine Nouvelle qu'il nous décrit. Et il excelle à traiter de complexes problèmes politiques, non en termes abstraits, mais par l'évocation d'une anecdote ou d'un portrait : une conversation avec une jeune Miao sur le quai d'une gare pose la question des minorités, la biographie d'un industriel pose celui de la bourgeoisie nationale, une soirée dans un village, celui de la réforme agraire. Il a su à chaque instant trouver le *typique*, le détail apparemment particulier, mais qui suffit à caractériser une situation. Comment oublier l'anecdote touchante du petit vendeur sur la route rédigeant avec application ses reçus en triple exemplaire, et déclarant à une question tentatrice : « J'aurais pu ne pas donner de reçu. Mais ça aurait été très mal. » Et ce raccourci extraordinaire du 1er octobre 1949 devant la Porte du Ciel, après la proclamation officielle de la République :

> Le plus étonnant, m'a dit un témoin, c'était le silence : cinq cent mille hommes qui retenaient leur souffle...

Les « gens de lettres » pourront admirer « en soi » la maîtrise de la technique littéraire de Claude Roy, passant avec virtuosité du développement *ex cathedra* à la page de journal, de l'anecdote à la réflexion personnelle, du « papier d'identité » d'un personnage typique à la polémique contre le « vieux colonial ». Mais la structure si particulière de ses chapitres représente beaucoup plus qu'une simple démonstration de savoir-faire, que le simple maniement d'un habile procédé. Car cette perpétuelle mobilité nous met directement en contact, non pas avec le peuple chinois envisagé comme une abstraction, mais avec la vie même de la Chine, si active, si remuante. Et l'auteur parvient ainsi à merveille à voir lui-même, à nous faire voir les hommes de Chine dans toute leur réalité individuelle, aussi proches de nous qu'il se peut. Et il parvient par là à montrer quel est l'objectif de la Chine Nouvelle : la recherche du mieux-être des hommes. Quelle admirable leçon d'humanisme communiste se dégage de la déclaration d'un « cadre » de la réforme agraire, interrogé sur le sort réservé au landlord Nieh :

> Les paysans ont déjà compris que l'important, ce n'est pas leur haine, mais ce qu'ils en tirent. L'essentiel, ce n'est pas qu'ils se vengent de Nieh, mais qu'ils n'aient plus peur de lui, *qu'ils deviennent les maîtres de leur propre vie.*

Mais le passé si riche de la Chine a fasciné Claude Roy autant que le présent. Il a su le rendre familier à tous, en dispersant déjà dans ses premiers chapitres, consacrés à la Chine actuelle, des allusions et des souvenirs relatifs aux légendes, aux romans, à l'art d'autrefois (comme par exemple au célèbre *Rêve de la Chambre Rouge*) ; et le lecteur même non averti, quand il arrive ensuite aux excel-

lents chapitres plus systématiquement consacrés à l'écriture, au théâtre, à la philosophie, à la religion se retrouve comme en pays de connaissance...

Le bref raccourci qu'il présente, de l'évolution de la Chine depuis la guerre de l'opium et « l'ouverture » du pays, présente une vue assez exacte des faits. Il abonde en formules brillantes, souvent plus instructives qu'une longue et aride leçon :

> La Chine devenait semblable au melon de Bernardin de Saint-Pierre : découpée en tranches pour qu'on la mange en famille...
>
> Il y avait à Versailles deux absents, mais personne n'y prenait garde : un nommé Lénine et un nommé Sun Yat-sen (on a toujours avantage à bien étudier, quand on reçoit, la liste de ses invités)...

Mais disons franchement que la technique de Claude Roy, si parfaitement appropriée à une description de la Chine Nouvelle, convient moins bien à une véritable *explication* de la révolution chinoise. Il y a quelque chose d'artificiel à dissocier, par exemple, le récit suivi de la révolution de 1911 et de ses causes, d'un développement autonome, « papiers d'identité », sur la vie de Sun Yat-sen », et d'un autre développement, situé beaucoup plus loin, sur la bourgeoisie chinoise.

Son excellente connaissance du passé de la Chine a permis à Claude Roy de marquer avec vigueur la *présence* quotidienne de ce passé dans la vie de la Chine Nouvelle. Ce banyan aux racines profondes, selon sa belle image, se reflète dans la pensée militaire de Mao Tsé-toung (imprégné du vieux stratège Sun Tse), comme dans cette réflexion charmante du gardien du Temple du Ciel à Pékin, citant le poète Po Chou-I (IXe siècle), à propos de la courbe d'une balustrade. Claude Roy, entendant le capitaine d'une unité déclarer « réunion Chou Ko-liang avant la soupe », sait relever que le nom de ces séances d'éducation politique leur vient d'un héros du roman des Trois Royaumes (IVe siècle). Et c'est surtout dans le domaine des lettres et des arts qu'il pose en termes excellents ce double problème de l'assimilation et du dépassement de son propre passé par la Chine révolutionnaire. La discussion qu'il entretient sur les bords du lac de Hangtcheou avec des écrivains chinois, au sujet de la poétesse Yong Lu (dynastie Tang, VIIIe siècle) : « faut-il aimer Yong Lu quoique féodale, faut-il brûler Yong Lu parce que féodale ? », rappelle irrésistiblement au lecteur français certaine polémique entre A. Wurmser et G. Monmousseau : « Maupassant est-il réactionnaire ou progressiste ? » Et Claude Roy ne cache pas qu'à son avis ce problème a mieux été résolu par les écrivains de la Chine Nouvelle, comme l'exemplaire « ménestrel » Chao Chou-li, que par les peintres.

Cette Chine, nouvelle si profondément, et cependant faisant corps avec son passé, n'est plus isolée dans le monde. Et Claude Roy pourfend impitoyablement, de l'arme mortelle du ridicule, tous les « spécialistes », les Pelliot, les Loti, ou les Dr Legendre, qui, chacun dans sa sphère, présentaient les Chinois comme radicalement différents des Occidentaux. A petites touches discrètes, il ne laisse passer aucune occasion de nous rappeler combien les Chinois nous sont proches, qu'il s'agisse de l'attitude du public de Pékin devant une pièce de Gogol ou d'une discussion sur Xénophon avec une survivante de la Longue Marche. Combien émouvante, cette mention, par un soldat-paysan visité par Claude Roy, du maquis du Vercors, gauchement transcrit par lui, « Fe-Le-kol » ! Peut-être toutefois l'amitié sino-soviétique, « la grande Amitié », comme on l'appelle là-bas, d'une formule qui ne laisse pas plus d'équivoque que « la grande Guerre » ou « la grande Révolution », aurait mérité plus d'attention.

Il ne saurait être question en quelques lignes d'analyser la parfaite maîtrise littéraire dont fait preuve Claude Roy dans son ouvrage. Ni l'agencement intérieur des divers chapitres, et la savante marqueterie signalée plus haut. Ni l'étonnante variété des styles, passant de l'exposé le plus précis à l'ironie cinglante ou

à l'émotion non dissimulée. Ni la qualité de certaines pages d'anthologie, comme le matin à Pékin, le train chinois ou le dîner avec le grand acteur Mei Lan-fang.

Mais ce qui ne peut être passé sous silence, c'est la présence humaine de l'auteur, d'un bout à l'autre du livre. Il a aimé la Chine et les Chinois, il ne s'en cache pas. On peut contester certains de ses jugements, le trouver trop indulgent pour tel reportage américain à sensation, discuter le degré d'objectivité de tel poète qui illustre peut-être davantage le corps consulaire de Chine que le peuple français, ou rectifier la biographie de tel général chinois. Mais l'essentiel est que l'auteur a su infliger un indiscutable démenti aux tenants de « l'originalité pour l'originalité ». Rien de moins « original » que l'exposé par Roy des principes de la Nouvelle Démocratie, des méthodes de la réforme agraire ou de la ligne du P. C. chinois dans les années 1930. Tel chroniqueur du *Monde*, regrettant récemment le manque d' « originalité » de l'ouvrage de notre ami Bruhat sur le mouvement ouvrier en France, sera sans doute non moins déçu...

Et pourtant quoi de plus personnel, de plus profondément senti, de moins appris-par-cœur que les pages de Claude Roy sur ces mêmes sujets ! *Clefs pour la Chine* nous démontre une nouvelle fois, s'il en était besoin, combien la stricte fidélité à une méthode d'analyse politique, la stricte conformité avec la réalité économique et politique, n'est pas pour l'écrivain une occasion d'appauvrissement, mais d'enrichissement. C'est sans nul doute l'œuvre immense du peuple chinois, l'ampleur gigantesque de la Chine Populaire, qui ont permis à Claude Roy de faire jouer à plein ses qualités de grand écrivain, et qui nous ont donné *Clefs pour la Chine*, chef-d'œuvre indiscutable d'un homme dont l'œuvre est déjà si riche.

« C'est grâce aux tremblements de terre, aux typhons, aux crues du Yang-Tsé, que nos enfants pourront continuer à cultiver les primeurs d'Avignon et de Roscoff », écrivait jadis Paul Morand, insigne exemplaire d'une longue série d'écrivains français, prophètes du « péril jaune », qui s'ingénièrent à défigurer et à calomnier la Chine et le peuple chinois.

Claude Roy nous montre que l'heure est venue de la relève, et que la vraie Chine offre aux romanciers et poètes français d'innombrables thèmes d'inspiration. *Clefs pour la Chine*, dans les milieux les plus prévenus contre le monde du socialisme et de la paix, contribuera puissamment à *ouvrir* les esprits et les cœurs, à faire connaître le vrai visage de la Chine, son visage de *paix*.

Car, entre autres choses, c'est grâce aux travaux d'irrigation au reboisement contre les typhons, aux barrages du Yang-Tsé, que « nos enfants pourront continuer à cultiver les primeurs d'Avignon et de Roscoff »...

Jean Chesneaux

Chen Po-ta : **Mao Tse-toung on the Chinese Revolution.** Pékin, Foreign Language Press, 1953. — Chu Teh : **On the Battlefront of the liberated Areas.** Pékin, Foreign Language Press, 1952. — Hou Chiao-mou : **Trente années du parti communiste chinois.** Pékin, Foreign Language Press, 1952. (Dépositaire : Amitiés franco-chinoises, 28, Rue Monsieur-le-Prince, Paris-VIe).

A l'occasion du trentième anniversaire du Parti communiste chinois en 1951, Chen Po-ta, vice-président de l'Institut Marx-Lénine de Pékin, a consacré à la pensée politique de Mao Tse-toung cette centaine de pages d'une extrême densité. Parmi les principaux thèmes étudiés, relevons ceux-ci : Mao a joué un rôle personnel capital dans le développement du marxisme-léninisme en Chine ; c'est en Chine que se sont concentrées toutes les contradictions existant en Orient ; la révolution chinoise fait partie de la révolution mondiale ; la révolution est faite par les larges masses du peuple, sous la direction du prolétariat ; un large front uni a permis de passer des bases révolutionnaires rurales

à une révolution victorieuse dans l'ensemble du pays; la Nouvelle Démocratie rend possible de passer de la phase de la révolution démocratique bourgeoise à la phase du socialisme; c'est le marxisme-léninisme correctement mis en œuvre qui a permis au Parti communiste chinois de se constituer véritablement. Sur tous ces points, Chen montre quel a été l'apport théorique de Mao Tse-toung, de celui que M. Kisseliova et L. Sikirianskaia nommaient récemment, dans la revue soviétique *Questions d'histoire*, « le plus grand continuateur vivant de l'enseignement victorieux de Marx-Engels-Lénine-Staline ».

L'étude de Chu Teh, *Sur le front des zones libérées*, représente un riche apport créateur à la théorie de l'art militaire. Elle complète, à partir de l'expérience de la lutte des zones libérées contre le Japon, les conclusions déjà dégagées par Mao Tse-toung lui-même dans les leçons, malheureusement inachevées, qu'il présenta en 1936 à l'Académie de l'Armée Rouge, à partir de l'expérience de la lutte des Soviets chinois contre Chiang Kai-chek en 1929-1934. Chu Teh y démontre magistralement comment, par son recrutement, par son organisation, par sa direction, par son entraînement, par sa tactique, par son niveau de conviction politique, par son système de ravitaillement, par l'appui que lui prêtaient les milices locales, par son aptitude à désintégrer de l'intérieur les forces adverses, l'armée populaire, appuyée sur l'ensemble des masses du peuple, était seule capable de vaincre le Japon. Ce rapport avait été originellement présenté en 1945 au VII[e] Congrès du Parti communiste chinois; mais sa réédition opportune ne peut que rafraîchir salutairement la mémoire à ceux qui, sur les traces du Japon, seraient tentés par de nouvelles aventures.

L'ouvrage de Hou Chiao-mou, écrit pour le trentième anniversaire du Parti communiste chinois, et dont existe heureusement une édition française, a déjà connu en France un large succès. Sous la plume du sous-directeur de la section de propagande du Parti communiste chinois, il présente un remarquable précis de toute l'histoire de Chine depuis le lendemain de la première guerre mondiale, à travers ses phases essentielles : la fondation du Parti communiste (1921); la I[re] guerre civile révolutionnaire (1925-1927), dirigée contre le gouvernement féodal de Pékin; la II[e] guerre civile révolutionnaire (1929-1934) dirigée par les Soviets chinois établis dans le Sud, et au cours de laquelle Chiang Kai-chek ne s'assura un succès provisoire que grâce à l'aide massive de l'Occident; la guerre de Résistance contre l'agression japonaise; la III[e] guerre civile révolutionnaire (1945-1949), dont l'issue victorieuse permit la fondation de la République populaire de Chine. Sous sa forme aisément accessible, le précis de Hou Chiao-mou est indispensable à quiconque désire s'informer valablement sur l'histoire contemporaine de la Chine.

Jean Chesneaux

André Leroi-Gourhan et Jean Poirier : **Ethnologie de l'Union Française (Territoires extérieurs).** Tome I : **Afrique,** avec la collaboration de A. G. Haudricourt, introduction de Ch.-A. Julien; tome II : **Asie, Océanie, Amérique,** avec la collaboration de A. G. Haudricourt et G. Condominas. Paris, Presses Universitaires de France, 1953.

La collection « Pays d'Outre-mer » (nouveau nom de la collection « Colonies et empires ») vient de s'enrichir d'un ouvrage consacré à l'étude des sociétés indigènes dans les pays d'Outre-mer de l'Union française. Nous y trouvons un effort de synthèse qui s'arrête trop souvent au stade de la juxtaposition des données fournies par les différentes sciences de l'homme. Mais c'est une commodité et une base pour une vue d'ensemble que soient rassemblées dans un même ouvrage des notions de préhistoire,

d'anthropologie, d'ethnographie et de linguistique. Ajoutez un choix de contes, de poèmes et proverbes, des renseignements sur les institutions scientifiques, des tableaux statistiques concernant la démographie, une illustration réduite mais assez suggestive, de riches bibliographies.

En raison de l'immensité du sujet et des conditions actuelles de l'édition, l'ensemble ne pouvait manquer d'être inégal. La contribution linguistique d'A. G. Haudricourt se montre particulièrement substantielle. Ailleurs on a parfois l'impression d'une compilation trop hâtive. Il faut laisser aux spécialistes le soin de rectifier et de compléter le détail. Mais il est possible et nécessaire de discuter les principes directeurs, tels qu'ils sont mis en avant dans les chapitres de généralités ou se dégagent des exposés consacrés aux différents peuples.

Sans aucun doute ces exposés ethnographiques sont animés d'une réelle sympathie à l'égard des victimes du colonialisme. Ils notent — avec modération — le niveau de vie très bas de certains salariés, « ces conditions injustes, et en certain cas inhumaines, suscitant la réprobation des observateurs impartiaux » ; ils admettent l'existence d'attitudes racistes. « Prétendre que le racisme est inconnu chez les Français ne saurait constituer qu'un mauvais slogan de politique intéressée » (p. 974). Mais la réprobation reste superficielle, quand elle ne va pas jusqu'à dégager et dénoncer les véritables responsabilités, celles de tout un système économique et social. Les coupables des erreurs les plus graves seraient les « petits blancs », agents de rang subalterne ou moyen, « privés de la culture générale qui ouvre l'esprit à la sympathie et à la compréhension ». Tout cela à la façon de la sociologie américaine qui, pour des raisons de « politique intéressée », prétend ramener les problèmes sociaux à des incompréhensions de nature psychologique.

Cette position idéaliste se retrouve en particulier, comme un exemple qui en illustre bien les conséquences néfastes à la fois sur le plan scientifique et sur le plan politique, dans les thèses de J. Poirier sur la nature et le rôle des mythes. Critiquant la conception qui ne voit qu'irréalité dans les mythes, J. Poirier, avec beaucoup d'autres d'ailleurs, considère que ceux-ci sont destinés à mettre à la portée de la société les grandes réalités du monde en les interprétant, qu'ils sont les dépositaires de la sagesse ancestrale, qu'ils alimentent la vie de la communauté. Jusqu'ici rien que de sensé. Les mythes représentent l'idéologie des sociétés primitives et le rôle de l'idéologie, c'est d'aider activement un régime social donné à se cristalliser, à s'affermir, suivant la formule de Staline. Mais aussitôt après, voici le tour de passe-passe, le piège de l'idéalisme, qui transforme la valeur des idées, de relative en absolue. La dégénérescence des mythes provoquerait la décadence de la société. Les Européens, en détruisant inconsidérément les vieux mythes, auraient détruit la vie et la cohésion sociales. Conclusion : « Certaines sociétés indigènes [...] qui paraissent avoir perdu tout ressort, pourraient se trouver revigorées par une politique nouvelle qui, à la lumière des renseignements ethnologiques, s'efforcerait de restaurer leurs antiques valeurs » (p. 934). Avec de bons sentiments au point de départ, on aboutit à prôner une politique réactionnaire et à engager la recherche scientifique dans une impasse, avec une importance démesurée accordée à des mythes étudiés formellement pour eux-mêmes.

Or ce ne sont pas les idées qui engendrent le régime économico-social, mais l'inverse. C'est pourquoi il est indispensable, pour saisir l'ensemble du mécanisme social, de procéder d'abord à une analyse suffisamment nuancée de la base matérielle. Ce qui manque ici. A peine trois pages sont consacrées à l'agriculture des sociétés négro-africaines et cette agriculture y est caractérisée par l'archaïsme des méthodes et l'aspect extensif de l'économie. Avec de pareilles affirmations — il faut se représenter clairement ce qu'elles entraînent — on arme les

pouvoirs de contrainte et on décourage les peuples mis « en tutelle ». La confiance dans les forces créatrices des peuples n'est pas seulement un puissant levier pour la lutte libératrice ; elle ouvre mieux les yeux des chercheurs aux réalités profondes. Dans un article consacré aux *Paysans montagnards du Dahomey et du Cameroun* (Bull. de l'Assoc. des Géographes français, janvier-février 1952), J. Dresch, après avoir regretté que Labouret ait choisi comme type de paysans noirs les Mandingues qui sont de mauvais agriculteurs, souligne qu'il existe de très nombreux paysans noirs pratiquant une culture intensive avec élevage de gros bétail et utilisation du fumier, avec forte densité démographique et extraordinaire dispersion de l'habitat en fermes et hameaux isolés.

Pareillement, si l'analyse des processus de formation et d'évolution des classes sociales est amorcé çà et là, pour l'Afrique noire, l'absence d'une perspective historique juste conduit à des prises de position qu'on ne peut que qualifier de rétrogrades. Le rédacteur redoute l'apparition et le développement d'un véritable prolétariat : « La décadence du nomadisme semble inéluctable ; mais le nomadisme ne doit pas être remplacé par la prolétarisation » (p. 129). Et pourtant le chemin de la formation des nations, puis de leur libération, le chemin de la vie elle-même passe nécessairement par le développement parallèle de l'industrie et du prolétariat, puis, chez ce dernier, de la conscience de classe.

Enfin, pour ce qui est de l'apparition, ensuite de la consolidation de véritables groupes nationaux, l'ouvrage s'est exposé au reproche grave d'avoir accepté comme cadre, donc admis les découpages artificiels taillés dans la chair des peuples par les partages coloniaux entre grands Etats et des divisions administratives arbitraires. Le devoir humain des ethnographes, ce n'est pas de ressusciter des mythes correspondant à un niveau matériel et social retardataire, facteur d'infériorité et d'asservissement, mais d'aider les formations ethniques encore instables à constituer des nationalités stables, bases d'un développement indépendant. Un des mérites de G. Balandier, dont les travaux récents n'ont pu être utilisés dans cet ouvrage, c'est d'avoir analysé par quelles voies les Fang et les Bakongo d'Afrique équatoriale manifestent leur vitalité dans leur volonté de regroupement.

De ce qui précède, faudrait-il conclure à une complicité effective avec la politique toujours agissante du colonialisme ? Ne faut-il pas plutôt penser que même avec de la bonne volonté les ethnographes ne se dégagent pas facilement d'une formation bourgeoise où se combinent organiquement l'appui idéologique apporté à tous les modes d'exploitation sociale ou coloniale et l'impossibilité d'une attitude vraiment scientifique ? On ne lit pas sans espoir les lignes suivantes (p. 13) :

> La sociologie, en quelques dizaines d'années, a parcouru un chemin considérable, mais on peut se demander si une place suffisante y a été faite aux facteurs économiques et techniques. Ici encore, le côté traditionnel de notre humanisme a peut-être fait obstacle à la perception des réalités. Quoi qu'il veuille, l'ethnologue a une peine extrême à étudier l'homme dans sa totalité et à se dégager des images qu'il a subies pendant sa formation.

Les ethnographes qui ont conscience dans leur intelligence et dans leur cœur de cette peine extrême, doivent se persuader que pour faire en avant des pas rapides, des pas décisifs, il n'est qu'une méthode, la méthode scientifique du marxisme.

Charles PARAIN

Jean BERNARD-DEROSNE : **Farouk. La déchéance d'un roi.** Paris, Ed. françaises d'Amsterdam, 1953, in-8°, 277 p., frontispice (Collection « Aventures et aventuriers »).

Il y avait un beau livre à écrire sur ce triste personnage qui symbolise à merveille la décadence et la décrépitude d'un régime. Mais ce ne sera pas M. J. Bernard-Derosne qui l'aura écrit. Sa vision

rétrécie du monde politique et social l'a borné à l'anecdote plus ou moins à effet, exploitée dans le sens d'un romantisme rhétorique et naïf. Il est remonté dans l'histoire des souverains d'Egypte, bien au delà de Farouk, jusqu'à son ancêtre Mehemet-Ali, sous le prétexte (conception bien périmée de l'hérédité) de retrouver, chez ces ascendants du roi détrôné, des traits de caractère qui expliquent celui-ci. C'est ainsi qu'il raconte l'histoire de la création du canal de Suez. Mais toute cette histoire prétendue de l'Egypte moderne reste superficielle, anecdotique, ne montre pas les tendances profondes, les forces sous-jacentes. Remarquons, à la fin, des considérations de politique internationale dans la ligne de la politique de « défense commune du Moyen-Orient », autrement dit de l'enrôlement des peuples moyen-orientaux sous commandement américain contre le monde socialiste. Ajoutons qu'un nombre exagéré de coquilles défigure beaucoup de noms propres, ce qui laissera parfois perplexe le lecteur. Ainsi la mère de Farouk est tantôt appelée Fazli, tantôt, comme il est juste, Nazli.

Maxime RODINSON

G. BAUMANN : **Eine Handvoll Konzernherren.** Ed. Volk und Welt. 256 p. Berlin, 1953.

Les Editions sociales internationales ont publié avant la guerre, sous le titre *Les maîtres de la France*, une série de volumes dans lesquels Augustin Hamon et ses collaborateurs dévoilaient les liens qui unissaient les membres de l'oligarchie financière et industrielle en France.

Au moment où l'on voit resurgir, autour de Konrad Adenauer, ces figures inquiétantes de banquiers et d'industriels, dont les noms quelquefois étaient inscrits sur les listes de criminels de guerre complices de Hitler, il était normal (et utile) que l'on se préoccupât de renseigner de plus près le public sur ces éminences grises du Chancelier de Bonn, qui sont les véritables dirigeants de l'Allemagne fédérale.

Pareil travail ne pouvait être entrepris qu'en République démocratique allemande, où les monopolistes allemands, expropriés dès 1945, ne font plus la loi. La lettre de cet activiste de Berlin-Est, naguère directeur de chantier à Berlin-Ouest dans les usines Thyssen, et qui tient lieu d'avant-propos au livre de Baumann est, à ce point de vue, significative : elle marque bien, par un exemple personnel, la différence de traitement infligé aux hommes des trusts à l'est et à l'ouest de l'Elbe.

Dans son étude, Baumann examine l'activité et les liaisons, passées et présentes, d'une trentaine d'hommes — financiers, industriels, grands commis — liés aux trusts internationaux. On retrouve souvent les mêmes noms. Lénine, en 1916, parlait « des 300 magnats qui gouvernent l'Allemagne et dont le nombre ne cesse de diminuer ». Trente-cinq ans plus tard, le livre blanc *Sur la renaissance de l'impérialisme allemand* constate qu' « un petit groupe de 40 à 50 personnes domine totalement la vie politique et économique de l'Allemagne occidentale ».

Dans cette galerie de portraits, assortie de graphiques, de tableaux qui mettent en lumière à la fois la puissance et les relations de ces hommes, vous retrouverez des visages connus, tels ceux de Hjalmar Schacht, de Siemens, etc. D'autres sont sortis de l'ombre plus récemment, tels Hermann J. Abs, dont le Département américain de la Justice disait — mais c'était sous Roosevelt — « qu'il était l'un des huit grands de la finance et de l'industrie qui ont exercé la plus forte influence sur l'orientation de la politique hitlérienne vers le totalitarisme » et qui en 1952 présidait la délégation chargée de régler à Londres la question des dettes allemandes d'avant-guerre, ou Robert Pferdmenges, ami de 30 ans de l'actuel Chancelier et qui passe pour l'homme le plus riche d'Allemagne occidentale, ou encore Adenauer lui-même, qui a de fortes positions familiales dans les industries d'armement.

Nous ne les citerons pas tous. Qu'on sache seulement que les plus importants magnats de toutes les branches industrielles y figurent.

Le livre de Baumann est publié dans une collection intitulée *Etudes et Sources* sous les auspices de l'Institut allemand d'histoire contemporaine [1]. C'est un ouvrage scientifique. Sa documentation est sérieuse, ses sources indiquées avec précision. C'est un bon instrument de travail, un livre qui montre le vrai visage — il faudrait dire les visages — de l'impérialisme allemand, ses connexions avec les trusts américains, et la comédie de la prétendue décartellisation, jouée après guerre dans les zones occidentales.

Gilbert Badia

1. Dans la même collection a été publié en 1950 un ouvrage qui s'apparente à celui de Baumann : *Les fossoyeurs de l'Allemagne* (Totengräber Deutschlands), dont le tirage atteint 70.000 exemplaires et qui a été traduit en polonais et en tchèque. L'auteur, K. Raddatz, a épinglé non seulement les Krupp et les Stinnes, mais aussi des généraux comme Guderian ou von Rundstedt et des écrivains comme Jünger ou Hans Grimm (éditions V.V.N., Berlin, 110 p.).

A. Marchal : **la Pensée économique en France depuis 1945.** Paris, P.U.F., 1953.

Ce livre ouvre une nouvelle collection intitulée « Bibliothèque de Science Economique » et dirigée par les professeurs E. James, J. Lhomme et A. Marchal, de la Faculté de Droit de Paris, et par M. Meynaud, secrétaire général des Sciences Po, c'est-à-dire, à peu de choses près, l'équipe dirigeante de la *Revue Economique*, fondée voici trois ans.

C'est donc un de ses membres qui fait le point de la pensée économique française actuelle. L'ouvrage présente de ce fait un double intérêt. D'abord de résumer et de présenter intelligemment des théories et des positions jusque là éparpillées dans un grand nombre de livres et de revues. Ensuite de nous donner sur elles et sur la science économique en général l'opinion du groupe « dominant » chez nos économistes universitaires.

Après une introduction, sur laquelle nous reviendrons, A. Marchal regroupe les économistes français contemporains en trois familles :

— Ceux de tradition « classique », autrement dit les libéraux : MM. Rueff, Allais, Baudin et Villey.

— Ceux de conception « réaliste et sociologique », beaucoup plus nombreux, semble-t-il, puisqu'ils comptent : MM. F. Perroux, B. Nogaro, F. Oules, J. Marchal, P. L. Reynaud, G. Guilbaud, H. Aujac, M. Bye, J. Weiller, R. Barre, J. Chevalier, J. Fourastié, H. Guitton, et nous en passons ; bref à peu près tout ce que les Facultés de Droit et leurs annexes comptent d'économistes entre 35 et 50 ans et quelques autres en plus.

— Enfin les « économistes d'observation » qui le sont en somme à la fois par goût et par métier, puisque d'A. Sauvy à A. Piatier, en passant par J. Dumontier et A. Vincent, ils se trouvent être tous des statisticiens et conjoncturistes et non des professeurs. Que dire de ce tableau ?

En premier lieu une « lacune » le dépare, même aux yeux des plus traditionnalistes : *l'économie politique marxiste* en est absente.

Il est vrai qu'A. Marchal prétend s'en justifier avec cette remarque :

> Tout l'art français contemporain n'est pas contenu dans Picasso non plus d'ailleurs que dans l'Ecole des Beaux-Arts ; toute notre littérature n'est pas incluse dans J. Genet ni J.-P. Sartre, non plus que dans la respectable Académie Française ; de même toute notre économie politique n'est pas représentée par la traditionnelle Académie des Sciences morales et politiques et pas davantage par ces jeunes marxistes qui s'imaginent que « la sempiternelle répétition des paroles du Maître » constitue le dernier mot de la science (pp. 8-9).

Pourtant ce n'est pas ainsi qu'on peut anéantir le marxisme en économie politique. Il ne doit pas se porter si mal

puisque nombre d'économistes « réalistes et sociologues » s'en montrent très préoccupés. Certains, comme H. Bartoli, il y a trois ans, le R. P. Bigo voici quelques mois, vont jusqu'à en faire le sujet de gros ouvrages. Les autres se contentent de buter contre lui, qui à propos de la répartition des revenus et des rapports de force entre groupes, qui à propos de la domination et de l'impérialisme, qui à propos de la « demande effective » et des fluctuations cycliques, qui à propos de la croissance et de la stagnation, etc..., mais sont bien obligés d'y faire référence.

Serait-ce qu'il n'y aurait plus en France d'économistes développant ouvertement les thèses marxistes ? On peut en douter quand on voit A. Marchal lui-même citer, dans l'annexe bibliographique de son ouvrage, sur un total d'environ 500 titres, 25 travaux économiques marxistes parus en six ans dans les seules revues traditionnelles (non compris par exemple *la Pensée* ni *les Cahiers internationaux*). On peut aussi se demander pourquoi une « famille de pensée », où il ne s'agit que d'ânonner des textes sacrés, compte dans ses rangs, malgré l'ostracisme pesant sur elle dans l'*Alma Mater*, des économistes universitaires aussi distingués qu'H. Denis, Ch. Bettelheim ou J. Domarchi.

La vérité, c'est que ce retour en force du marxisme dans la pensée économique française inquiète fort ceux qui voudraient canaliser l'ardeur scientifique des jeunes générations vers les solutions de « tiers-parti », de synthèse éclectique parée d'oripaux sociaux voire « socialisants », offertes par les économistes de « conception réaliste et sociologique » dont A. Marchal s'affirme l'un des chefs. Il vaut donc mieux faire le silence sur les économistes marxistes et leurs travaux.

Mais on est alors amené à présenter une vue déformante de la pensée économique française et surtout de ce qui en fait l'originalité.

Loin de nous l'intention d'ironiser sur la qualité de cette pensée chez nos contemporains, comme ont trop souvent tendance à le faire nos étudiants et jeunes chercheurs, habitués à voir leurs maîtres se référer sans cesse aux autorités et aux œuvres anglo-saxonnes et plus particulièrement américaines. Il est bon que cette servilité théorique soit enfin secouée, sans que nous nous privions pour autant des apports scientifiques venus de l'étranger.

Mais comment admettre que ce qui caractérise l' « école française » soit, aux dires d'un quelconque Béchaux, écrivant vers 1900 et complètement oublié depuis, et d'A. Marchal, un « certain éclectisme » faisant échapper nos économistes « aux nuageuses théories, aux affirmations téméraires, aux généralisations sans preuve » ? Et A. Marchal d'y voir la preuve du goût de nos économistes pour les vastes synthèses, mais aussi de leur prudence empirique et de leur prédilection pour les voies moyennes. Plutôt qu'un trait typiquement français (dû à on ne sait quel « génie de la race »), nous y voyons une caractéristique de la mentalité bourgeoise, mais plus particulièrement aujourd'hui le signe d'un désarroi dû à la crise du régime capitaliste.

Les étapes de l'abandon, par l'économie politique bourgeoise, de la notion des « lois objectives » ont été retracées ailleurs [1]. Le résultat en est que, sous prétexte d'analyses sociologiques ou dynamiques imposées par le discrédit des théories subjectivistes abstraites de la concurrence parfaite, incapables d'expliquer l'ébranlement du capitalisme, toute explication d'ensemble des phénomènes économiques et de leur mouvement disparaît aujourd'hui.

Les plus perspicaces de ceux qui s'y sont engagés voient bien qu'ils sont dans une impasse. Mais beaucoup reculent devant la seule analyse valable, le marxisme. Aussi cherchent-ils une « voie moyenne ».

En fait celle que proposent la plupart consiste en un capitalisme « social », une « planification souple », etc... Bref

---

1. Voir le compte rendu des Journées d'Etudes des intellectuels communistes, mars 1953 (*Nouvelle critique*, n° 45, pages 279 à 299).

en une impossible médiation entre le capitalisme et le socialisme.

Contrairement à ce que semble croire A. Marchal, nous pensons que les conséquences pratiques (en matière de politique économique et sociale) et les analyses théoriques, découlant d'une telle attitude « médiatrice », satisferont de moins en moins les économistes français et leur public. Les crises (de la pensée économique, comme les autres) ne sont surmontées que par des dépassements, et non par des « synthèses » de juste milieu.

F. D.

René Martin : **La vie d'un grand journaliste, Auguste Nefftzer.** 2 vol., 1948 et 1953, L. Camponovo, Besançon.

M. Martin s'est donné pour tâche d'étudier les principaux intellectuels de l'Alsace bourgeoise, libérale et protestante, au XIXe siècle. Il a commencé par Charles Dollfus (1827-1913), créateur de la *Revue germanique* en 1858. Il continue avec l'ami de Dollfus, l'associé de Dollfus à la *Revue germanique*, Auguste Nefftzer (1820-1876), théologien, philosophe, historien et, bien davantage, journaliste de grand talent.

Nefftzer, collaborateur d'Emile de Girardin à *la Presse* depuis 1844, appartient à l'histoire de France avant tout comme fondateur, premier rédacteur-en-chef, premier directeur du *Temps*, « la Bourgeoisie faite journal », ainsi que dira plus tard Jules Guesde.

Que Nefftzer ait repris un titre utilisé de 1829 à 1842, puis en 1849, puis en 1860, ne fait rien à l'affaire. C'est lui qui donne promptement au *Temps* (1861-1942) son visage définitif de feuille sérieuse, dont les premiers Paris, les correspondances étrangères et la page financière détournent ensemble les possédants qui les lisent des grosses erreurs politiques et des mauvais placements que peuvent entraîner les grosses erreurs politiques. Nefftzer y mettra en garde les bourgeois français avant 1870 contre Bismarck et la Prusse. Son successeur à la direction du *Temps*, Adrien Hébrard, figure au premier numéro (25 avril 1861), en qualité de rédacteur du bulletin de la bourse de commerce, point de départ naturel d'une belle carrière au journal.

M. Martin, qui a eu le loisir de consulter une riche documentation privée, laisse aux documents le soin de nous expliquer, parmi d'autres choses intéressantes, comment ont été réunis les capitaux nécessaires au lancement du *Temps*.

L'industriel vosgien Nicolas Claude écrit à Nefftzer le 10 janvier 1861 :

> Bien convaincu qu'entre tes mains un nouveau journal sera une excellente affaire, mais poussé surtout par ma sympathie pour toi, je viens te demander de contribuer pour ma part à la fondation de ton capital : je tiens dix mille francs à ta disposition.

Et Nefftzer de confier trois jours plus tard à sa femme, en un langage probablement moins sybillin pour elle qu'il ne l'est devenu pour nous :

> Ce qui est un peu fâcheux, c'est que le capital ne se forme pas aussi vite qu'on me l'avait promis. Des intermédiaires fort honnêtes et fort zélés d'ailleurs avaient un peu trop compté sur leur crédit auprès de certaines personnes, et d'autres amis qui pourraient les remplacer plus efficacement auprès de ces mêmes personnes sont pour le moment absents de Paris. Toutefois il n'y a là que des lenteurs, et même des lenteurs qui ne sauraient se prolonger. J'aurais d'ailleurs, si par impossible la combinaison dont il s'agit en ce moment échouait, d'autres combinaisons toutes prêtes, et j'ai la certitude absolue de trouver le capital ; mais je préfère de beaucoup celle que j'ai en vue en ce moment, et qui pivote sur certain banquier protestant de Paris et sur quelques gros industriels de chez nous...

Entendons qu'il s'agit d'industriels alsaciens, et spécialement des maîtres de l'industrie du coton dans le Haut-Rhin.

M. Martin écarte l'hypothèse, jadis formulée avec une preuve apparente à l'appui, que, dès l'origine, la famille d'Orléans aurait investi de l'argent dans l'entreprise de Nefftzer. Son seul argument est tiré du silence de ses sources.

Sans doute ne conclut-il aussi vite que pour mieux nous persuader du rôle effectivement prépondérant des capitaux alsaciens, protestants et libéraux.

Lors de la crise de trésorerie que subit le *Temps* en 1862, ce sont encore des financiers d'Alsace, ceux du *Comptoir commercial du Haut-Rhin*, qui lui viennent en aide. Aide d'ailleurs décevante, puisque, l'année suivante, le *Comptoir commercial du Haut-Rhin* fait faillite et que Nefftzer remboursera au syndic de la faillite les 150.000 francs des avances qui lui avaient été consenties. S'il le peut, c'est parce que, désormais, les plus notables des bourgeois libéraux de la France entière reconnaissent dans le *Temps* un moyen d'expression selon leur cœur, qu'ils le soutiennent et qu'ils n'auront plus longtemps à lui consentir des sacrifices pécuniaires.

Le travail de M. Martin serait bien plus utile si, au lieu de suivre pas à pas Nefftzer dans ses tribulations de directeur du *Temps*, il nous avait défini son libéralisme.

Ce libéralisme de Nefftzer qui inspire à M. Martin des envolées lyriques et, pour finir, des phrases passablement confuses sur le rapprochement franco-allemand, semble plus étriqué que le libéralisme de plusieurs de ses contemporains et compatriotes, que le libéralisme de son ami l'éditeur Hetzel, par exemple, dont Marcel Cornu a dit ici-même ce qu'il faut penser (voir n° 50, p. 115).

M. Martin ne conçoit pas la division en classes de la société française du Second Empire finissant et des débuts de la République. Il ne remarque pas que Nefftzer se méfie instinctivement des classes populaires, que la liberté qu'il chérit ne vaut que pour la bourgeoisie.

M. Martin proteste bien haut contre l'accusation d'orléanisme maintes fois formulée à l'encontre de Nefftzer. Mais Foutriquet-Thiers n'en est pas moins pour Nefftzer l'homme politique français au-dessus de toute discussion. Et la République à laquelle Nefftzer acquiesce après 1870 est la seule République de Thiers, conservatrice et sans républicains, bâtarde de l'orléanisme.

Accordons au héros de M. Martin la haute culture, la largeur de vues en matière religieuse, la rigidité de caractère, l'honnêteté privée et les vertus domestiques qui furent les siennes ; on eût aimé pourtant qu'il eût été capable, ne fût-ce que de temps à autre, de jeter sur le monde un regard pleinement humain par-dessus les œillères bourgeoises.

Jean Dautry

Roger Caillois : **l'Homme et le Sacré.** Edition augmentée de trois appendices sur le sexe, le jeu, la guerre dans leurs rapports avec le sacré. Paris, Gallimard, 252 pages.

Cet ouvrage déjà ancien (1939) a été réimprimé en 1950, avec des additions. Il se réclame expressément de la sociologie durkheimienne. La science qui s'y étale a tous les caractères d'une fausse science. L'auteur s'avoue lui-même incapable de définir la notion fondamentale du sacré, et de préciser la nature de l'opposition sacré-profane.

Quelque élémentaire qu'elle soit, aucune formule n'est applicable à la complexité labyrinthique des faits. Vérifiée dans une certaine perspective, elle se voit grossièrement démentie par un ensemble de réalités qui s'organisent suivant une autre.

Impossible d'avouer plus clairement que pour échapper à ladite « complexité labyrinthique » on a choisi les faits arbitrairement. De fait, d'un bout à l'autre du livre, les faits religieux, complètement détachés des structures économiques et sociales, et relevant de civilisations très différentes, viennent se grouper pour étayer un édifice théorique qui paraît bien fragile. Une telle méthode interdit toute explication rationnelle. On prétend rester sur le terrain de la connaissance positive, décrire les faits religieux, en réalité on les justifie, on fait une métaphysique. L'opposition profane-sacré se présente,

d'après l'auteur, « comme une donnée immédiate de la conscience », une « catégorie de la sensibilité » ; le tabou est « un impératif catégorique ».

Cet appel au vocabulaire bergsonien ou kantien dévoile l'explication religieuse de la religion. L'absurdité de la méthode apparaît pleinement quand l'auteur quitte l'ethnologie, où seul un spécialiste pourrait discuter en détail la valeur des faits, pour se référer aux civilisations modernes.

Je recommande en particulier l'explication de la configuration de nos grandes villes. Pourquoi les monuments publics et les plus belles réalisations de l'urbanisme se groupent-ils au centre, tandis que les faubourgs rassemblent toutes les laideurs et toutes les misères ? C'est la survivance de la localisation du pur et de l'impur, le premier résidant toujours au centre, le second à la périphérie. Ici le lecteur a l'impression qu'on se moque de lui. Il n'y a pas besoin d'être marxiste pour se rendre compte que l'opposition entre les faubourgs et les quartiers du centre matérialise, dans l'urbanisme, l'opposition entre les exploités et les exploiteurs, et les historiens n'ont pas besoin de faire appel aux notions de profane et de sacré pour expliquer pourquoi les prolétaires sont confinés dans les faubourgs.

Mais cela n'est pas le plus important. Je veux signaler surtout l'appendice sur la guerre et le sacré.

Pour M. Caillois, la fête, dans les sociétés primitives, représente un passage temporaire du profane dans le sacré, une sorte de mobilisation de la société dont l'activité devient paroxystique.

Dans les sociétés plus complexes, M. Caillois constate que la fête a disparu, que ce qu'on appelle ainsi de nos jours n'a rien de commun avec la fête des primitifs. Mais puisque l'opposition profane-sacré est un absolu, hors du temps et de l'espace, un impératif catégorique, il faut bien que quelque chose ait remplacé la fête. M. Caillois a trouvé que c'était la guerre. Et il consacre 25 pages à décrire tout ce qui rapproche la guerre de la fête. Si c'était un jeu gratuit, on pourrait trouver cela amusant. Il y a certainement d'autres phénomènes sociaux qu'on pourrait aussi rapprocher de la fête. Je propose le Tour de France. Il doit être possible de prouver, avec un petit talent de rhéteur et l'art de donner un coup de pouce discret aux faits, que le Tour de France joue dans la France contemporaine le rôle de la fête chez les Maoris.

Mais cela n'a rien de gratuit. Notre sociologue objectif, à l'aide de quelques citations d'auteurs fascistes (Gœbbels, Ludendorff, etc...), s'efforce de prouver que la guerre est un besoin des peuples, chez qui la « mystique de la guerre » prend toujours plus de force à mesure que la guerre devient plus horrible. La guerre est rendue « fascinante pour la part religieuse de l'âme humaine ».

La conclusion s'impose : le massacre atomique est inévitable. Mais, pour ne pas perdre le masque de sa sérénité sociologique, notre auteur se contente de le suggérer.

On sait que M. Caillois est par ailleurs un grand pourfendeur du marxisme, fort occupé à démontrer que le marxisme n'est pas une science, mais une technique de la conspiration, ou de la police, suivant les cas, et que par conséquent il est salutaire de mettre les communistes en prison comme comploteurs.

En dépit de la complexité labyrinthique des faits, je vois fort clairement, une fois de plus, que le parti de l'anticommunisme est en même temps celui de la guerre.

J.-L. Lecercle

Henri Martineau : **le Cœur de Stendhal,** Histoire de sa vie et de ses sentiments, tome II. Paris, Albin Michel, 1953. 486 pages.

La Pensée a déjà rendu compte du premier tome de cet ouvrage [1]. Le second prend Stendhal en 1821, c'est-à-dire à la fin de la période milanaise, et le con-

1. Cf. n° 45, page 142.

duit jusqu'au moment où, en 1842, une attaque d'apoplexie le foudroie dans une rue de Paris. L'auteur, s'appuyant sur les nombreuses œuvres autobiographiques de Stendhal, et sur la multitude de travaux de détail publiés par les adeptes de la religion beyliste, suit son héros, non pas année par année, mais mois par mois, et parfois jour par jour. Il faut vraiment avoir affaire à Stendhal pour que cette minutie ne soit pas lassante. On peut certes préférer un ouvrage riche en vues d'ensemble. Pour moi j'apprécie fort la patience érudite de M. Martineau. En un temps où tant de mystificateurs, en histoire littéraire comme en histoire tout court, ont pris l'habitude de jongler avec les faits, il faut louer un ouvrage qui n'a eu d'autre but que d'établir jusque dans le détail la vérité et rien qu'elle. *Le Cœur de Stendhal* est un livre honnête. Ce serait déjà assez pour que *la Pensée* le recommandât.

Et c'est aussi un livre utile. Avec *l'Œuvre de Stendhal, Histoire de ses livre et de sa pensée*, du même auteur, il forme un ensemble indispensable aux spécialistes. Il garde l'essentiel des résultats épars dans la forêt vierge de la bibliographie stendhalienne, et des index (méthodique et alphabétique) faciliteront beaucoup le travail du chercheur. Mais l'amateur peut aussi y trouver son profit. Cette biographie détaillée permet de comprendre mieux le sens d'une œuvre romanesque où tant de choses ont été tirées de l'expérience personnelle de l'auteur. Et M. Martineau a su aussi s'élever au-dessus d'un sec récit des événements. Bien des pages apportent des vues sur les idées de Stendhal, par exemple ses idées morales ou politiques. Sujets délicats quand il s'agit d'un homme comme Stendhal qui reste sur bien des points une énigme, en dépit du microscope des érudits.

On a trop répété que Stendhal avait été en son temps un isolé, un incompris, un méconnu. Bien sûr il y a les fameuses prophéties sur 1880. Bien sûr ses contemporains ne l'ont pas mis à sa vraie place, qui est l'une des toutes premières. Mais combien de grands écrivains dans le passé ont eu le privilège d'être jugés à leur vraie valeur, de leur vivant ?

M. Martineau a suivi Beyle dans tous les salons de la Restauration qu'il a fréquentés. La situation mondaine de Beyle était extrêmement brillante. Tout ce qu'il y avait de plus éclairé dans le monde parisien le recherchait comme l'un des causeurs les plus étincelants de son temps. Il a fréquenté presque tous les écrivains célèbres. Aucune de ses œuvres n'a obtenu de succès populaire (aujourd'hui encore est-il vraiment populaire ?), mais il y a eu un public d'amateurs qui a compris, sinon toute l'importance de son génie, du moins l'originalité de son talent.

Et cependant cet écrivain célèbre, à qui n'ont manqué ni l'amitié, ni l'amour, a raté sa vie. Il est allé à la conquête du bonheur, il ne l'a jamais trouvé. Ses intrigues amoureuses se succèdent trop vite pour que l'on puisse croire qu'il ait jamais trouvé le bonheur dans l'amour. Vivant pour l'art, il a dû constater que dans la société de son temps l'art ne pouvait être libre. Sous la Restauration il est constamment rongé par les soucis d'argent, par la peur d'une vieillesse misérable. Il n'y échappe qu'en allant échouer à Civita-Vecchia, où, dévoré d'ennui, il laisse échapper des plaintes déchirantes. Le destin de Stendhal, c'est la démonstration de la vanité du bonheur personnel, pour une âme d'élite, dans une société fondée sur la concurrence. Et ce n'est pas un hasard si chacun de ses grands romans fait l'histoire d'un échec.

J.-L. LECERCLE

Robert RICATTE : **la Création romanesque chez les Goncourt (1851-1870),** Paris, Armand Colin, 1953.

M. Ricatte a consacré son travail considérable aux vingt années de collaboration littéraire des frères Goncourt ; il a un but bien précis : prenant les œuvres une à une, dans l'ordre chronologique, il

en étudie l'élaboration. Ses recherches lui ont permis de déceler dans les événements contemporains, lectures, souvenirs littéraires, la ou les sources des intrigues, comme des personnages, de retracer les étapes de la composition avec ce qu'on pourrait appeler les méthodes d'approche pour chaque sujet. De l'œuvre achevée, il a dégagé les procédés les plus chers aux auteurs, le secret de telle réussite, ainsi que les éléments qui concourent ou s'opposent à l'illusion romanesque.

M. Ricatte n'a donc voulu tenir compte ni de l'influence des Goncourt, ni des critiques que suscitent leurs romans ; il n'exprime pas, à proprement parler, de jugement sur la valeur des œuvres étudiées, mais offre au lecteur attentif des éléments qui suggèrent bien des réserves.

Pour suivre cette « création romanesque », M. Ricatte a eu recours au *Journal* publié, aux pages restées inédites ; il a repris les lectures, les expériences vécues des Goncourt, comparé leurs romans avec des œuvres contemporaines. L'ampleur et la minutie de ce travail apparaissent dans chaque chapitre. Prenons comme exemple le septième, consacré à *Manette Salomon*.

M. Ricatte suit, à travers leurs notes, le cheminement du roman dans la pensée des Goncourt de 1861 à 1886 ; il nous découvre les divers personnages qui ont servi de modèles pour cette « galerie d'artistes » ; il analyse enfin, avec un rare bonheur, l'influence des arts plastiques aussi bien sur le portrait de tel personnage que sur les descriptions.

★

Mais l'œuvre de nos deux romanciers pose des questions de caractère général. Celle de la collaboration littéraire est évoquée çà et là ; ce n'est pas au reste un des points essentiels ; nous voudrions bien plutôt savoir si les Goncourt ont créé œuvres et personnages valables.

Notre critique note à plusieurs reprises, par exemple pour *Charles Demailly* (pp. 119-20) et pour *Renée Mauperin* (p. 247), que les auteurs ne sont pas parvenus à créer l'illusion romanesque ; il met cet échec sur le compte de la technique, et surtout de la composition ; de plus, trop asservis à leurs modèles, plusieurs personnages « se trouvent frappés de paralysie romanesque ». Quel est donc le mérite particulier de ces romans ? « La qualité des dialogues ». Laissant de côté le « style artiste », M. Ricatte a été particulièrement attentif aux caractères de la langue populaire et, plus généralement, de la langue parlée (vocabulaire, syntaxe, rythme de propos entrecoupés). Nous ne pouvons que renvoyer à son excellente étude sur le langage des Jupillons ou de Germinie elle-même, dans *Germinie Lacerteux* (ch. VI, pp. 293-94 et 302-303).

Les Goncourt ont souvent exprimé l'ambition d'être les « historiens du présent ». L'ont-ils réalisée ? M. Ricatte nous donne les éléments d'une réponse :

Ses investigations nombreuses l'ont amené à souligner l'amenuisement du sujet pour *Renée Mauperin*. Ce qui devait être le roman de *La jeune bourgeoisie*, puis de *La jeune bourgeoise* est devenu simple monographie.

Le peuple parisien dans *Germinie* présente cette singularité d'ignorer les grands événements qui ont bouleversé la vie des travailleurs français dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

> *Germinie Lacerteux*, premier roman du peuple de Paris, n'est aucunement lié à l'histoire de ce peuple.

On a la surprise de lire un peu plus bas :

> Même après la lecture de Zola, *Germinie* nous laisse l'impression d'un roman solidement appuyé sur le peuple.

Détachés de toute perspective historique, les personnages sont soumis à une fatalité inéluctable.

> Une austère régularité gouverne tout le roman (*Germinie*). Elle tient... au sujet tel que les Goncourt ont voulu le traiter, à ce jeu mécanique

d'une fatalité corruptrice opérant sur un être simple.
Il fallait que Germinie et sa patronne fussent seules face à face pour que le drame... se déroule dans l'air chimiquement pur d'une sorte de laboratoire psychologique.

Nous voici loin de cette réalité historique que revendiquent les deux frères.

En dépit de leur désir de rivaliser avec Balzac, les Goncourt ne pouvaient créer ces caractères

dont la vérité généralisée allât jusqu'à cet idéal de réalité : l'individualité typique.

Ici, les remarques de M. Ricatte vont plus loin qu'il ne semble : dépassant le cas Goncourt, il fait le procès du naturalisme, en l'opposant au réalisme. Il a déjà montré (p. 8) que la « nature jaillie du document humain » ne peut être un « personnage représentatif ».

★

Nous relevons d'autre part dans l'étude de M. Ricatte plusieurs critiques sur les conceptions rétrogrades des Goncourt : les principes les plus élémentaires de démocratie ne leur inspirent que mépris ; ils font preuve d'un antisémitisme borné et particulièrement déplaisant dans *Manette Salomon ;* ils peuvent à juste titre être taxés aussi de « racisme social » (cf. Thèse de M. Ricatte, p. 8).

Mais ces sentiments et une telle incompréhension du mouvement historique et social ne sont sans doute pas étrangers à ce qu'il faut bien appeler enfin leur échec (impuissance à créer des personnages typiques ou représentatifs). Les Goncourt ont collectionné des faits et des êtres singuliers ; ils n'ont pas su voir ce qui naissait et se développait dans la société française du XIXe siècle.

M. Ricatte a pu retracer les démarches de ses auteurs en face des sujets et personnages de leurs romans ; il apporte aussi une précieuse contribution à l'histoire et à la critique du naturalisme.

S'il avait plus précisément situé les Goncourt eux-mêmes dans l'histoire et la société de leur temps, il nous aurait permis sans doute de mieux comprendre pourquoi leurs romans « agacent comme des fruits incomplets », pourquoi ils laissent une telle impression de gratuité, et même de malaise, si l'on pense, que, non dépourvus de talent, ils ont consacré leur vie à de telles œuvres.

Suzanne Rossat-Mignod

C. Arnavon : **Histoire littéraire des Etats-Unis.** Paris, Hachette, 1953.

Cette histoire de la littérature américaine, œuvre d'un spécialiste de valeur, sera d'une incontestable utilité et comblera une fâcheuse lacune. Fruit d'un vaste labeur et d'une érudition qui force le respect, elle fera sans doute autorité et servira de référence de base. Contrairement à beaucoup de livres du même genre, elle a le grand mérite aussi d'être exempte de tout pédantisme jargonnant, et sa langue, simple et élégante, est le reflet d'un goût très sûr aussi bien que d'une bonne foi patente, en dépit des réserves que nous serons amenés à formuler.

Cette œuvre est un acte d'amour, et c'est cet amour du sujet qu'il traite qui permet à C. Arnavon de se livrer fréquemment à des analyses littéraires d'une haute qualité. Cet amour n'est d'ailleurs pas aveugle, et la personnalité de l'auteur s'affirme de façon sympathique en des jugements parfois sévères qu'il sait fort bien justifier. Citons, entre beaucoup d'excellents passages, son analyse des liens entre la moralité religieuse et la religion du succès, un intéressant raccourci sur la civilisation des Etats du Sud, une sagace explication de Longfellow par son public, une utile définition de l'humour américain, etc...

Sans rien retrancher du bien que nous pensons de ce livre, nous sommes néanmoins amenés ici à exprimer à son sujet des critiques très graves quant à sa méthode et à son esprit.

Tout d'abord, et sans vouloir y insis-

ter, nous serons tentés de faire à la présentation un reproche certes secondaire. S'il est utile au spécialiste de trouver une longue succession de courtes monographies d'écrivains souvent mineurs, n'aurait-il pas été plus fructueux pour qui veut aller au fond des choses de les voir fondues en une synthèse qui permette de dégager les aspects divers de grandes réalités fondamentales ?

Ce reproche, en apparence insignifiant et formel, n'est pourtant pas dénué de liens avec le reproche beaucoup plus sérieux de n'avoir su donner des faits exposés une explication scientifique et méthodique à partir de l'évolution historique, économique et sociale dont la littérature est forcément, bien que de façon très complexe, le reflet.

Sans doute, et il y a lieu de rendre à C. Arnavon justice à cet égard, il s'est départi sainement des vieilles classifications par tempéraments ou par genres littéraires. Il a même fait un louable effort pour lier l'expression littéraire à l'histoire. Mais cet effort nous paraît insuffisant, d'une part dans la mesure où il laisse encore une large place aux explications idéalistes, d'autre part dans la mesure où cet effort tourne court, faute d'une méthode efficace et d'une connaissance critique des lois du développement social.

Nous nous heurtons, en effet, sans cesse à la vieille tradition universitaire et idéaliste de l'explication d'une superstructure par une autre, et, ce qui est plus grave, sous l'aspect de l'immobilité. Dès les premières pages, C. Arnavon s'efforce de dégager ce qu'il appelle les « constantes » (ce mot est déjà terrible !) de l'américanisme. Et quelles sont pour lui ces « constantes » qui doivent tout expliquer ? Tout d'abord le « complexe colonial » (les entités freudiennes abondent aussi, hélas !) des Américains à l'égard de l'Angleterre et de l'Europe en général : c'est une maladie qui semble pourtant avoir aujourd'hui plutôt fait place à son contraire ! Ensuite, le puritanisme envisagé comme réalité indépendante de toute cause matérielle. En troisième lieu, l' « idée démocratique » prise, elle aussi, en dehors de son contexte historique et de la dialectique de ses sens successifs. Enfin, la « frontière » de l'ouest, facteur certes longtemps valable, mais dont l'importance nous semble en croissante régression. Heureusement, Arnavon lui-même sort bientôt de ce cadre idéaliste étroit qu'il s'était imposé a *priori*, mais il ne le fait qu'au prix d'incessantes contradictions qui sont au demeurant, nous semble-t-il, le signe de la bonne foi d'un intellectuel partagé entre de vieilles habitudes de pensée et l'affleurement sans cesse plus puissant dans sa conscience de réalités impérieuses.

Mais la tendance à l'idéalisme reste encore la plus forte. Sa formulation est, à cet égard, très typique. C'est ainsi qu'après avoir défini comme cause fondamentale de la révolution américaine l'indignation puritaine contre la corruption britannique, il ajoute :

> De puissants facteurs économiques jouent dans le même sens.

Il verra de même à l'origine de la Guerre de Sécession une « incompatibilité psychologique », et il ajoute :

> Deux formules politiques s'affrontent, deux structures sociales (paternaliste et capitaliste), deux interprétations des documents constitutionnels de base.

Les mêmes imprécisions et des contradictions analogues se font jour dans certains jugements littéraires. Avec beaucoup de lucidité, il se rend compte de la diversité des réalités qui se dissimulent sous le vocable général de romantisme, mais il ne parvient pas à donner l'explication historique de cette diversité et essaie tout à coup de chercher des « constantes » à ce romantisme. De même, faute de se référer suffisamment à une évolution autre que littéraire, il ne perçoit pas la différence fondamentale entre réalisme et naturalisme, entre le caractère progressif de l'un et le pessimisme réactionnaire de l'autre.

Le transcendantalisme n'est pour lui qu'un phénomène idéologique d'origine

religieuse et il ne songe pas que ce mouvement pourrait exprimer un grand moment de la bourgeoisie ascendante. Cela le conduit à nous donner une fois de plus une image traditionnellement affadie d'Emerson et à passer sous silence son rôle progressiste. Trop souvent, d'ailleurs, les personnalités qu'il campe nous paraissent assez exsangues; il les vide de la sève qui monte en eux de leur époque. C'est vrai pour Thomas Paine ou Jefferson. C'est plus sensible encore pour Whitman, dont l'enthousiasme démocratique aurait mérité une analyse historique plus poussée, ou encore pour Steinbeck, dont l'évolution pourtant frappante est inexpliquée.

Empressons-nous de dire que tout n'atteint pas dans cet ouvrage un tel extrême. Nous trouverons, par exemple, une louable tentative d'analyse du capitalisme américain dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais cette tentative tourne court. Arnavon n'a pas saisi le passage de la libre concurrence à l'impérialisme monopoliste, et il avoue avec beaucoup de franchise son impuissance à « prolonger le panorama social et politique des Etats-Unis » jusqu'à nos jours. Le fait, néanmoins, demeure, et nous devons lui en savoir gré, qu'il a fortement, et malgré des jugements contradictoires, senti la nécessité de ne pas couper la littérature de sa base économique. Seulement, la meilleure volonté du monde ne saurait remplacer une méthode scientifique d'investigation des faits sociaux. L'étude dialectique résoudrait facilement certaines contradictions devant lesquelles Arnavon se sent honnêtement désemparé, et j'en voudrais prendre pour exemple ce jugement sur Abraham Lincoln :

> Il est difficile de se représenter clairement les théories économiques de Lincoln qui, en dernière analyse, commandent sa conception de la démocratie. Car s'il reste fidèle à l'égalitarisme traditionnel, il est aussi imbu d'un respect de juriste pour la propriété.

Eh oui ! Marx et Engels, il y a déjà plus d'un siècle, rendaient à tous ces mots leur sens exact !

Arnavon parle, d'ailleurs, assez souvent du marxisme, à propos de certains courants de la littérature américaine, mais le sens qu'il donne à ce mot nous paraît parfois aussi imprécis que celui qu'il donne au mot impérialisme [1]. Il ignore, au surplus, presque tout le mouvement culturel progressiste de ces dernières années, et, ce qui est plus grave, des écrivains aussi importants que Howard Fast ou Albert Maltz. Pas un mot non plus de l'hystérie antirouge aux Etats-Unis.

En présence de certains écrivains d'avant-garde plus anciens et officiellement reconnus, Arnavon se sent mal à l'aise et ses jugements semblent assez injustes. Ils s'accompagnent même parfois de naïvetés un peu effarantes. C'est ainsi que Jack London, écrit-il, « a connu une immense vogue dans toute l'Europe, *même* [c'est nous qui soulignons. P. M.] en Union soviétique ». Comme si le succès d'un chantre de l'énergie humaine tendue vers la domination de la nature n'était pas normal au pays du socialisme ! Mais nous songeons peut-être surtout à Sinclair Lewis qui nous paraît défiguré dans ce livre. Un voile pudique semble jeté sur l'extraordinaire réquisitoire dressé par ce grand écrivain contre la bourgeoisie américaine. Et pourquoi Arnavon passe-t-il sous silence le courageux *Kingsblood Royal*, dans lequel S. Lewis prend position contre le racisme à l'égard des noirs ?

Le problème noir est, au surplus, pratiquement escamoté dans l'étude d'Arnavon, car nous ne pouvons nous satisfaire d'une formule aussi peu plaisante que celle-ci :

> Une hantise pèse sur tous, l'agressivité des uns se doublant chez d'autres d'un complexe de culpabilité.

---

1. Nous aimerions comprendre quel sens C. Arnavon donne à ce jugement qu'il porte sur Mark Twain : « Sa dialectique est nulle. »

Le racisme n'est ni étudié ni expliqué, et il s'ensuit des lacunes vraiment graves dans l'étude du roman contemporain (Faulkner, Caldwell) où il constitue un thème important. La littérature directement issue du peuple noir est étudiée avec une brièveté un peu dédaigneuse que ne nous semble pas mériter l'œuvre d'un Langston Hughes, par exemple.

A mesure qu'Arnavon se rapproche de la période dans laquelle nous vivons, il devient plus imprécis et moins enclin à aller au fond des problèmes. S'il dénonce le conformisme officiel, il s'abstient de le définir. Il s'abstient aussi d'en relever les conséquences, telles que le caractère d'évasion que tend de plus en plus à prendre la littérature américaine (jusque dans le roman naturaliste) et sa croissante commercialisation. Mais malgré sa prudente réserve, la conclusion d'Arnavon laisse percer une vive inquiétude quant à l'avenir de la civilisation américaine.

Nous n'avons ménagé à cette *Histoire littéraire des Etats-Unis* ni les réserves ni les critiques. L'intérêt et l'utilité de cet ouvrage les rendaient indispensables.

Paul Meier.

Louis Bromfield : **Mr Smith.** Traduit de l'américain par Jean Rosenthal. Paris, Stock, 1952.

M. Smith n'est pas Babitt. C'est là une donnée assez essentielle pour que L. Bromfield prenne la peine de la préciser expressément. Entre les deux hommes il y a seulement le temps d'une génération, mais c'est assez pour mesurer le pourrissement rapide de la civilisation américaine. Babitt s'installait dans le conformisme avec la satisfaction des petits bourgeois français, faisant au début de ce siècle la conquête d'une salle à manger Henri II. M. Smith, lui, a beau avoir une brillante situation, il a beau répondre à toutes les normes officielles qui caractérisent l'homme heureux, sa vie n'en est pas moins un ratage complet. Il considère le conformisme américain comme une prison, lui-même comme « partie de ce filet » qui l'emprisonne et la peur est, avec l'ennui, la composante dominante de ce mal « fin de siècle » dont il est possédé.

M. Smith n'est pas un cas, mais un quelconque Durand-Dupont américain, c'est pourquoi il s'appelle lui-même de ce nom qui n'est pas le sien. D'ailleurs, en contrepoint de son personnage principal, l'auteur esquisse quelques silhouettes qui confirment le caractère social du mal dont souffre Smith. Les femmes sont terribles : la mère et la femme de Smith, militantes ingénues et inhumaines du conformisme. Quant aux hommes, Bromfield les montre atteints d'un désarroi psychologique et physiologique analogue à celui de Smith, cherchant dans l'ivresse et la débauche la satisfaction que leur refuse la vie quotidienne. La seule originalité de M. Smith est qu'il nomme son mal : de son mariage sans intimité au lancement de la bombe à Hiroshima, ses conclusions jouent implacablement dans le même sens : la civilisation américaine est profondément inhumaine. Cette découverte ne lui sert d'ailleurs de rien, elle ne sert pas davantage son amie Marie Raeburn ; ils ne sauveront ni eux, ni personne ; même l'amour qui les unit sera sans lendemain, parce qu'ils ont perdu les qualités morales nécessaires pour l'entretenir. L'absurdité est totale : dans le conformisme, hors du conformisme, M. Smith ne peut plus vivre. C'est pourquoi finalement notre bourgeois américain choisira de mourir pour échapper à cette absurdité.

Un tel livre n'est pas tout à fait nouveau ; d'autres auteurs américains ont campé d'autres M. Smith et W. Pozner [1] a démontré avec plus d'efficacité encore que Bromfield le mécanisme social qui fabrique des Burrell et des Smith. Mais c'est tout de même la première fois qu'un auteur occidental bourgeois accuse de manière si directe, avec toute la force d'un talent incontestable, la stérilité mal-

1. Vladimir Pozner : *Qui a tué O'Burrell ?* (Editeurs français réunis). Voir *la Pensée*, n° 46, janvier-février 1953, p. 134.

faisante de la civilisation américaine. N'aurait-il que donné son véritable sens historique à l'éclatement de la bombe de Hiroshima en la présentant comme une honte pour l'Amérique et non comme un signal de délivrance pour le « monde libre », le roman de Bromfield mériterait de faire date.

Cependant L. Bromfield n'a guère dépassé le stade de Duhamel. Ce n'est pas le capitalisme américain qu'il condamne, ce ne sont pas les trusts qu'il accuse, mais la technique, « *la* » civilisation. Il y a là une faiblesse qui n'est pas sans conséquence sur l'économie même du roman. L. Bromfield, qui est si évocateur, si vraiment romancier quand il décrit, devient un piètre raisonneur quand il prétend tirer une morale de son histoire. Alors que son vocabulaire colle au sujet dans les parties d'observation concrète, il devient d'une banalité et d'un à peu près affligeants quand il philosophe. Les termes « matérialiste », « socialiste » sont constamment employés d'une manière impropre, le mot « socialiste » comportant à la fois une condamnation du socialisme et de la société, « matérialisme » signifiant à la fois technique et matérialisme. Que M. Smith fasse ces confusions, passe encore ! Il apprend à penser et connaît sa propre confusion, mais le romancier n'a pas à partager une erreur d'autodidacte et d'ailleurs il ne la partage pas. Mais il entend confondre dans une même imprécation le capitalisme et le socialisme et tourner son héros vers une troisième voie, qui s'avère dans le roman — comme dans la vie — inexistante et fallacieuse.

C'est à cette orientation qu'il faut attribuer une composition adroite, mais qui à la réflexion s'avère assez artificielle. Voici : les quatorze chapitres du roman s'intitulent alternativement la « jungle » (la jungle du Pacifique où pendant la guerre Smith est comme abandonné avec un détachement de quatre hommes pour garder un dépôt de conserves) et « Oakdale », du nom de la banlieue cossue où gîtait le héros dans le civil. L'intention est évidente : la jungle n'est pas là seulement pour permettre à Smith de prendre ses distances à l'égard de sa propre vie, mais elle sert à opposer une robinsonnade aussi artificielle dans son genre que les pastorales du XVIIIe siècle (encore que les détails en soient parfaitement vraisemblables) à la vie civilisée d'Oakdale. Naturellement Bromfield s'est bien gardé d'établir le moindre rapport entre ses Américains et les vrais sauvages de la jungle, rongés d'ulcères, mourant de faim près du dépôt de vivres qui ne servira vraisemblablement à personne. Ceux-ci, il les considère comme en marge de l'humanité.

Cependant, dans son île du Pacifique, Smith rencontre enfin la camaraderie, l'amitié, bref les sentiments rafraîchissants qui lui manquaient à Oakdale. Mais ce sont là sentiments de dimanche, qui ne changent rien à l'essence de sa vie. Smith le comprend si bien qu'il s'arrête à peine à l'idée de repartir, finie la guerre, avec un de ses compagnons ; infailliblement il se retrouverait à Oakdale comme après les week-ends qu'il passait au loin avec sa maîtresse Mary.

En effet le dépaysement n'a transformé en rien les perspectives de Smith. De nouveaux rapports de production n'étant point nés au sein de cette société de hasard, de nouveaux modes de pensée ne sont point nés non plus. Quels que soient leurs griefs contre la guerre et l'Amérique, Smith et ses quatre compagnons ne cessent de penser en fonction de l'armée à laquelle ils appartiennent et de la société qu'elle défend. Ils consentent, par exemple, à distraire des conserves de leur dépôt pour nourrir quelques Japs égarés dans la jungle, mais il ne leur vient pas à l'idée de distribuer ces mêmes conserves aux indigènes tout aussi affamés. Dans le premier cas ils ont seulement violé un règlement militaire, dans le second ils violeraient la loi capitaliste selon laquelle on ne donne pas ce qu'on vend... Aussi leur liberté est assez courte à l'égard des idées reçues et rien d'autre qu'Oakdale ne se lève à l'horizon de Smith.

Notez d'autre part que Bromfield a

composé de manière très arbitraire le groupe de soldats dont les vertus s'opposent si évidemment à la société corrompue dont vient Smith. Il est à l'image de la bonne vieille Amérique — telle du moins que les bourgeois américains se plaisent à l'imaginer — mais non à l'image de l'Amérique tout court. Il y a « le » sergent mauvaise tête et bon cœur, le fermier de l'ouest, l'israélite encore enfermé dans le judaïsme — enfin Homer, le « péquenot », « pauvre blanc » qui n'est peint ni avec la même justesse ni avec la même justice que les autres, écrasé qu'il est du mépris de l'auteur. Bromfield en fait le symbole de la sottise héréditaire des masses, ce qui est une manière de repiquer le racisme, tout en affectant d'en avoir horreur. Ainsi font les jardiniers pour les pousses qui ont perdu de leur vigueur.

Pas un ouvrier dans ce groupe, pas un écho de la classe ouvrière que l'auteur considère évidemment comme une référence inutile pour situer son personnage. En effet Smith accepte sans les mettre en cause les données de sa condition sociale, il accepte la manière dont lui et les autres bourgeois de sa ville gagnent leur argent sans jamais se dire que là est la racine de son mal. Lui qui rêve de créer de ses propres mains et qui n'a pas tort de considérer le pouvoir créateur comme la marque de l'homme, il connaît les fonderies de sa ville seulement pour les lueurs qu'elles jettent le soir, mais il ignore les hommes qui créent dans ces usines et Bromfield semble les ignorer tout autant.

Voilà pourquoi Smith n'est pas plus avancé que Burrell. Ce n'est pas un personnage « réveillé », quoi que prétende l'auteur. Son romantisme est encore un dérivatif au même titre que l'alcool, les « parties » et le puritanisme peureux dans lesquels se réfugient les gens de sa classe. Le spleen dont il est affligé a été tout à fait caractéristique des richissimes rentiers britanniques à l'époque la plus glorieuse du Rule Britannia. Comme ceux-ci, Smith va ériger son aristocratique solitude en supériorité et transférer sur les masses « qui font les révolutions » les fautes imputables à la bourgeoisie capitaliste. Il est à craindre que la misanthropie de M. Smith, saine au départ, ne fasse que donner des lettres de noblesse au fascisme.

Jeanne GAILLARD

Maxime GORKI : **Contes et Nouvelles.** Paris, éd. Hier et Aujourd'hui. 1953.

Voici paru le troisième tome des *Contes et Nouvelles* que Gorki, jeune encore, écrivit en 1895-96. C'est, me semble-t-il, le plus attachant. Gorki est déjà maître de son style, il a l'art de peindre le décor propice à son récit, de décrire ses personnages et leurs gestes avec une minutie quelquefois un peu trop poussée, avec des images personnelles qui constituent de redoutables écueils pour le traducteur (et dont Claude Momal s'est fort bien tiré). Les grands classiques russes du XIXe siècle avaient, avec une profondeur inégalée, posé les problèmes de la condition humaine et sociale, mais n'avaient pu les résoudre, et voir les contradictions sociales de la Russie d'alors. Gorki ne s'est pas encore assez dégagé de l'idéalisme du Tolstoï de *Résurrection*, ou d'un Dostoievski, avec leur idéalisation de la souffrance. Il ne voit pas encore les héros véritables dans la vie. Dans ses recherches de modèles héroïques, il se tourne vers les légendes et les contes, où le réalisme et un symbolisme allégorique se mêlent encore. Il reste un révolté, un « amer ». Partage-t-il les sentiments désespérés de certains de ses personnages, ceux de l'*Instituteur Korjik* qui trouve les hommes... « indifférents au bien et au mal... et se soumettant au premier coup du sort à son esclavage... » ou ceux d'*Un romantique* qui se demande si la vie, « une fois qu'elle nous a saisis, nous jette quelques sous comme à des mendiants et disparaît, nous laissant aussi misérables et dénués qu'au jour de notre naissance.... » ? La réponse n'est pas sûre. Mais si Gorki ne cache pas sa

sympathie pour les pauvres hères (voir *Camarades* du même tome, comme d'autres récits qu'il écrivit plus tard) qu'il a bien connus dans ses « Universités », qui n'ont pas su s'adapter à la vie cruelle, ou n'ont pas réussi à s'élever au-dessus de leur misérable condition sociale, il voit déjà la solution à cette désespérance. C'est la lutte, c'est « le combat qu'on livre pour conquérir son droit, où il faut démolir pour pouvoir édifier ». Lisez *le Lecteur* où un personnage fait comprendre au jeune écrivain son rôle d'éducateur qui doit susciter en l'homme « le désir brûlant de créer d'autres modes de vie », « ... des sentiments sincères qui, pareils à des marteaux, devront ruiner et anéantir certaines formes de vie, afin d'en créer d'autres plus libres, en remplacement de celles qui emprisonnent... ».

Gorki dénonce déjà la société capitaliste qui mutile l'individu. Aussi bien ne le fait-il pas explicitement — la censure ne l'eût pas permis, — mais le futur auteur de *la Mère*, qui trois ans avant, à Tiflis, a fréquenté les cercles révolutionnaires, est déjà conscient de la lutte qui prendra le caractère que l'on sait.

Ne croyez pas d'ailleurs que ces récits soient didactiques. Non, l'art du conteur est là, avec ses personnages bien réels, bien vivants, avec des tranches de leur existence où le tragique et le comique se mêlent comme dans la vie de chacun. Désespérance quelquefois, mais aussi notes d'espoir et d'optimisme, fantaisie et joie franche, surtout chez les gens du peuple, et vous rirez de bon cœur à la lecture de *Diplomatie*, *le Facteur*, *Mes quatre vérités servies à coups de rasoir*, *l'Eau et son importance dans la nature et dans la vie de l'homme*.

C'est une étape de la création de Gorki dans sa recherche du vrai, de l'humain, un appel plus clair au meilleur de l'homme.

R. HUNTZBUCLER

Jules VALLÈS : **le Cri du Peuple** (avec une préface de Lucien SCHELER). Les Œuvres de Jules Vallès. Paris, Editeurs français réunis, 1953.

Lucien Scheler a tiré des bibliothèques publiques où dorment les collections de journaux, non pas tous les articles politiques publiés par Vallès, mais une espèce d'anthologie.

Il a placé au centre de cette anthologie l'expérience révolutionnaire vécue par Vallès pendant la Commune. Ainsi a-t-il reproduit tout ce que Vallès a écrit, du 22 février au 19 avril 1871, dans le premier *Cri du Peuple*, dont, après le 19 avril, absorbé par ses fonctions à l'Hôtel de Ville, Vallès n'assuma plus que la gérance et la responsabilité morale. Ainsi est-ce le premier *Cri du Peuple* qui donne son titre au volume.

La majeure partie des pages qui suivent sont consacrées aux souvenirs sur les hommes de la Commune, Varlin, Pottier, Courbet, Maroteau... ou aux récits de la semaine sanglante que Vallès prodigua, durant l'exil et après l'exil, de 1878 à 1883, dans les journaux de la bourgeoisie radicale (*le Réveil*, *la Marseillaise*, *le Voltaire*, *la Révolution française*, *le Citoyen de Paris*). Puis, à partir du 28 octobre 1883, la série se continue dans le second *Cri du Peuple*. Vallès est de nouveau chez lui, parlant de la Commune toujours, en parlant encore le 19 janvier 1885, moins d'un mois avant sa mort survenue le 14 février.

L'historien de la littérature française aura désormais sous la main, grâce à cette précieuse édition, les textes nécessaires pour une confrontation avec *l'Insurgé*, puisque ce sont là les textes que Séverine a utilisés pour achever *l'Insurgé*, après la mort de Vallès.

L'historien du mouvement ouvrier y trouvera confirmée cette impression, qu'il a déjà eue souvent, que Vallès fut le plus désintéressé, le plus noble des compagnons de route du prolétariat français au XIXe siècle.

Vallès était digne de recueillir le 27 mai 1871 de la bouche de Varlin, qui

devait être assassiné le lendemain, ces belles et justes paroles :

Oui, nous serons dépecés vivants. Morts, nous serons traînés dans la boue. On a tué les combattants, on tuera les prisonniers, on achèvera les blessés. Ceux qu'on épargnera, s'il en reste, iront pourrir au bagne. Oui, mais l'histoire finira par voir clair, et dira que nous avons sauvé la République.

Ce « mot d'un mort », ignoré des biographes de Varlin, « Jules V. » l'avait confié à *la Révolution française* du 21 janvier 1879. Lucien Scheler lui a redonné la vie.

Jean DAUTRY

Victor HUGO : **Cris dans l'ombre et Chansons lointaines.** Textes réunis et présentés par Henri GUILLEMIN. In-16°, 208 p., 360 fr. — Paris, Albin Michel, 1953.

Sous le titre *Cris dans l'ombre et Chansons lointaines*, adroitement emprunté au stock de titres que Hugo tenait en réserve, Henri Guillemin présente au grand public un choix de poèmes qui ne se trouvaient jusqu'à présent que dans les « Reliquats » de l'Edition de l'Imprimerie Nationale.

Ces « reliquats », d'une richesse étonnante, doublent presque l'œuvre vraiment publiée, c'est-à-dire à la disposition de tout le monde. Henri Guillemin, à qui l'on doit la publication de nombreux inédits de Hugo (en particulier, le recueil intitulé *Pierres*, aux éditions du Milieu du Monde, en 1951 et dont on a apprécié, l'an dernier, le remarquable *Victor Hugo par lui-même* (aux éditions du Seuil), a songé à mettre justement à la portée de tous, et non plus des seuls spécialistes, un certain nombre de poèmes extraits de ces Reliquats, principalement du Reliquat des *Châtiments*.

C'est que, explique-t-il dans l'avant-propos,

les professeurs, les clients des bibliothèques universitaires, les « lettrés », comme on dit, ce n'est pas pour eux que s'exprime l'auteur de *l'Année Terrible* et des *Châtiments*. Leur suffrage le touche moins que celui de cette foule anonyme qui, en octobre 1870, s'est jetée sur les *Châtiments* (mille volumes par jour) et qui, du mois d'avril 1872 au mois d'avril 1874, dévorera plus de 100.000 exemplaires de *l'Année Terrible*.

On ne peut que féliciter H. Guillemin d'avoir aussi nettement orienté son choix sur les poèmes de combat de Hugo, sur ses poèmes politiques. Oui, là est bien le grand Hugo, le poète de la Nation ; oui, ce sont bien là les poèmes de lui qui, tout de circonstances qu'ils soient, demeurent les plus vivants, car, comme le dit Guillemin, « le scandale qui a mis debout Hugo ne cesse pas de nous concerner ». A preuve, entre autres, les nombreux poèmes de ce recueil qui fustigent des magistrats aux ordres du pouvoir.

D'ailleurs, si la place majeure revient de droit aux poèmes du grand combat de Hugo pour la démocratie, c'est tout Hugo, le grand-père, l'amoureux de la vie sous toutes ses formes, le contemplateur, l'homme de l'au-delà et du mystère et l'homme de la poésie de tous les jours, Hugo le multiple, Hugo l'universel, que, dans ce choix fidèle, l'on retrouve.

Aussi, ce recueil de poèmes, en fait inédits pour la majorité des lecteurs, peut-on le recommander non seulement aux curieux de Victor Hugo, mais à tous, à ceux qui le connaissent bien déjà, comme à ceux qui voudraient le connaître mieux, voire faire connaissance avec lui. A ceux qui l'aiment et à ceux qui ne l'aiment pas.

En effet, d'inédits de Victor Hugo, il convient de ne rien attendre de nouveau. Hugo ne fait que se répéter. Dans le recueil présenté par Guillemin, vous ne trouverez rien de plus, ni rien de moins, rien d'autre que le Hugo que vous connaissez déjà. Ces poèmes ne sont ni meilleurs ni moins bons généralement que tous les autres déjà connus. Pas de surprise. Encore un coup, Hugo se répète.

Et c'est ce qui nous réjouit.

Car Hugo a une esthétique bien à lui et que bien peu de poètes pourraient avoir l'herculéenne audace de lui envier :

une *esthétique de la répétition*. La quantité, ici, est, en effet, une qualité de l'œuvre. Jamais il n'arrive au bout du rouleau ; cette poésie ne tarit pas ; il y a toujours des mots, des vers, des strophes en réserve. Ce sont les gros bataillons de la poésie. Hugo, sans fin ni trêve, déferle.

Mais aussi quelle technique ! Bien sûr, Hugo a ses procédés, et il ne craint guère de les laisser voir. Seulement, à ce degré de dextérité, le procédé devient tour de force. Seulement, à ce degré de répétition, le tour de force verbal devient génie du verbe. Avec les mots, les figures de rhétorique et les douze syllabes de l'alexandrin, Hugo peut tout faire. Et les rimes ! C'est d'elles surtout que, cette fois-ci, je me suis amusé, de ce jeu toujours ébouriffant et souvent fort malicieux des rimes les plus inattendues et les mieux trouvées.

Cette dextérité, cette acrobatie souveraine, l'aisance dans le tour de force, sont les qualités requises d'une poésie dont l'ambition est de « tout dire ». Les poèmes ici recueillis doublent, pour ainsi parler, *les Châtiments* et *l'Année Terrible*, de 1853 à 1875, au jour le jour de l'histoire. Aussi est-ce bien le cas de lire cette poésie « comme le journal » ; elle est, au demeurant, bourrée des faits-divers de l'époque. Il n'est pas de poète qui vous fourre plus complètement dans son temps ; il vous fait lire les journaux d'alors, où l'assassin qui tenait la vedette s'appelait Troppmann et Martinaud-Déplat Rouher.

Et voilà aussi pourquoi Hugo se répète, voilà la raison d'un entêtement aussi incongru. C'est que l'indignation ne passe pas, que la colère ne se calme pas, que l'injustice dure, et qu'il n'a pas encore fini d'avoir raison. Si le verbe est intarissable, c'est qu'est intarissable l'indignation. C'est qu'il ne peut pas ne pas crier :

> Et tu le vois, ô Dieu vivant, et cela dure !

Nous parlions d'une esthétique de la répétition. Mais c'est une *éthique de la répétition* qui la sous-tend et la justifie. Guillemin insiste sur cette grandeur fondamentale de Hugo : d'avoir rabâché. La grandeur d'avoir rabâché la justice. Sa poésie ne s'est jamais assise. Contre l'injustice montante, elle n'a pas cessé de se dresser, et de monter, elle aussi, déluge incessant de la juste protestation.

Et, comme cela dure aujourd'hui encore, Victor Hugo, pour le plus grand agacement de certains, continue à se répéter.

Pierre Albouy

André Rousseaux : **Littérature du Vingtième siècle.** Quatrième série. Paris, Albin Michel, 1953. 264 pages.

M. André Rousseaux passe pour un critique « au vitriol ». A mon goût, il mêle à son acide un peu trop d'opium. C'est un terrible pensum d'avoir à lire ces pages qui prétendent décrire les grands courants de la littérature et de la pensée contemporaines. On se perd dans d'étranges problèmes ! Simone Weil fut-elle vraiment chrétienne ou simplement « christique » ? Je m'excuse, mais cela m'est tout à fait indifférent.

Rien ne ressemble plus à un critique littéraire bourgeois qu'un autre critique littéraire bourgeois. Ils ont l'air d'être faits en confection, et l'on se lasse d'avoir à faire les mêmes remarques. Comme tous ses confrères, c'est la peur qui domine M. Rousseaux — il dit « l'angoisse », cela fait plus philosophique — peur devant la montée du socialisme. Que d'allusions lugubres « au danger de mort qui pèse sur nous » ! Devant la civilisation bourgeoise expirante, il fait appel à tous les fabricants de remèdes idéologiques, et chante des Te Deum quand il croit en avoir trouvé.

La *Psychologie de l'art* de Malraux est « l'un des grands livres de notre temps ». *L'Homme révolté* de Camus est de même « un des grands livres de ces années-ci ». La probité d'Albert Camus fait d'ailleurs de lui « l'esprit le plus honnête de notre époque ». D'une façon générale tout ce

qui est dirigé non seulement contre le marxisme et le matérialisme, mais simplement contre tout rationalisme, est digne de l'attention de M. Rousseaux. Il célèbre toutes les variétés de mysticisme, Graham Greene, Hermann Hesse, T. E. Lawrence, et même l'ésotérisme de René Guénon. Aussi Anatole France est-il victime d'une véritable exécution en huit pages. Réquisitoire brutal et sans nuances, dans lequel il ne manque guère que des arguments. Dans sa fureur vengeresse M. Rousseaux écrase au passage Maupassant :

Il faut l'ingénuité d'un étudiant américain pour croire que Maupassant mérite une thèse de doctorat...

et Zola :

Les monuments du naturalisme, ceux de Zola en premier, pourrissent par la base de leurs murs épais.

Loti par contre, si vide d'idées, et dont la langue est si floue, obtient son indulgence, parce que, tenez-vous bien, « le temps est son ennemi ». Certes le temps est l'ennemi de tous les penseurs bourgeois. Mais Loti est le dernier écrivain qu'on puisse ranger dans la catégorie des penseurs.

Au total, M. Rousseaux tente de faire front contre l'humanisme socialiste, mais il se sent gêné derrière lui par toute la tradition humaniste française. Sa haine d'Anatole France est symptomatique. Cet héritier des grands classiques a donné son adhésion au communisme. Fait de haute valeur symbolique et crime impardonnable.

Soyons bons et terminons sur une note favorable. M. Rousseaux est catholique. S'il s'égare souvent dans la mystique, il reste à son honneur qu'il y a un certain degré d'immoralité qu'il n'admet pas. M. Jouhandeau a conté dans l'*Imposteur*, avec une mesquinerie répugnante, les déboires conjugaux d'un pédéraste égaré dans le mariage et qui a des prétentions au martyre et à la sainteté. Là, M. Rousseaux se fâche et, ô miracle, il n'y a plus trace d'opium sur sa plume. Lorsque la cause est bonne, le talent apparaît, même là où l'on a perdu l'habitude de le trouver.

J.-L. LECERCLE

André STIL : **Paris avec nous** (troisième et dernière partie du **Premier choc**). Paris, les Editeurs français réunis, 1953.

Le Premier choc est désormais un ensemble où l'action dramatique (je dis bien dramatique, en pensant aux grandes fresques théâtrales populaires dont la fin de notre Moyen Age et le XVI[e] siècle espagnol ont eu le secret), devient de plus en plus intense, en se concentrant et en s'élargissant à la fois. Dans *Paris avec nous*, plus de ces scènes « individuelles » des premiers tomes où la destinée de tel ou tel acteur était évoquée avec quelque complaisance (d'ailleurs pour notre grand plaisir). Il s'agit d'empêcher le bateau américain de décharger son essence dans un port français, et toute la ville ne pense plus qu'à cela, bande et unit toutes ses forces dans une action commune. Peindre les masses : la première réaction des métallos, et surtout la grande manifestation qui déferle contre les C.R.S. et vient montrer au préfet, dans son propre bureau, quelle est la volonté du peuple. Le but est atteint, le bateau n'est pas déchargé. Et l'action poursuit sa gradation, c'est toute la France qui va relayer maintenant les premiers combattants. Le premier choc, combat d'avant-garde, a été soutenu victorieusement par la classe ouvrière d'un port, et cette victoire va permettre la bataille générale. Dans le dernier chapitre, qui à lui seul explique le titre du livre, c'est Paris qui s'ébranle, qui se prépare à lutter contre l'arrivée d'Eisenhower.

Paris avec nous, faut-il répéter ce que j'ai dit des premiers tomes [1], est un trésor d'observations qu'on ne trouve nulle part

1. Voir *la Pensée*, n° 38, septembre-octobre 1951, p. 117 et n° 42-43, mai-août 1952, p. 149.

ailleurs. Sa lecture est indispensable à tous ceux (je pense, bien sûr, aux intellectuels) qui veulent se placer sur les positions de la classe ouvrière. Ou même seulement comprendre les réactions de la classe ouvrière en présence des événements actuels et les raisons de notre lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix. On peut le lire pour s'informer (et l'on sera empoigné par l'action), on peut aussi réfléchir sur les thèmes, sur les caractères, sur les méthodes. Sans revenir sur ce que j'ai déjà essayé de dégager, je crois bon d'insister sur ce qui me semble le plus clair dans *Paris avec nous*, je veux dire les problèmes de la direction collective. On étudie trop ces problèmes de façon théorique, ou du moins en envisageant la direction collective autour d'une table, avec assez de loisir pour confronter les avis avant de décider. André Stil nous montre que dans la réalité il en va tout autrement. Au début du roman l'absence de Robert, responsable syndical des dockers, à l'embauche, crée le trouble et permet aux jaunes d'agir : faute grave d'un dirigeant, qu'aurait seule pu compenser l'intervention d'autres camarades connus eux aussi comme responsables. Au cours des manifestations qui suivent, c'est au contraire la direction collective qui va triompher, qui va aider Henri, promu maintenant au premier rang, mais épaulé par les représentants de la fédération, à éviter les fautes, à mener l'action pour le mieux et à la faire triompher. Triomphe où se conjuguent la conscience de classe et l'expérience du Parti communiste.

Dans la grande œuvre d'André Stil, on fait la connaissance des communistes authentiques de ces années dernières. Leur caractère fondamental est qu'ils ne sont jamais figés, ils sont toujours en mouvement, en train de réfléchir sur ce qu'ils doivent faire pour « faire pour le mieux ». Aussi bien pour eux-mêmes, dans leur conduite individuelle, que pour conduire leurs frères à la victoire. Comment s'étonner qu'André Stil ait réussi ces portraits en action, puisqu'il a été lui-même à la pointe de la lutte ? C'est le grand emprisonné de Fresnes, la première victime du complot contre la classe ouvrière et son parti, qui pouvait le mieux, en tant qu'écrivain, analyser le comportement des communistes dans la bataille, et leur moral de vainqueurs. Et les faire vivre pour nous, avec son talent si personnel, si attachant, que désormais nous ne pouvons dissocier en lui l'homme de l'écrivain.

Le combat du peuple français a libéré André Stil ; il doit non seulement lui fournir l'occasion de peindre d'autres images de ce combat, mais lui assurer, à lui et à tous nos écrivains, la possibilité d'épanouir librement dans notre pays le réalisme socialiste.

Jean VARLOOT

Pierre GAMARRA : **Rosalie Brousse.** Roman. Paris, les Editeurs français réunis, 1953.

Rosalie Brousse plaira, je crois, à n'importe quel lecteur. Qui connaît déjà les précédents romans de Gamarra y retrouvera les qualités de simplicité et de sensibilité qui nous ont séduits dans *les Lilas de Saint-Lazare* ou dans *les Coqs de Minuit*. Celles qui lui permettent d'écrire si joliment, si délicatement pour les enfants (je ne connais rien de plus charmant que *les Mots enchantés*, que je conseille vivement à tous ceux qui cherchent pour les petits des lectures saines, captivantes, et pleines de poésie).

Rosalie Brousse est le type de ces innombrables femmes de France, paysannes d'origine, pauvres et sans avenir, qui se transplantèrent à la ville pour y fonder un foyer et, grâce à une vie de dur labeur, eurent la joie de voir leurs enfants et petits-enfants accéder enfin à un niveau de vie décent. Petite-fille d'un paysan des Causses d'une extrême misère, fille d'un domestique de culture, orpheline de mère dès sa naissance, Rosalie épouse un paysan pauvre qu'elle entraîne à Toulouse. Ils économisent sou par sou pour faire de leur fils (unique, bien

entendu) un employé du chemin de fer, dont les enfants pourront être institutrice et médecin...

Ce grand cycle familial fournirait à d'autres un roman à tiroirs, où l'on se perdrait (et déjà risque-t-on ici parfois de se perdre, comme l'auteur lui-même pages 214 et 215), où surtout l'on oublierait le principal : la continuité de cette famille. En la centrant sur le personnage de Rosalie, symbole de ténacité et d'acharnement au travail, Pierre Gamarra la fait ressortir, la rend plus humaine.

Mais si le roman se bornait à la trame telle que je viens de la résumer, il ne trancherait pas vraiment sur tant d'œuvres consacrées à des thèmes analogues. Ce qui en fait l'originalité, c'est que l'auteur a étudié ce que peut être le retentissement des événements extérieurs, collectifs, sur la vie de ce petit monde que Rosalie s'ingénie à créer et à grouper autour d'elle. Les faits s'étendent en effet de 1810 à 1944 (cinq générations !) : à travers ces quatre tiers de siècle, nous voyons comment le monde pénètre peu à peu dans la conscience de ces êtres d'abord si frustes. L'ancêtre, Pierre Brousse, s'est caché des années dans le Causse pour échapper à la conscription du premier des Bonaparte. Et la guerre sera le leitmotiv du roman ; menace perpétuelle, elle fait trembler Rosalie à qui elle prend un cousin en 1871, et deux frères de sa bru en 1914-18 ; enfin c'est la guerre qui met fin à l'existence même de Rosalie : en 1944, une bombe américaine l'écrase avec la maison qu'elle a acquise si péniblement. Seulement, ce que Rosalie n'a pas compris (mais elle le sent obscurément avant de mourir), c'est que son petit-fils Roger, le médecin, en a enfin pris conscience. Au moment où les bombes pleuvent sur Toulouse et détruisent la maison de sa grand'mère, il est au maquis depuis longtemps, et soigne ses camarades les partisans dans la vieille maison d'Albarenque qu'avait rebâtie son arrière grand-père, Antoine Brousse. Ainsi se termine le cycle : la guerre, menace surnaturelle, puissance hostile que les vieux Brousse se contentaient de fuir ou de détester, Roger Brousse la conjure en se battant contre elle, contre ceux qui vivent de la guerre, qui se servent de la guerre pour maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme. Car les Brousse, de génération en génération, ont compris que leur misère avait cette cause, et qu'il est possible de lutter en s'unissant. Henri Brousse, le mari de Rosalie, fait en 1920-21 la grande grève des cheminots, et son fils Pierre, tout en restant jusqu'au bout un idéaliste à la Jaurès, a néanmoins aperçu la grande clé du monde moderne, et permis à son fils de s'en servir.

Ainsi *Rosalie Brousse* est une œuvre qui dépasse de loin le niveau de la description banale : à travers la trame de la vie quotidienne d'une famille se dégage la chaîne de l'histoire même de notre peuple. Et cela sans effort pour le lecteur, car Pierre Gamarra a su trouver la forme simple, suggestive de réflexion, qui convenait à cette histoire à la fois si banale et si typique.

Jean Varloot

Pierre Daix : **Trois jours de deuil et une aurore.** Paris, les Editeurs français réunis, 1953.

Trois jours de deuil et une aurore est le troisième et dernier tome du triptyque de Pierre Daix qui a pour titre *Classe 42* : *La Dernière Forteresse*, premier roman de Daix, était un témoignage d'une très grande force sur les camps de concentration nazis. Le jeune écrivain, lourd d'une terrible expérience, s'y était déjà affirmé avec maîtrise. Le jeune communiste, qui n'avait que vingt-trois ans en 1944, déjà muri par la vie intense de la lutte illégale comme par les affres de l'enfer de la déportation, avait commencé par les souvenirs les plus récents, peut-être aussi les plus marquants, les plus douloureux. Il est ensuite revenu en arrière dans l'histoire, et *Classe 42* est l'épopée de sa génération, en France, pendant les années 1939 à 1943, c'est-à-dire celle de ces jeunes Français qui,

rassemblés aux jours de la défaite de 1940, sont entrés dans la lutte contre l'occupant nazi et ses valets français, roman de la lutte pour l'indépendance nationale et du rôle dirigeant qu'y jouèrent les communistes. Jean Kanapa a dit très justement dans la *Nouvelle Critique* (n° 31) comment déjà *la Dernière Forteresse* était à la fois « une vérité politique et un grand roman », quelle « *exaltante puissance* » ressort d'une telle œuvre, et aussi comment

> cela est sensible dans *Classe 42* et se marie à une tendresse, à un charme qui traversent le roman à l'image même de ce groupe impétueux et sentimental de jeunes, bien jeunes et bien Français. Pierre Daix est et sera un grand romancier.

Et c'est V. Nikolaiev qui, dans un article du *Communiste* (n° 8, 1953) consacré au développement de la littérature progressiste en France, disait comment

> c'est surtout dans la représentation de la tragédie nationale, dans la présentation d'une image sincère du peuple de France, profondément indigné par la trahison, animé du désir de défendre l'honneur et l'indépendance du pays, que réside le côté fort de la trilogie de Daix... [Il] a su montrer de façon pénétrante la naissance d'un grand sentiment de responsabilité dans la jeunesse française, la prise de conscience par cette jeunesse de la grande signification de concepts tels que honneur, liberté, patrie, héroïsme, héritage national.

Trois jours de deuil et une aurore, ce titre a été pris par Daix dans sa dernière page. Les trois jours de deuil sont ceux que Hitler a effectivement nommés ainsi lorsqu'il a fait mettre en berne le drapeau de l'Allemagne hitlérienne, après l'anéantissement des trois cent mille de la Wehrmacht à Stalingrad.

L'aurore, c'est cette victoire de Stalingrad qu'aux nouvelles de la grande offensive soviétique de l'hiver 1942-43, les lutteurs du combat illégal de France et d'ailleurs ont vu poindre jusque dans leurs prisons. Cette aurore illumine, réconforte, anime ceux qui vivent et ceux qui vont mourir, ceux qui sans armes soignent, comme Marguerite, les F.T.P. dans la solitude de la campagne, ceux qui, comme Jean et Julien, de par les « planques », les rendez-vous au cœur de la capitale, mènent la lutte quotidienne, dans le métro où l'on abat les officiers, puis dans « leurs griffes » au dépôt de Romainville, avant la déportation ou le poteau d'exécution.

Il existait déjà plusieurs témoignages de ces luttes héroïques. Ce qui est particulier chez Daix, c'est cette vérité, obtenue par une pensée mêlée sans cesse à la vie.

Les héros, jeunes hommes et jeunes femmes, y vivent humainement, sentent, souffrent, se rappellent. Les tableaux successifs, où le romancier semble adopter une méthode de l'art du cinéma, nous font vivre la simultanéité d'actions chez des personnages très divers, depuis les occupants, officiers, hommes de la Gestapo, leurs valets français, ministres, journalistes, indicateurs, jusqu'aux communistes, en passant par les gaullistes, des gens moins engagés dans la lutte, d'autres qui luttent, mais désespèrent jusqu'au suicide, faute de compréhension politique des perspectives, faute de contact avec le Parti. Cela pourrait être caricatural. Ce ne l'est pas. Cela pourrait être embrouillé, trop riche de présences diverses, et pourtant les laines du canevas laissent finalement apparaître la continuité du dessin, des êtres de chair et d'os nous sont de plus en plus familiers. Ils sont sans doute peu différenciés dans leur personne physique, — il faut lire ensemble la trilogie des trois tomes pour s'y reconnaître parfaitement, — mais leurs actions les différencient pourtant ; leurs caractères, leurs réactions se mêlent au véritable sujet du roman qui est l'histoire en marche, la lutte sombre, souvent décevante par ses échecs, souvent accablante même, mais où naît finalement l'aurore d'une libération.

Les lecteurs qui ont vécu ces mois, ces années de lutte et d'espérance seront bouleversés par ce témoignage authentique où, à côté de héros sans nom, apparaissent des voix, des noms qui reten-

tissent dans nos cœurs, ceux de Danielle Casanova, de Politzer, accusateur et juge en face de ses juges, et c'est du dépôt même que Jacques Solomon et Jacques Decour partent pour la mort, laissant leurs dernières pensées, les dernières traces de leur lutte et de leur courage, à un des héros du livre, Julien, qui mourra, lui aussi, après un long calvaire.

Pierre Daix n'a pas seulement vécu tout cela, — et à ce titre il en a long à nous apprendre sur l'histoire, — il l'a pensé, profondément, et exprimé en écrivain véritable, authentique.

Gérard MILHAUD

Philippe-Jean HESSE : **Silence, on raconte.** Paris, éditions Julliard, 1953.

Un enfant de onze ans vous raconte la Bible..., à sa façon, comme une suite de fables cocasses :

Dans l'arche où l'on s'ennuie, car le déluge s'éternise, les divers animaux célèbres se font part de leurs expériences (passées ou... futures, ils n'en sont pas à ça près) : le serpent par exemple révèle comment il fut trompé par Eve et Adam, le cheval comment il se vengea d'Absalon ; la baleine raconte les crampes d'estomac épouvantables que lui causa un drôle de petit bonhomme et comment elle les soigna ; le lion explique comment il a jugé contraire à sa dignité de dévorer Daniel :

> Je suis roi, m'écriai-je, et non pas un dépotoir. C'est un scandale ; tout ce qui ne plaît pas aux hommes, ils me l'envoient et je dois le manger ; que ce soit coriace, ils s'en fichent. Dans ces conditions je ferai la grève de la faim...

etc. etc.,...

Malgré quelque monotonie à la fin dans le procédé d'invention, bien excusable chez un écrivain de onze ans, l'ensemble reste savoureux, surtout avec les vingt-six dessins inénarrables de Jean Effel. Une excellente lecture démystificatrice pour vos enfants.

Pol GAILLARD

Paul HOGARTH : **Defiant People.** Drawings of Greece To-day. Londres, Lawrence and Wishart, 1953.

Nous sommes heureux de signaler la publication de ce recueil des dessins que le bon artiste communiste anglais Paul Hogarth a ramenés d'un voyage en Grèce. Ecartant délibérément les visions stéréotypées traditionnelles et le pittoresque touristique, il a plongé dans la vie quotidienne de la Grèce martyre, faite de misère poignante, mais aussi de dignité et de lutte contre le fascisme et l'occupation américaine. Ce qui fait la valeur de cet album, c'est l'absence aussi bien de sensiblerie étalée que de naturalisme complaisant. Paul Hogarth s'est élevé au niveau de son sujet, et son réalisme est prenant parce que simple. La composition est solide et, là surtout où la sobriété est la plus grande, elle ne manque pas de beauté.

Paul MEIER